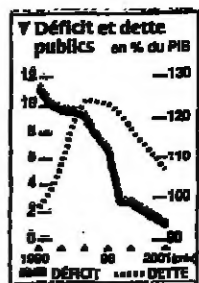


سكنا من الجلف

111

Le Monde

LE MONDE ÉCONOMIE
■ Italie: le prix d'entrée dans l'euro
■ Emploi: 12 pages d'annonces classées



CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 16742 - 7,50 F - 1,13 EURO

MARDI 24 NOVEMBRE 1998

FONDATEUR: HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR: JEAN-MARIE COLOMBANI

Les maux de la Russie

■ Le président Boris Eltsine est de nouveau hospitalisé

■ Emotion après l'assassinat de la députée de l'opposition libérale Galina Starovoïtova

■ Voyage chez les gueules noires de Vorkouta, sans salaire depuis un an

Lire pages 2, 14 et notre éditorial page 15

Coup de froid sur la méthode Jospin

● Le premier ministre affiche sa « détermination » à mettre en œuvre son « pacte de réformes » ● Il appelle au calme après les critiques des Verts sur les sans-papiers et les propos de Michel Rocard sur François Mitterrand ● La perspective des européennes nourrit la compétition au sein de sa majorité ● La grève des cheminots assombrit le climat social

LIONEL JOSPIN s'exprimera, mardi 24 novembre, sur France-Info à l'heure où sa cote de popularité s'effrite et où le malaise persiste au sein de sa majorité. Devant la

convention du Parti socialiste sur l'entreprise, dimanche 22 novembre, le premier ministre a affirmé sa « détermination », malgré les « difficultés », à mettre en œuvre son

« pacte de réformes ». Il a demandé aux partis de la majorité de ne pas se « fixer comme objectif d'affaiblir l'autre ». Comme François Hollande, premier secrétaire du PS, M. Jospin a

appelé les socialistes au calme après les polémiques suscitées par les propos de Michel Rocard mettant en cause l'honnêteté de François Mitterrand. « Gardons-nous, entre socialis-

tes, des polémiques vaines où chacun cherche à blesser et à abaisser », a-t-il lancé. M. Hollande a reproché à Daniel Cohn-Bendit d'adopter « la parodie du dormeur de légers ». Philippe Séguin a proposé d'accorder aux sans-papiers non régularisés un



délai de dix-huit mois. Selon le président du RPR, l'administration pourrait, après un ultime examen « au cas par cas », détenir avec eux et leurs pays d'origine, « dans la sérénité et la fermeté », les conditions de leur retour et de leur réinsertion. La grève européenne des cheminots, lundi, marque le début d'une semaine décisive pour la SNCF.



ÉDITORIAL
Lumineuse initiative présidentielle que fut la dissolution de l'Assemblée nationale; mais les problèmes restent, tandis que des espoirs disparaissent et que des signes avant-coureurs d'une possible dégradation se font jour.

Depuis qu'il est aux commandes, Lionel Jospin a à peu près échappé à toutes les embûches qui semblaient devoir, inévitablement, entraver son parcours et fermer la parenthèse d'une gauche revenue, par accident,

Tout va bien...

au pouvoir. La croissance, un instant menacée par l'ombre portée des crises russe et asiatique, est là; et avec elle le lent mais réel recul du chômage. La France socialiste n'est plus seule en Europe: Tony Blair, Gerhard Schröder et Massimo D'Alema l'ont rejoint, donnant une chance à l'Union d'être à la fois plus sociale et plus convaincante; en tous cas plus proche des préoccupations des Européens. Armé d'une méthode et fort d'une image en tous points inverses de celles de son prédécesseur, le premier ministre a, un à un, assez bien géré et encore mieux digéré les conflits qui ont surgi - successivement les routiers, les chômeurs, les pilotes d'Air France, les lycéens - mettant aux prises des catégories, leurs besoins, leurs aspirations et leurs craintes face à une société en mouvement.

J.-M. C.

Lire la suite page 15

Ces femmes chiliennes qui n'envisagent pas l'avenir sans « papi » Pinochet

SANTIAGO

de notre envoyée spéciale

Du côté des partisans d'Augusto Pinochet, les plus fanatiques ont été jusqu'à présenter des femmes, surnommées ironiquement « les soldats du général ». Tandis que certains des plus fidèles alliés politiques de l'ancien dictateur cherchent à prendre quelques distances, songeant à l'élection présidentielle de l'an prochain, elles continuent de refuser d'imaginer l'avenir sans celui qu'elles appellent tendrement « tata » (grand-père). Sous leurs allures de dames de charité, ces épouses ou filles de militaires sont à l'origine des violents incidents qui ont éclaté aux abords des ambassades de Grande-Bretagne et d'Espagne au lendemain de l'arrestation à Londres de Pinochet le 16 octobre. Sous la houlette d'Evelyn Mattei, jeune sénateur de l'Union démocratique indépendante (UDI-pinochetiste), elles ont convaincu les autorités municipales du quartier de Providencia de ne plus ramasser les ordures devant les deux bâtiments diplomatiques et invitant les Chiliens « à ne plus boire de whisky britannique ».

Tous les jours, elles forment le gros de la troupe - des centaines de pinochetistes - qui se retrouvent à la tombée de la nuit autour d'un autel improvisé dans le parking d'un supermarché pour rendre hommage au vieux général qui gouverna pendant dix-sept ans le Chili et fut pendant un quart de siècle l'homme fort du pays à la tête des forces armées. Bien que la Fondation Pinochet, dans le quartier résidentiel de Las Condes, soit présidée par un homme, le général Luis Cortes Villa, c'est son épouse Magali, la sobriétaire rondelette, qui monte quotidiennement la garde dans la lueur demeure tapissée de portraits du général en grand uniforme. Avec une dizaine de collaboratrices, elle vend des porte-clés à l'effigie de Pinochet, des livres et des cassettes.

« C'est nous, les femmes chiliennes, qui avons le plus souffert des restrictions économiques et des queues interminables devant les supermarchés quand il n'y avait plus rien à manger en 1973, à la fin du gouvernement de Salvador Allende. C'est nous qui avons protégé nos enfants de la violence marxiste », s'écrit Magali. Depuis cinq semaines, la ferveur hystérique a cédé la

place à une attente angoissée à l'approche du verdict des Lords britanniques le 25 novembre. Pour tromper le temps, les « militantes » allument nerveusement des cigarettes tout en ruminant leur colère contre « les Anglois et les Espagnols qui ont piétiné l'orgueil et la souveraineté du Chili ». Leurs yeux se remplissent de larmes quand elles évoquent « le prisonnier de Londres, victime d'un complot du socialisme international ».

Elles opposent un silence haineux à toute mention des milliers de disparus de la dictature. « Nous ne les avons jamais vus. C'est une invention des associations de défense des droits de l'homme », lancent-elles avec défi. « Nous n'abandonnerons jamais celui qui a fait du Chili un pays prospère et dont le modèle économique a été admiré dans le monde entier ». Mercredi, « quel que soit le verdict britannique », un grand rassemblement est prévu pour fêter le quatre-vingt-troisième anniversaire de Pinochet. Pour ses partisans, le plus beau cadeau serait le retour au pays de leur « héros immortel ».

Christine Legrand

Nantes : une île et trois continents

L'ÎLE DE NANTES, qui s'étend sur 5 kilomètres au cœur de l'agglomération, sera le signe de la réconciliation de la cité des ducs de Bretagne avec son fleuve nourricier, la Loire. Parallèlement à l'aménagement de l'île, chantier complexe qui va durer des années, élus et urbanistes veulent redonner à la Loire son équilibre et sa beauté perdus. Plus loin, trois continents, l'Afrique, l'Asie, l'Amérique (latine) : Nantes fête les vingt ans de son festival de cinéma des trois continents, du 24 novembre au 1^{er} décembre. Créée par Alain et Philippe Jalladeau, cette manifestation a notamment été la première, hors d'Iran, à présenter un film de Kiarostami.

Lire pages 13 et 28

Un duel français en Europe



JEAN TIGANA

Monaco et Marseille se rencontrent, mardi 24 novembre, en huitième de finale aller de la Coupe de l'UEFA. A l'occasion de ce face-à-face français, Jean Tigana, l'entraîneur monégasque, confie au Monde ses difficultés et ses ambitions. Rugby, voile, ski, tennis et course à pied sont également au menu de nos pages « Sports ».

Lire pages 24 à 26

International	2	Aujourd'hui	24
France	6	Météorologie	27
Société	10	Jour	27
Carnet	12	Culture	28
Régions	13	Guide culturel	31
Hortons	14	Kiosque	32
Entreprises	18	Abonnements	32
Communication	20	Radio-Télévision	33
Tableaux de bord	22	Immobilier	34

AOL rachèterait Netscape

Numéro un mondial des services en ligne, America Online serait sur le point de racheter le fabricant de logiciels de navigation sur Internet, à l'origine des attaques contre Microsoft. p. 18

L'hiver en automne

Après le décès de plusieurs sans-abri, autorités et associations demandent une amélioration de la prise en charge des personnes en situation précaire. Reportage. p. 11

Un opposant assassiné en Iran

Darius Ferozfar et son épouse ont été assassinés dimanche à leur domicile de Téhéran. Un défi pour le président Khatami. p. 4

Indonésie : chrétiens lynchés

Des affrontements entre musulmans et chrétiens, ont fait au moins 13 morts à Djakarta. p. 5

La Grèce et l'Europe

Profondément orthodoxe et balkanique de cœur, la Grèce « ne sera jamais totalement européenne », estime l'écrivain Jacques Lacarrière. p. 17

Murdoch en Italie

Rupert Murdoch, TF1 et Telecom Italia veulent lancer un deuxième bouquet numérique en Italie, concurrent de Telepiù. p. 20

Allemagne, 3 DM; Autriche, 8 F; Belgique, 45 F; Canada, 2,25 \$ CAN; Côte d'Ivoire, 850 F CFA; Danemark, 15 KRD; Espagne, 225 PTA; Grande-Bretagne, 1 £; Grèce, 480 DR; Irlande, 1,48 £; Italie, 2000 L; Luxembourg, 48 FL; Maroc, 10 DH; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 3 FL; Portugal, 200 PTE; Réunion, 9 F; Singapour, 800 F CFA; Suède, 10 KRS; Suisse, 2,70 S; Tunisie, 12 Din; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

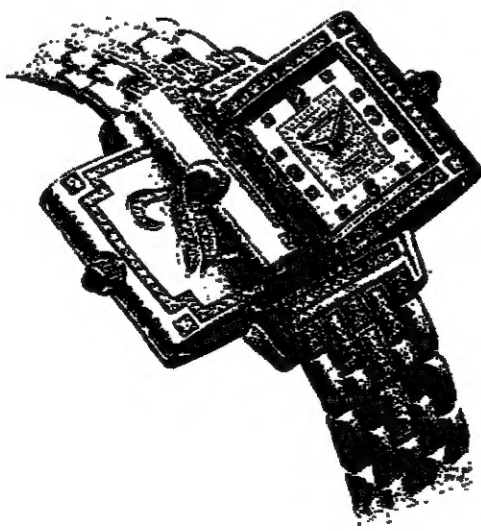
M 0147 - 1124 - 7,50 F



DUBAIL

66, RUE FRANÇOIS 1^{er}
PARIS 8^e
TEL: 01.53.57.42.00

VOUS INVITE À DÉCOUVRIR LES PIÈCES
UNIKES DE HAUTE JOAILLERIE PRÊTES PAR
LE MUSÉE JAEGER-LECOULTRE À L'OCCASION
DE L'EXPOSITION « REVERSO JOAILLERIE »
DU 18 AU 28 NOVEMBRE 1998.



JAEGER-LECOULTRE

RUSSIE La nouvelle de l'assassinat à Saint-Petersbourg, vendredi 20 novembre, de la députée influente de l'opposition libérale Galina Starovoïtova, a provoqué une

vague d'indignation dans le pays, où plusieurs responsables ont dénoncé un « meurtre politique ». Figures de proue du mouvement démocratique en Russie, elle s'apprêtait à briger

en 1999 le siège de gouverneur de la région de Leningrad. ● LE PRÉSIDENT Boris Eltsine, subitement hospitalisé, dimanche 22 novembre, a annoncé samedi qu'il prenait l'en-

quête sur cet assassinat, sous sa « responsabilité directe ». ● LE MEURTRE DE M^{me} Starovoïtova est le sixième d'un élu russe depuis 1993, aucun n'ayant été éclairci. Il inter-

vient après une série de règlements de compte politico-mafieux à Saint-Petersbourg, baptisée par certains « ville criminelle ». (Lire aussi notre éditorial page 15.)

L'assassinat de Galina Starovoïtova indigné les libéraux russes

Cette députée de la Douma, âgée de cinquante-deux ans, était connue pour son opposition farouche aux communistes et aux nationalistes. Sa disparition s'inscrit dans une longue liste de meurtres, non élucidés, de responsables politiques depuis 1993

MOSCOU
de notre correspondant
« Le pays dans lequel nous vivons est loin d'être celui dont nous avions rêvé (...), le chemin vers la liberté s'est révélé plus long et difficile que nous le pensions », avait-elle déclaré il y a quelques semaines. Galina Starovoïtova, cinquante-deux ans, députée libérale à la Douma (Chambre basse), est morte, dans la nuit du vendredi 20 au samedi 21 novembre, tuée d'une rafale de pistolet-mitrailleur à Saint-Petersbourg. Selon les premiers éléments de l'enquête, deux personnes étaient postées sur le palier de son domicile, qu'elle regagnait après une semaine passée à Moscou. L'assistant parlementaire de M^{me} Starovoïtova, l'ancien journaliste Ruslan Linkov, a été grièvement blessé dans l'attentat. Il devait néanmoins pouvoir témoigner devant les enquêteurs, lundi 23 novembre.

Cet assassinat, que la plupart des responsables russes ont aussitôt considéré comme « politique », a provoqué une onde de choc allant bien au-delà d'une classe politique largement déconsidérée. Durant le week-end, plusieurs centaines d'habitants de Saint-Petersbourg sont venus déposer des fleurs ou des messages devant le domicile de la

députée, en plein centre de la ville. « Non à la Russie criminelle », disaient quelques pancartes. « Défendons les idéaux démocratiques pour lesquels elle a lutté toute sa vie ». Les télévisions russes ont multiplié les reportages sur cette femme que la chaîne NTV a présenté comme la « députée la plus aimée de la Russie ».

La personnalité de Galina Starovoïtova explique l'inhabituelle émotion provoquée par sa mort, qui s'inscrit dans une longue série de meurtres de responsables politiques, de journalistes ou d'hommes d'affaires. Elle demeurait l'une des figures de proue du mouvement démocratique en Russie. Surtout, elle apparaissait comme une élue intègre et honnête. Vivant modestement, la députée, selon tous les témoignages, se tenait soigneusement à l'écart du monde des affaires de Saint-Petersbourg, où les règlements de comptes et les crimes se multiplient.

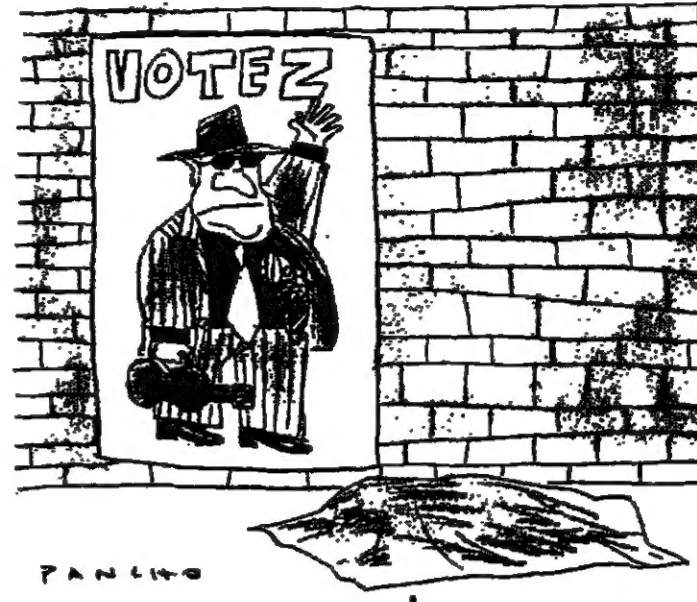
La motivation exclusive « politique » de son meurtre a été aussitôt mise en avant. Plusieurs observateurs estiment en effet que les précédents assassinats de députés (cinq depuis 1994) relèvent d'obscur règlements de

comptes entre milieux criminels. Fortement implantée à Saint-Petersbourg, dont elle était députée depuis juin 1990, Galina Starovoïtova s'était engagée en première ligne dans la campagne pour l'élection de l'assemblée locale de la ville, qui doit se tenir le 6 décembre. Adversaire du maire, Vladimir Iakovlev, elle avait constitué une large coalition des forces libérales. Entente et union des démocrates.

BATAILLE ÉLECTORALE
Elle avait également annoncé son intention d'être candidate au poste de gouverneur de la région de Leningrad, en septembre 1999, puis aux élections législatives de décembre. Le poste de gouverneur de cette région est également convoité par Guennadi Seleznev, communiste et président de la Douma, et par l'ultranationaliste Vladimir Jirinovsk.

Ces dernières semaines, la presse russe avait noté la violence particulière de la bataille électorale en vue du scrutin du 6 décembre. Aux fausses listes, aux menaces physiques et intimidations diverses est venue s'ajouter une vive campagne antisémite visant certains candidats libéraux ou indépendants. Des tracts et affiches anonymes s'en sont ainsi pris « aux sales youpins qui veulent faire la loi ». Depuis plusieurs années, des groupes néonazis ou ultranationalistes sont solidement implantés à Saint-Petersbourg.

Galina Starovoïtova s'était distinguée, ces dernières semaines, par sa dénonciation des diatribes antisémites du député communiste Andreï Makachov, qui avait déclaré



« les juifs, suceurs de sang » responsables « de tous les maux de la Russie » (Le Monde du 10 novembre). Elle avait estimé que la Douma était « devenue une maison de fous », après le rejet, le 4 novembre par les députés, d'une résolution condamnant les propos de l'élue. Elle s'était vue, lors de ce débat, interdite de parole par le président de la Douma.

Sa mort a exacerbé un peu plus encore les tensions entre les libéraux et réformateurs, d'un côté, et les communistes, de l'autre. « Elle s'était placée en travers du chemin des communistes et des gangsters. C'est évidemment un meurtre poli-

tique », a ainsi déclaré, samedi, Anatoli Tchoubais. L'ancien vice-premier ministre libéral n'a pas hésité à considérer qu'il existait « un lien étroit entre les remarques du général Makachov et le meurtre de Galina Starovoïtova ».

Une partie des libéraux croit pouvoir alimenter cette polémique en s'appuyant sur des révélations que la députée de Saint-Petersbourg se serait appêtée à faire. Un des responsables locaux de Russie démocratique, Sergueï Alexeïev, a ainsi expliqué à la chaîne de télévision ORT que la députée « enquêtait sur la création d'un fonds électoral Zouganov (chef du Parti communiste) Seleznev ». Capitale du Nord, le

journal de campagne de la coalition libérale de Saint-Petersbourg, avait la semaine dernière accusé M. Seleznev d'avoir monté deux sociétés écrans visant à « collecter » des fonds. Guennadi Seleznev a vivement démenté, samedi, ces accusations.

CLIMAT DE « TERREUR »
Alors que l'enquête débute tout juste, de nombreux responsables se sont inquiétés du climat « de terreur politique ». « Si les forces démocratiques ne s'unissent pas, les criminels et les nazis pourront arriver au pouvoir », a estimé l'ancien vice-premier ministre, Boris Nemtsov. Le plus alarmiste a été le chef du parti libéral Iabliok, Grigori Iavinski: « Ce n'est qu'un début (...). Les criminels essaient de faire leur entrée en scène avant les législatives de 1999 et la présidentielle de 2000 », a-t-il déclaré au quotidien allemand Tagesspiegel.

Boris Eltsine, qui a pris l'enquête judiciaire sous sa « responsabilité directe », s'est, selon son porte-parole, inquiété, dimanche, « de l'utilisation de ce meurtre pour diviser le pays », se déclarant « choqué par cette mort tragique ». Samedi, le président russe a déploré à Saint-Petersbourg le patron du FSB (ex-KGB), Vladimir Poutine, et le ministre de l'Intérieur, Sergueï Stepanov. « Les meurtriers seront arrêtés, c'est une question d'honneur », a déclaré ce dernier. Aucun des assassins de responsables politiques de ces dernières années n'a été élucidé.

François Bonnet

PROFIL FIGURE DE PROUE DES LIBÉRAUX

Dans un pays qui n'en a jamais compté beaucoup, les démocrates et les libéraux se font de plus en plus rares dans la Russie du eltsinisme finissant. Mais Galina Starovoïtova était de ceux-là. Liée au Prix Nobel de la paix Andreï Sakharov à la fin des années 80, elle avait commencé sa carrière politique aux côtés de personnalités libérales comme l'ancien premier ministre, Egor Gaidar, avec qui elle avait fondé le parti Russie démocratique. Cette formation s'est étiolée au fil des ans mais Galina Starovoïtova continuait de dénoncer à la Douma les communistes et les nationalistes et l'alliance avouée entre les deux. Elle avait été dernièrement à l'origine de la motion « rejetée par les députés » condamnant les déclarations antisémites d'un dirigeant du PC.

Ethnologue de formation, elle avait été en 1991-1992 membre du Conseil d'État créé pour assister le président russe sur le dossier des relations interethniques. Elle avait pris alors des positions controversées jusqu'à ses amis dans le conflit du Haut-Karabakh. Puis elle s'était éloignée de Boris Eltsine, devenant

une critique résolue de la guerre en Tchétchénie.

Les circonstances de son assassinat sont connues. Deux hommes l'attendaient sur le palier de son immeuble au bord du canal Griboïedov, en plein centre de l'ancienne capitale russe. Ils l'ont abattue d'une rafale de pistolet-mitrailleur, blessant grièvement son assistant parlementaire, puis ils ont pris la fuite. En revanche, les motifs sont obscurs. Galina Starovoïtova n'avait pas d'« activité commerciale », a indiqué un de ses collaborateurs pour écarter l'hypothèse d'un crime mafieux. Mais elle pouvait être gênante politiquement. Figure de proue de l'opposition libérale, à Saint-Petersbourg comme à Moscou, elle avait constitué une large coalition en vue des élections locales de décembre. Elle envisageait également de se présenter en 1999 au poste de gouverneur de la région de Leningrad (qui a gardé son nom) et était en concurrence avec le président communiste de la Douma, Guennadi Seleznev, aux élections législatives.

Connue à l'étranger, surtout dans les pays anglo-saxons, cette femme rayonnante y représentait le visage avenant d'une Russie moderne. Les meurtres les plus rétrogrades et brutaux de son pays l'auraient tuée.

Daniel Vernet

Saint-Petersbourg « est devenue une ville criminelle »

MOSCOU

de notre correspondant

La mort de Galina Starovoïtova a, de nouveau, braqué les projecteurs sur la situation particulière de Saint-Petersbourg, ville où les meurtres et règlements de comptes se multiplient depuis quelques années. Boris Nemtsov, ancien vice-premier ministre libéral, a ainsi demandé, dimanche 22 novembre, « une enquête générale » pour comprendre « pourquoi la deuxième capitale de la Russie est devenue une ville criminelle ».

Le 16 octobre, Mikhaïl Ocherov, conseiller politique de Guennadi Seleznev, le président communiste de la Douma (Chambre basse) et député de la ville, était grièvement blessé d'une balle dans la tête. Un tueur, armé d'un pistolet équipé d'un silencieux, l'attendait à la sortie de son domicile.

Ce jour-là, M. Seleznev était justement à Saint-Petersbourg pour assister aux obsèques d'un de ses proches, décrit comme un « ami de vingt ans ». Dimitri Filippov, responsable de la filiale locale de la banque Menatep et président de la compagnie d'énergie et d'hydrocarbures

de Saint-Petersbourg, avait été tué trois jours auparavant. Une bombe radiocommandée avait explosé alors qu'il ouvrait la porte de son appartement. Les deux hommes devaient organiser les prochaines campagnes électorales du président de la Douma, qui entend se présenter en septembre 1999 au poste de gouverneur de la région de Leningrad.

LUTTE POUR LE CONTRÔLE DE LA VILLE

Fin septembre, Viktor Smirnov, ancien assistant d'un député du parti ultranationaliste de Vladimir Jirinovsk, était abattu d'une balle tirée à travers une fenêtre de son appartement par un tireur d'élite. A la mi-septembre, c'est un haut fonctionnaire de la ville, cette fois, qui était victime d'un attentat. Evgueni Ogariov, responsable pour la mairie de la gestion des cimetières, pérorait dans l'explosion d'une bombe radiocommandée.

Le 18 août 1997, l'assassinat de Mikhaïl Manevitch avait mis en évidence les luttes entre différents clans criminels pour le contrôle de la ville. Vice-gouverneur et président du comité local des privatisations, M. Manevitch était tué,

en plein jour et dans le centre-ville, par un tireur d'élite armé d'un fusil à lunettes. Il s'était, semble-t-il, fermement opposé au bradage de biens immobiliers et de sociétés contrôlées par la municipalité. La privatisation, les années précédentes, de certaines activités portuaires et celle de sociétés de raffinage et de transport d'hydrocarbures avaient été également mises en cause.

Anatoli Sobtchak, qui fut maire de Saint-Petersbourg de 1991 à 1996, a estimé, dimanche, dans une déclaration à la chaîne de télévision NTV, que M^{me} Starovoïtova « gênait les groupes criminels qui veulent faire la loi ». Réfugié à Paris depuis novembre 1997, M. Sobtchak, qui se dit « l'objet de menaces de mort », est poursuivi depuis le 14 septembre pour corruption et abus de pouvoir. Après trois années d'enquête, il est soupçonné d'avoir touché des pots-de-vin et fait bénéficier ses proches d'appartements en échange de droits à construire accordés à plusieurs sociétés. M. Sobtchak crie à la « provocation politique ».

F. B.

Boris Eltsine est de nouveau hospitalisé pour « pneumonie »

LA « PNEUMONIE » dont souffre officiellement aujourd'hui Boris Eltsine est le dernier chapitre en date d'une longue histoire médicale faite d'épisodes récurrents de rechutes et de périodes de rétablissement : une histoire principalement marquée par un quintuple pontage coronarien pratiqué le 5 novembre 1996 à Moscou par le professeur Renat Akhtourine aidé par des spécialistes étrangers, américains et allemands.

L'équipe chirurgicale avait alors tout mis en œuvre pour tenter d'obtenir la plus large revascularisation d'un muscle cardiaque que certains spécialistes, informés du dossier médical du président russe, tenaient pour pratiquement inopérable. L'intervention - qui a fait ces derniers jours à Moscou l'objet d'une émission télévisée (Le Monde du 7 novembre) - fut toutefois pratiquée avec succès sans que l'on sache pour autant si elle permit d'obtenir le rétablissement d'une fonction cardiaque normale.

Après une longue convalescence Boris Eltsine sembla un moment avoir récupéré une certaine auto-

nomie au point de reprendre officiellement ses activités. Mais début janvier 1997 il était à nouveau hospitalisé pour un « début de pneumonie ». On expliquait alors qu'une infection grippale s'était compliquée d'une surinfection pulmonaire. Le professeur Akhtourine estimait alors que la vie du président russe n'était pas en danger dans la mesure où il avait un cœur qui fonctionnait « presque normalement ».

ENTREPRISES DE DÉSINFORMATION

Divers épisodes d'hospitalisation devaient suivre. A la mi-décembre 1997, lors d'une nouvelle admission à l'hôpital citant une « source médicale bien placée », une radio de Moscou évoqua la survenue d'un accident vasculaire cérébral, hypothèse officiellement démentie par le Kremlin. D'autres spécialistes russes avançaient quant à eux l'existence de « spasmes cérébraux » et la presse américaine parlait de « nouveaux incidents cardiaques ». Plusieurs observateurs médicaux établissaient alors un lien entre des

troubles de l'alimentation sanguine cérébrale et les troubles intellectuels, aux conséquences parfois spectaculaires, observés lors de certaines manifestations officielles.

Pour autant il était difficile, compte-tenu de l'absence d'informations médicales fiables et des diverses entreprises de désinformation, d'établir avec précision un bilan de santé du président russe. En mars 1998, Boris Eltsine fut une nouvelle fois contraint d'annuler tous ses rendez-vous en raison de « problèmes respiratoires aigus ». On expliqua cette fois que des troubles respiratoires s'étaient compliqués d'une « forte laryngite » qui avait rendu le président aphone. Boris Eltsine reprit néanmoins, par la suite, ses fonctions et réapparut à plusieurs reprises à la télévision, souvent de manière brève, sans que l'on puisse toujours établir l'impact de ses hospitalisations à répétition sur ses capacités physiques et intellectuelles.

Début novembre, son état de santé inspira une nouvelle fois di-

verses inquiétudes. On évoqua des difficultés respiratoires associées à des épisodes d'hypertension artérielle. Divers déplacements officiels à l'étranger durent être annulés et l'on ne chercha pas à cette occasion d'autres justifications que celles, fort vagues de « asthénie » ou, pléonasmes, de « fatigue généralisée ». Le président russe dut à cette occasion se reposer sur les bords de la mer Noire.

DEUX QUESTIONS EN SUSPENS

C'est dans ce contexte, alors que

l'on ne parvient plus à masquer l'affaiblissement général du patient, que survient cette nouvelle pneumonie caractérisée, officiellement, par une forte fièvre et l'administration de médicaments antibiotiques. Comme lors de l'épisode de janvier 1997 deux questions médicales peuvent être soulevées. La première est de savoir s'il s'agit réellement d'une pneumonie d'origine infectieuse (bactérienne ou virale) ou si ce diagnostic ne masque pas l'apparition d'une insuffisance cardiaque

grave entraînant l'apparition d'un œdème aigu du poumon.

Les symptômes de ces deux états pathologiques peuvent en effet être rapprochés. Mais alors que la pneumonie peut le plus souvent être traitée, la survenue d'un œdème aigu du poumon chez un malade cardiaque ayant subi un quintuple pontage coronarien est généralement de mauvais pronostic. L'autre question part de l'hypothèse d'une pneumonie. Quel pourrait être l'impact de cette infection sur l'équilibre hémodynamique et notamment sur le ventricule cardiaque droit du patient. En toute hypothèse cette nouvelle hospitalisation fournira de nouveaux arguments à ceux qui, à la Douma notamment, réclament que le président russe se soumette à une expertise médicale indépendante qui permettrait, enfin, de faire un bilan quant aux capacités physiques et psychologiques de Boris Eltsine à remplir les fonctions qui sont - encore - les siennes.

Jean-Yves Nau

Sommet sino-russe à l'Hôpital central de Moscou

D'après un porte-parole du Kremlin, Boris Eltsine, âgé de soixante-sept ans, est tombé malade, dimanche 22 novembre, et il a été hospitalisé avec une forte température de 38,9. Ses médecins ont aussitôt prescrit un traitement aux antibiotiques.

Toutefois, « le président se sent d'humeur à travailler », a précisé, lundi 23 novembre, le porte-parole et c'est donc à l'Hôpital central de Moscou que M. Eltsine a reçu son homologue chinois, Jiang Zemin, arrivé la veille pour un sommet informel devant porter sur la coopération économique sino-russe et les dossiers internationaux du moment. « La rencontre a eu lieu », a annoncé, laconique, le Kremlin. Selon l'envoyé spécial de la chaîne de télévision privée NTV, l'entretien a duré une quarantaine de minutes. - (Reuters.)

La Turquie s'engage vers un boycott des produits italiens

L'affaire Öcalan provoque l'indignation

ISTANBUL
L'affaire Öcalan, le chef du mouvement séparatiste kurde, a provoqué une vague d'indignation en Turquie. Les nationalistes ont appelé à un boycott des produits italiens, accusés de soutenir le régime ottoman. Les médias ont également relayé les critiques contre l'Italie, qui est considérée comme un allié proche de la Turquie. Les nationalistes ont également appelé à une manifestation à Istanbul.

Les ONG lancent une campagne sans réserve du traité sur la C...
Les ONG ont lancé une campagne pour la ratification du traité de commerce entre la Turquie et l'Union européenne. Elles ont appelé à une ratification sans réserve, car le traité actuel est considéré comme insuffisant pour protéger les intérêts des citoyens turcs.

Les ONG ont également appelé à une réforme du système judiciaire turc. Elles ont souligné que le système actuel est corrompu et qu'il faut mettre en place des mécanismes de contrôle pour garantir l'indépendance de la justice.

Enfin, les ONG ont appelé à une réforme du système éducatif turc. Elles ont souligné que le système actuel est obsolète et qu'il faut mettre en place des programmes de formation pour préparer les jeunes à l'avenir.

مجلس الشورى

La Turquie s'engage vers un boycottage des produits italiens

L'affaire Öcalan provoque l'indignation

ISTANBUL

de notre correspondant

Après le rejet, par la cour d'appel de Rome, du mandat d'arrêt international lancé par Ankara contre le chef kurde Abdullah Öcalan, dit « Apo », la vague d'indignation qui secoue la Turquie depuis plus d'une semaine touche désormais les relations économiques entre les deux pays.

Outre les sanctions officielles, imposées par les autorités qui ont exclu l'Italie des grands contrats, notamment pour la fourniture d'équipements militaires, un embargo est appliqué par la population turque contre tout produit en provenance d'Italie, allant même jusqu'à boudier les pizzas et spaghetti servis dans les restaurants italiens. Dans tous les coins du pays, des manifestants turcs expriment leur colère, brûlant le drapeau italien et l'effigie d'« Apo ».

« À partir d'aujourd'hui, nous renouons à nos couleurs », ont annoncé les partisans turcs de la firme italienne Benetton. Depuis 1984, avec cinq mille personnes travaillant en Turquie, nous produisons et commercialisons les produits Benetton. Mais avant tout, nous sommes Turcs et nous déplorons les derniers événements, car nous partageons les émotions de notre population. Les vitrines des succursales de Benetton, ont été drapées de noir.

INJUSTICE

« Nous protesterons auprès de l'OTAN... et nous réévaluerons nos relations avec l'Italie, non seulement dans l'industrie de défense, mais dans tous les secteurs de l'économie », a annoncé le ministre de la Défense, Ismet Sezgin. L'embargo touche notamment la firme italienne Finmeccanica, qui était en lice pour la fourniture de cent quarante-cinq hélicoptères de combat, un contrat estimé à 3,5 milliards de dollars. La compagnie MKEK, qui importait d'Italie des munitions pour l'armée turque pour une valeur annuelle de 250 à 300 millions de dollars a également annoncé la suspension de ses achats.

En 1997, l'Italie figurait parmi les trois premiers partenaires commerciaux de la Turquie avec des exportations atteignant 4,5 milliards de dollars, contre 1,8 milliard d'importations. Une délégation de la Tusiad, l'associa-

tion des industriels et hommes d'affaires turcs, s'est rendue à Rome où elle a entamé des pourparlers avec ses homologues de la Confindustria. L'embargo risque de porter atteinte à l'économie turque. L'industrie automobile - la compagnie Tofas, du groupe Koç, qui produit des véhicules Fiat sous licence, les pneus Pirelli, ainsi que des dizaines d'autres entreprises qui produisent des pièces détachées - fournit des emplois à des milliers de Turcs.

Mais les avertissements à ce sujet ont peu d'impact sur une population outrée par la tolérance des autorités italiennes à l'égard d'« Apo ». Les Turcs n'ont plus qu'un sujet à la bouche : l'injustice des Européens. Le premier ministre Mesut Yılmaz a été réélu, samedi 21 novembre, à la tête de son Parti de la mère-patrie (ANAP) malgré la situation précaire de son gouvernement, qui va vraisemblablement tomber le 25 novembre lors d'une motion de censure au Parlement.

APPELS AU CALME

Il a, une fois de plus, condamné les autorités italiennes, ignorant les réprimandes de l'Union européenne qui avait déploré ces menaces. « Le gouvernement italien, dans son ignorance, a ouvert ses bras au terrorisme le plus sanguinaire du monde », a déclaré M. Yılmaz.

Quelques commentateurs, craignant une explosion de violence, ont lancé des appels au calme. L'ambassade et le consulat d'Italie sont assiégés par des manifestants, qui se relaient jour et nuit pour protester. Les manifestations se multiplient, souvent organisées par des militants nationalistes d'extrême droite, débouchant sur des violences contre les Kurdes considérés comme sympathisants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), la formation d'« Apo ».

Plusieurs centaines de membres du parti pro-kurde Hadepe ont été interpellés par la police et deux des personnes arrêtées ont trouvé la mort dans des circonstances mal expliquées. Un jeune homme de dix-huit ans est mort sous la torture à Diyarbakir, alors qu'un autre membre du parti, âgé de quarante-six ans, est décédé après avoir, semble-t-il, été battu par une foule de manifestants en colère dans la ville d'Izmit, à une centaine de kilomètres d'Istanbul.

Nicole Pope

Les ministres des finances et de l'agriculture de l'UE tentent de s'entendre sur l'« Agenda 2000 »

Les pays du Sud veulent conserver le bénéfice des fonds structurels

Les ministres des finances des Quinze et leurs collègues de l'agriculture se penchent, lundi 23 novembre à Bruxelles, sur l'« Agenda 2000 »,

c'est-à-dire sur les finances de l'Europe de 2000 à 2006, sur la réforme de la politique agricole commune et des fonds structurels. Quatre

« contributeurs nets » (Allemagne, Autriche, Pays-Bas et Suède) demandant un rééquilibrage du budget européen.

BRUXELLES

(Union européenne)
de notre correspondant

Si les Quinze veulent que des progrès significatifs puissent être atteints lors du Conseil européen de Vienne, les 11 et 12 décembre, de façon à pouvoir conclure des dossiers à l'occasion d'une réunion exceptionnelle des chefs d'Etat et de gouvernement en mars 1999 - trois mois avant les élections de juin -, c'est aujourd'hui que de réelles négociations doivent s'engager.

Le problème central est financier. De quel budget disposera l'Union européenne (UE) au cours de la période 2000-2006, et comment sera-t-il réparti entre les différentes politiques menées par les Quinze ? Cette question conflictuelle débattue par les grands argentiers, rejait sur le débat agricole. Si Jean Glavany, le ministre français de l'Agriculture, plaide pour « une réforme de la politique agricole commune (PAC) économe », c'est moins par choix que pour être fidèle à la stratégie française consistant, dans ce débat d'ensemble, à faire pression sur les dépenses. C'est le moyen le plus approprié, croit-on à Paris, pour que le rééquilibrage du budget européen réclamé par l'Allemagne ne se fasse pas au détriment de la France ou du bon fonctionnement des autres politiques communes.

La question posée par le rééquilibrage

des contributions « pollue » tout le reste du dossier. Parmi les moyens de la traiter, la Commission proposait qu'une partie des dépenses agricoles, jusque-là prise en charge par le budget européen, soit désormais financée de manière nationale. Jacques Chirac y était opposé et le gouvernement lui a emboîté le pas. De même, le gouvernement ne veut pas entendre parler de « l'écêtement des soldes » - la seconde méthode proposée par la Commission - qui signifie qu'au-delà d'un certain niveau de « contribution nette », l'Etat membre payeur est partiellement remboursé. Selon les Français, la mise en œuvre de cette formule aurait pour conséquence que les Quinze ne supporteraient pas dans des conditions « égales » le poids de l'élargissement de l'Union aux pays d'Europe centrale et à Chypre.

JOUER SUR LA DÉPENSE

La « méthode française », telle qu'elle est proposée aux pays partenaires, consiste à jouer en priorité sur la dépense. « Il n'est pas acceptable que les dépenses européennes augmentent, alors qu'au niveau de chacun des Etats membres, la politique d'assainissement budgétaire oblige à serrer la ceinture », explique-t-on à Paris. On ajoute qu'inductiblement l'élargissement coûtera cher et qu'il faut se garder des réserves.

Mis à part les Espagnols, les Portugais et les Grecs, tout le monde est d'accord pour que les ressources propres de l'UE restent plafonnées à 1,27 % du PIB au cours de la prochaine période. Les dépenses actuelles se situent à 1,14 % du PIB de l'Union. La Commission, dans l'Agenda 2000, permet aux dépenses

structurelles (0,46 % du PIB) et, de manière moindre, aux dépenses agricoles, de progresser en fonction de la croissance. La présidence autrichienne, avec l'appui de la France, de l'Allemagne, des Pays-Bas et de la Suède, propose maintenant de stabiliser les dépenses réelles au niveau atteint en 1999. En d'autres termes, pour faire des économies (et, vu de Paris, avoir moins à compenser aux Allemands), le budget des actions

de la Commission entraîne des dépenses nouvelles. Il faudra les éliminer, sans remettre en cause l'architecture d'une réforme qui, apparemment, gagne des adeptes. On pourrait agir dans ce sens en maintenant le statu quo pour le lait, ce que voudrait M. Glavany. Il explique qu'il n'y a pas de déséquilibre sur le marché et donc mille raisons d'envisager les baisses de prix et l'augmentation de quotas préconisées par Bruxelles.

Vers une levée de l'embargo sur le bœuf britannique ?

Le ministre britannique de l'Agriculture, Nick Brown, s'est déclaré, dimanche 22 novembre, « certain » que l'embargo européen sur le bœuf britannique allait être levé lors de la réunion des ministres de l'Agriculture, lundi à Bruxelles. « Nos partenaires en Europe ont joué franc jeu avec nous et je suis certain que nous obtiendrons la décision que nous souhaitons », a-t-il affirmé à la chaîne de télévision privée GMTV. Il a assuré que la Grande-Bretagne avait rempli « toutes » les obligations requises par l'Europe pour combattre la maladie de la « vache folle ». Le 4 novembre, les chefs vétérinaires des Quinze avaient voté à la majorité simple (8 voix) en faveur de la fin de l'embargo sur le bœuf britannique imposé en mars 1996. Mais les représentants de l'Allemagne, de la France, de l'Italie, de l'Espagne et de l'Autriche s'étaient prononcés contre la levée de l'embargo.

structurelles ne progresseraient plus chaque année en fonction de la progression du PIB. Celle-ci étant évaluée en moyenne à 2,5 % par an, la différence est de taille ! Les pays du Sud - Espagne en tête - soupçonnent de vouloir leur priver des avantages du « Fonds de cohésion » et ils bloquent résolument une telle formule. « La proposition de la Commission, expliquent-ils, constitue un strict minimum. » Ces attitudes extrêmes pourraient-elles être rapprochées d'ici au sommet de Vienne ? On en doute.

Sur le plan agricole, la proposition

Philippe Lemaître

Emplois de complaisance à Bruxelles (suite)

Notre confrère *Libération* révèle dans son édition du 23 novembre que Jean-Cyril Spinetta (actuel patron d'Air France) a bénéficié grâce à Edith Cresson, commissaire européen chargée de la recherche et de l'éducation, à partir de janvier 1996 (après avoir été renvoyé par l'équipe Juppé) d'un emploi « allégé » au cabinet de cette dernière. Il était chargé de s'occuper de la mise en place d'un programme d'échanges de jeunes pour 50 000 francs par mois. M^{me} Cresson aurait également réussi à obtenir pour son garde du corps un statut d'« expert national détaché ». Une autre commissaire, l'Allemande Monika Wulf-Mathies est épaulée : elle aurait offert un contrat d'auxiliaire d'un an, en 1997, au mari de l'une de ses amies.

Nicole Pope

Les ONG lancent une campagne pour la ratification sans réserve du traité sur la Cour pénale internationale

STRASBOURG

de notre envoyée spéciale

La grande salle du Palais des congrès de Strasbourg n'a pas désempli, les 20 et 21 novembre, pour le colloque sur le thème « Juger les criminels contre l'humanité » qu'organisait la Mission pour la célébration du cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Le sujet fait recette, notamment auprès des étudiants en droit qui formaient les trois quarts de l'assistance.

En dépit de l'actualité immédiate qu'aurait pu lui donner l'affaire Pinochet, la manifestation menaçait cependant de se transformer en une sorte de cours magistral de luxe, sous la houlette de Robert Badinter, qui préside la Mission pour le cinquantième et qui avait convoqué une volée d'éminentes personnalités - juristes, diplomates, philosophes - experts en matière de lutte contre l'impunité.

On en serait resté à l'histoire de ce combat, à la simple description des armes dont il dispose, au constat satisfait de l'émergence d'une nouvelle morale publique internationale, si quelques intervenants n'étaient venus sur la fin briser le ton sage pédagogique et bien-pensant de la manifestation. Emma Bonino, commissaire européen pour l'action humanitaire, vint secouer la torpeur poli-

tiquement correcte de l'assemblée, en clamant à sa manière souriante et dérangeante que ce n'est pas le moment de s'endormir et que le combat continue. Il doit viser en particulier la ratification, par les Etats signataires, du traité conclu l'été dernier à Rome en vue de la création d'une Cour pénale internationale qui aura vocation à juger les responsables des crimes les plus graves.

Plusieurs participants ont relativisé l'ampleur des progrès accomplis, en soulignant les faiblesses des deux tribunaux internationaux ad hoc (sur l'ex-Yougoslavie et sur le Rwanda), les défauts du traité de Rome sur la Cour pénale internationale et d'une façon générale les ambiguïtés des Etats, soit qu'ils utilisent ces juridictions pour se défaire de leurs responsabilités, soit qu'ils refusent de coopérer avec elles, soit qu'ils s'en méfient et que la politique fasse obstacle aux avancées de la justice.

ACCÉLÉRER LES PROCÉDURES

Un collectif d'ONG s'était réuni jeudi et vendredi dans les locaux du Parlement européen, pour lancer une campagne en faveur d'une ratification rapide du traité de Rome. Le secrétaire général d'Amnesty International, Pierre Sané, comme Emma Bonino, a repris ce thème, en visant particulièrement la France. L'objectif

des ONG, a-t-il dit, « est d'obtenir soixante ratifications avant le 30 septembre 2000, afin que la Cour puisse être établie avant la fin du XX^e siècle ». Le traité en effet n'entrera en vigueur que quand soixante Etats l'auront ratifié. A ce jour, il n'a recueilli que 48 signatures et aucune procédure de ratification n'a pu être amorcée. On en est encore à la mise au point des versions justes du texte dans les différentes langues. Le texte doit ensuite être examiné par les instances compétentes (en France, le Conseil constitutionnel et le Conseil d'Etat). Dans de nombreux pays, dont la France, il impliquera une révision de la Constitution.

La campagne des ONG ne vise pas seulement à accélérer ces procédures, a souligné Pierre Sané, mais à obtenir des gouvernements qu'ils renoncent à la possibilité que leur offre le traité de Rome d'exclure les crimes de guerre du champ de compétence de la future Cour pendant sept ans (jusqu'à la révision du traité).

Le secrétaire général d'Amnesty International a appelé les autorités françaises à « rejoindre le peloton de tête » de ceux qui ont milité en faveur de la Cour, en renonçant à cette option qu'elle avait réclamée pendant la négociation et en incitant les autres Etats, notamment africains, à faire de même.

Claire Tréan

Le choix de Cindy Crawford



Constellation
Acier avec lunette sertie
de diamants.
OMEGA - depuis 1848.

Omega -- my choice Cindy Crawford

OMEGA

Le signe de l'excellence

Liste des points de vente : Tél. 03 83 48 14 11

http://www.omega.ch

L'un des principaux opposants iraniens assassiné à son domicile à Téhéran

Le meurtre de Dariush Forouhar et de son épouse apparaît comme un défi lancé au président Khatami

Dariush Forouhar, l'un des principaux opposants iraniens, a été assassiné, ainsi que son épouse, à leur domicile de Téhéran, dimanche 22 novembre.

LES SIMILITUDES avec le meurtre à Suresnes (Hauts-de-Seine), en août 1991, de l'ancien premier ministre iranien Chapour Bakhtiar sont troublantes et attestent de l'hostilité quasi vénéneuse que certains, en Iran, vouent à toute idée de libéralisation de la vie politique et d'ouverture à l'extérieur. L'un des responsables historiques de l'opposition iranienne, Dariush Forouhar, a été assassiné à coups de couteau dimanche soir 22 novembre, ainsi que son épouse, Parvaneh, à leur domicile au centre de Téhéran.

D'après l'agence officielle IRNA, « le ou les assassins connaissent leurs victimes, car les policiers ont trouvé des fleurs et une boîte de gâteaux sur le lieu du crime ». De même Chapour Bakhtiar connaissait-il ses assassins, qui avaient pu s'introduire auprès de lui malgré la stricte surveillance policière française.

Dariush Forouhar et son épouse ont été tués alors que la lutte est de plus en plus serrée entre les ultra-conservateurs et le président réformateur iranien, Mohamad Khatami, adepte d'une démocratisation de la vie politique et qui veut ouvrir son pays sur l'extérieur - il doit notamment effectuer une visite officielle en France en février 1999. De même Chapour Bakhtiar avait-il été tué au moment où l'ancien président Rafsanjani tentait déjà d'apporter un bol d'air à la République islamique avec la programmation, notamment, d'une visite à Téhéran de l'ancien président français, François Mitterrand - visite dont le meurtre de Chapour Bakhtiar avait provoqué l'annulation. Avant même les résultats de l'enquête ordonnée par le ministère de

l'intérieur iranien, de nombreux responsables iraniens appartiennent aux forces de l'ombre manipulées par les franges les plus obtuses des factions du pouvoir. D'autant que le double meurtre est survenu au lendemain d'un incident, comparativement mineur, mais non moins révélateur de l'état d'esprit de ces mêmes forces.

CHASSE AUX SORCIÈRES Un autocar transportant un groupe de touristes américains et escorté, d'après le quotidien *Keyhan*, par des véhicules du ministère iranien des affaires étrangères a été la cible, samedi, de jets de pierre par des militants intégristes hostiles aux États-Unis. Cet incident est survenu dans la foulée d'une campagne des milieux intégristes contre la multiplication de visites d'Américains en Iran, assimilés à des « espions » opérant pour la CIA.

L'intérieur iranien, de nombreux responsables iraniens appartiennent aux forces de l'ombre manipulées par les franges les plus obtuses des factions du pouvoir. D'autant que le double meurtre est survenu au lendemain d'un incident, comparativement mineur, mais non moins révélateur de l'état d'esprit de ces mêmes forces.

CHASSE AUX SORCIÈRES Un autocar transportant un groupe de touristes américains et escorté, d'après le quotidien *Keyhan*, par des véhicules du ministère iranien des affaires étrangères a été la cible, samedi, de jets de pierre par des militants intégristes hostiles aux États-Unis. Cet incident est survenu dans la foulée d'une campagne des milieux intégristes contre la multiplication de visites d'Américains en Iran, assimilés à des « espions » opérant pour la CIA.

Dariush Forouhar, qui, à l'époque du chah, avait passé une douzaine d'années dans les prisons de la SAVAK (police politique), était le chef du Parti de la nation iranienne, qui, avec le Mouvement de libération de l'Iran (MLI), était toléré en République islamique. Il avait été l'un des premiers compagnons de l'ancien premier ministre, Mohamad Mossadeq, au sein du Front national dans les années 50. En 1977, il avait été l'un des principaux signataires d'une lettre ouverte au chah réclamant le respect de la Constitution et la garantie des libertés politiques. Après l'avènement de la République islamique, en 1979, il avait été ministre dans le gouvernement de Mehdi Bazargan, premier ministre de l'État islamique, avant de passer à l'opposition.

Lors d'un entretien accordé au *Monde*, en février 1997, c'est-à-dire avant le raz-de-marée électoral qui

devait porter M. Khatami à la présidence de la République, Parvaneh Forouhar plaçait, comme son époux, pour la séparation de la politique et de la religion et ne ménageait pas ses critiques aux gouvernants. Dans des propos qui apparaissent aujourd'hui prémoniteurs, elle dénonçait l'absence de démocratie et la chasse aux sorcières organisée par les extrémistes: « On tue les intellectuels et on camoufle leur meurtre en accident, disait-elle. Chaque fois que les dirigeants butent contre un mur, ils tuent ».

Au cours des dernières années, les meurtres d'opposants politiques avaient le plus souvent pour théâtre des pays étrangers. Le meurtre du couple Forouhar marque un degré important dans l'escalade et apparaît comme un défi lancé au président Khatami.

Mouna Naim

De nouvelles tensions entre l'Irak et l'Uncom inquiètent l'ONU

LE CONSEIL DE SÉCURITÉ des Nations unies devait se réunir, lundi 23 novembre, pour discuter du refus de l'Irak de livrer des documents exigés par Richard Butler, le chef de la commission spéciale chargée de désarmer Bagdad (Uncom) (Le Monde daté 22-23 novembre). En attendant, l'Irak a continué à coopérer sur le terrain avec les experts en désarmement, dont une équipe balistique a mené, samedi, pour la première fois depuis plus de trois mois, une inspection surprise sur un site. Alors que le premier ministre britannique, Tony Blair, s'efforçait de faire savoir, par l'intermédiaire de son porte-parole, que le refus de l'Irak de livrer à l'Onu des documents sur son armement était « un mauvais signe », et que Bagdad avait « déjà à son actif un certain nombre de gestes négatifs », le président américain Bill Clinton a gardé son sang-froid. « Je pense qu'il est important de ne pas avoir de réactions exagérées le premier jour », a déclaré

dimanche M. Clinton, en visite à Séoul. « Je veux être sûr de connaître exactement les faits. Il y a une chose que je peux dire cependant à l'Irak et au monde, c'est que nous pensons avoir quelques obligations dans la région ».

M. Butler a lui aussi jugé prématuré d'évoquer des frappes en raison du refus de Bagdad de remettre les documents qu'il lui a demandés. « L'idée que leurs manquements de ces jours derniers devraient conduire automatiquement à un usage de la force est un peu exagérée », a-t-il déclaré à la chaîne de télévision CNN. Mais il a souligné que les documents sur les armes chimiques et biologiques et sur les missiles qu'il a demandés au régime irakien étaient très importants afin de connaître « l'arsenal dont les Irakiens disposent et ce que sont devenues ces armes ». Il a ajouté que ces documents n'étaient qu'une partie de ce qu'attendait l'Uncom pour vérifier si Bagdad respecte son engagement de coopérer avec les experts en désarmement pris le week-end dernier pour éviter une opération armée anglo-américaine.

ré dimanche M. Clinton, en visite à Séoul. « Je veux être sûr de connaître exactement les faits. Il y a une chose que je peux dire cependant à l'Irak et au monde, c'est que nous pensons avoir quelques obligations dans la région ».

M. Butler a lui aussi jugé prématuré d'évoquer des frappes en raison du refus de Bagdad de remettre les documents qu'il lui a demandés. « L'idée que leurs manquements de ces jours derniers devraient conduire automatiquement à un usage de la force est un peu exagérée », a-t-il déclaré à la chaîne de télévision CNN. Mais il a souligné que les documents sur les armes chimiques et biologiques et sur les missiles qu'il a demandés au régime irakien étaient très importants afin de connaître « l'arsenal dont les Irakiens disposent et ce que sont devenues ces armes ». Il a ajouté que ces documents n'étaient qu'une partie de ce qu'attendait l'Uncom pour vérifier si Bagdad respecte son engagement de coopérer avec les experts en désarmement pris le week-end dernier pour éviter une opération armée anglo-américaine.

RÉPONSE « INSUFFISANTE »

M. Butler a précisé qu'il avait demandé à l'Irak de fournir les documents relatifs à l'armement et qu'il avait reçu vendredi une réponse « insuffisante » du vice-premier ministre, Tarek Aziz. Il a par ailleurs repoussé les critiques formulées par l'Irak à son encontre, préférant évoquer les devoirs de Bagdad: « Ils (les Irakiens) ont l'obligation de dire la vérité: notre problème est de vérifier qu'ils l'ont bien fait ».

L'Uncom, avait déclaré peu auparavant le chef de la diplomatie irakienne Mohamad Saïd El Sahaf, a été chargée par Washington et Londres de « demander l'impossible ». Les documents que la commission réclame sont « imaginaires ». « La campagne sauvage de désinformation a repris, de même que le jeu qui consiste à utiliser l'Uncom pour demander l'impossible afin de montrer que l'Irak n'applique pas les résolutions » de l'Onu sur le désarmement. Auparavant, M. Aziz avait accusé M. Butler de vouloir provoquer une nouvelle crise qui justifierait une frappe américaine.

L'ambassadeur irakien aux Nations unies, Nizar Hamdoun, s'est dit « sûr » que l'Uncom obtiendrait copie d'un des documents qu'elle réclame. « Nous le leur fournissons en présence de Prakash Shah », le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies à Bagdad, a affirmé M. Hamdoun à la chaîne ABC. Ce document comptabilise les munitions chimiques et biologiques détruites au cours de la guerre Iran-Irak (1980-1988). Quant aux autres documents, ils ont soit « disparu » soit été « détruits » après la guerre Iran-Irak, a-t-il ajouté. - (AFP, Reuters)

Reprise du procès d'Anwar Ibrahim en Malaisie

KUALA LUMPUR. Le procès d'Anwar Ibrahim, ancien numéro deux du régime accusé de corruption et de sodomie, a repris, lundi 23 novembre, à Kuala Lumpur, après une interruption pendant le sommet de l'APEC. Samedi soir, Tien Chua, militant des droits de l'homme, a été arrêté après une petite manifestation antigouvernementale dans le centre de la capitale, que la police a dispersée à l'aide de projections d'eau acide. La veille, le bureau de l'un des avocats d'Anwar Ibrahim avait été cambriolé. Mohamed Rahmat, ministre de l'information du Dr Mahathir Mohamad, a estimé samedi que le discours du vice-président américain Al Gore, lors du sommet de l'APEC, offrait la preuve que « des éléments étrangers soutenaient le mouvement réformiste » en Malaisie. Il a annoncé la création d'un bureau chargé de faire face aux ingérences étrangères dans les affaires intérieures du pays. - (Corresp.)

Manifestation pour la démocratie et la justice à Santiago du Chili

SANTIAGO. A trois jours du verdict des Lords britanniques, plus de 4 000 personnes ont manifesté, dimanche 22 novembre, à Santiago du Chili, à l'appel des associations des droits de l'homme, pour exiger que le général Augusto Pinochet soit jugé et condamné pour les 3 000 assassinats et disparitions perpétrés pendant le régime militaire qu'il dirigea entre 1973 et 1990. « Aujourd'hui, l'histoire du Chili s'est inversée: Pinochet est jugé pour des crimes contre l'humanité commis au Chili et à l'étranger contre des Chiliens et contre des citoyens espagnols, suisses, italiens et d'autres nationalités », a déclaré Viviana Diaz, vice-présidente de l'organisation des familles de détenus disparus. Le rassemblement, qui a pris des allures de fête avec la participation de groupes musicaux, s'est tenu dans un parc éloigné du centre-ville et dans la chaleur torride du début d'après-midi, comme l'avaient exigé les autorités, prétextant d'éventuels désordres. - (Corresp.)

Le pape a ouvert un synode d'évêques sur l'Océanie

VATICAN. Jean Paul II a ouvert, dimanche 22 novembre, un synode spécial consacré à l'Océanie, auquel participent jusqu'au 12 décembre une centaine d'évêques et d'experts représentant 8 millions de catholiques. Ce synode débattre des droits des cultures indigènes, des conséquences de la récession asiatique sur les petites nations du Pacifique, du droit à la terre, du processus de réconciliation pour les aborigènes d'Australie, des inquiétudes écologiques liées aux retombées nucléaires et aux autres déchets. Ce synode cherchera à promouvoir une nouvelle prise de conscience de la part des catholiques de leur unique identité en tant que peuples de l'Océanie. - (AFP)

AFRIQUE

■ COMORES: le chef de l'opposition, Abbas Djoussouf, a été nommé, dimanche 22 novembre, au poste de premier ministre par le président par intérim Tajidine Ben Saïd Massoume. Agé de cinquante-cinq ans et originaire de la Grande Comore, la plus grande des trois îles de la République fédérale islamique des Comores, Abbas Djoussouf avait été battu en 1996 lors de l'élection présidentielle par Mohamed Taki Abdoulkarim, décédé le 6 novembre. Le nouveau gouvernement d'union nationale veut résoudre la crise provoquée par la sécession de l'île d'Anjouan. - (AFP)

ASIE

■ VIETNAM: 76 personnes sont mortes et 31 autres ont été portées disparues après le passage d'un typhon à la fin de la semaine dernière sur le centre du Vietnam, selon un bilan publié lundi 23 novembre par les autorités. - (AFP)

■ BANGLADESH: l'écrivain Taslima Nasreen a obtenu, dimanche 22 novembre, de la Haute Cour de Dacca, devant laquelle elle s'est présentée personnellement, la liberté sous caution. Rentrée en septembre au Bangladesh, après quatre ans d'exil en Suède, condamnée aux menaces proférées à son encontre par des extrémistes islamiques, l'écrivain est accusé de « blasphème ». - (Corresp.)

EUROPE

■ OTAN: le chef d'état-major des armées russes, le général Anatoli Kvachine, aura durant trois jours, à compter du mardi 24 novembre, des entretiens avec les chefs militaires de l'OTAN à Bruxelles. A l'ordre du jour, la coopération militaire Est-Ouest et la situation au Kosovo. La Russie a un statut d'observateur, sans droit de vote, à l'OTAN. - (AFP)

■ POLOGNE: les grands froids qui sévissent depuis six jours en Pologne, avec des températures descendant la nuit à moins 26 degrés centigrades ont fait 31 morts, selon un bilan établi dimanche 22 novembre par la police. La plupart des victimes sont des hommes ayant abusé d'alcool et des personnes sans domicile fixe. - (AFP)

MAGHREB

■ TUNISIE: le comité de l'Onu contre la torture a prononcé, vendredi 20 novembre, à Genève, un véritable réquisitoire contre les autorités tunisiennes, se disant « particulièrement préoccupé par les pratiques de torture et de traitements cruels et dégradants perpétrés par les forces de sécurité et de police » et a dénoncé « les pressions et intimidations exercées pour empêcher les victimes de porter plainte ». Le comité se dit « choqué » par les violences sexuelles commises contre les femmes de détenus ou d'exilés. « En niant ces reproches, les autorités accordent une immunité à ceux qui torturent et encouragent de telles pratiques abjectes », souligne le comité. - (AFP)

PROCHE-ORIENT

■ ABU DHABI: la France devra augmenter ses investissements dans les Emirats arabes unis (EAU), en vertu du programme de compensations industrielles lié à l'acquisition de nouveaux avions de combat Mirage-2000 par Abu Dhabi. Ces compensations imposent aux fournisseurs d'investir 60 % de la valeur du contrat dans des projets civils. - (AFP)

La déforestation menace les économies d'Asie

CANBERRA. L'Asie est menacée d'une deuxième crise économique si rien n'est fait pour inverser la tendance à une déforestation accélérée, a déclaré lundi 23 novembre à Canberra, Ken Newcombe, conseiller aux questions d'environnement de la Banque mondiale. La crise financière qui a éclaté durant l'été 1997, a expliqué Ken Newcombe, plonge un nombre croissant de personnes dans la pauvreté et pousse à une exploitation accrue des ressources forestières. « C'est dévastateur à long terme parce qu'on ne peut pas renouveler le capital naturel », a dit M. Newcombe. Cela porte atteinte à la capacité de ces économies à parvenir à un véritable développement durable. En 1997, 4,5 millions d'hectares de forêt sont partis en fumée en Asie. - (Reuters)

REPUBLIQUE GABONAISE

Vous êtes Gabonais...

... vous avez plus de 18 ans, vous résidez en France, et vous souhaitez participer à l'élection présidentielle des 6 et 20 décembre prochains.

Dimanche 6 décembre, 10 bureaux de vote vous seront ouverts à travers la France à Amiens, Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Paris, Poitiers, Reims, Rennes et Strasbourg. Pour connaître l'adresse de votre bureau de vote, adressez-vous à l'Ambassade du Gabon ou au consulat le plus proche de chez vous.



ELECTION PRÉSIDENTIELLE 98
POUR LE GABON, VOTEZ !

La capi en proie

Les affrontements

Les violences ont été déchaînées à la fin du mois de novembre contre un rassemblement par des extrémistes originaires de l'Asie.

BANGKOK. Les violences ont été déchaînées à la fin du mois de novembre contre un rassemblement par des extrémistes originaires de l'Asie. Les violences ont été déchaînées à la fin du mois de novembre contre un rassemblement par des extrémistes originaires de l'Asie. Les violences ont été déchaînées à la fin du mois de novembre contre un rassemblement par des extrémistes originaires de l'Asie.

Les violences ont été déchaînées à la fin du mois de novembre contre un rassemblement par des extrémistes originaires de l'Asie. Les violences ont été déchaînées à la fin du mois de novembre contre un rassemblement par des extrémistes originaires de l'Asie.



Le procès brahim en Malaisie

Un numéro deux du mouvement islamiste, le chef de file du Front islamique de Malaisie, a été condamné à la prison à perpétuité par un tribunal fédéral de Kuala Lumpur, lundi 23 novembre. Le verdict a été rendu à l'issue d'un procès de longue durée, qui a vu l'accusé, le colonel Ahmad Ibrahim, reconnu coupable de l'assassinat de deux personnes et de la destruction de biens matériels.

ion pour la démocratie à Santiago du Chili

Plus de 100 personnes ont participé à une manifestation pour la démocratie à Santiago du Chili, lundi 23 novembre. Les participants ont défilé devant le palais présidentiel, brandissant des drapeaux chiliens et des banderoles réclamant la fin de la dictature militaire.

ouvert d'évêques sur l'Océanie

Un colloque international sur l'Océanie a ouvert ses travaux à Sydney, lundi 23 novembre. Les participants, venus de tous les continents, se réunissent pour discuter des enjeux géopolitiques et environnementaux de la région.

La capitale indonésienne, Djakarta, en proie à des violences interreligieuses

Les affrontements entre musulmans et chrétiens accroissent la tension politique

Treize cadavres ont été dénombrés à la suite d'un raid de musulmans contre un cercle de jeu tenu par des chrétiens originaires de l'archipel

des Moluques, dimanche 22 novembre. Des attaques contre des églises et magasins de chrétiens d'origine chinoise ont conduit ceux-ci à or-

ganiser des milices d'autodéfense. L'armée s'est interposée pour mettre fin à ces affrontements qui aggravent une situation politique tendue.

BANGKOK
de notre correspondant
en Asie du Sud-Est

Six chrétiens ont été sauvagement lynchés dans un quartier commerçant de Djakarta-Nord, dimanche 22 novembre, et une dizaine de leurs églises brûlées ou pillées par des bandes de jeunes musulmans. L'origine de ces violences n'est pas directement liée à la crise politique. Toutefois, intervenant une dizaine de jours après des affrontements entre soldats et étudiants qui ont fait seize morts, elle

que les forces de l'ordre établissent des cordons devant les temples protestants et les églises catholiques. Des prédicateurs musulmans sont intervenus à plusieurs reprises pour tenter de calmer la colère de leurs jeunes coreligionnaires. Une dizaine de personnes ont été arrêtées.

Certes, cette explosion de violence n'est pas directement liée à la crise politique. Toutefois, intervenant une dizaine de jours après des affrontements entre soldats et étudiants qui ont fait seize morts, elle

sur les allégations de corruption contre Suharto. Entre-temps, des médecins ont affirmé que des étudiants avaient été tués, lors du « vendredi noir », le 13 novembre, par des tirs de balles réelles, contrairement aux ordres formels du général Wiranto, commandant en chef des forces armées et ministre de la défense, qui procède à une enquête.

La presse dominicale de Djakarta a également rapporté le témoignage d'un étudiant qui a affirmé être un indicateur de la police et

clers ont saboté le plan de Wiranto, qui se résumait à « contenir » les manifestants étudiants pendant le déroulement, du 10 au 13 novembre, d'une session spéciale de l'Assemblée consultative du peuple.

M. WIRANTO AFFAIBLI

Le général Wiranto, affaibli par cette crise, a réuni une palette de généraux d'active et d'anciens dirigeants de l'armée pour, semble-t-il, alimenter des contre-feux. Quel qu'il en soit, cette évolution pourrait favoriser, au côté du président Habibie, l'influence d'activistes musulmans au détriment des partisans de l'Etat séculier, dont le général Wiranto est le symbole. Les activistes musulmans sont notamment favorables à l'enquête sur la fortune de Suharto, une procédure qui affaiblirait la position de M. Habibie, son ancien protégé, et du général Wiranto, son ancien officier d'ordonnance.

Les dirigeants modérés et écumeniques des grands partis politiques, comme Abdurrahman Wahid, Megawati Sukarnoputri et Amien Rais, semblent un peu désarmés face à cette situation. Les étudiants, sur lesquels personne ne semble avoir de prise, continuent d'exiger, outre la traduction en justice de Suharto, les démissions immédiates du général Wiranto et du président Habibie, faisant ainsi indirectement le jeu d'activistes musulmans qui tentent de renforcer leur influence dans les couloirs du pouvoir. Sur cette toile de fond, des affrontements religieux, en plein cœur de la capitale, aggravent encore la tension générale.

Jean-Claude Pomonti

Une plainte visant M. Kabila a été déposée en Belgique

Le président congolais, attendu mardi à Bruxelles et vendredi à Paris, est accusé de « crimes de droit international »

ALORS QUE le président congolais, Laurent-Désiré Kabila, a entamé en Italie, lundi 23 novembre, une tournée européenne qui le mènera mardi en Belgique puis à Paris pour le sommet franco-africain des 27 et 28 novembre, un couple belgo-congolais, dont la femme est d'origine tutsie, a déposé vendredi à Bruxelles une plainte contre lui pour « crimes de droit international », a indiqué leur avocat Pierre Himptier. « Cette démarche reflète l'incompréhension que M. Kabila puisse être accueilli en Belgique, alors que de lourds soupçons pèsent sur lui. Cela est choquant », a déclaré l'avocat.

Cette plainte vise les déclarations de M. Kabila dirigées contre les Tutsis, ainsi que celles de son ministre de l'Information, Didier Mumbengi, et de son conseiller en communication, Dominique Sakombi Inongo. Elles avaient été émises en août peu après le début de la rébellion menée notamment par des Tutsis congolais et soutenue par le Rwanda. Les propos du gouvernement de Kinshasa avaient été suivis de lynchages de Tutsis dans les rues de la capitale congolaise.

La loi belge accorde à la justice, depuis 1993, la compétence pour juger d'infractions graves aux conventions internationales de Genève de 1949 et aux protocoles additionnels de 1977. Cette loi concerne aussi « l'incitation directe et publique » à commettre ces crimes. Le parquet de Bruxelles doit déterminer si la plainte est fondée dans les prochains jours, alors que M. Kabila doit se trouver en Belgique de mardi à jeudi.

Les journaux belges ont immédiatement établi un parallèle entre cette plainte et l'affaire en cours en

Grande-Bretagne contre l'ex-dictateur chilien Augusto Pinochet. A la différence du cas Pinochet, le président Kabila est toujours en activité. La loi belge est toutefois plus extensive que la loi britannique puisqu'elle permet de juger des infractions indépendamment du lieu où elles ont été commises.

Cette plainte intervient à un mauvais moment pour Laurent-Désiré Kabila, qui comptait faire de cette première tournée en Europe depuis sa prise du pouvoir en 1997 une véritable offensive diplomatique destinée à rompre l'isolement de son régime et à rallier la communauté internationale à ses vues sur la guerre en République démocratique du Congo (RDC).

IMPASSE

M. Kabila veut obtenir des pays européens leur soutien dans la guerre qui l'oppose aux rebelles soutenus par l'Ouganda et le Rwanda. Sur le terrain, la situation militaire a peu évolué ces dernières semaines. Les négociations sont par ailleurs toujours dans l'impasse. Les pourparlers de Gaborone (Botswana), auxquels Kinshasa avait refusé de participer, se sont achevés samedi sans accord de la rébellion sur un projet de cessez-le-feu. Les rebelles réclament toujours d'être placés sur un pied d'égalité avec le gouvernement de Kinshasa aux prochaines réunions et veulent des négociations directes avec M. Kabila. Ils demandent aussi que le Soudan et le Tchad soient ajoutés à la liste des pays qui fournissent une aide militaire à Kinshasa, en plus de l'Angola, du Zimbabwe et de la Namibie, qui ont officiellement déployé des troupes en RDC. - (AFP)

Un grave incident militaire

aurait fait des dizaines de morts au Timor

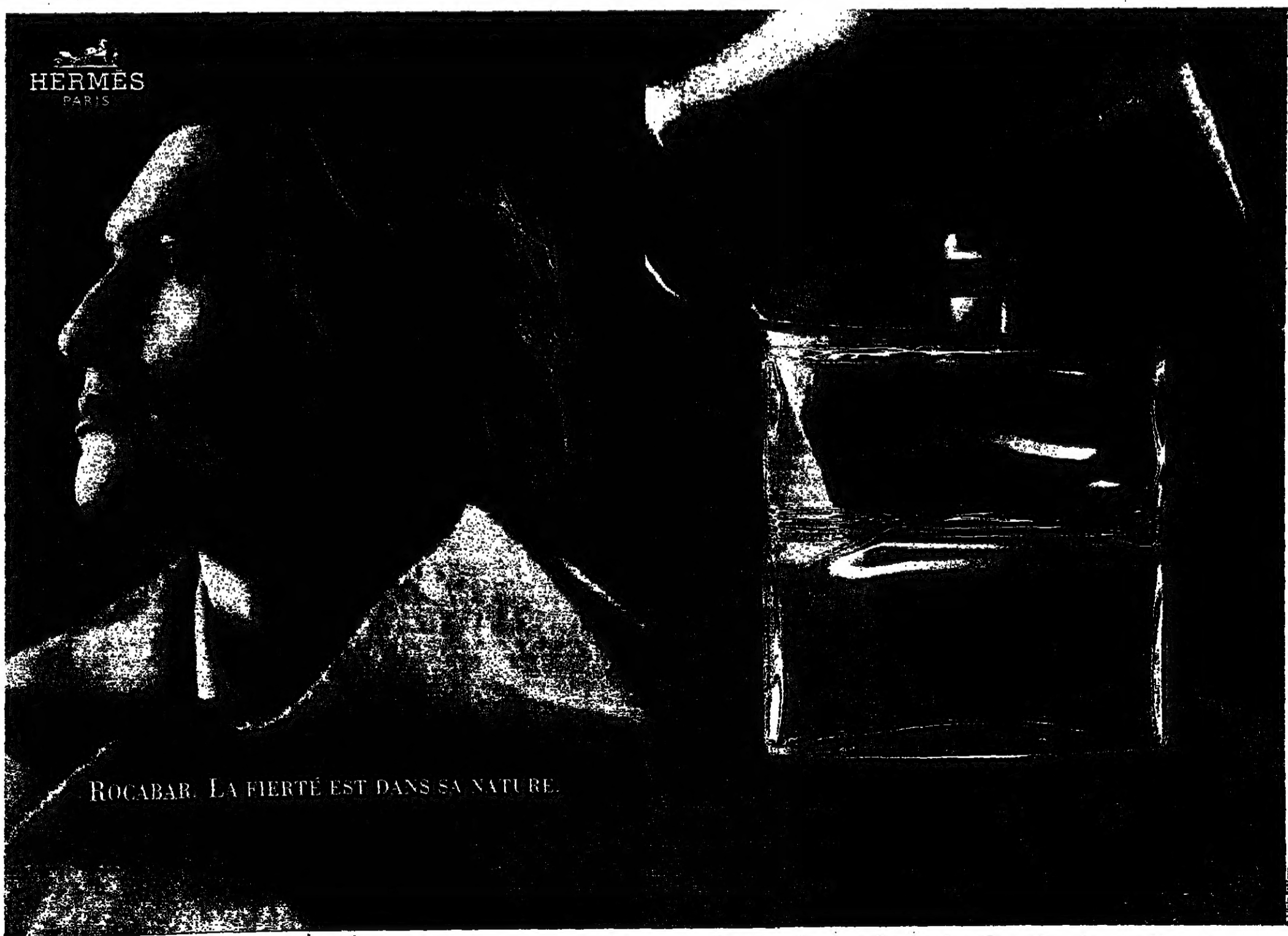
Quarante-quatre personnes ont été tuées et une quarantaine d'autres blessées au cours d'une intervention de l'armée indonésienne contre un mouvement séparatiste au Timor-Orient, selon Mario Carrascalao, ancien gouverneur de l'ex-colonie portugaise annexée par l'Indonésie en 1976, devenu conseiller du président B. J. Habibie. Celui-ci a déclaré à l'agence portugaise Lusa que l'information lui avait été confirmée par des personnes qui avaient pu atteindre la région d'Alas, sur la côte sud du territoire, où se seraient produits les faits. L'armée aurait répliqué à une attaque de la guérilla contre un poste militaire. Des informations non confirmées font état d'un « massacre » de civils. Lisbonne a suspendu, vendredi 20 novembre, les négociations en cours, sous l'égide de l'ONU, avec Djakarta à propos du sort de l'ancienne colonie, dans l'attente de précisions. - (AFP Reuters.)

souligne la volatilité de l'atmosphère dans un pays où, six mois après la démission forcée de Suharto, la lutte pour le pouvoir prend une vaine tournure.

Comme pour lâcher du lest aux étudiants, qui réclament notamment la traduction en justice de l'ancien président, le gouvernement a annoncé samedi la formation d'une commission d'enquête

auquel ses employés ont conseillé de s'éloigner de l'université d'Atma Jaya avant que les forces de l'ordre n'y ouvrent le feu dans la soirée du 13 novembre. Le porte-parole du général Wiranto a annoncé que 144 militaires allaient passer en cour martiale pour ces faits.

Certains observateurs en concluent donc déjà que des offi-



ROCARBAR. La nouvelle eau de toilette Hermès pour Homme.

FRANCE

LE MONDE / MARDI 24 NOVEMBRE 1998

GAUCHE A l'occasion la convention du PS sur l'entreprise, les 21 et 22 novembre, le premier ministre et le premier secrétaire du PS se sont employés à ramener le calme dans

les rangs de la majorité, après les turbulences créées par les Verts à propos des sans-papiers et les polémiques déchaînées par Michel Rocard au sujet de François Mitterrand.

François Hollande a récusé les « débats rétrospectifs », tandis que Lionel Jospin appelait ses alliés à ne pas avoir comme objectif d'« affaiblir l'autre ». • **LIONEL JOSPIN** a réaffir-

mé sa volonté de limiter le cumul des mandats. • **LE PS** a maintenu sa demande que le contrôle administratif de licenciement soit rétabli par la loi, même si le gouvernement

reste des plus évasifs sur ce point. • **LE RPR**, de son côté, a dénoncé ces velléités socialistes et plaidé pour le renforcement de la participation des salariés dans les entreprises.

Lionel Jospin appelle sa majorité à respecter son mandat

Le premier ministre et le premier secrétaire du Parti socialiste ont invité la gauche « plurielle » à cesser les polémiques internes, qu'il s'agisse du bilan du mitterrandisme ou de la préparation des européennes. Le chef du gouvernement entend « honorer le pacte » passé en 1997

• **Polémique Rocard-Mitterrand.** Dans les coulisses de la convention du Parti socialiste, samedi 21 et dimanche 22 novembre à la Cité des sciences de la Villette, les délégués n'ont pas eu que de la politique. La polémique suscitée par les propos de Michel Rocard mettant en cause l'honnêteté de François Mitterrand, le principal intéressé, Michel Rocard, était absent, débattant le dimanche avec François Bayrou aux Semaines sociales, mais ses amis ne cachaient pas leur

embarras, s'interrogeant déjà sur les répercussions de cette polémique sur la constitution de la liste socialiste aux élections européennes. Catherine Trautmann a repris la formule jospinienne du « bilan contrasté » de la gauche dans l'audiovisuel depuis 1981. Julien Dray a jugé que la contribution au débat de la Gauche socialiste était « sûrement plus utile que les commentaires hostiles post-mortem ».

Le dimanche, très applaudi, François Hollande a souhaité que les socialistes « ne se laissent empoisonner par aucun débat rétrospectif, par aucun sujet susceptible de les diviser ». Le premier ministre a dit ensuite exactement la même chose (lire ci-dessous), félicitant au passage le premier secrétaire pour sa réaction. A l'extérieur de la convention, deux anciens ministres d'ouverture de François Mitterrand, Brice Lalonde, lundi 23 novembre sur RMC, Lionel Stoléru, samedi à l'AFP, ont pris la défense de M. Rocard. Tandis que Pierre Moscovici, ministre délégué aux affaires européennes, faisait part, dimanche sur France 2, d'un « certain malaise ». Alain Krivine, porte-parole de la Ligue communiste révolutionnaire, lançait, sur France-Inter, le 20 novembre : « C'est un des présidents de la République qui a eu le plus de morts autour de lui, de suicides ».

• **Tensions internes.** La convention du PS a été aussi l'objet d'une passe d'armes entre la majorité et la Gauche socialiste, qui a recueilli 24,49 % sur son amendement alternatif. « Vous affaiblissez la démocratie interne ! », a reproché Marie-Noëlle Lienemann au nom de la minorité, tandis que M. Dray lançait un avertissement : « Ça suffit ! Nous voulons prendre nos responsabilités et nous voulons être respectés. Si cela devait durer, chacun en tirerait les conséquences ». M. Hollande a reconnu les « difficultés », dénoncées par de nombreux délégués, d'une méthode obligeant les délégués favorables à l'amendement de la Gauche socialiste à voter contre le



texte de la direction. « Le PS est notre bien collectif le plus précieux », a répondu le premier secrétaire. Et je viendrai à ce que chacun s'y trouve bien sans nuire à la réussite de tous. » Pour la prochaine convention, le 27 mars, sur la nation et l'Europe, qui devrait être animée par Pierre Guisard, Henri Weber et Alain Bergougnoux, M. Hollande va inaugurer une nouvelle méthode, qui, par le biais d'un questionnaire envoyé aux sections, devrait associer davantage les militants.

• **Sondage en baisse.** M. Jospin, qui s'exprimera, mardi 24 novembre, sur France-Info, a visiblement tenu compte, dans un discours où il a de nouveau défendu sa méthode et justifié sa politique,

d'une position moins favorable dans les sondages. Selon la dernière enquête de l'IFOP, réalisée du 13 au 20 novembre auprès d'un échantillon national de 1.828 personnes et publiée par *Le Journal du dimanche* (du 22 novembre), la cote de popularité du premier ministre est en baisse de 4 points (avec 50 % de bonnes opinions contre 29 % de mauvaises), tandis que celle du chef de l'Etat régresse de 2 points (54 % de satisfaisants contre 28 % de mécontents). M. Jospin retrouve le niveau de satisfaction qu'il connaissait avant le Mondial.

• **Polémiques dans la majorité.** Après les déclarations de Dominique Voynet et de Daniel Cohn-

Bendit, le 15 novembre, au congrès des Verts, et la réplique de M. Jospin, les dirigeants socialistes ont cherché à calmer le jeu. Le premier ministre a appelé ses alliés à ne pas avoir comme objectif d'« affaiblir l'autre » alors que « nous travaillons très bien ensemble ». M. Jospin veut honorer sur la législature son « pacte de réformes ». Au terme d'un discours offensif sur le fond et enlevé dans la forme, M. Hollande s'est voulu aussi apaisant que dans son entretien au *Monde* du 21 novembre.

Mais le premier secrétaire du PS n'a pas résisté à exercer un humour un peu corrosif à l'encontre de M. Cohn-Bendit, dont il n'a guère goûté sa leçon aux socialistes qui n'ont pas fait « un bilan sincère » des années Mitterrand. « Il ne m'a pas échappé que certains étaient déjà partis en campagne et occupaient tous les espaces médiatiques, au risque de bémoliser le savoir, a-t-il assuré. C'est leur droit. » Visiblement, a ironisé le député de Corrèze, l'un d'entre eux y prend un tel plaisir qu'il serait même cruel de l'en empêcher, même si, à force d'avoir un avis sur tout, sauf sur l'Europe, mais c'est un détail, on adopte vite la panoplie du donneur de leçons. » M. Hollande a aussi brocardé la « stratégie présidentielle » de Philippe Séguin « à la tête du RPR ». « Il n'y a d'ailleurs pas d'autre candidat que lui-même, et c'est son adversaire le plus dangereux », a-t-il conclu, pour la plus grande joie des délégués et... de M. Jospin.

Michel Noblecourt

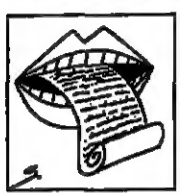
« Evitons de nous critiquer nous-mêmes »

Dans son discours devant la convention du PS, dimanche 22 novembre, Lionel Jospin a notamment déclaré :

La seule préoccupation du gouvernement est de mener une politique industrielle ambitieuse et offensive. Hier, nous avons utilisé le moyen de la nationalisation. Cela fut utile et souvent efficace. Aujourd'hui, à l'heure d'un objectif en soi et d'un changement de capital qui n'est pas nécessaire ne sera fait ; mais lorsque cela est nécessaire, nous menons des opérations d'ouverture du capital, voire des privatisations parce que les alliances nationales ou européennes l'exigent (...). Certains étaient prêts à vendre hier Thomson Multimédia pour un franc

symbolique alors que nous conservons cette entreprise dans le secteur public tout en lui permettant de conclure des partenariats stratégiques (...).

Nous avons passé avec le peuple français un pacte de réformes. Ce pacte est respecté (...). Nous avons un mandat de législature. Ni le temps qui passe, ni les difficultés que - naturellement - nous rencontrons, ni les résistances - parfois légitimes, parfois outrancières (PACS) - que rencontra notre action n'entameront notre détermination. Gardons-nous, entre socialistes, des polémiques vaines où chacun cherche à blesser et à abaisser, et du coup ne montre pas de soi-même ce qu'il a de meilleur. Evitons, dans la majorité, de nous critiquer nous-mêmes, de nous fixer comme objectif d'affaiblir l'autre, le voisin, offrant ainsi à l'opposition, divisée et sans projet, la ressource inespérée de quelques disputes, alors qu'en réalité nous travaillons très bien ensemble.



VERBEMEN
Cela fut utile et souvent efficace. Aujourd'hui, à l'heure d'un objectif en soi et d'un changement de capital qui n'est pas nécessaire ne sera fait ; mais lorsque cela est nécessaire, nous menons des opérations d'ouverture du capital, voire des privatisations parce que les alliances nationales ou européennes l'exigent (...). Certains étaient prêts à vendre hier Thomson Multimédia pour un franc

Le PS n'a pas convaincu le gouvernement sur le contrôle des licenciements

EN PRÉSENTANT, dimanche 22 novembre, le texte du Parti socialiste sur l'entreprise, amendé par les fédérations et adopté par 273 voix de délégués contre 98, Vincent Peillon, chargé des études au secrétariat national, a demandé explicitement que le « contrôle administratif sur les licenciements économiques et les plans sociaux » soit rétabli. Quelques minutes plus tard, devant Lionel Jospin, François Hollande a été tout à fait net : « Nous avons repris notre proposition de 1996 sur le contrôle administratif, qui passe par la loi. » « Mieux vaut prévenir assez tôt plutôt que guérir trop tard », a estimé le premier secrétaire du PS, qui a aussi demandé au législateur de « reprendre la main, car la lutte contre la précarité est devenue une urgence absolue ».

La veille, Martine Aubry s'était montrée évasive sur le sujet, en évoquant le « renforcement du contrôle des plans sociaux » et « un meilleur accompagnement des salariés licenciés ». « Ces réformes seront dans la loi », a assuré la ministre de l'emploi et de la solidarité, favorable à une « contribution » des entreprises qui « utilisent de manière permanente » des précaires. « Si nous devons nous battre, c'est contre la précarité et pas entre nous », a plaidé M^{me} Aubry, en invi-

tant les socialistes à combattre le scepticisme. M. Jospin est resté plus évasif sur le contrôle des licenciements, la réflexion en cours pouvant « très bien déboucher sur des mesures législatives si elles se révèlent nécessaires ».

Le premier ministre s'est montré, en revanche, plus ouvert sur les propositions du PS concernant le secteur public et les privatisations. Défendant « une gestion offensive de notre patrimoine collectif », M. Jospin a donné son accord à une proposition-phare du PS selon laquelle « le Parlement pourrait adopter régulièrement une loi-cadre définissant le périmètre et les missions du service public ».

• **POLITIQUE RAMPANTE DE PRIVATISATIONS**
Le débat sur les privatisations a alimenté la convention. M. Jospin n'a pas tranché sur le statut de la distribution de l'eau. Le PS s'est prononcé pour un renforcement des mécanismes de régulation alors que la Gauche socialiste préconisait la nationalisation dans son amendement - qui a obtenu, selon les résultats définitifs, 24,49 % contre 69,68 % pour le texte du conseil national, 46,43 % des militants ayant voté. « Pourquoi nationaliser les pompes funèbres plutôt que TF1 ? », a lancé Henri Weber.

Vous n'avez pas de réponse car vous n'avez pas de théorie. » « Entre le bolchevisme et la politique du chien crevé au fil de l'eau (...), je reste fidèle au matérialisme historique et à son objectif, qui est la République sociale », a répondu Jean-Luc Mélenchon, qui a souligné que « le rôle du socialisme, ce n'est pas de fuir de la réparation ».

Alors que Julien Dray a dénoncé « une politique rampante de privatisations tous azimuts » et que Yann Galut a pointé la contradiction entre un décret du secrétariat à l'Industrie mettant en cause le monopole de Gaz de France et une loi le protégeant (*Le Monde* du 22-23 novembre), Alain Bergougnoux a suggéré « une nouvelle frontière pour le service public ». En définitive, M. Hollande a défendu « un compromis offensif » avec les entreprises, en relevant que « le PS ne s'arrête pas de penser parce que le gouvernement agit ». Tandis que Dominique Strauss-Kahn, présent samedi, renouait à prononcer son discours, Jean-Christophe Cambadélis a formulé un nouveau théorème : « Les emplois d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les profits d'après-demain. »

M. N.

Le RPR s'efforce de conjuguer libéralisme et participation des salariés

LA PRUDENCE avec laquelle le premier ministre a accueilli, dimanche 22 novembre, les recommandations du Parti socialiste pour mieux contrôler les licenciements, a quelque peu ému la réplique à laquelle se préparait le RPR. Sa convention nationale du monde du travail, réunie le même jour au palais de la Mutualité, à Paris, avait, en effet, été avancée d'une semaine pour mieux coller à la convention entreprises du PS.

Dimanche matin, soit avant le discours de Lionel Jospin à la Villette, Edouard Balladur attirait l'attention des journalistes sur la menace d'un rétablissement de l'autorisation administrative de licenciement, supprimée par Philippe Séguin sous la première cohabitation, et sur l'« appel solennel » qu'il allait lancer, quelques instants plus tard, devant les délégués des sections professionnelles du RPR. Si cette autorisation est rétablie, expliquait l'ancien premier ministre, « l'échec est

assuré », car « c'est prendre le risque que les entreprises, découragées, cessent d'embaucher ». Dans l'après-midi, M. Séguin n'a pu que constater que le gouvernement avait, une nouvelle fois, renoncé à tenir les engagements pris par le Parti socialiste en 1988, puis en 1997. « C'est que la mesure que j'avais prise n'était donc pas si mauvaise », a-t-il ajouté. Le président du RPR a centré son propos sur l'actualité de la participation comme réponse aux effets de la mondialisation.

• **POUR LES FONDIS DE PENSION**
Après le discours résolument libéral de Nicolas Sarkozy, qui s'est montré favorable, entre autres hypothèses, à l'instauration d'un service public minimum pendant les grèves, notamment dans les transports, ainsi qu'à la suppression du RMI en cas de refus d'un emploi ou à la suspension des allocations familiales dans le cas d'actes délictueux répétés commis par des

adolescents, M. Séguin a contesté qu'il puisse y avoir une « inflation » ou un « tournant » dans ce sens dans le projet du RPR. « La participation, a-t-il expliqué, est probablement la seule réponse possible à deux des problèmes cruciaux de la France : celui des retraites, celui de la détention du pouvoir au sein de nos entreprises. » Il en découle que les salariés qui sont directement intéressés par la pérennité de leurs entreprises doivent être associés au capital de celles-ci, au moins à hauteur de 10 %. M. Balladur, qui avait mis au point l'ordonnance sur la participation de 1967 lorsqu'il travaillait au cabinet de Georges Pompidou, a d'ailleurs annoncé le prochain dépôt d'une proposition de loi pour faciliter l'actionnariat salarié.

Le président du RPR s'est aussi prononcé pour la transformation du revenu minimum d'insertion en revenu minimum d'activité, le rétablissement intégral de l'allocation de garde d'enfant à domicile,

le recours à l'« impôt négatif » pour assurer un salaire minimum, et pour l'introduction d'un système complémentaire de retraites par capitalisation qui tiennent compte, toutefois, des « caractéristiques particulières de la protection sociale française ». « Nous sommes d'autant plus décidés à soutenir les fonds de pension qu'ils peuvent être à la base de la relance nécessaire, indispensable, d'une grande politique de la participation », a affirmé M. Séguin.

Constatant que « les fonds spéculatifs d'origine anglo-saxonne constituent une trop large part de l'actionnariat de nos grandes sociétés privées », le député des Vosges a souhaité la « généralisation des plans d'épargne entreprise en actions », pas seulement dans les grandes entreprises, et « la souscription volontaire des salariés à des fonds participatifs dotés d'un régime fiscal attractif ».

Jean-Louis Saux

La voie du compromis est privilégiée sur le cumul des mandats

PAS À PAS, Lionel Jospin précise sa stratégie sur la délicate réforme du cumul des mandats. Voté par l'Assemblée nationale en mai, mis en pièces par le Sénat le 28 octobre, le projet de loi gouvernemental, dont les députés doivent débattre de nouveau au début de 1999, semble aujourd'hui dans une impasse. « Les situations de cumul que nous connaissons n'existent nulle part ailleurs dans les démocraties », a expliqué Lionel Jospin, dimanche 22 novembre, devant la convention du PS consacrée aux entreprises. Vivement applaudi par les militants, il a continué : « Nous sommes face au blocage et au refus de quelques dizaines ou centaines d'élus qui ne veulent pas que ça bouge et qui essaient de développer quelques raisonnements politiques. Mais on continuera et on avancera. Ce qu'on peut faire tout de suite, on le fera. Et puis on continuera le lendemain, ou le jour d'après. »

Cette démarche graduelle vise à réduire l'obstacle sénatorial. Le gouvernement voudrait mettre un terme au cumul entre un mandat parlementaire et une fonction exécutive, celle de maire ou de président de conseil général ou régional. Acceptée par les députés, cette dissociation est refusée par les sénateurs. Longtemps, M. Jospin a paru refuser toute idée de négociation avec ces derniers. « Les Français seront juges de ceux qui veulent faire bouger les choses et de ceux qui ne le veulent pas », déclarait-il le 30 août. « Nous verrons, le moment venu, comment nous poursuivrons cette réforme essentielle, à laquelle nos concitoyens sont très profondément attachés », ajoutait-il le 29 septembre.

Cette double référence à l'opinion publique a suggéré l'éventualité d'un appel du premier ministre au président de la République, afin de lui demander d'organiser un référendum sur ce thème. Un temps envisagée à l'Hôtel Matignon, cette hypothèse semble aujourd'hui abandonnée. « Le pre-

mier ministre ne va pas proposer un référendum au président de la République sur un sujet sur lequel le président de la République est en désaccord puisque, lui, il souhaite le maintien du cumul entre les parlementaires et les exécutifs locaux, notamment les maires », a déclaré Daniel Vaillant, ministre des relations avec le Parlement, invité, dimanche, du Grand Jury RTL-Le Monde-LCI (lire page 17).

Jean-Jack Queyranne, ministre de l'Intérieur par intérim, avait dessiné les contours d'un compromis au Sénat (*Le Monde* du 29 octobre). Il pourrait consister à interdire le cumul d'un mandat parlementaire avec la présidence d'un exécutif départemental ou régional, mais pas avec une fonction de maire.

Jean-Michel Aphatie

REUSSIR LES ADMISSIONS PARALLÈLES

► Sur DEUG, DUT, BTS : 1^{re} année : ESC Lyon, concours « Tremplin », « Profil », « Passerelle »
► Sur Licence : 2^e année : HEC-ESCP, ESC Lyon, concours « Tremplin », « Profil », « Passerelle », Sciences Po
► Sur Maîtrise : 2^e année : ESSE, EFB-OPN, DEO-DESQ

IPESUP

Le Délégué à l'Éducation Supérieure du Conseil de Paris et secrétaire de la commission des affaires étrangères et de la culture au Sénat, il fut élu député en 1986 et fut le candidat socialiste à la mairie de Paris en 1995. Face à Jean-Marie Le Pen, il fut élu député municipal, en 1997.

La droite nicoït suscitée par la gauche est en recul

Le premier tour de l'élection législative partielle de la 1^{re} circonscription de Paris a été marqué, comme pour les autres élections organisées à l'occasion de la rentrée, par une

forte abstention. Dans la 1^{re} circonscription de Paris, le député sortant, Jean-Marie Le Pen, a été battu par le candidat de la gauche, Jean-Louis Saux. Le scrutin a eu lieu dimanche 22 novembre. Le candidat de la gauche, Jean-Louis Saux, a obtenu 31,4 % des voix, contre 28,1 % pour Jean-Marie Le Pen. Le candidat de la droite, Jean-Marie Le Pen, a obtenu 28,1 % des voix, contre 24,5 % pour Jean-Louis Saux. Le candidat de la gauche, Jean-Louis Saux, a obtenu 31,4 % des voix, contre 28,1 % pour Jean-Marie Le Pen.

Le scrutin a eu lieu dimanche 22 novembre. Le candidat de la gauche, Jean-Louis Saux, a obtenu 31,4 % des voix, contre 28,1 % pour Jean-Marie Le Pen. Le candidat de la droite, Jean-Marie Le Pen, a obtenu 28,1 % des voix, contre 24,5 % pour Jean-Louis Saux. Le candidat de la gauche, Jean-Louis Saux, a obtenu 31,4 % des voix, contre 28,1 % pour Jean-Marie Le Pen.

Pour espérer l'emporter en C la gauche devra rassembler et

Le scrutin a eu lieu dimanche 22 novembre. Le candidat de la gauche, Jean-Louis Saux, a obtenu 31,4 % des voix, contre 28,1 % pour Jean-Marie Le Pen. Le candidat de la droite, Jean-Marie Le Pen, a obtenu 28,1 % des voix, contre 24,5 % pour Jean-Louis Saux. Le candidat de la gauche, Jean-Louis Saux, a obtenu 31,4 % des voix, contre 28,1 % pour Jean-Marie Le Pen.

Le scrutin a eu lieu dimanche 22 novembre. Le candidat de la gauche, Jean-Louis Saux, a obtenu 31,4 % des voix, contre 28,1 % pour Jean-Marie Le Pen. Le candidat de la droite, Jean-Marie Le Pen, a obtenu 28,1 % des voix, contre 24,5 % pour Jean-Louis Saux. Le candidat de la gauche, Jean-Louis Saux, a obtenu 31,4 % des voix, contre 28,1 % pour Jean-Marie Le Pen.

Le scrutin a eu lieu dimanche 22 novembre. Le candidat de la gauche, Jean-Louis Saux, a obtenu 31,4 % des voix, contre 28,1 % pour Jean-Marie Le Pen. Le candidat de la droite, Jean-Marie Le Pen, a obtenu 28,1 % des voix, contre 24,5 % pour Jean-Louis Saux. Le candidat de la gauche, Jean-Louis Saux, a obtenu 31,4 % des voix, contre 28,1 % pour Jean-Marie Le Pen.

Le scrutin a eu lieu dimanche 22 novembre. Le candidat de la gauche, Jean-Louis Saux, a obtenu 31,4 % des voix, contre 28,1 % pour Jean-Marie Le Pen. Le candidat de la droite, Jean-Marie Le Pen, a obtenu 28,1 % des voix, contre 24,5 % pour Jean-Louis Saux. Le candidat de la gauche, Jean-Louis Saux, a obtenu 31,4 % des voix, contre 28,1 % pour Jean-Marie Le Pen.

Le scrutin a eu lieu dimanche 22 novembre. Le candidat de la gauche, Jean-Louis Saux, a obtenu 31,4 % des voix, contre 28,1 % pour Jean-Marie Le Pen. Le candidat de la droite, Jean-Marie Le Pen, a obtenu 28,1 % des voix, contre 24,5 % pour Jean-Louis Saux. Le candidat de la gauche, Jean-Louis Saux, a obtenu 31,4 % des voix, contre 28,1 % pour Jean-Marie Le Pen.

Le scrutin a eu lieu dimanche 22 novembre. Le candidat de la gauche, Jean-Louis Saux, a obtenu 31,4 % des voix, contre 28,1 % pour Jean-Marie Le Pen. Le candidat de la droite, Jean-Marie Le Pen, a obtenu 28,1 % des voix, contre 24,5 % pour Jean-Louis Saux. Le candidat de la gauche, Jean-Louis Saux, a obtenu 31,4 % des voix, contre 28,1 % pour Jean-Marie Le Pen.

La droite niçoise ne profite pas de l'émotion suscitée par la mort de Jacques Médecin

L'Alliance est en recul au premier tour de l'élection législative partielle

Le premier tour de l'élection législative partielle a été marqué, comme pour les deux autres scrutins organisés dimanche 22 novembre, par une

très faible participation. La gauche confirme la progression qu'elle avait connue, en mars, aux élections cantonales, tandis que la droite est en

recul, malgré l'émotion suscitée par la mort de Jacques Médecin, l'ancien maire, dont les obsèques ont eu lieu samedi.

NICE

de notre correspondant

Pour la première fois depuis 1988, un second tour opposera, le 29 novembre, la droite et la gauche dans la deuxième circonscription des Alpes-Maritimes. Le candidat de la majorité « plurielle », Patrick Mottard (PS), est en effet arrivé en deuxième position au premier tour de l'élection législative partielle organisée, dimanche 22 novembre, pour remplacer à l'Assemblée nationale le maire de Nice, Jacques Peyrat (RPR), élu sénateur en septembre.

LES JEUX SONT FAITS

M. Mottard devance le candidat du Front national, Gérard de Gubernatis, qui ne peut pas, cette fois, se maintenir au second tour. En effet, seuls les deux candidats arrivés en tête sont autorisés à rester en lice, puisque, compte tenu de la forte abstention, aucun candidat n'a obtenu les suffrages d'au moins 12,5 % des électeurs inscrits, seuil requis par la loi.

M. Mottard sera opposé à Jacqueline Mathieu-Obadia (RPR), candidate de l'Alliance, arrivée en

tête au premier tour. Les deux candidats devront mobiliser les très nombreux abstentionnistes (75,75 %). La gauche confirme à Nice son implantation nouvelle depuis les cantonales de mars. Elle tire profit, aussi, de sa stratégie d'union, même si, pour le second tour, le candidat socialiste ne dispose guère de réserves de voix. La candidate de l'Alliance, M^{me} Mathieu-Obadia, devance M. Mottard de 482 voix, mais elle est en recul par rapport à l'ensemble des candidats de droite de mai 1997.

Ancienne responsable locale du

CNI, passée au RPR, proche de M. Peyrat dont elle est la deuxième adjointe à la mairie, elle compte sur le report des voix du Front national, qui progresse de 3 points. « Les jeux sont faits », assure cependant M. Peyrat, qui ne « veut pas penser que dans un duel droite-gauche, son soutien n'aille pas dans une large mesure à M^{me} Mathieu-Obadia ». Cependant, le Front national, qui considère M. Peyrat comme un traître, n'appellera pas à voter pour la candidate de l'Alliance.

Les obsèques, samedi, de

Jacques Médecin, cérémonie dont l'ampleur a provoqué des polémiques, ne semblent pas avoir eu d'impact dans ce scrutin. Pour la première fois, dans cette « circonscription du maire », détenue durant soixante ans par la famille Médecin, l'héritage médeciniste semble ne plus appartenir au débat électoral. « Le médecinisme est vraiment fini avec la mort de Jacques », estime M. de Gubernatis. Tant qu'il vivait, il entretenait toujours un fol espoir. Quelques bulletins de vote au nom de Jacques Médecin ont été retrouvés dans les urnes, notamment à Gairaut, colline niçoise où vit la famille de l'ancien maire. Des bulletins avaient été distribués dans la foule alors que le cortège funèbre quittait la place Masséna.

Une partie de la famille Médecin et des élus de gauche avaient accusé M. Peyrat de vouloir récupérer électoralement les obsèques. Dans la cathédrale, devant le cercueil, le maire de Nice avait déclaré « assumer tout l'héritage » médeciniste.

Jean-Pierre Laborde

Pour espérer l'emporter en Côte-d'Or, la gauche devra rassembler et mobiliser

DIJON

de notre correspondant

Le candidat de l'Alliance pour la France, Jean-Marc Nudant (RPR), est arrivé nettement en tête du premier tour de l'élection législative partielle dans la 2^e circonscription de Côte-d'Or, où les électeurs étaient appelés, dimanche 22 novembre, à remplacer Louis de Broissia (RPR), élu sénateur le 27 septembre. M. Nudant améliore de 7 points le score de M. de Broissia en mai 1997 et devance de 11 points la candidate socialiste Colette Popard, également soutenue par le Mouvement des citoyens et le Parti radical de gauche. Tous les deux se retrouvent donc en lice pour le second tour. Lilliane Floiras (FN), en recul de 4 points par rapport à 1997, ne peut se maintenir pour le second tour. « Je ne donne aucune consigne mais j'encourage les électeurs à faire leur devoir, qui peut s'exprimer par un bulletin blanc », a-t-elle déclaré quelques minutes après la publication des résultats.

FORTE ABSTENTION

S'il est largement en tête du ballottage, M. Nudant a cependant fait le plein des voix de la droite, dont il était le seul candidat. Au contraire, M^{me} Popard était en concurrence avec un candidat communiste, un Verts et deux d'extrême gauche. Elle bénéficie donc, en principe, d'une réserve de voix pour le second tour. Encore faudra-t-il mobiliser les électeurs, très nombreux, qui ont

boudé les urnes au premier tour, à peine le tiers des inscrits s'étant rendus voter. Le président du RPR, Philippe Séguin, comme le premier secrétaire du Parti socialiste, François Hollande, feront le déplacement pour soutenir les deux prétendants au siège de député. Mais le résultat de ce duel serré dépendra, pour beaucoup, de l'attitude des électeurs du Front national.

Christiane Perruchot

L. 57 312 ; V. 18 178 ; A. 68,28 % ; E. 17 505.

Ball : Jean-Marc Nudant, RPR, c. g., c. m. de Dijon, 7 140 (40,78 %) ; Colette Popard, PS, c. m. de Dijon, 5 207 (29,74 %).

Elim : Lilliane Floiras, FN, 2 659 (15,19 %) ; Alain Bardot, PCF, 988 (5,64 %) ; Jean-Jacques Bernard, Verts, 691 (3,94 %) ; Jacqueline Lambert, LO, 356 (2,03 %) ; Alexandre Jurado, MEI, 308 (1,75 %) ; Jean-Louis Enet, LCR, 156 (0,89 %).

[25 mai 1997 : L. 56 387 ; V. 38 061 ; A. 32,75 % ; E. 36 350 ; Louis de Broissia, RPR, adj. m., 12 282 (35,78 %) ; Colette Popard, PS, c. m., 9 210 (25,33 %) ; Lilliane Floiras, FN, 7 168 (19,71 %) ; Philippe Colas, div., c. m., 1 878 (5,16 %) ; Michel Pilon, Verts, 1 041 (2,86 %) ; Jacqueline Lambert, LO, 887 (2,44 %) ; Anne Mahieu, GE, 728 (2,00 %) ; Jean-Louis Virat, A., 442 (1,21 %) ; Alain Calgnot, écol., c. r., 431 (1,18 %) ; Pierre Campagnac, LCR, 422 (1,16 %) ; Marie-Christine Delabarre, MEI, 365 (1,00 %) ; Geoffrey Bertholle, CAP, 276 (0,75 %).

Le PS a peu de chances de s'imposer dans l'Eure

ROUEN

de notre correspondant

Le candidat de l'Alliance, Hervé Morin, trente-sept ans, maire d'Épaignes et conseiller général de Cormeilles, est en bonne position pour succéder à Ladislav Poniatowski (UDF) dans la troisième circonscription de l'Eure. M. Morin avait fait sa campagne sous la conduite attentive de l'ancien député, élu une première fois en 1986, renouvelé en 1988, 1993 et 1997 et lui-même maire d'une commune de la circonscription depuis 1983, Quillebeuf-sur-Seine.

Devenu sénateur en septembre, M. Poniatowski est ainsi en passe de réussir son pari de faire battre Jean-Louis Destans, quarante-sept ans, le maire socialiste de Pont-Audemer, qu'il avait déjà devancé de près de 12 points en 1997. Dans cette région de l'Ouest de l'Eure, à forte dominante rurale avec deux grosses communes, Bernay (11 000 habitants) et Pont-Audemer (9 000 habitants), le premier tour de l'élection législative partielle a fait apparaître, dimanche 22 novembre, une relative stabilité de l'électorat. La très faible participation n'a pas fondamentalement modifié les équilibres. Cependant, M. Morin progresse de 6 points par rapport à 1997. Il semble avoir capté l'électorat d'un candidat du Mouvement pour la France de Philippe de Villiers, présent en 1997, mais absent dimanche, et prendre plus de 3 points au Front national, qui passe de 13,66 % en 1997 à 10,07 % en 1998.

Le candidat socialiste, malgré une progression de 9 points par rapport aux résultats de 1997, garde pratiquement le même écart avec la droite qu'il y a dix-huit mois. Les très bons résultats obtenus par M. Destans à Pont-Audemer et dans le canton de Bernay-Est, dont il a pris pour suppléant le conseiller général, ont été insuffisants pour combler son retard.

M. Destans ne dispose, pour le second tour, le 6 décembre, que de minces réserves sur sa gauche, où le candidat du Parti communiste, Fernand Ernult, a reculé. Pascal Didtsch, pour la Ligue communiste révolutionnaire, a grappillé quelques centaines de voix. Les Verts ne présentaient pas de candidat.

Etienne Banzet

L. 70 880 ; V. 30 267 ; A. 57,29 % ; E. 29 115.

Ball : Hervé Morin, UDF, m. d'Épaignes, 13 664 (46,93 %) ; Jean-Louis Destans, PS, m. de Pont-Audemer, 10 144 (34,84 %).

Elim : Marc Froidefont, FN, 2 932 (10,07 %) ; Fernand Ernult, PC, 1 223 (4,20 %) ; Pascal Didtsch, LCR, 1 152 (3,95 %).

[25 mai 1997 : L. 69 433 ; V. 49 689 ; A. 28,45 % ; E. 47 306 ; Ladislav Poniatowski, UDF-PR, m., 19 106 (40,38 %) ; Jean-Louis Destans, PS, m., 12 285 (25,86 %) ; Marc Froidefont, FN, 6 462 (13,66 %) ; Fernand Ernult, PC, adj. m., 3 255 (6,88 %) ; Pascal Didtsch, LCR, 1 758 (3,71 %) ; Jacques Rabier, GE, 1 708 (3,61 %) ; Eric Pimel, LDI-MPF, c. r., 1 533 (3,24 %) ; Michel Ressouche, Verts, 1 249 (2,64 %).

Bertrand Delanoë, sénateur socialiste, homosexuel déclaré

IL EST PRÉSIDENT du groupe socialiste du Conseil de Paris et secrétaire de la commission des affaires étrangères et de la défense au Sénat. Il fut député de 1981 à 1986, ex-numéro trois du Parti socialiste. Il a surtout été le candidat socialiste à la mairie de Paris, en 1995, face à Jean Tiberi et fait partie des candidats potentiels pour la prochaine échéance municipale, en 2001.

Dimanche 22 novembre, dans l'émission « Zone interdite », sur M 6, il a décidé que le moment était venu, puisqu'on le sollicitait, de ne pas refuser de s'exprimer sur ce tabou qui touche la classe politique française. Chez lui, dans un fauteuil, Bertrand Delanoë répond posément aux questions du journaliste Philippe Pécoul : « Oui, je suis homosexuel ».

M. Delanoë a réfléchi avant de ne pas décliner l'invitation. Il a pesé sa décision, à défaut de ses suites : « Peut-être que je sous-estime les conséquences du dialogue que nous avons aujourd'hui, confie-t-il à son interlocuteur. (...) Mais j'ai quarante-huit ans (...) je dois vivre mes convictions. » Et, jure-t-il, « ma carrière n'a jamais été prioritaire ». « A l'occasion du débat » sur le PACS, précise-t-il, le devoir de solidarité avec les homosexuels l'a

emporté sur un « droit à l'indifférence », que le sénateur socialiste a pourtant acquis depuis bien longtemps. M. Delanoë s'espère assez « banal » pour ne pas porter tort aux autres homosexuels, mais pense, aussi, qu'« il doit être plus facile d'être homosexuel à Paris, dans un milieu où, que charcutier et homosexuel en Lorraine ». Par ce geste, M. Delanoë entend « rendre les choses un peu plus simples pour d'autres personnes ».

FRANCHIR LA « BARRIÈRE DU NON-DIT »

M. Delanoë est de ceux qui pensent que franchir la « barrière du non-dit » ne doit en aucun cas prendre la forme d'une provocation. « Je n'aime pas l'hypocrisie, j'aime la pudeur », justifie-t-il. Comme Frédéric Martel dans *Le Rose et le Noir* (Seuil, 1996) — un ami qu'il avait prévenu avant cet entretien télévisé —, il ne veut surtout pas revendiquer une quelconque exception communautaire. « On ne doit pas se faire élire — ou voter — sur ces thèmes », dit-il. Militant de la Ligue des droits de l'homme (LDH) et de plusieurs associations antiracistes, M. Delanoë ne s'est pas des associations pour les droits des homosexuels, même s'il a accepté de débattre à leur invitation. « Tout ça, résume-t-il, c'est

le même combat pour la liberté de l'individu ».

Le sénateur ne veut surtout pas, enfin, que ses déclarations soient interprétées comme un acte de bravoure et de courage. Il ne souhaite pas davantage qu'elles posent problème à d'autres élus plus discrets : « Je comprends ceux qui ne parlent pas, j'ai hésité », M. Delanoë n'est « pas pour la dictature des citoyens sur la vie privée des hommes publics ». Il sait en effet qu'il est désormais le seul élu de la vie politique française — avec André Labarère, maire de Pau depuis 1971, député des Pyrénées-Atlantiques depuis 1967, ancien ministre — à avoir fait état de sa sexualité. « J'aimerais que le citoyen s'en foute », conclut-il.

En Angleterre, c'est finalement sans succès que les tabloïds ont tenté de soulever l'opinion britannique contre un prétendu « lobby homosexuel », en montrant du doigt quatre ministres « gays » parmi les seize membres du gouvernement de Tony Blair. Le calme coming out politique de Bertrand Delanoë, qui intervient hors de tout contexte de ce genre, se veut un contrepoint français aux outrances d'outre-Manche.

Ariane Chemin

Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE

de l'Académie française



LÉNINE



Hélène Carrère d'Encausse

Fayard

688 pages
168 F

Avec Hélène Carrère d'Encausse... implacablement, sans phrases inutiles, Lénine vivant paraît, tel qu'il fut, porteur de mort.

Alain Peyrefitte, *Le Figaro*

Le livre magistral d'Hélène Carrère d'Encausse, aussi nuancé dans l'argumentation que sans équivoque dans les conclusions, rectifie l'histoire sainte, sans jamais céder à la facilité des réquisitoires.

François Sureau, *L'Express*

Écrite d'une plume sereine, cette biographie de Lénine... démonte et démontre fort bien le système de fonctionnement de Vladimir Ilitch.

Jacques Amalric, *Libération*

Un salutaire et rigoureux exercice de mémoire. Et de démystification.

Françoise Croûgneau, *Les Echos*

L'Histoire
chez
FAYARD

REUSSIR LES
ADMISSIONS
PARALLELES

Sur DEL.C. DUT. BTS

Sur Licence

Sur Master

IPESUP

10 rue de l'Université
75006 Paris
01 42 25 61 33
06 25 61 33 33

a fait une apparition publique samedi, à Belfort. Il n'a pas commenté l'affaire des sans-papiers mais a affirmé qu'il reviendrait place Beauvau « dans quelques semaines ».

Le président du RPR souhaite que les déboutés de la circulaire Chevènement quittent ensuite la France dans un délai de dix-huit mois. Robert Hue demande une réouverture des dossiers tandis que les Verts continuent à plaider pour une régularisation générale

Les policiers soupçonnent des militants nationalistes d'avoir été en relation avec le groupe qui a perpétré, en 1997, l'attaque du la du-sud) au cours de laquelle l'arme qui a tué Claude Emmanuël a été volée. Les

Le froid précoce est particulièrement meurtrier pour les plus démunis

Plusieurs sans-abri ont trouvé la mort en France

La vague de froid précoce a tué plusieurs personnes ces derniers jours à Cambrai, Marseille, Toulouse, La Seyne-sur-Mer et Paris. Dans la ca-

pitale, le préfet de police, Philippe Massoni, a demandé aux policiers de la sécurité publique « de porter une attention toute particulière aux

personnes sans domicile fixe ». Le gouvernement a prévu d'augmenter les crédits « pour aller au-devant des détresses ».

ALORS QUE plusieurs sans-abri ont trouvé la mort ces derniers jours, dans un contexte marqué par une vague de froid précoce en France, les autorités et les associations ont préconisé d'améliorer les dispositifs de prise en charge des personnes précaires. Dans la nuit de dimanche à lundi, le corps d'un sans-abri a été découvert dans le couloir d'un hôtel du centre-ville de Marseille. Dimanche 22 novembre, à Toulouse, une femme de quarante ans est morte « par hypothermie » (lire ci-dessous).

Un homme de quarante-neuf ans sans domicile fixe a été retrouvé mort de froid, lundi matin, à Cambrai (Nord). Samedi soir, sur les

chantiers navals de La Seyne-sur-Mer (Var), un sans-abri a péri carbonisé devant un hangar, vraisemblablement en provoquant un incendie tandis qu'il essayait de se réchauffer. Le même soir, le corps d'un homme d'une quarantaine d'années a été découvert dans un local à poubelles du 11^e arrondissement de Paris. Dimanche matin, dans le 18^e arrondissement de la capitale, le corps d'un autre sans-abri a été trouvé à bord d'une voiture prêtée par son propriétaire afin qu'il y passe la nuit. Vendredi matin, près de l'hôpital Cochin à Paris, un homme de trente-trois ans avait été découvert sans vie (Le Monde daté 22 et 23 novembre).

Dans la capitale, le préfet de po-

lice, Philippe Massoni, a demandé aux policiers de la sécurité publique de « porter une attention toute particulière aux personnes sans domicile fixe ». Les policiers doivent « s'enquérir de l'état physique » des sans-abri et de ceux qui s'allongent sur les bords de chaux, afin de « leur porter secours ou les faire diriger, si nécessaire, vers les services spécialisés de soins ou d'hébergement ».

Médecins du Monde a demandé l'ouverture « permanente, immédiate, et jusqu'à la fin de l'hiver, de refuges de nuit » pour pallier les difficultés d'obtenir la ligne téléphonique 115 (SAMU social), qui se trouve « fréquemment saturée ». L'association a estimé que la mesure pourrait « permettre aux personnes sans domicile d'attendre à l'abri du froid et de l'intempérie une place d'hébergement ».

Revenant sur la mort du sans-abri aux abords de l'hôpital Cochin, alors qu'un particulier avait prévenu une infirmière du SAMU social de cet établissement, le SAMU social a précisé que « l'infirmière, seule en charge

de trente patients, a demandé à la personne d'appeler le 115 car il s'agissait du signalement d'une urgence médicale (...) ». Par précaution, l'infirmière a appelé le 115 elle-même. Il lui a été conseillé de faire appel aux urgences de l'hôpital, ce qu'elle a fait. « L'hôpital doit veiller à la bonne prise en charge des personnes qui se présentent à ses portes, ou qui lui sont signalées, quelle que soit l'origine de ce signalement », a souligné Bernard Kouchner, le secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale.

Le secrétaire d'Etat a annoncé que des instructions seront données aux directeurs d'hôpital pour qu'ils « sensibilisent à nouveau le personnel hospitalier à exercer une particulière vigilance partout où c'est nécessaire, au sein et aux abords des établissements hospitaliers, notamment par l'organisation de rondes régulières ». Afin de mieux garantir la prise en charge des sans-abri pendant l'hiver, le gouvernement a prévu d'augmenter « sensiblement » en 1999 les crédits qui permettront un « renforcement des moyens mobiles pour aller au-devant des détresses ».

Marie-Christine, morte de froid dans une tente-igloo à Toulouse

TOULOUSE

de notre correspondant régional
Entre les deux bras de la Garonne, sur l'île du Ramier, en plein cœur de Toulouse, se dresse, triomphante de la modernité, toute la puissance architecturale du Stadium, qui a été construit pour accueillir quelques-uns des matches de la Coupe du monde de football. Autour, dispersés dans des bois malgaches, se trouvent des campements misérables, huttes de fortune et tentes rapiécées, dont plusieurs sans-abri de la ville ont fait leur royaume.

C'est là que dimanche 22 novembre, vers 15 heures, les médecins du SAMU ont découvert le corps sans vie de Marie-Christine Souillard, morte de froid. Elle était âgée de quarante ans. Avec son compagnon, Daniel Pelletier, venu avec elle de Vendée, elle vivait depuis deux ans sous une petite tente-igloo de couleur bleue. Ils s'étaient installés sur la pointe de l'île, près des eaux du fleuve. C'est son compagnon qui a donné l'alerte dimanche. Trop tard. Selon les médecins, la température du corps de Marie-Christine Souillard était descendue à 28 °C.

Depuis plusieurs jours, les températures sont extrêmement et inhabituellement basses à Toulouse. Il est probable que la jeune femme, maigre et de constitution fragile, s'était peu à peu refroidie depuis plusieurs jours, provoquant un ralentissement du cœur. Dans la nuit

de samedi à dimanche, au cours de laquelle Marie-Christine Souillard est morte d'hypothermie, le record de froid de la ville (-7,5 °C) a été approché avec -7 °C.

Marie-Christine Souillard n'était pourtant pas totalement démunie. Comme son compagnon, elle touchait le RMI et on la voyait parfois faire des courses dans le quartier Saint-Michel qui jouxte l'île. Les services sociaux la connaissaient et elle passait pour « une personne sans histoire ».

MINIMUM VITAL

Ce minimum vital ne l'a pas empêchée, ainsi que son compagnon, de se marginaliser. Depuis deux ans, le couple vivait reclus sur son bout d'île avec deux chiens pour seule compagnie. Leur campement s'était organisé autour de leur tente et de quelques ustensiles de cuisine. Ils possédaient même des couvertures et des duvets. Ce minimum n'aurait pas suffi contre une attaque soudaine et violente du froid.

Dimanche soir, dans la nuit glaciale, Daniel Pelletier se refusait à quitter la tente où sa compagne est morte. Il est resté recroquevillé sur les lieux avec ses deux chiens. Lundi 23 novembre, la mairie de Toulouse avait prévu de présenter les mesures prises par le Centre communal d'action sociale pour les personnes sans domicile fixe, à l'approche de la période hivernale.

Jean-Paul Besset

Mise en examen de quatre militants du Syndicat des enseignants corses

L'ENQUÊTE sur l'assassinat du préfet de la région Corse, Claude Erignac, n'exclut apparemment aucune sphère de la mouvance nationaliste. Après la piste agricole, qui constitue toujours un axe d'enquête important, les policiers de la Division nationale anti-terroriste (DNAT) et le juge d'instruction parisien Jean-Louis Bruguière s'intéressent, désormais, à des personnes appartenant au Syndicat des enseignants corses (SEC).

Quatre militants du SEC ont été interpellés et transférés à Paris, mercredi 18 novembre. Jean Castella, son épouse Stella, Jean-Philippe Antolini et un autre militant nationaliste ont été mis en examen dimanche pour « association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste ». Trois d'entre eux ont été placés en détention provisoire. Des documents et du matériel ont été saisis lors des perquisitions menées par les enquêteurs. Aucune arme ou trace d'explosif n'a, en revanche, été découverte.

DES REPERAGES SUSPECTS

Les policiers soupçonnent ces militants nationalistes d'avoir été en relation avec le groupe qui a perpétré, en 1997, l'attaque de la gendarmerie de Pietrosella (Corse-du-Sud) au cours de laquelle l'arme qui a tué Claude Erignac a été volée. Les membres du commando qui avaient dépouillé

de leurs armes les gendarmes avaient auparavant revendiqué les attentats perpétrés contre les locaux de l'École nationale d'administration (ENA), à Strasbourg (Bas-Rhin) et d'un établissement thermal à Vichy (Allier).

Les enquêteurs ont découvert au domicile de Jean Castella de nombreuses notes prises lors de déplacements effectués sur le continent dans le cadre professionnel. On y relève des renseignements très précis sur l'emplacement de restaurants, des inspections d'académie, ainsi que sur le bâtiment de l'ENA, à Strasbourg. Ces éléments seraient, selon les policiers, des repérages réalisés en vue des attentats qui ont visé, ces dernières années, ces édifices publics.

En dissidence du principal mouvement nationaliste, A Cuncolta, le Syndicat des enseignants corses semble avoir radicalisé son action depuis 1996, comme une partie du mouvement nationaliste agricole, dont certains membres sont actuellement mis en examen dans des affaires liées à l'assassinat de Claude Erignac. Le Centre de promotion sociale, à Corte (Haute-Corse), spécialisé dans la formation pour adultes, aurait ainsi servi à certains nationalistes agriculteurs de base logistique pour rédiger des tracts et des communiqués.

Jacques Follorou

Marseille : plan de sauvetage pour la Maison de l'étranger

LA MAISON DE L'ÉTRANGER, à Marseille, qui accueille et aide chaque année dix mille étrangers dans leurs démarches, devrait rapidement revivre malgré sa mise en liquidation judiciaire (Le Monde du 12 novembre). A l'issue d'une réunion organisée, vendredi 20 novembre, par Jean-Paul Proust, préfet de région, les représentants de la ville de Marseille, du conseil général des Bouches-du-Rhône et du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur ont décidé « la refondation de cet outil d'intégration, indispensable à la région ». Une nouvelle association va voir le jour. Cette table ronde a permis de réunir les fonds nécessaires. Les collectivités locales ont promis, pour 1999, une subvention globale de 1,5 million de francs. Le préfet s'est aussi engagé sur une participation de l'Etat. La totalité du personnel (dix-neuf personnes) devrait être réembauchée. (Corresp.)

DÉPÊCHES

■ DROGUE : huit personnes, dont la nationalité n'a pas été précisée, ont été arrêtées, vendredi 20 novembre, en Angleterre et en France, dans le cadre d'une enquête sur un réseau de blanchiment d'argent provenant du trafic de drogue. Six hommes ont été arrêtés vendredi dans l'est de Londres, alors qu'un couple était appréhendé par les douanes à Calais (Pas-de-Calais).

■ TERRORISME : les parents du terroriste Ilich Ramirez Sanchez, alias Carlos, qui purge en France une peine de réclusion à perpétuité, lui ont demandé d'arrêter sa grève de la faim entamée le 3 novembre, dans une lettre rendue publique dimanche 22 novembre à Caracas (Vénézuéla). « Cher fils : nous sommes avec toi et à nos côtés se trouvent de nombreuses personnes courageuses. Mais, s'il te plaît, ta mère et moi te demandons de suspendre la grève de la faim et de poursuivre, par d'autres moyens, la recherche de tes droits », écrit son père.

■ OBUS : mille cinq cents obus datant de la seconde guerre mondiale ont été découverts, vendredi 20 et samedi 21 novembre, sur la plage de la côte des Basques à Biarritz (Pyrénées-Atlantiques). Une trentaine de ces engins présentaient un danger d'explosion selon la police. 450 obus ont été trouvés dans des caisses, le reste était en vrac sur un rocher seulement visible et accessible à marée basse.

■ CORSE : le militant nationaliste corse Antoine Salasca a été remis en liberté, mardi 17 novembre, par la cour d'appel de Paris. Incarcéré et mis en examen pour association de malfaiteurs, le 30 octobre, il lui était reproché de résider dans une maison où les policiers avaient découvert de nombreuses armes. Or, il avait été assigné à cette résidence par un juge d'instruction.

(Publicité)

Publi-Information

En Bretagne, chercheurs et industriels du secteur des télécommunications ne sont pas les seuls à être imprégnés de la « culture télécom ». Depuis plusieurs années, le Conseil régional multiplie les initiatives afin qu'entreprises et particuliers s'approprient les nouvelles technologies de l'information et que se développent de nouveaux services.

Bretagne : la culture télécom

Internet, images numériques, messagerie électronique... ces nouvelles technologies de la communication et de l'information font partie de l'environnement quotidien des Bretons. Dès le lancement du programme ITR (Informatique-Télécommunications-Réseaux), en 1995,



le Conseil régional a favorisé l'accès de tous aux technologies télécoms : les entreprises, les salariés, les demandeurs d'emploi, les étudiants... Avec une idée maîtresse : rien ne sert de créer de nouveaux

outils si personne ne sait s'en servir. En quatre ans, ce programme a mobilisé plus de 100 millions de francs.

De Cyberbretagne aux Cybercommunes

Première opération lancée en 1995 : le dispositif « Cyberbretagne » (*) et les cinq plates-formes mises en place à Brest, Lannion, Quimper, Rennes et Vannes, afin d'accueillir gratuitement les chefs d'entreprise qui souhaitent en savoir davantage sur les possibilités qu'offre Internet, Intranet, la messagerie ou le commerce électronique... À leur disposition, des animateurs pour les informer, leur donner des conseils techniques, administratifs, leur faire des démonstrations et même les aider à imaginer leur propre site.

Une première sensibilisation qui, forte de son succès, trouve son prolongement

naturel cette année avec le lancement des « Cybercommunes ». Cette fois, il s'agit de familiariser tous les Bretons aux nouvelles technologies : de l'artisan qui souhaite vendre ses produits à l'étranger grâce à Internet, au demandeur d'emploi qui veut consulter les petites annonces sur le Web, en passant par le cadre qui aimerait apprendre à envoyer un e-mail ou l'enfant qui veut découvrir l'encyclopédie sur CD-Rom. Aujourd'hui, avec l'appui du Conseil régional, dans 1 commune bretonne sur 3, les habitants vivent à l'heure d'Internet. Achat de matériel, formation d'un animateur, assistance et conseil : la Région accompagne la création de 211 sites multimédias ouverts à tous.

Des formations à distance

Autre nouveauté lancée cette année par le Conseil régional : le déploiement d'une vingtaine de « Points-Formation » sur l'ensemble de la Bretagne. Ces espaces, qui seront pour certains intégrés aux Cybercommunes, proposeront à chacun de découvrir « la formation individualisée et à distance ». Installé devant un ordinateur, le jeune ou l'adulte en formation pourra visionner les CD-Rom pédagogiques de la médiathèque, participer à distance et en direct à un cours donné dans un autre lieu, joindre son formateur par la voix et par l'image. Une bonne nouvelle pour les particuliers, les demandeurs d'emploi, les jeunes... qui n'auront plus besoin de prévoir de longs et coûteux déplacements pour « se remettre à niveau ».

Autant dire que la Bretagne exploite toutes les ressources des nouvelles technologies télécoms... à l'usage de tous les Bretons.

(*) www.cyberbretagne.tm.fr

http://www.region-bretagne.fr
A-gardain@cyberbretagne.tm.fr

DISPARITIONS

DOUGLAS WILLIAM ALDEN, enseignant américain, spécialiste aux États-Unis de l'étude de l'édition française et de l'œuvre de Marcel Proust, est mort à Charlotte (Caroline du Nord) dimanche 15 novembre à l'âge de quatre-vingt-six ans. Après des études aux États-Unis et en France, D. W. Alden avait soutenu sa thèse de doctorat sur *Marcel Proust et ses critiques français* (Lyman House, Los Angeles), puis enseigné dans diverses universités américaines, dont Princeton, et, en dernier lieu, à l'université de Virginie, où il dirigeait le département des langues romanes. Il a aussi été président de l'Association américaine des professeurs de français. Outre sa thèse, il a publié neuf ouvrages consacrés à la littérature, la civilisation et la langue française, dont *Jacques de Lacretelle, l'héritier d'un intellectuel*, *Grammaire et civilisation française*, *Grammaire et style*. Participant à l'édition de bibliographies et de dictionnaires de littérature française, D. W. Alden avait fondé en 1949 la *Bibliographie française du XX^e siècle*, qui recense tous les livres publiés en français depuis le début du siècle : aux États-Unis, le *Alden* est considéré comme un outil indispensable pour les universitaires à la connaissance des publications françaises. La dernière livraison a paru en automne. Engagé volontaire pendant la seconde guerre mondiale, le professeur Alden était titulaire de la croix de guerre, officier dans l'ordre des palmes académiques et chevalier de la Légion d'honneur.

KENNY KIRKLAND, pianiste de jazz noir américain, est mort à son domicile new-yorkais, vendredi 13 novembre, à l'âge de quarante-trois ans. Il aurait succombé à une surdose de drogue, selon le *Los Angeles Times*. Né le 28 septembre 1955 à New York, dans le quartier de Brooklyn, Kenneth David Kirkland avait façonné son oreille à l'écoute des grands classiques du jazz autant qu'à celle de la musique soul puis funk des années 60. Reçu à la Manhattan School of Music, où il étudia la musique classique (théorie et pratique), Kenny Kirkland est victime d'un grave accident qui l'empêche de devenir enseignant à plein temps. Très tôt il rencontre la génération montante des néo-boppers symbolisée par les frères Marsalis. De 1981 à 1985, il est dans le quartet de Wynton, le trompettiste, puis il rejoint Branford, le saxophoniste. Dans le même temps, il fait partie de l'orchestre « jazz » de Sting, l'ancien chanteur du groupe Police, ce qui lui permet d'accéder à une reconnaissance mondiale. Très populaire aux États-Unis, Kenny Kirkland accumule les participations à diverses formations tout en s'essayant à une carrière de leader. De son apprentissage il avait retenu le goût pour une musique renouvelée entre le swing ternaire et certains aspects rythmiques du binaire, le tout avec une grande virtuosité formelle.

NOMINATIONS

DIPLOMATIE
Philippe Seitz, ambassadeur au Gabon, a été nommé ambassadeur à Sao Tomé et Príncipe en résidence à Libreville, en remplacement de Michel Luvy, par décret publié au *Journal officiel* du 14 novembre.

(Né le 14 septembre 1940 à Lyon, Philippe Seitz est licencié en droit et diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris. Il a été notamment en poste à Rio de Janeiro (1968-1970), à Dar es-Salaam (1970-1971), à Londres (1973-1976), à Washington (1981-1983) et à l'administration centrale du Quai d'Orsay, avant d'être directeur adjoint du cabinet de Jacques Poletier, ministre de la coopération et du développement (1988-1991), chargé d'affaires, puis ambassadeur à Haïti (1993-1995). Ambassadeur au Cameroun d'octobre 1995 à mars 1998, Philippe Seitz est depuis cette date ambassadeur au Gabon.)

Eugène Berg, ambassadeur en Namibie, a été nommé ambassadeur au Botswana en résidence à Windhoek, en remplacement de Frédéric Balaie du Laurens, par décret publié au *Journal officiel* du 22 novembre.

(Né le 23 septembre 1945 à Châteauneuf-Thierry (Aisne), Eugène Berg est licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'ENA (1971-1973). Il a été notamment en poste à Mexico (1986-1989) et à l'administration centrale du Quai d'Orsay, avant d'être adjoint au président de la Commission interministérielle pour la coopération franco-allemande (1990-1993). De février 1994 à juillet 1998, il était conseiller général à Leipzig. Eugène Berg est ambassadeur en Namibie depuis un mois.)

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Bernard Laurin, professeur de paléontologie, a été élu, le 9 novembre, président de l'université de Bourgogne à Dijon. Il succède à Jocelyne Péard, arrivée au terme de son mandat.

(Né le 26 février 1947 à Migennes (Yonne), Bernard Laurin a été, de 1974 à 1983, chercheur au laboratoire de géologie sédimentaire et de paléontologie du CNRS à Dijon. Après avoir soutenu sa thèse de doctorat d'État en 1981, il intègre l'université de Bourgogne où il est nommé professeur en 1983. L'année suivante, et jusqu'en 1993, il est élu au conseil scientifique de l'université, puis, en 1997, vice-président du conseil d'administration. Bernard Laurin est par ailleurs président de l'association paléontologique de France.)

Marie-Jeanne Philippe, professeure de génie mécanique, a été élue présidente de l'université de Metz, en remplacement de Gérard Nauroy.

(Née le 14 mai 1948 à Epinal (Vosges), Marie-Jeanne Philippe est docteur d'État ès sciences physiques (1983). Assistante à l'université de Nancy-I de 1972 à 1974, elle est nommée assistante, puis maître assistante au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) à Paris de 1977 à 1984. Elle rejoint ensuite l'université de Metz, où elle est nommée professeure, en 1987, au département de génie mécanique de l'UTM et au laboratoire d'étude des textures et application des matériaux. En 1992, Marie-Jeanne Philippe est élue vice-présidente du conseil scientifique de l'université et, en 1993, du conseil d'administration de l'UTM.)

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du mercredi 18 novembre sont publiés :

- **Communes** : un décret portant changement de noms de communes.
- **OGM** : deux arrêtés portant suspension de la mise sur le marché de colza génétiquement modifié en France pour une période de deux ans.
- **Comptes** : les comptes des partis et groupements politiques au titre de l'exercice 1997.
- **Police** : une loi portant extension de la qualification d'officier de police judiciaire au corps de maîtrise et d'application de la police nationale.
- **Emploi** : un décret relatif à l'expérimentation de l'élargissement du contrat de qualification aux adultes demandeurs d'emploi de plus de 26 ans ; cette expérimentation est prévue dans la loi contre les exclusions.
- **Routiers** : un décret relatif à la formation professionnelle initiale et continue des conducteurs non salariés du transport routier public de marchandises.
- **Propriété intellectuelle** : plusieurs décrets concernant le code de la propriété intellectuelle.
- **Archives** : un arrêté instituant une dérogation générale pour la consultation de certains fonds d'archives publiques concernant la seconde guerre mondiale versés aux

Archives nationales par le ministère de l'équipement, des transports et du logement.

- **Collectivités locales** : un arrêté portant nomination à la Commission nationale de la coopération décentralisée.
- **Évaluation** : un décret relatif à l'évaluation des politiques publiques, présenté par Emile Zuccarelli, ministre de la fonction publique, de la réforme de l'État et de la décentralisation, au conseil des ministres du mercredi 18 novembre. Ce texte simplifie le dispositif interministériel d'évaluation des politiques publiques défini en 1990. Un Conseil national de l'évaluation sera désormais chargé de proposer au premier ministre un programme annuel d'évaluations permettant d'apprécier l'efficacité des politiques publiques en comparant leurs résultats aux objectifs assignés et aux moyens mis en œuvre. Il sera composé de quatorze membres : six personnalités choisies en fonction de leurs compétences scientifiques, trois élus des collectivités territoriales, trois membres du Conseil économique et social, un membre du Conseil d'État et un membre de la Cour des comptes. Les rapports d'évaluation seront rendus publics.
- **Production laitière** : un décret modifiant l'indemnité d'abandon d'une dotation à l'abandon totale ou partiel de la production laitière.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

— Paris.
Je me prénomme
Barbara, Nicole.
Je suis née le mercredi 18 novembre 1998.
Mes parents,
Danielle et Gilles KRULIC-BERSTEIN, sont très heureux.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

— Bonjour, Pam Pam !

Bernard BOUTOUT,

Aux prochaines Cousinades, nous serons vingt !

Paul GUILLAUMOT

est venu agrandir la ronde de tes arrière-petits-enfants, le 8 novembre 1998.

Mathias, Justin et Louise ROSE,

Camille, Lucie et Emma BARBIER,

Marie GUILLAUMOT,

sa grande sœur,

Quentin et Vincent MASSEBAU,

Lily et Violaine RAVON,

Antonin, Louis

et Constance GIRAUD,

Maxence et Margot DURDILLY,

Emilie BOUTOUT.

AVIS D'OUVERTURE D'ENQUÊTE PUBLIQUE

LIAISON AUTOROUTIÈRE A 75

CLERMONT-FERRAND/BEZIERS

Section ENGAYRESQUE / LA CAVALERIE SUD

MISE EN CONCESSION DU VIADUC DE MILLAU

ENQUÊTE PUBLIQUE DU 16 DÉCEMBRE 1998

AU 26 JANVIER 1999

— Portant sur les conséquences de la mise en concession du Viaduc de Millau sur l'utilité publique de la section Engayresque-La Cavalerie de l'autoroute A75 constatée par le décret du 10 janvier 1995.

— Préfable à la déclaration d'utilité publique des aménagements nécessaires à l'exploitation de la concession (modification du décret du 10 janvier 1995).

— Préfable à la mise en compatibilité du plan d'occupation des sols de la commune de Millau.

Consultation des dossiers.

Durant la période de l'enquête du 16 décembre 1998 au 26 janvier 1999, les dossiers seront déposés en préfecture à Rodez, en sous-préfecture de Millau et dans les mairies de Verrières, Aguessac, Millau, Creissels, Saint-Georges-de-Luzençon, La Bastide-Pradines, Lapanouse-de-Cernon et de La Cavalerie afin que chacun puisse en prendre connaissance aux jours et heures habituels d'ouverture.

Les observations sur le projet seront consignées directement par les intéressés sur les registres d'enquête ouverts dans les lieux précités ou adressées par écrit au président de la commission d'enquête A75 - Mairie de Millau - 12100.

Composition de la commission d'enquête.

— **Président**, M. Georges BOUE, 6, rue Joliot-Curie, 82000 Montauban.

— **Membres titulaires**, M. Nicolas DELAYE, Lagaline, RD77, 31850 Beaupuy.

— M. Pierre MARSAULT, 5, rue Espinasse, 31000 Toulouse.

Réception du public par les membres de la commission d'enquête.

Un ou plusieurs membres de la commission d'enquête se tiendront à la disposition du public pour recevoir ses observations :

— à la mairie de Millau :

16 décembre 1998 : 9 h-12 h 14 h-17 h ;

7 janvier 1999 : 9 h-12 h 14 h-17 h ;

26 janvier 1999 : 9 h-12 h 14 h-17 h ;

à la mairie de Verrières :

22 décembre 1998 : 14 h-17 h ;

19 janvier 1999 : 14 h-17 h ;

à la mairie d'Aguessac :

22 décembre 1998 : 9 h-12 h ;

19 janvier 1999 : 9 h-12 h ;

à la mairie de Creissels :

29 décembre 1998 : 9 h-12 h ;

21 janvier 1999 : 14 h-17 h ;

à la mairie de Saint-Georges-de-Luzençon :

29 décembre 1998 : 14 h-17 h ;

21 janvier 1999 : 9 h-12 h ;

à la mairie de Lapanouse-de-Cernon :

21 décembre 1998 : 9 h-12 h ;

11 janvier 1999 : 9 h-12 h ;

à la mairie de La Bastide-Pradines :

7 janvier 1999 : 9 h-12 h ;

26 janvier 1999 : 9 h-12 h ;

à la mairie de La Cavalerie :

21 décembre 1998 : 14 h-17 h ;

11 janvier 1999 : 14 h-17 h.

A l'issue de l'enquête une copie du rapport et des conclusions motivées de la commission d'enquête sera déposée dans chacune des mairies concernées, à la préfecture de l'Aveyron et à la sous-préfecture de Millau où toute personne intéressée pourra en prendre connaissance pendant une durée d'un an à compter de la clôture de l'enquête, ou en obtenir communication en s'adressant à M. le Préfet de l'Aveyron - D.A.C.L., 4^e bureau - B.P. 715 - 12000 Rodez.

Fait à Rodez, le 13 novembre 1998.

Le préfet de l'Aveyron, Jean-Christophe CADY.

Mariages

— Ces jours derniers a été célébré à la Mairie de Paris le mariage de

M^{lle} Marina UZUN,

pianiste,

filles de

Oiga UZUN,

professeur de médecine à la faculté d'Odesa

et de

Yvan UZUN,

de l'Académie d'architecture, avec

René BOTH,

professeur et compositeur de musique.

Parallèlement, on a noté la présence de Robert Marchand et Gérard Grandval, de l'Académie d'architecture, de Claude Elie, avocat au barreau de Paris, Denis Caban, compositeur et chef d'orchestre... Félicitations !

Décès

— Le professeur Daniel Beuron et Christine

Patrick Beuron, ses enfants,

Catherine et Jean-Pierre Campagne,

Olivier et Blanche Beuron,

Pierre et Fédèle Beuron,

Elisabeth et Jodi Toummeine, ses petits-enfants,

Thomas, Camille, Alexandre, Fanny,

Romain, Thibault et Sylvain, ses arrière-petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Raymonde BEURTON,

survenue le 20 novembre 1998, dans sa quatre-vingt-neufième année.

24, avenue de Breteuil, 75007 Paris.

M^{me} Alfred BOUCHER,

né Marie-Jeanne BARRAL,

n'est décédé dans la paix du Seigneur, à quatre-vingt-dix-sept ans, chez elle, entourée de ses enfants, le 10 novembre 1998. Elle a rejoint son mari.

Alfred BOUCHER,

comptable général de l'armée, croix de guerre 1914-1918,

qui l'avait précédé le 2 février 1960.

L'inhumation a eu lieu à Versailles, le 14 novembre.

« Et quand je serai allé vous préparer une place, je reviendrai vous prendre avec moi, afin que, là où je suis, vous sachiez, vous aussi, » Jean XIV, 3.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Nîmes.

M^{me} Claude Brunel,

Sylvie Brunel,

Anne-Marie Brunel,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean BRUNEL,

président de chambre honoraire à la cour d'appel de Nîmes, chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 16 novembre 1998, à Nîmes.

2, rue des Cèdres, 30900 Nîmes.

M. Jean BRUNEL,

président de chambre honoraire à la cour d'appel de Nîmes, chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 16 novembre 1998, à Nîmes.

2, rue des Cèdres, 30900 Nîmes.

M. Jean BRUNEL,

président de chambre honoraire à la cour d'appel de Nîmes, chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 16 novembre 1998, à Nîmes.

2, rue des Cèdres, 30900 Nîmes.

M. Jean BRUNEL,

président de chambre honoraire à la cour d'appel de Nîmes, chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 16 novembre 1998, à Nîmes.

2, rue des Cèdres, 30900 Nîmes.

M. Jean BRUNEL,

président de chambre honoraire à la cour d'appel de Nîmes, chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 16 novembre 1998, à Nîmes.

2, rue des Cèdres, 30900 Nîmes.

— Suzanne Tardieu-Dumont,

son épouse, a la douleur de faire part du décès de

Louis DUMONT,

directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales, chevalier de la Légion d'honneur.

Les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité.

11, rue Lagrange, 75005 Paris.

— Malka (Mado) Gero,

son épouse,

Michèle, Amick, Sandrine, Vanessa et Raphaël Tardieu-Gero,

sont enfants et petits-enfants,

Ladislav, Michel-Alexandre, Jacqueline et Kitty Robert,

ses beaux-frères et belles-sœurs, et leurs enfants et beaux-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Stéphane GERO,

directeur de recherche émérite au CNRS,

survenu le 16 novembre 1998.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le jeudi 19 novembre.

Cet avis tient lieu de faire-part.

2, allée des Rouges-Gorges, 91940 Les Ulis.

— Joseph, Marina, Naima, Gabriel, Lydie, Graciela et François, sa famille, ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Raoul GUGLIEMI,

survenu le vendredi 20 novembre 1998.

Les obsèques auront lieu le 25 novembre, à 14 h 30, au cimetière nouveau d'Ivry-sur-Seine, 13, rue Gaston-Monmousseau.

« J'ai laissé des âmes dont la peine s'accroît de mon départ. » (Rimbaud).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Anniversaires de décès

— Il y a un an, le 24 novembre 1997,

Barbara

nous quitte.

Nous ne l'oublions pas.

— Il y a un an, le 24 novembre 1997,

Hervé BENTHEUX

nous quitte.

Son père, ses enfants demandent à tous ceux qui l'ont connu et aimé de penser à lui tout particulièrement.

— Il y a quinze ans, nous quitte

Christian CHAILLAN.

Monique, Arnaude et Julien, constants dans la peine.

Anniversaires de décès

— Il y a un an, le 24 novembre 1997,

Hervé BENTHEUX

nous quitte.

Son père, ses enfants demandent à tous ceux qui l'ont connu et aimé de penser à lui tout particulièrement.

— Il y a quinze ans, nous quitte

Christian CHAILLAN.

Monique, Arnaude et Julien, constants dans la peine.

Anniversaires de décès

— Il y a un an, le 24 novembre 1997,

Hervé BENTHEUX

nous quitte.

Son père, ses enfants demandent à tous ceux qui l'ont connu et aimé de penser à lui tout particulièrement.

— Il y a quinze ans, nous quitte

Christian CHAILLAN.

Monique, Arnaude et Julien, constants dans la peine.

Anniversaires de décès

— Il y a un an, le 24 novembre 1997,

Hervé BENTHEUX

nous quitte.

S

La Loire, reflet des nouvelles ambitions de Nantes

L'aménagement urbain d'une vaste île au centre de l'agglomération offre une chance historique à la cité des ducs de Bretagne de renouer un lien fort avec son fleuve nourricier. Parallèlement, élus et urbanistes veulent lui redonner son équilibre et sa beauté perdus

NANTES

Après lui avoir tourné le dos, Nantes veut se réconcilier avec la Loire. L'aménagement de « l'île de Nantes », qui s'étend sur 5 kilomètres au cœur de l'agglomération, lui en offre l'occasion : la menace que fait peser la dégradation du fleuve sur la solidité des berges, quais et ponts, comme sur l'approvisionnement en eau potable, lui impose la nécessité.

A l'instar de la plupart des villes, l'agglomération nantaise s'est développée après guerre en avalant sans compter les espaces disponibles en bordure des axes routiers. De 1965 à 1995, la surface urbanisée a triplé, la population n'a augmenté que de moitié. Cette croissance en tache d'huile, la fermeture des chantiers navals, le déclin ou le départ d'industries nées sur les bords du fleuve et le transfert hors du centre-ville de l'essentiel de l'activité portuaire ont pu faire croire au divorce entre Nantes et son fleuve nourricier.

Déjà, le remblaiement de nombreux bras de Loire avait transformé le chapelet d'îles qui la traversaient jadis en un seul ensemble, ce qui avait fortement réduit la pré-

sence de l'eau en ville. Baptisé récemment « île de Nantes » par les élus et les urbanistes, cet ensemble, qui regroupe 12 000 personnes et 9 000 emplois, n'existe pas en tant que tel dans l'esprit des Nantais : le tout représente pourtant une superficie de 350 hectares, aussi vaste que le centre-ville qui lui fait face, sur la rive nord. « L'île de Nantes n'existe que vue d'avion », reconnaît l'adjoint à l'urbanisme, Bernard Bolzer.

UN PAYSAN HISTORIQUE

L'ouest de cette île fut le bastion de la cité industrielle et portuaire. C'est aujourd'hui la partie qui fait le plus rêver. Sa pointe, sur laquelle les deux bras de Loire se séparent ou se rejoignent, selon le sens de la marée, est sans doute le plus bel endroit de la ville. Les 20 hectares de friche laissés en bordure du fleuve par la fermeture du chantier Dubigeon font soupçonner les nostalgiques de la Navale et saluer les aménageurs : c'est là qu'un nouveau quartier pourrait éponger de la façon la plus spectaculaire. Mais il faudra intégrer la proximité, pour longtemps encore, d'une gare de fret SNCF, du Marché d'intérêt national et de plusieurs entreprises industrielles. A



AGGLOMÉRATION NANTAISE

quelques pas, sur le quai François-Mitterrand, l'imposant chantier du palais de justice indique que la Loire et ses rives demeurent l'espace emblématique de Nantes. Ce n'est pas un hasard si l'école d'architecture souhaite également s'y installer et si, plus en aval ou de l'autre côté du fleuve, de multiples établissements, entreprises ou institutions, ont choisi ces dernières années le fleuve comme reflet de leurs ambitions.

La partie est de l'île abrite le quartier Beaulieu. Pour les Nantais, c'est le grand ratage urbain des années 70. Tous les traits issus de l'époque des ZAC, concentration d'administrations et de services tertiaires dans ce qui devait être le foyer de la ville moderne, sont perçus comme le contre-exemple de ce qu'il faudra faire sur les terrains disponibles côté ouest. Entre ces deux pointes, le quartier des Ponts traverse l'île du nord au sud. L'enjeu sera cette fois de conserver, tout en le rénovant, un habitat accessible aux revenus modestes, caractéristique de ce quartier aussi vieux que Nantes.

Pour rabouter ces quartiers disparates, donner à l'île la circulation est-ouest qui lui manque, définir ses espaces publics et les principes de son aménagement, le conseil municipal doit décider en décembre le lancement d'un concours d'urbanisme, dans l'esprit de ce qui a été fait en région parisienne pour l'île Seguin. « Il faut tout à la fois éviter un développement anarchique et lutter contre une éventuelle spéculation foncière », explique le maire, Jean-Marc Ayrault (PS), qui n'entend pas pour autant figer l'avenir dans un

projet vainement ficelé jusqu'aux moindres détails. « Aucun groupe social ne doit s'approprier un lieu aussi fort », estime en écho Jean de Legge, de l'Institut TMO, auteur d'une étude sur les attentes des Nantais, dont il tire plusieurs conclusions : « la nécessité d'avoir une ambition résidentielle forte, d'établir un lien direct avec le centre-ville, de verser un tribut significatif à la mémoire du lieu et d'avoir un souci fondamental de l'environnement ». Personne, en tout cas, ne nie l'impact historique qu'a Nantes de se retourner vers son fleuve. « L'enjeu, derrière tout cela, est aussi de savoir si l'on continue à se développer toujours vers la périphérie, avec les problèmes de transports et d'infrastructure que cela pose, ou si l'on relance un développement du centre-ville à partir de l'île de Nantes et des rives de la Loire », explique Jean-Yves Paillou, directeur de l'agence d'études urbaines de l'agglomération.

Parallèlement, il faudra redonner au fleuve son équilibre et sa beauté perdus. Le plan Loire grandeur nature arrêté par l'État prévoit de remonter la ligne d'eau à marée basse, descendue de 4 mètres depuis un siècle à cause des dragages,

ce qui menace les fondations des ouvrages d'art. Trois solutions sont étudiées par l'Agence de l'eau Loire-Bretagne et l'Association communautaire de l'estuaire de la Loire (ACEL) : la modification des épis qui jalonnent et canalisent le lit du fleuve entre l'Anjou et l'océan, la création de plusieurs « seuils à échantures » ou la réalisation d'un « ouvrage de déconnexion hydraulique », sorte de barrage mobile, en aval de Nantes. Coûts estimés : de 500 millions à 2 milliards de francs. Le choix sera effectué en 1999. Dans tous les cas, il s'agit de réduire l'ampleur de l'énorme pompe aspirante et refoulante d'eau salée et de vase en suspension qu'est devenu l'estuaire creusé et chenalisé, sans interdire par un barrage fixe la remontée des navires jusqu'au port de Nantes. « Si l'on ne fait rien, la machine à boue deviendra une machine hydraule », prédit Marc Leroy, directeur de l'ACEL. Tout comme Jean-Marc Ayrault pour l'île de Nantes, il pronostique que la complexité du chantier aura pour corollaire sa durée : plusieurs décennies.

Adrien Favreau

Une porte médiévale sur le chemin du tram

NANTES

A Nantes, les vestiges de l'enceinte médiévale vivent toujours la curiosité des promeneurs. Ils se pressent nombreux pour observer les étonnantes constructions mises au jour, cet été, par la campagne de fouilles préliminaires au lancement du chantier de la troisième ligne de tramway. Bâties au XIII^e siècle et remodelées au XV^e, la tour Haut-le-Pied et la tour d'Erde formaient une porte d'accès au nord de la ville, sur le chemin filant vers Vannes. Juchées sur le piton rocheux surplombant le lit de l'Erde, devenu le cours des Cinquante-Œtages depuis le comblement de la rivière, elles jalonnaient le passage entre les parties basse et haute de la cité des ducs de Bretagne.

Initialement, leurs vestiges devaient être recouverts après avoir été étudiés par l'Association pour les fouilles archéologiques nationales. La configuration du terrain faisait penser aux spécialistes de la direction régionale des affaires culturelles (DRAC) qu'il ne resterait que quelques pierres sur le rocher. Les services techniques du district et de la société de transports en commun de l'agglomération nantaise croyaient donc que leur démolition partielle ne poserait pas de problème. Personne n'imaginait que les vestiges de la tour Haut-le-Pied étaient si bien conservés, ni si élevés.

Il est vite apparu impossible de sacrifier un tel ensemble, même sur l'autel du sacro-saint tramway nantais, dont la future ligne reprend exactement le passage entre les deux tours. Le maire de Nantes, Jean-Marc Ayrault (PS), a sans doute gardé le souvenir de la polémique qu'avaient engendrée la mise au jour et la destruction partielle de vestiges voisins, sur l'île Bouchérie, où la Frac envisage de s'installer. Le maire, également président du district de l'agglomération, a donc demandé à ses services et au cabinet d'architectes AIA d'étudier la possibilité de préserver et de mettre en valeur ces vestiges, tout en faisant passer le tram. La largeur qu'exigent ces deux voies de circulation n'a pourtant plus rien à voir avec celle que nécessitaient les charrettes franchissant la porte médiévale.

Et il n'est pas question de prendre du retard sur ce chantier de 2 milliards de francs, dont la première phase doit être achevée en septembre 2000. Le district a donc décidé de décaler de 2 mètres la plateforme du tramway, afin de préserver les vestiges de la tour Haut-le-Pied, qui resteront visibles. Ce qu'il reste de la tour d'Erde sera également préservé mais recouvert par la future ligne. La ville s'en est remise à l'expertise du conservateur régional, Bernard Mandy.

A. F.

Jean Tiberi, ne veut pas ouvrir de débat sur la ZAC Rive gauche

PARIS. Jean Tiberi ne souhaite pas que le dossier de la ZAC Paris-Rive gauche soit inscrit à l'ordre du jour du Conseil de Paris, lundi 23 novembre. La plus grande opération d'urbanisme en cours dans la capitale devait cependant faire l'objet en séance d'une série de questions des groupes communiste et socialiste. Le maire et ses adjoints, qui ont réussi à faire échec à la tentative de « putsch » du maire (RPR) du 13^e arrondissement, Jacques Toubon, veulent « adapter le plan d'aménagement aux nouvelles réalités économiques et urbanistiques ». En effet, devant les difficultés de commercialisation des bureaux et les risques qui en découlent pour cette opération très coûteuse, l'équipe municipale veut reprendre complètement le projet pour tenter d'arriver à un équilibre financier en 2001. Henri Malberg, président du groupe communiste, dénonce pour sa part « l'absence de démocratie et de transparence ». Il rappelle que ses amis souhaitent « que la ville conserve la maîtrise de l'opération », et que « la coopération avec l'État pour faire un pôle universitaire, n'exclut pas une conception diversifiée de l'opération avec un pôle multimodal à la gare d'Austerlitz, un mélange d'activités commerciales et artisanales et une mixité sociale dans les logements ». Bertrand Delanoë, président du groupe socialiste, estime que « cette ZAC aurait pu être une chance pour Paris, si elle avait été conçue en tenant compte des besoins de la ville sur les plans économique et urbain ».

Le palmarès va faire des heureux.

Le violon des hommes, des œuvres... Editions Montparnasse
Adibou, je découvre la nature et les sciences... Casterman
Heart of Darkness... Millaud
Le Maître des Éléments... Gallimard Jeunesse
The curse of Monkey Island... Hachette
Volcans... Millaud
Quintessence... Millaud

fnac

www.fnac.fr

15 • Le Monde diplomatique de novembre

HORIZONS

REPORTAGE

C'EST une « lie » en noir et blanc, perdue à 200 kilomètres au nord du cercle polaire, là où les montagnes de l'Oural ont laissé la place à la toundra. Ville blanche de glace et de neige neuf mois par an, Vorkouta se signale par ses énormes panaches de fumée noire qui voilent le ciel du Grand Nord russe. La vie est là, dans ce charbon arraché à la terre gelée, dans ces crassiers qui brûlent à ciel ouvert, dans ces centrales thermiques qui fument jour et nuit pour alimenter la ville polaire en chauffage et en électricité.

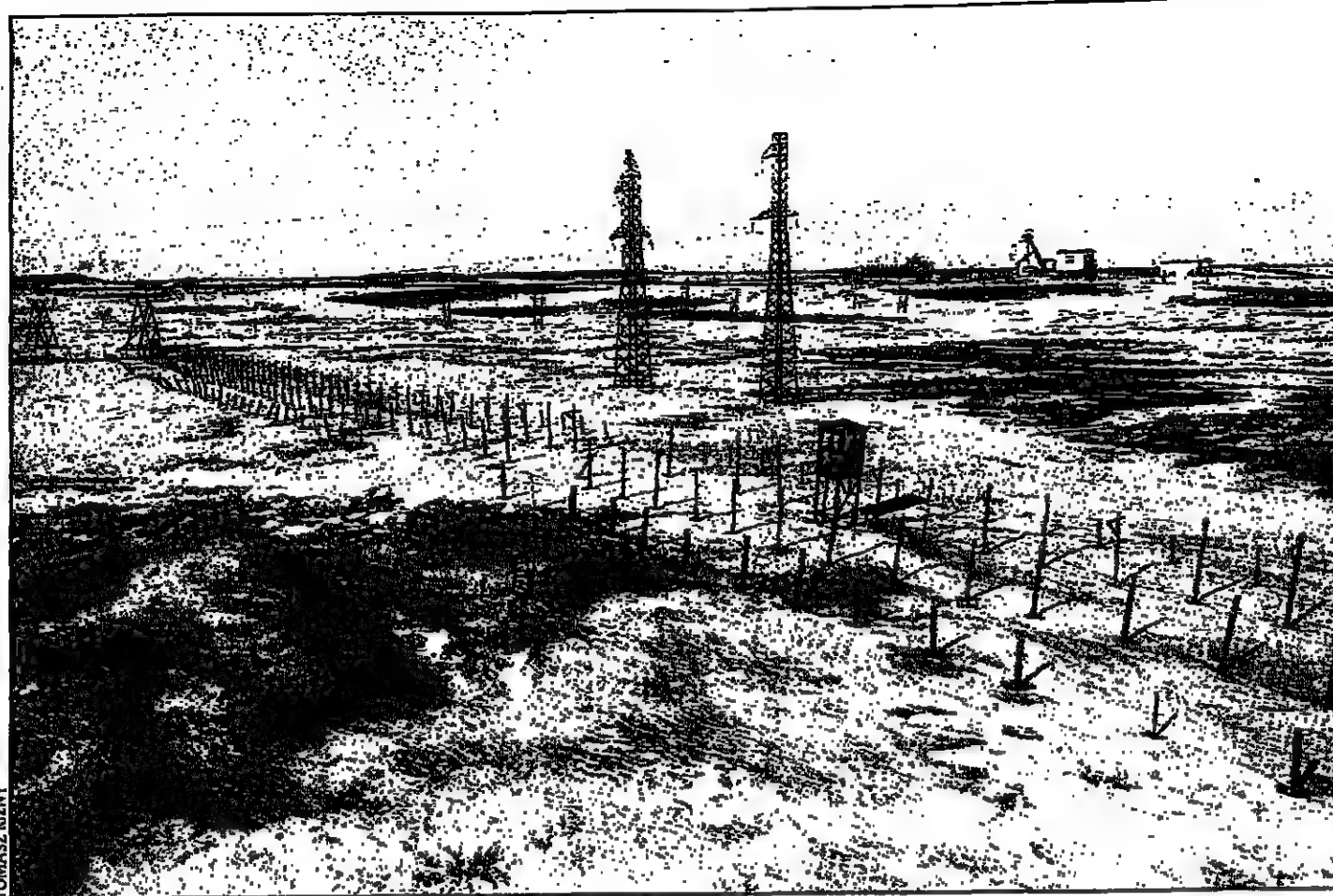
« Sans les mines, cette ville est morte », résume son maire, Igor Chpektor. « Fermez nos puits, et alors il faudra abandonner la ville et évacuer ses 180 000 habitants », prévient Vladimir Chouchkov, directeur d'exploitation de la mine de Severny. Vorkouta est moins une ville qu'une immense zone industrielle délabrée de 900 kilomètres carrés dédiée au charbon, l'un des meilleurs du pays. Aucune route n'y mène. Un avion par jour, une ligne de chemin de fer pour acheminer la nourriture et évacuer le minerai sont les seuls liens avec le reste de la Russie.

« Je suis arrivé en 1958 comme mineur », se souvient Sergueï Chmarlovski, soixante et un ans. Je me disais qu'il était impossible de vivre ici. Neuf mois de gel, des -40, -50 degrés en janvier et février. Et puis les camps étaient encore là, autour des puits. Au fond, on travaillait avec d'anciens zeks [détenus du goulag], libérés en 1953 ou 1956, mais qui ne pouvaient pas quitter Vorkouta. » Car la ville du charbon fut, dès 1931, l'un des plus grands goulags staliniens, l'un des plus durs aussi, où périssent des centaines de milliers de détenus. « On dit que sous chaque traverse du chemin de fer, il y a un corps de zek », ajoute Sergueï Chmarlovski.

Mais au cauchemar du goulag, toujours présent, s'oppose une autre mémoire, glorieuse cette fois, et qu'entretenait avec passion les 32 000 mineurs de Vorkouta. Celle d'une ville pionnière, héroïne de la construction du socialisme, éldorado d'une aristocratie ouvrière choyée par l'URSS des années Brejnev. Le superbe palais des mineurs, dans le centre-ville, des fresques célébrant l'ouvrier partant à la conquête du charbon, des bas-reliefs de Lénine montrant le chemin des puits témoignent encore d'une certaine splendeur. « Ici, il y avait tout, des fleurs, du raisin, du vin géorgien », se souvient Viktor, venu à Vorkouta en 1961.

C'EST le souvenir de cet âge d'or qu'on brandit les « gueules noires » lorsqu'ils ont bloqué, en mai, plusieurs voies ferrées de l'Oural. C'est à cette prospérité, évanouie à la fin des années 80, qu'ils ont songé en campant, de juin à octobre, devant la « Maison Blanche » à Moscou, siège du gouvernement de la Fédération de Russie, pour réclamer des salaires qui ne sont plus payés depuis novembre 1997. « Allez, les hommes, là on vit dans la merde, mais dans deux ans ce sera peut-être mieux, pas vrai ? » Depuis quinze ans, Lilia Ivanovna est la patronne du vestiaire des techniciens et cadres, à la mine de Severny, à 20 kilomètres du centre-ville. Un billard, un jeu d'échecs, des douches et un sauna : la pièce de repos fut autrefois belle. Dans sa blouse grise hors d'âge, Lilia trie les habits de travail de ceux qui remontent du fond, sert le thé, régente « ses hommes ». Quelques rires lui répondent et elle poursuit à la cantonade. « Bon, il y a dix ans, c'était super, on gagnait bien, il y avait de l'émulation. Ben moi, je suis patiente, je suis une fille du Nord, il faudra bien qu'un jour on vive correctement. »

Lilia Ivanovna n'est pas la plus misérable des employés de Vorkouta-Ougol, la société qui gère les huit mines encore en activité dans le bassin : elle est retraitée, ce qui lui interdit pas de continuer à travailler, au contraire. A défaut de recevoir son salaire, Lilia peut compter sur sa pension - 220 francs par mois - qui est, elle, régulièrement versée. C'est aussi grâce à ces retraites, perçues à partir de quarante-cinq ans, que bon nombre de mineurs de la ville



Les mineurs oubliés de Vorkouta

Héros de la construction soviétique, les « gueules noires » de Vorkouta ne sont plus payées depuis novembre 1997. Malgré le troc, leurs conditions de vie deviennent presque inhumaines

disent pouvoir survivre. Car, depuis « la disparition de l'argent », selon la formule d'un ouvrier de Severny, Vorkouta a dû inventer une économie de crise. Comment vivre sans salaire pendant onze mois, quand un mineur gagnait, avant la dévaluation du rouble, le 17 août, entre 2 000 francs et 6 000 francs par mois ? D'innombrables circuits de troc, où l'urgence le dispute à la débrouillardise, ont été mis en place par la mairie et la direction de Vorkouta-Ougol. Le siège de cette compagnie, dont 85 % des actions demeurent la propriété de l'Etat russe, est comme il se doit avenue Lénine. Au sommet de sa façade, un slogan reste éclairé toute la nuit : « Plus de charbon pour la patrie ! »

Les responsables de Vorkouta-Ougol reconnaissent volontiers qu'il n'est plus question de payer l'intégralité des salaires. « Pour cela, il faudrait que nos acheteurs et que le gouvernement soient solvables, sourit un de ses dirigeants, Vatcheslav Davidoff. 40 % seulement de notre production nous est payée en argent. 60 % c'est de l'échange, charbon contre nourriture, contre pétrole, contre matériel d'exploitation. » Organisé au plus

haut niveau, le système de troc diffuse ensuite dans toute la ville. Et tant pis pour les salaires, dont les arriérés s'élèvent aujourd'hui à 50 millions de roubles (18 millions de francs).

En octobre, après la levée du piquet de grève devant la « Maison Blanche » et la signature d'un accord entre les syndicats et le gouvernement, s'élevaient d'un mois de salaire à été versé, au titre du rattrapage de novembre 1997. « Mais le mois prochain, franchement, je ne sais pas », ajoute M. Davidoff, cela dépend du gouvernement.

Loins des promesses faites à 2 000 kilomètres de là, à Moscou, Vorkouta s'est ainsi installée dans la misère quotidienne. En cette fin du mois d'octobre, après six heures passées au fond, Boris est passé dans la « salle des pendus », récupérer sa chape de fourrure, sa parka élimée et un vieux sac plastique pour les provisions. Boris a quarante-sept ans, en fait quinze de plus, et travaille depuis 1971 au puits de Vorkoutsk. « Je suis à l'échappée et à l'entretien de galeries », dit-il. C'est très dur, l'essentiel du travail se fait encore à la main, les machines ne passent pas.

Il fait -20 degrés dehors, et Boris attend le car qui le ramènera dans le centre-ville. « On nous a cassés, on nous a abattus », dit-il. Comme bien d'autres, il explique comment Vorkouta-Ougol, à défaut de payer des salaires, assure un minimum. La mine consent des avances, de 400-500 roubles (140-175 francs) : chaque mois, la liste des bénéficiaires est établie avec les syndicats. Les mineurs de fond peuvent toucher un peu plus. « Il faut qu'ils mangent, ils doivent être plus aidés que ceux qui travaillent en surface », précise le directeur du puits de Severny.

Et puis, il y a la stalovola, la cantine de la mine, où le repas est, de fait, gratuit puisque retenu sur le futur et hypothétique salaire. Choux, pommes de terre, poisson ou boulettes de viande : à Vorkoutsk, le repas complet coûte 2,50 francs. La cantine est aussi devenue épicerie. « Moi, je vis avec les « talons » pour nourrir mes quatre enfants, ça me paie le pain, le lait, les pommes de terre par fois », dit Boris. Le talon est un bon d'achat de 2,50 francs, là encore donné comme avance sur salaire par la mine, à raison de vingt-trois par mois. Aller dans les magasins

de la ville ? Boris se fait répéter la question et sourit : « Non, ça fait plusieurs mois que je n'y vais plus. Qu'est-ce que je pourrais bien acheter ? Vous voyez, depuis déjà longtemps, je ne mange plus que la viande du tarmazok. »

Le tarmazok, chacun en parle en évoquant les fins de mois impossibles. « Une saloperie », avait expliqué Lilia Ivanovna. « Certains

donnent ça à bouffer à leurs gosses, c'est dégoûtant », ajoute Sergueï Ousaiova, lui aussi mineur à Severny. A l'entrée de chaque puits, un guichet distribue ce casse-croûte au mineur à ceux qui descendent au fond. Roulé dans une feuille de papier, un bout de pain blanc, un de pain noir et un morceau de saucisse. Coût : 2 francs, à déduire du futur salaire. « Je connais des gars qui en prennent six ou sept chaque jour pour nourrir leur famille, on vit comme des chiens », s'empresse le retraité Sergueï Chmarlovski.

RETOUR au puits de Severny. A moins 550 mètres, Mikhaïl Timokhine, quarante-quatre ans, fait sa tournée d'inspection. Technicien d'exploitation, il travaille là depuis vingt-deux ans et connaît tous les coins et recoins des 110 kilomètres de galeries. « Avant, dit-il en montrant avec sa lampe les voussoirs de béton, tout ça était éclairé, on peignait même les murs des grandes

galeries d'exploitation. Maintenant, la mine ne peut plus payer l'électricité, on bosse dans le noir. » Les veines de charbon sont à une demi-heure de marche dans l'air glacé soufflé par la ventilation. A moins 600 mètres, trois hommes patagent dans une boue noirâtre. La veine file vers la gauche et fait 80 centimètres de hauteur. L'extracteur mécanique a

A 200 km au nord du cercle polaire, dans la République des Komis, 900 km du bassin de la Petchora sont dédiés au meilleur charbon du pays. Cet éldorado de l'aristocratie ouvrière, qui fut aussi dès 1931 un des plus grands goulags du pays, s'installe aujourd'hui dans la misère quotidienne. La tentation de fuir est grande, la plupart le veulent, mais personne ne le peut.



détermine souvent le montant des avances. Sergueï Ousaiova, trente-deux ans, travaille à l'extraction, au niveau - 900 mètres du puits de Severny. « Il y avait autant de morts il y a dix ans, assure-t-il. La différence, c'est que les gars se taisaient. On disait "Qui mon général, ou mon parti ?". Maintenant, ça a changé, je réfléchis quand un chef me demande quelque chose, et je lui dis "Écoute, pourquoi je vais aller ramper là-bas dans cette merde ? Qui va nourrir ma famille si j'y reste ?" » Né à Vorkouta, fils de mineur, embauché à vingt-trois ans, Sergueï dit qu'il « en a marre de se plaindre », qu'il « veut bosser vingt heures par jour », « gagner du fric », se « tirer d'ici et avoir des gosses ».

En deux ans, il s'est acheté un appartement de trois pièces, derrière l'avenue Lénine, dans une de ces barres de cinq étages aux façades couvertes de givre qui font l'habitat de Vorkouta. « Avant, je payais 197 roubles de loyer, et maintenant 197 roubles de charges », dit-il en riant. Mais je m'en fous, je suis chez moi. » Sergueï fouille dans un placard et brandit un bidon en plastique rouge de 5 litres. « Vin de pays de l'Hérault ». « Du troc », dit-il. En 1993, la mine en a distribué à tout le monde, la ville était bourrée. « Le réfrigérateur tout neuf ? » « Du troc ; là encore, on a eu ça pour rien. »

Partir ? La plupart le souhaitent, personne ne le peut. « Pour que cette ville vive normalement, il faudrait évacuer 50 000 personnes, dit le maire, Igor Chpektor. Les retraités, les invalides, les familles de victimes d'accident. Il est dangereux pour eux de rester dans le Grand Nord. » Le gouvernement s'y était engagé, promettant des billets d'avion, des logements, voire du travail dans d'autres régions de Russie. « Des mines ont été fermées, mais aucune aide est venue », résume-t-on au siège de Vorkouta-Ougol. Pire, d'anciens mineurs sont revenus dans la ville pour bénéficier de pensions et d'une couverture médicale meilleures que dans le reste de la Russie.

« Qu'on me donne un appartement dans le Sud, et je m'en vais demain », dit Sergueï Chmarlovski. « Ici, on ne peut pas vivre longtemps, le climat est trop dur, ajoute Boris. Il faut que je parte, mais pour aller où ? Il y a dix ans, tout était payé, les vacances à la mer Noire coûtaient 100 roubles. Cette année, j'ai dû emprunter pour partir trois semaines. » Genia, trente ans, a fait le chemin inverse : après trois années passées à collectionner des petits bouillottes dans la région de Briansk, il est revenu à Vorkouta, sa ville natale, pour travailler à la ventilation des galeries. « C'est la merde partout, dit-il. Là, je suis chez moi et j'ai au moins une avance de salaire. »

Sergueï, son ami d'enfance, ne veut plus s'en remettre à des jours meilleurs. « Mon rêve, c'est d'avoir un peu d'argent, de payer un pot-de-vin pour décrocher un travail dans le sud, et de partir ».

François Bonnet

TF1 grand gagnant

« BON VOYAGE »
L'été 1998 a été une véritable fête pour TF1. Le grand gagnant de l'été a été la chaîne elle-même, qui a battu tous les records de audience. Les programmes de divertissement ont été les plus regardés, notamment les émissions de jeu et les téléfilms. Les chiffres sont impressionnants : TF1 a enregistré une audience moyenne de 12 millions de téléspectateurs par jour.

« BON VOYAGE »
L'été 1998 a été une véritable fête pour TF1. Le grand gagnant de l'été a été la chaîne elle-même, qui a battu tous les records de audience. Les programmes de divertissement ont été les plus regardés, notamment les émissions de jeu et les téléfilms. Les chiffres sont impressionnants : TF1 a enregistré une audience moyenne de 12 millions de téléspectateurs par jour.

« BON VOYAGE »
L'été 1998 a été une véritable fête pour TF1. Le grand gagnant de l'été a été la chaîne elle-même, qui a battu tous les records de audience. Les programmes de divertissement ont été les plus regardés, notamment les émissions de jeu et les téléfilms. Les chiffres sont impressionnants : TF1 a enregistré une audience moyenne de 12 millions de téléspectateurs par jour.

« BON VOYAGE »
L'été 1998 a été une véritable fête pour TF1. Le grand gagnant de l'été a été la chaîne elle-même, qui a battu tous les records de audience. Les programmes de divertissement ont été les plus regardés, notamment les émissions de jeu et les téléfilms. Les chiffres sont impressionnants : TF1 a enregistré une audience moyenne de 12 millions de téléspectateurs par jour.

« BON VOYAGE »
L'été 1998 a été une véritable fête pour TF1. Le grand gagnant de l'été a été la chaîne elle-même, qui a battu tous les records de audience. Les programmes de divertissement ont été les plus regardés, notamment les émissions de jeu et les téléfilms. Les chiffres sont impressionnants : TF1 a enregistré une audience moyenne de 12 millions de téléspectateurs par jour.

« BON VOYAGE »
L'été 1998 a été une véritable fête pour TF1. Le grand gagnant de l'été a été la chaîne elle-même, qui a battu tous les records de audience. Les programmes de divertissement ont été les plus regardés, notamment les émissions de jeu et les téléfilms. Les chiffres sont impressionnants : TF1 a enregistré une audience moyenne de 12 millions de téléspectateurs par jour.

« BON VOYAGE »
L'été 1998 a été une véritable fête pour TF1. Le grand gagnant de l'été a été la chaîne elle-même, qui a battu tous les records de audience. Les programmes de divertissement ont été les plus regardés, notamment les émissions de jeu et les téléfilms. Les chiffres sont impressionnants : TF1 a enregistré une audience moyenne de 12 millions de téléspectateurs par jour.

« BON VOYAGE »
L'été 1998 a été une véritable fête pour TF1. Le grand gagnant de l'été a été la chaîne elle-même, qui a battu tous les records de audience. Les programmes de divertissement ont été les plus regardés, notamment les émissions de jeu et les téléfilms. Les chiffres sont impressionnants : TF1 a enregistré une audience moyenne de 12 millions de téléspectateurs par jour.

« BON VOYAGE »
L'été 1998 a été une véritable fête pour TF1. Le grand gagnant de l'été a été la chaîne elle-même, qui a battu tous les records de audience. Les programmes de divertissement ont été les plus regardés, notamment les émissions de jeu et les téléfilms. Les chiffres sont impressionnants : TF1 a enregistré une audience moyenne de 12 millions de téléspectateurs par jour.

TF 1 grand gagnant des réformes audiovisuelles

« SI ON NOUS fait des cadeaux, je ne vois pas pourquoi on les refuserait. D'ailleurs, il y a plus de joie à faire un cadeau qu'à le recevoir. » Cette petite phrase lâchée par Patrick Le Lay, PDG de TF 1, samedi 31 octobre, sur Radio Classique, en dit long sur les bénéfices que la Une devrait retirer du projet de loi sur l'audiovisuel dont la discussion est prévue pour mi-décembre à l'Assemblée nationale. Souhaitant proposer une réforme audiovisuelle à la fois concrète et visible à l'écran pour le téléspectateur, le gouvernement compte engager les « tunnels publicitaires » sur les chaînes publiques en réduisant, de douze à cinq minutes maximum par heure, le temps de publicité sur France 2 et France 3.

Une telle modification du financement des chaînes publiques – dont le manque à gagner, estimé à 2,2 milliards de francs, devrait, selon le premier ministre, Lionel Jospin, être compensé par des crédits budgétaires – se traduira mathématiquement par une hausse très significative des recettes des chaînes privées.

PROPOSITIONS AUX ANNONCEURS
Une étude du Service juridique et technique de l'information (STJI), qui dépend directement de Madignon, prévoit qu'un tel schéma aboutira à une hausse de 1 milliard à 1,2 milliard de francs du chiffre d'affaires publicitaire de TF 1. Même si le ministère de la culture et de la communication essaie de ponctionner une petite partie de cette manne pour venir en aide à la production audiovisuelle – en augmentant la taxe du compte de soutien à l'industrie des programmes ou les quotas de production –, la première chaîne retiendra un très substantiel avantage de cette réforme réalisée sous un gouvernement de gauche.

Le comble du paradoxe est que TF 1, avant même l'adoption de la loi, a déjà gagné. La chaîne a proposé à ses annonceurs des conditions de vente à long terme, ce qui lui permettra de se forger une part de marché publicitaire de l'ordre de 50 % dès l'an 2000, date d'application de la réforme.

Patrick Le Lay a raison de se montrer satisfait. Depuis plusieurs années, il esquive adroitement les attaques. Aujourd'hui, le patron de

TF 1 revient de loin si l'on se souvient que Catherine Trautmann, en faisant son entrée dans le gouvernement Jospin, avait souhaité reprendre à son compte certaines des propositions du député PS Didier Mathus. Sans désigner directement Bouygues, l'actionnaire de référence de TF 1, la ministre voulait en découdre avec les groupes qui comptaient des activités dans les médias tout en ayant parallèlement accès à des marchés publics. Partie en croisade pour tenter d'en finir avec cette exception franco-francaise, Catherine Trautmann avait dû

reculer, sous la pression très forte des groupes de pression, qu'il s'agisse de Bouygues, Vivendi ou Suez-Lyonnais des eaux.

En fait, depuis la privatisation de TF 1 en 1987, aucune des décisions majeures prises – par les gouvernements de droite ou de gauche – dans le secteur audiovisuel n'a finalement entravé le développement de la chaîne. Au contraire.

En février 1994, la loi Carignon, qui a permis à tout opérateur de porter de 25 % à 49 % sa part de capital dans une chaîne privée, avait été très clairement suggérée par le groupe

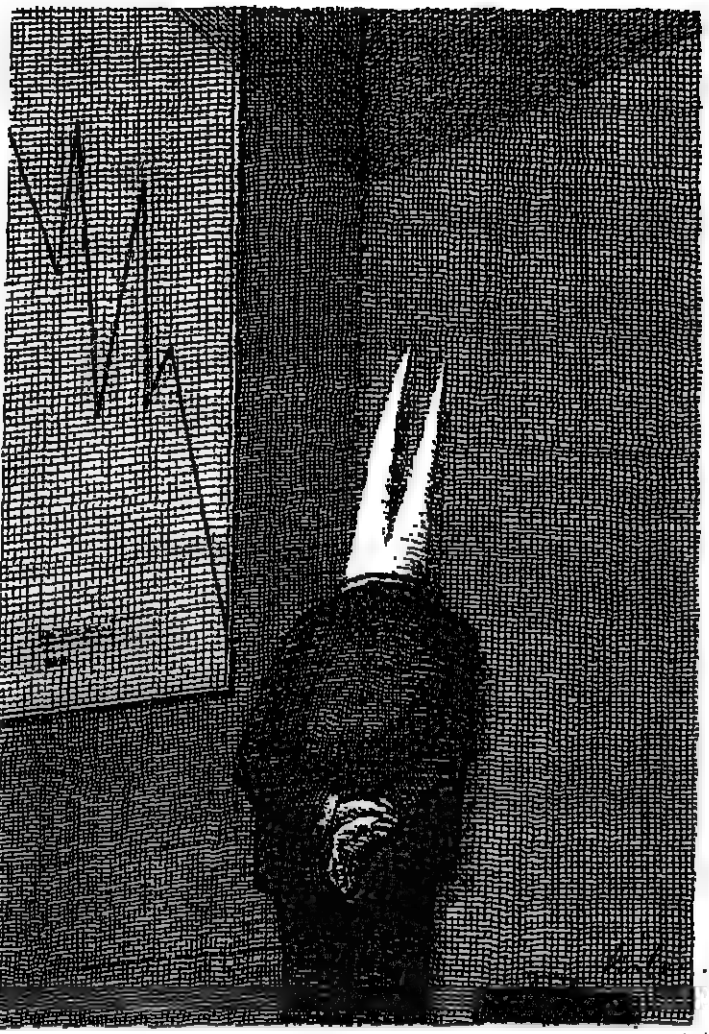
Bouygues, qui souhaitait renforcer son contrôle sur TF 1. Lors du renouvellement de l'autorisation de TF 1 pour dix ans, le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) avait lui aussi accédé à l'une de ses requêtes. En plaçant TF 1 sous le régime commun en matière de publicité (ce qui revenait à octroyer à la Une deux minutes supplémentaires par heure dans ses coupures publicitaires), les neuf sages lui avaient offert un cadeau d'environ 400 millions de francs par an. Pourtant, dans ses études prospectives, le CSA avait minoré cet avantage à 80 millions.

Cette fois-ci, même au sein de la chaîne, personne n'espérait un tel revirement de la part de Catherine Trautmann. Par quel tour de magie celle qui partait en guerre contre TF 1 va-t-elle finir par offrir une manne inespérée à la première chaîne et donc l'armer contre le service public ? Les raisons sont multiples. Même si son audience tend à baisser depuis plusieurs années, TF 1 reste la chaîne la plus regardée. L'enjeu démocratique que constitue le journal télévisé de 20 heures reste essentiel pour bon nombre d'hommes politiques. C'est sans doute l'arme principale de la chaîne, qui a su par ailleurs se diversifier, notamment avec LCI. Celle-ci s'est imposée comme une chaîne d'information incontournable et vise un autre public que TF 1. A l'image des annexes des grands restaurants, cette « petite chaîne » permet d'inviter chaque année plusieurs milliers de personnalités, qui, pour de simples raisons d'engorgement, n'auraient pas accès au « 20 heures ». Or les parlementaires ou les ministres reçoivent rarement à passer devant le petit écran. Cette stratégie de lobbying actif se double d'appuis non négligeables dans les ministères.

Avec la loi Trautmann, le service public risque d'être financièrement affaibli puisque le recours à des crédits budgétaires apparaît comme une bien piètre garantie. En revanche, la Une aura davantage d'argent pour renforcer ses programmes et payer sa politique de diversification. Le patron de TF 1 a vraiment toutes les raisons d'être content.

Nicole Vulser

Dévaluation par Leiter



Tout va bien...

Suite de la première page

Quant au paysage politique, il n'a pas évolué en faveur de l'opposition : celle-ci n'a pas encore récupéré du choc qui lui fut administré par son patron au printemps 1997. Certes, la semaine écoulée ne lui a pas permis la majorité plurielle des plus paisibles. Mais qu'il lui faut tout de même que la situation soit profondément stable pour qu'un simple coup de téléphone à Dominique Voynet soit interprété comme une crise politique, alors même que le retour de « Dany le Rouge » sur le devant de la scène, toute ambition déployée, oblige cette dernière à s'ancrer au gouvernement. Mieux : Daniel Cohn-Bendit a une bonne chance de faire reculer la tentation Bourdieusienne à la vision pessimiste de la construction européenne qui habite une partie de la gauche, il substitue une vision optimiste et joyeuse. Daniel-Jean-qui-rit remplace avantageusement Pierre-Jean-qui-pleure ! Au Parti communiste, Robert Hue et sa ligne de participation et de responsabilisation, intelligemment incarnée par Marie-George Buffet et Jean-Claude Gaysot, ont certes des ennemis, plus nombreux que ne l'admet le secrétaire national, mais ces derniers ne sont pas des géants de la politique.

Et que dire de Philippe Séguin, si ce n'est qu'il manque rarement une occasion de voler au secours de Lionel Jospin, tant il met de véhémence et de démesure dans ses attaques ? Si bien que, dès que le chef du gouvernement prend un risque et sort de sa traditionnelle prudence, comme ce fut le cas en faveur des malheureux « mutins de 1917 », la réaction du président du RPR, évoquant la prochaine « réhabilitation des Waffen-SS », fait apparaître Lionel Jospin comme un sage de l'époque de Périclès ! Quant à Jean-Marie Le Pen, trop occupé à combattre l'influence de Bruno Mégret et un possible rapprochement avec la droite, il s'emploie à réduire l'audience du Front national, afin d'en rester le maître. Enfin les ennemis judiciaires de Roland Dumas comme les propos vengeurs de Michel Rocard ont remis en mémoire le « droit d'inventaire » cher à Lionel Jospin : entre la

juge Eva Joly et le toujours président du Conseil constitutionnel, entre les vociférations de la « miterrandiste », telle que l'incarne un Michel Charasse, et la « démiterrandisation » que prône la « rocardie », l'actuel premier ministre a paru une fois de plus placé au point d'équilibre de sa majorité « plurielle ». Comme l'a dit un jour Nicolas Sarkozy, parlant il est vrai d'un autre chef de gouvernement, « on peut toujours faire mieux, mais on ne voit pas qui aurait pu faire aussi bien ».

Et pourtant ! Vient un moment où cette recherche constante de l'équilibre ne suffit plus. Arrive le temps où il faut craindre le renouveau à l'impératif du renouveau de la vie publique, où point l'absence d'un projet de société, où peuvent resurgir des comportements de nature à atteindre le nerf de la guerre : la confiance.

Lionel Jospin avait gagné en 1997 parce qu'il avait compris que l'attente du pays était indissolublement sociale et politique : d'engagement déterminé sur le front de la lutte contre la « fracture sociale » et de volonté, tout aussi déterminée, de refonder et de rénover une vie politique par trop éloignée des citoyens. Jacques Chirac avait perdu parce qu'après l'avoir emporté, en 1995, sur le premier registre il s'était ensuite, Alain Juppé aidant, enlisé et égaré sur le second. Or cette « méthode Jospin », qui semblait prometteuse d'un renouveau démocratique et éthique, n'est plus au rendez-vous. La semaine passée a donné le spectacle d'une crispation et d'une panne, voire d'un retour en arrière, loin du gouverner autrement. Le pluralisme fécond de la gauche « plurielle » a été mis à mal, tandis que le PS a paru se refermer sur lui-même, ramené par des fantômes encombrants à un passé dont il n'a toujours pas fait son deuil.

Le raidissement du premier ministre sur le dossier des sans-papiers en fut la première illustration. Pour tout dire, d'un point de vue rationnel et réaliste, il est incompréhensible. Ni les Verts, ni le PCF, ni Daniel Cohn-Bendit, ni Robert Hue ne mettent en cause l'orientation du gouvernement sur l'immigration, sa maîtrise et son contrôle. Le différend n'est pas stratégique, mais tactique : il ne porte que sur le sort d'une petite cohorte de déboutés,

bien inférieure au nombre d'ex-déplacés régularisés, dans un passé plus ou moins récent, par l'Espagne ou l'Italie. Autrement dit, ce débat, dans une gauche supposée « plurielle », est légitime et ne saurait être clos avec des arguments d'autorité et de discipline, sur le thème de l'irresponsabilité.

Le retour de la querelle d'héritage sur le miterrandisme fut la seconde occasion manquée. Michel Rocard n'a rien fait que répéter ce qu'il pense de longue date, sans calcul ni arrière-pensées. Pour les dirigeants politiques, c'est évidemment un faux pas qu'il devra payer au prix fort. Mais c'est faire un peu vite libère du « parler vrai », dont l'ancien premier ministre fut l'inventeur, et il n'est pas exclu que l'opinion, à rebours des réactions du monde politique, le crédite d'une sincérité trop peu répandue dans celui-ci. Ne parlons pas de ce passé qui fâche et divise : telle aura été, finalement, la consigne de Lionel Jospin, à rebours de la posture qui, hier, lui avait permis d'incarner le renouveau socialiste.

Or c'est oublier que ce passé est aussi un présent bien encombrant, en la personne de Roland Dumas, à la fois président du Conseil constitutionnel et président de l'Institut François-Mitterrand. Il est aussi en politique des apparentements terribles qui résument abruptement une situation : dans les médias ces derniers jours, M. Dumas n'a pas de plus ardent défenseur que M. Tiberi, « miterrandiste » et « chiraquiste » se donnant ainsi la main pour refuser toute interpellation éthique du politique. En appelant au silence, et en faisant silence lui-même sur le cas de déontologie politique posé par le président du Conseil constitutionnel, le premier ministre prend le risque que le couple Tiberi-Dumas s'installe désormais comme le portrait négatif du couple Chirac-Jospin.

De plus, silence et solidarité sont à géométrie variable – et c'est ici qu'apparaît la panne de projet. Dimanche, les socialistes n'ont pas été avares de critiques envers leurs alliés écologistes, multipliant les piques à l'encontre de Daniel Cohn-Bendit, et montrant dès lors leur inquiétude face à la rupture que le retour de ce trublion introduit dans la vie poli-

tique. Tandis que s'annonce une campagne européenne traditionnellement favorable aux outsiders, la majorité parlementaire semble perdre ses marques : le discours de la méthode s'épuise, les réformes s'enlisent ou s'encombre, les problèmes lourds, comme celui des barrières, restent en suspens, la lisibilité réformatrice se brouille. Sur ce dernier chapitre, entre autres sujets qu'il faudra bientôt aborder, l'épreuve de vérité sera la capacité du gouvernement à concevoir et à mettre en œuvre une réforme fiscale résolument tournée à l'avantage des classes moyennes : on peut comprendre que jusqu'alors la priorité ait été de ne pas compromettre la relance de l'activité ; il sera plus difficile d'admettre que le conservatisme fiscal l'emporte en 1999.

Au bout du compte, il faut savoir gré à Lionel Jospin d'avoir su dessiner l'état qui pesait sur la société française : nous vivons dans la peur de l'euro et du chômage ; nous en sommes confiants – trop, peut-être – dans l'euro, et la machine à créer des emplois est repartie, pour s'en tenir à l'essentiel. Mais le premier ministre paraît déstabilisé par l'entrée dans une nouvelle phase qu'il n'a pas su anticiper et, donc, maîtriser. La conjonction des européennes à venir, de l'affaire Dumas persistante, de l'épine des sans-papiers et de conflits sociaux annoncés devrait l'inciter à refonder sa démarche et son projet. Sa progressive réévaluation du miterrandisme l'a prouvé : Lionel Jospin est un esprit dont la rigueur s'accompagne parfois de lenteur. Or, cette fois, le temps lui est compté.

J.-M. C.

RECTIFICATIF

PUBLICIS

A la suite de l'article du Monde du 21 novembre sur la candidature de Jean-Marie Le Pen aux élections européennes et de l'indication, de source strictement FN, selon laquelle « l'équipe Le Pen aurait contacté Publicis afin de contourner l'interdiction de propagande du FN », nous aurions dû ajouter que l'agence Publicis exclut toute espèce de collaboration avec le Front national, ses dirigeants ou ses élus.

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

Meurtre à Saint-Petersbourg

ELLE s'appelait Galina Starovoïtova, elle avait cinquante-deux ans ; elle était députée de Saint-Petersbourg et avait travaillé avec le grand Sakharov ; elle était l'une des dernières et des plus brillantes figures d'un mouvement démocratique aujourd'hui réduit à peu de chose face aux élitistes, aux communistes et aux ultra-nationalistes. Galina Starovoïtova a été assassinée, vendredi 20 novembre, sur le palier de son appartement de Saint-Petersbourg, atteinte à la tête d'une rafale de pistolet-mitrailleur. Elle n'a pas été volée ; son appartement n'a pas été cambriolé. Dans la grande tradition des « contrats » confiés à l'une des mafias qui écument le pays, l'arme du crime a été déposée auprès du cadavre.

Il n'y a pas de revendication ni de « piste ». Mais le climat dans lequel est intervenu ce meurtre n'est pas indifférent. C'est celui de la Russie d'un Boris Eltsine malade, encore une fois hospitalisé, lundi 23 novembre, pour l'une de ses fameuses « pneumonies » à répétition, incapable de gouverner un pays en état de déliquescence avancée, où se multiplient enlèvements, racketts en tout genre, assassinats de responsables politiques et d'hommes d'affaires. Depuis 1992, Galina Starovoïtova est la sixième députée de la Douma à être assassinée. Mais le jour même du crime, le conseiller spécial du gouverneur d'une région sibérienne était tué d'une balle dans la tête et, la veille, l'adjoint du préfet de Moscou échappait à un assassinat.

Il ne se passe guère de semaine

sans que les batailles entre mafias, les rivalités entre clans politiques et leurs relais financiers, les campagnes à l'encontre de journalistes trop curieux ne se soldent par des morts et des blessés. Interpol chiffre le nombre de « contrats » en Russie à six cents par mois. Tout récemment, des membres éliminés du FSB, l'ex-KGB, révélaient que leur service était chargé de certains de ces « contrats ». Il peut s'agir du « règlement » ponctuel d'un conflit entre groupes rivaux ; il peut s'agir d'un dessein plus large, celui de prouver que la démocratie – ou, en l'espèce, ce qui en tient lieu –, ça ne marche pas. La violence politique fait partie du paysage de la Russie de Boris Eltsine.

Au même titre qu'un antisémitisme de plus en plus virulent, notamment véhiculé par la principale force à la Douma, les communistes de Gennadi Ziouganov. Sans que ce dernier y trouve rien à redire, un député PC, Albert Makachov, a pu, publiquement et impunément, s'en prendre aux « youpins » et proposer de mettre en prison tous les Juifs de Russie. Proche des ultra-nationalistes, Makachov est député de cette région de Saint-Petersbourg dont Galina Starovoïtova guignait le poste de gouverneur. Dénonçant l'antisémitisme du PC, elle était au premier rang de ces démocrates contre lesquels le parti de Ziouganov a déclenché une campagne d'une virulence sans précédent.

Galina Starovoïtova est tombée fidèle à des combats de plus en plus urgents, alors que s'engage la bataille de l'après-Eltsine, dans une Russie en décomposition.

Le Monde est créé par le SA LE MONDE.
Président du directeur, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Directeur adjoint : Dominique Lévy, directeur général ;
Jean-Jean Béranger, directeur général adjoint.
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Fournier, Pierre Georges, Isabelle Lhonnait
Directeur artistique : Dominique Royette
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fournier
Rédacteurs en chef :
Alain Pichon, Erik Israelovitch (Éditoriaux et analyses) ;
Laurent Crouzet (Suppléments et cahiers spéciaux) ; Michel Kaman (Échos) ;
Éric Le Rocher (Informations) ; Patrick Lereu (France) ; Patrick Nouché (Régions) ; Claire Raudin (Étranger) ;
Jacques Bouché (Économie) ; Jacques Bouché (Culture) ; Christian Massot (Secrétariat de rédaction) ;
Rédacteur en chef technique : Erik Azam
Médiateur : Robert Solé
Directeur exécutif : Bile Pelletier ; Directeur délégué : Anne Chassebois
Conseiller de la direction : Alain Billaud ; Directeur des relations internationales : Daniel Vernet ;
parlementaires audiovisuels : Bertrand Le Gendre
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Nollérou, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Benoit-Méry (1944-1949), Jacques Fournier (1949-1952),
André Laurent (1952-1955), André Fontaine (1955-1959), Jacques Lacombe (1959-1964)
Le Monde est édité par le SA Le Monde
Dirige de la société : ceux qui ont compté de 10 décembre 1944 à
Capital social : 955 000 F. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du Monde.
Fonds commun de placement des personnes du Monde.
Associations Hubert-Pierre-Méry, Société anonyme des Rédacteurs du Monde,
Le Monde Éditions, Le Monde Investisseurs.
Le Monde Presse, le Monde Presse, le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Acteur ébouriffant

L'AIMABLE Labiche, mort il y a juste soixante ans, n'eût pas osé songer aux personnages que l'un de ses fils en gâté, M. André Roussin, vient d'annexer au vaudeville, avec Les Cœurs de l'autruche ! Autour des bonnes tables où l'Académie française, comme il l'avait avec bonhomie, lui assurait un couvert, on ne parlait encore qu'à mots feutrés des adolescents dont l'eau oxygénée blanchit les cheveux ondulés, et dont les doigts scintillaient de pierres rares.

Tel est Charles Barjas – « Lolo » pour ses petits amis –, qui, encore lycéen, chiffonne des linons, dessine des jupes et des blouses de femmes, et passe tous ses week-ends avec un certain Robert. Ce Robert, un traître, le sacrifie, horriblement à une femme. Et Lolo défaille, se pâme, « comme une dame aux camélias », rugit son père, Hippolyte.

Nous ne voyons point Lolo. Mais nous voyons s'agiter, claudiquer, nous entendons grailonner de fureur son père comédien, acteur de composition ébouriffant, qui s'est amusé à additionner les tics, à inventer la démarche penchée à droite et les gestes de pantin d'Hippolyte Barjas, homme de nague, suffoqué par les mœurs, par l'esthétique – rien que Rimbaud et Picasso ! – par la condition humaine de sa nichée.

La comédie est très amusante, vivace, d'un relief presque provocant. M. Perrichon ne mériterait pas sa famille voir Hippolyte, ni surtout l'entendre. Oui, c'est du Labiche, en moins subtil. Sans M. Fresnay, elle ne serait pas ce qu'elle est. Grâce à lui, elle atteint au chef-d'œuvre.

Robert Kemp
(23 novembre 1948.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 08-36-29-04-54

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-08-78-30
Index et microfilms du Monde : 01-42-17-39-33

Le Monde sur Compuserve : GO LEMONDE
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

Gingrich s'en va, les futurophobes triomphent

Suite de la première page

La décision prise par Clinton d'adopter tels quels plusieurs pans du programme conservateur de Newt Gingrich - dont un budget en équilibre et la promesse de « mettre un terme à l'état-providence tel que nous le connaissons » - est l'une des raisons de la séduction qu'il exerce sur une classe moyenne de plus en plus instruite, celle des cols blancs et des enfants du baby-boom qui ont un pied dans cet avenir numérique qui file à toute vitesse.

Aux États-Unis, ce milieu est de plus en plus à droite sur les questions économiques, car il préconise des baisses d'impôts, la réduction des dépenses publiques et la restriction de l'accès à l'aide sociale. Il est en même temps à gauche ou libéral de gauche sur des sujets comme l'avortement, la religion, la pornographie, les libertés civiles, le féminisme et les droits des homosexuels. Profondément laïc et tolérant, sinon hétérosexuel, ce milieu se soucie bien davantage des fonds communs de placement, de l'environnement, de l'éducation et de la santé que du parjure apparent de Clinton, de sa probable obstruction à la justice ou de l'hypocrisie de son comportement moral.

Les membres de cet électoral issu du baby-boom et désormais éloigné du prolétariat auraient facilement soutenu la plus grande partie du programme de Gingrich. Mais, devant un Parti républicain

memoré par la droite chrétienne, étouffé par son absolutisme moral, la nouvelle classe moyenne s'est rebiffée, aspirant à plus de tolérance sociale et de compassion pour les exclus. Elle a voté démocrate ou ne s'est pas dérangée le jour du scrutin.

Voler, comme l'a fait Clinton, les éléments-clés du programme économique de Gingrich tout en lui abandonnant ses ingrédients religieux ou moralisateurs, c'était constituer le mélange idéal pour un nouvel électeur de la classe moyenne : socialement libéral mais économiquement conservateur.

Mais Clinton et ses faiseurs de discours comme ses experts es esquives ont aussi volé autre chose : le manteau du futurisme. Sa formule sur la nécessité de « construire un pont vers le futur » (empruntée presque mot pour mot aux discours de Gingrich sur la nécessité de se préparer à une « société de l'information de troisième vague ») a donné une apparence de penseur moderniste au président Clinton. Cette image a été encore renforcée par le vice-président Gore, lequel est tout à la fois un connaisseur et un avocat des technologies de pointe : les démocrates lui doivent d'avoir su trouver l'appui des nouveaux nababs de la Silicon Valley.

Gingrich, lui aussi - au-delà des slogans et du galimatias politique - était et reste un futuriste réfléchi qui demandait régulièrement à ses conseillers les retombées et l'efficacité d'une stratégie

d'ici trente à quarante ans. S'il est élu speaker de la Chambre des représentants, il fit placer tous les documents de la Chambre sur Internet, réclama des micro-ordinateurs de poche pour tous les enfants, y compris les plus pauvres, exhortant la nation à accélérer sa transition vers une société fondée sur la connaissance.

Il invita aussi énergiquement les membres du Congrès à lire nos ouvrages et ceux du théoricien du management Peter Drucker tout autant que ceux de Jefferson.

Clinton a volé les éléments-clés du programme économique de Gingrich tout en lui abandonnant ses ingrédients religieux ou moralisateurs : mélange idéal pour un nouvel électeur de la classe moyenne

Madison et les autres classiques de l'art politique. En outre, il s'est montré tout au long de ces années un partisan actif de la science, de la recherche médicale et du programme spatial.

Tous ces efforts n'ont valu à Gingrich qu'une gifle de son propre parti. Ses dinosaures d'extrême droite l'ont carrément sommé de mettre un terme à tout propos futuriste pour s'attacher bien plutôt aux problèmes de budget, d'abolition du droit à l'avortement et d'assouplissement de l'interdic-

tion des prières à l'école. Malheureusement, Gingrich accepta dans l'intérêt de l'unité du parti, unité qu'il fut finalement incapable d'atteindre.

Les démocrates surent, de leur côté, le diaboliser dans les médias. En se peignant comme les gardiens du lendemain et en le traitant, lui, de réactionnaire droitier et archaïque, ils lui volèrent en fait, tout à la fois, son centre et son avenir : combinaison gagnante.

Nos experts ont-ils raison, en conséquence, de parler d'une

réurgence de la social-démocratie dans la décennie qui s'annonce ? A la seule condition qu'elle puisse reconstruire ses stratégies conventionnelles en faveur des institutions industrielles de masse que sont l'école-usine, les programmes d'aide sociale, qui visent à redistribuer le revenu plutôt que le savoir, ou ces plans pour l'emploi conçus pour l'ère des chaînes de montage et non pour celle de l'ordinateur.

Le fait est que pas plus les sociaux-démocrates européens que les démocrates américains ne

sauraient traverser le « pont vers l'avenir » chargés de leur bagage intellectuel routinier ou d'engagements à l'égard de leurs électeurs, qui font obstacle à l'économie de la « troisième vague » de la société de l'information du XXI^e siècle.

L'économie de l'avenir, fondée sur la connaissance, offrira moins d'emplois à ceux qui n'ont que leur force musculaire à vendre. Un grand nombre de ces travailleurs sont actuellement regroupés dans les syndicats dont dépendent Clinton et surtout les sociaux-démocrates européens. Parce que la nouvelle économie les menace, ils résistent aux changements précis nécessaires pour développer la production à plus forte valeur ajoutée exigée par une économie mondiale de plus en plus compétitive. Or on ne saurait remédier au fort taux de chômage par des outils traditionnels.

Dans une économie de la « deuxième vague » de travailleurs non qualifiés, si l'on a un million de chômeurs, on peut jouer des manipulations fiscales ou monétaires pour stimuler l'économie et créer un million de nouveaux emplois. Dans l'économie tertiaire de la « troisième vague » fondée sur la connaissance, quand même dix millions de nouveaux postes seraient créés, le chômage pourrait n'en être pas réglé.

Détenteur d'un savoir-faire obsolète, le million de travailleurs sans emploi restera majoritairement inutilisable. La nécessité d'actualiser les savoir-faire et d'adapter les travailleurs à des tâches de plus en plus spécialisées, évolutives, rend le problème du chômage plus insoluble qu'on pourrait le croire.

Ni les programmes de formation à la Clinton ni le système d'apprentissage allemand ne résolvent ce problème. Le changement s'accélérant, il peut arriver que, au moment où la formation s'achève,

les exigences de l'emploi concerné aient de nouveau évolué. Les mesures d'antan de la social-démocratie - réduction du temps de travail, indemnités de chômage, partage du travail, etc. - ne s'attaquent pas au fond du problème à venir.

De même, on ne peut apporter les vieilles réponses aux questions posées par l'aide sociale. Si le filet de sécurité financière s'impose sans doute pour les malades, les handicapés et ceux qui sont généralement incapables d'apporter une contribution positive à l'économie, c'est le savoir et non l'argent qu'il importe en dernière analyse de redistribuer. Cette opération réclame à son tour un changement de perspective et une restructuration du système éducatif, auxquels résistent vigoureusement les syndicats d'enseignants et les bureaux éducatifs actuels en donnant leurs voix et leur argent aux politiciens qui approuvent leur résistance, comme Clinton.

En définitive, les démocrates américains comme les sociaux-démocrates européens ne sauraient réaliser les changements à l'échelle qu'il s'impose aujourd'hui sans tourner le dos aux électeurs qui les ont élus et les élisent. De leur côté, leurs adversaires, dont on pourrait concevoir qu'ils accomplissent ces changements, sont enclenchés à leurs propres conscriptions futurophobes, qui rêvent d'un retour aux certitudes morales et aux structures sociales d'une simplicité biblique d'un passé moribond. Ce sont ces « canibales » (le mot est de Gingrich), qui, dans son propre parti, ont chassé le seul leader républicain qui eût le goût de l'avenir.

Alvin et Heidi Toffler

Traduit de l'anglais (États-Unis) par Guillaume Villeneuve © 1998, Alvin et Heidi Toffler

Citoyens sans-papiers

DES centaines de citoyens choisisrent, le 18 mars 1996, d'apparaître dans l'espace public, de se rendre visibles en occupant l'église Saint-Ambroise à Paris, pour exiger leur régularisation. Quelques mois plus tard, le 27 juin 1997, peu de temps après la victoire de la « gauche philistine », le gouvernement décidait d'engager une procédure de régularisation, qui touche aujourd'hui à sa fin.

Sans doute soucieux de ménager la frange xénophobe de l'opinion, le gouvernement avait annoncé avant l'engagement de la procédure que seuls 50 % des sans-papiers seraient régularisés. Effectivement, des dizaines de milliers de personnes se voient aujourd'hui déboutées et rejetées dans la clandestinité. Puisqu'il est impossible au gouvernement, tant matériellement que symboliquement, d'expulser les sans-papiers qu'il refuse de régulariser, sa politique contribue, de fait, à produire et reproduire une main-d'œuvre dépourvue de droits, pour le plus grand profit d'importants secteurs de l'économie.

Plutôt que de s'en prendre aux sans-papiers, qui sont parmi les premiers touchés par les politiques néolibérales conduites de par le monde, il serait plus juste, plus utile et plus courageux de poursuivre les donneurs d'ordre et les réseaux qui profitent de l'exploitation d'une main-d'œuvre privée de droits, et qui contribuent ainsi à la précarisation générale du travail.

Mais y a-t-il là contradiction pour un gouvernement qui n'a pas rompu, au fond, avec les orientations économiques et sociales des gouvernements précédents ? L'entretien d'une main-d'œuvre sans droits n'est-il pas un des aspects de cette politique, au même titre que la conclusion du traité d'Amsterdam ou la flexibilisation du temps de travail, sous l'apparence d'une réduction de celui-ci ?

Les résultats de cette procédure de régularisation sont politiquement désastreux et ne peuvent être acceptés. En rejetant les sans-papiers dans la clandestinité, le gouvernement perpétue au sein de l'État de droit une zone de non-droit. L'arbitraire dans lequel s'est déroulée la procédure, au mépris du principe de l'égalité de tous devant la loi, n'a du reste pas peu contribué à l'installer.

Parce que nous refusons que des individus soient privés de leurs

droits sociaux et politiques, parce que nous refusons la précarisation généralisée dans laquelle nous installe le nouvel ordre libéral, parce que nous luttons pour plus de justice sociale et le contrôle démocratique par chacun des institutions qui gouvernent nos vies, nous exigeons aujourd'hui que soit mis un terme à la situation inacceptable des sans-papiers. La seule solution juste et réaliste, c'est la régularisation de tous.

Mais d'ores et déjà, et indépendamment du temps qui sera nécessaire au gouvernement pour reconnaître l'ineluctabilité d'une telle régularisation, les bénéfices pour la démocratie du mouvement inauguré par l'occupation de l'église Saint-Ambroise apparaissent clairement. En faisant irruption dans l'espace public, en rompant le consensus libéral et xénophobe inavoué des grands partis politiques, en redonnant une dimension politique au débat politique, les sans-papiers ont contribué au renouveau de l'esprit civique et au renouveau de la vie démocratique en France.

De ce point de vue, si l'on cherche à identifier dans ce pays un mouvement civique, un « mouvement des citoyens », c'est notamment du côté des sans-papiers qu'il faut regarder.

La lutte des sans-papiers compte ainsi, avec le mouvement de décembre 1995 et celui des chômeurs et des précaires, parmi les premiers pas sur le chemin qui doit conduire toujours plus d'habitants de ce pays à prendre ou à reprendre la parole, et à réinvestir un espace public depuis trop longtemps occupé par les promoteurs de la pensée unique. C'est d'abord et avant tout dans cette capacité retrouvée à nous auto-organiser, à parler en notre nom et à garantir les moyens d'une participation et d'une accession de tous à cette parole que réside l'enjeu fondamental du travail et des luttes à venir. Les sans-papiers ont montré la voie. Les sans-papiers ont montré le pas.

FREDERIC LEBARON est maître de conférences de sociologie et membre du collectif Raisons d'agir. PHILIPPE MANGEOT est président d'Act Up. MICHEL PUZELAT, agrégé d'histoire, est enseignant à l'université Paris-VIII. MARC ROBERT est maître de conférences à l'université Paris-VII-Denis-Diderot.

"Lucent Technologies explore sans cesse de nouvelles voies."

Gwenhaëlle Le Bras, ingénieur développement chez Lucent Technologies à Bouen

Dans la vie, je me lance toujours de nouveaux défis. Chez Lucent Technologies, nous sommes tous animés par cette même ambition pour explorer en permanence les technologies de communication de demain.

Lucent Technologies est le premier constructeur mondial de télécommunications. Nous participons au développement et à la construction de tous les types de réseaux de télécommunications pour les opérateurs et les entreprises : réseaux optiques, réseaux de données, réseaux intelligents, réseaux mobiles...

Présent dans plus de 90 pays, Lucent emploie en France 2 000 personnes dont 500 en R&D. Nous nous appuyons sur la puissance d'innovation des Laboratoires Bell auxquels les télécommunications doivent, parmi de très nombreuses inventions, le transistor, le laser, la technologie cellulaire, les fibres optiques, etc... Avec tous ces atouts, Lucent Technologies vous donne les moyens de construire les réseaux de communication du futur avec les technologies de demain.

Quand la communication progresse, c'est avec nous.™

Lucent Technologies
Bell Laboratories
16, avenue Daumesnil
92252 Le Plessis-Robinson Cedex
France
http://www.lucent.com

Jacques Lacarrière, écrivain

« Pour un Grec, l'orthodoxie, c'est sa maison »

Ce spécialiste du monde hellénique estime que la Grèce contemporaine se définit davantage par sa religion que par sa situation géographique. Il assure qu'elle ne sera jamais totalement européenne, ses habitants considérant que leur avenir se joue plus à Sofia et à Belgrade qu'à Bruxelles

« Vous affirmez que la Grèce n'est pas un pays méditerranéen, mais un pays balkanique et orthodoxe. Qu'entendez-vous par là ? »

« La Grèce a été, dans l'Antiquité, un pays purement méditerranéen. Avec le christianisme et Byzance, son centre de gravité a basculé vers le nord, vers les pays slaves, orthodoxes comme elle, la Serbie, la Bulgarie et la Roumanie. Et cela n'a pas cessé. L'invasion ottomane ayant chassé tous les intellectuels et tous les hommes de culture à Vienne, à Londres, à Paris, la Grèce s'est également tournée vers l'ouest. Elle a cessé d'être un pays méditerranéen. La Grèce a ensuite été immobile pendant les quatre siècles de l'occupation ottomane. Elle a été dévotement son peuple, mais aussi par les grandes puissances. Après quoi, l'Angleterre, la Russie et, aussi, la France se sont payées. »

« L'histoire récente de la Grèce, depuis sa libération, en 1830, est celle d'un pays dont les centres d'intérêt sont au nord. Avec l'orthodoxie, c'est un pays qui est devenu foncièrement balkanique. Il est géographiquement en Méditerranée, mais historiquement, économiquement et spirituellement dans les Balkans et dans le monde orthodoxe, aux côtés de la Russie et de la Serbie. En temps normal, on ne remarque jamais cela, on n'y prête pas attention. Quand on visite la Grèce, on a le sentiment d'être en Europe, une Europe ouverte et humaniste. Mais dès que cela va mal, cet inconscient se fait jour. Quand il y a eu la guerre en Bosnie, par exemple, on a vu réapparaître une attitude très surprenante pour nous, comme si le vieux schisme entre Rome et Byzance, entre l'empire d'Occident et l'empire d'Orient survivait. La population grecque, y compris même les incroyants, car il y en a, est profondément orthodoxe. Être grec, c'est être orthodoxe sur le plan national. En Grèce, c'est l'Eglise orthodoxe qui a mené la lutte de libération contre le « musulman », l'« infidèle ». Il s'est agi d'une guerre à la fois nationale et religieuse, une croisade. »

« Ce poids de l'orthodoxie dans la société grecque n'est-il pas inscrit dans la Constitution et jusque dans l'état civil ? »

« L'article premier de la Constitution affirme que l'orthodoxie est la « religion dominante » de la Grèce. Il est obligatoirement fait mention de sa religion sur la carte d'identité de chaque citoyen grec. Les socialistes ont institué un mariage civil en 1982, mais très peu de gens y ont recours et l'Eglise continue de dénoncer l'état civil « laïc ». L'Eglise a une force de présence, qui ne correspond pas toujours à une foi profonde mais signifie une imprégnation étatique totale. La situation est totalement différente de celle de la France, où l'Eglise a souvent été perçue comme oppressive et contre la-

quelle de nombreuses forces se sont dressées. En Grèce, l'Eglise a été un des instruments de libération du pays. Il y a donc une sorte de dette, plus ou moins consciente, que le peuple éprouve à l'égard de son Eglise. »

« Cette dernière réagit immédiatement lorsque d'autres orthodoxes sont menacés. Les Russes sont actuellement au bord du gouffre économique et politique, mais ils continuent de s'opposer à des franges de l'OTAN contre la Serbie orthodoxe. Cette solidarité resurgit dans les périodes de crise. On est souvent déconcerté par cette attitude des Grecs. Elle s'explique par ce passé orthodoxe. Aucun dirigeant politique grec ne peut se permettre de dire publiquement que Radovan Karadzic est un criminel de guerre. Il y a une sorte de négationnisme diffus à ce sujet. On parle de « prétendus » massacres. C'est une sérieuse pierre d'achoppement avec les autres Européens. »

« Le peuple éprouve à l'égard de son Eglise une sorte de dette »

« Peut-on parler à propos de la Grèce d'un retour du religieux, qui illustrerait la thèse de Samuel Huntington selon laquelle les conflits de l'avenir, dans le monde, seront entre sept ou huit « civilisations » définies avant tout selon des critères religieux ? »

« Il n'y a pas un tel retour du religieux en Grèce, pour la bonne et simple raison qu'il ne l'a jamais quittée. Cela n'empêche pas une certaine liberté. L'Eglise orthodoxe a paradoxalement une attitude assez ouverte sur certains problèmes de société. Le divorce est par exemple possible, sous certaines conditions. »

« Comment peut-on définir l'orthodoxie ? »

« La religion et la nation sont tellement mêlées qu'on ne peut quasiment pas les séparer. Ce n'est pas un hasard si les grands archimandrites étaient également des chefs politiques. Mgr Makarios était à la fois l'archevêque de Nicosie et l'ethnarque de Chypre. Imagine-t-on que l'archevêque de Paris soit également président de la République ? »

« La dépendance naturelle de l'orthodoxie est-elle d'être une religion d'Etat ? »

« Exactement. Pendant toute l'occupation turque, la langue grecque n'a subsisté que parce que les prêtres apprenaient à lire et à écrire le grec aux enfants, la-



DESIGN: JEAN-PIERRE CAGNIAT

Un explorateur des mythes antiques

JACQUES LACARRIÈRE est né en 1925 à Limoges, « par hasard », dit-il. Il a fait ses études secondaires à Orléans avant de venir passer une licence de lettres classiques à la Sorbonne, à Paris. Parallèlement, il suivait les cours de grec moderne à l'Ecole des langues orientales et y prenait l'hindi.

Passionné par le monde hellénique, aussi bien antique que contemporain, Jacques Lacarrière a séjourné en Grèce de 1955 à 1966, pratiquement jusqu'au coup d'Etat des colonels, en 1967. Il n'y est retourné qu'après leur départ et le rétablissement de la démocratie, en 1974. Il continue à visiter régulièrement ce pays, même s'il n'y habite plus. Il partage désormais son temps entre Paris, ses voyages, et le petit village de Sacy, dans l'Yonne, où il s'est installé dans la maison familiale.

De ses séjours en Grèce, notamment à Patmos, de 1963 à 1966, Jacques Lacarrière a tiré la substance de nombreux livres, récits de voyages et explorations des mythes antiques. Il est devenu célèbre avec



JACQUES LACARRIÈRE

L'été grec, paru pour la première fois chez Plon en 1976, dans la collection Terre humaine. L'ouvrage a été réédité en 1988 en Presses Pocket. Jacques Lacarrière est également l'auteur d'un *Sophocle* (L'Arche, 1978), d'un *Alexandre le Grand* (Félin, 1993), de *Visages athonites* (Le Temps qu'il fait, 1995) et d'un *Cœur des mythologies* (Editions Philippe Lebaud, 1998). Il a traduit et contribué à faire connaître en France les écrivains et poètes grecs contemporains : Seféris, Ritsos, Elytis, Vassilikos, Taktsis, Frangias et Prévelakis.

Son univers ne se limite pas à la Grèce, puisqu'il a relaté, dans *Chemin faisant* (Fayard, 1973), un voyage à pied de quatre mois à travers la France. Il s'est également intéressé à la Turquie, comme en témoigne *La Poussière du monde* (Nil, 1997), un livre consacré à la figure d'un derviche, poète et troubadour, ayant vécu en Anatolie au XIII^e siècle, au temps des sultans seldjoukides.

D. D.

nuît, afin qu'ils puissent lire l'Evangile. Des centaines de récits l'attestent. Les enfants se rendaient à l'église le soir avec des bougies. Dès qu'ils pouvaient lire l'Evangile, on considérait qu'ils savaient le grec. Cet aspect-là est très important. Un Grec, même incroyant, vous dira que le Christ a parlé dans sa langue. Ce n'est évidemment pas vrai. Mais les évangiles sont en grec. La Grèce est le seul pays qui ait connu la grande mutation du paganisme au christianisme sans changer de langue. Les Grecs n'ont même pas eu le sentiment qu'ils changeaient de philosophie en devenant chrétiens. Pour un Grec, l'orthodoxie, c'est sa maison. »

« Le prestige de l'Eglise n'a-t-il pas diminué ? »

« Les prêtres peuvent se marier. Ils ont une famille. Ils sont complètement intégrés à la vie locale. Le plus petit village a son pope, sa chapelle. L'Eglise fait partie de la vie quotidienne, grâce notamment aux fêtes. Même le Parti communiste fête Pâques. Lorsque la France a envoyé d'urgence des véhicules de transport militaire à la Grèce, pour que celle-ci puisse participer aux opérations de contrôle de la paix en Albanie, ces engins blindés sont restés bloqués pendant plusieurs jours. On attendait le retour du métropolitain qui devait les bénir et qui était en déplacement dans le nord du pays. »

« Les rites sont très importants ? »

« La liturgie, en Grèce comme en Russie, est grandiose. J'ai beaucoup séjourné au mont Athos. Même un incroyant ne peut rester insensible à la beauté et à la force de ses rites qui font appel à tous les sens, par la musique, les chants, les lumières, les parfums. »

« Est-ce que les Grecs ont le sentiment d'être européens ? »

« De nombreux Grecs connaissent une seconde langue. Ils étaient francophones jusqu'à dans les années 60. Ils sont maintenant anglophones maintenant. En ce sens, ils sont européens depuis longtemps. Mais ils considèrent que leur avenir se joue davantage à Sofia ou à Belgrade qu'à Bruxelles. Il est évident que, sur le plan économique, juridique et administratif, leur avenir est davantage à Bruxelles. Mais leur sensibilité l'entend autrement, et il n'y a aucun homme politique qui oserait affirmer publiquement que la Grèce doit abandonner complètement les Balkans et s'inscrire dans une perspective purement occidentale. Sa carrière serait terminée. »

« La Grèce continue de se situer avant tout dans le monde orthodoxe. Lawrence Durrell disait qu'en Grèce la mémoire ne vieillit pas d'une seconde par siècle. Je connais personnellement des Grecs qui ne se sont pas remis de la chute de Constantinople, en 1453... Chaque fois qu'il y a des conflits frontaliers avec la Turquie, cette plaie se ravive. Entre la Grèce

et la Turquie, la réconciliation n'a pas eu lieu, à la différence de ce qui s'est passé entre la France et l'Allemagne. La frontière entre la Grèce et la Turquie est la partie non cicatrisée de l'Europe, une fontanelle qui ne s'est jamais sou-

« Je ne vois pas comment les normes européennes pourraient être imposées du jour au lendemain »

« La réconciliation aura-t-elle lieu un jour ? »

« Pas dans l'avenir proche. Mais je ne crois pas à une guerre mondiale déclenchée par les Grecs et les Turcs. Les responsables politiques ont toujours été attentifs, des deux côtés, à ne pas faire de geste irréversible. Il y a donc une plus grande sagesse des dirigeants que de la population. Et ce, malgré la montée de l'intégrisme islamiste en Turquie. Mais il y a un sujet à propos duquel les Turcs ne peuvent faire aucune concession, c'est Chypre. Et c'est dommage. Mais pour les Grecs, l'urgence ne se situe pas à Chypre. Elle est dans les Balkans, en Albanie, au Kosovo, en Macédoine. »

« Pour les Européens du Nord, la Grèce n'est-elle pas une sorte de danseuse ? »

« Une danseuse exotique et coûteuse. Mais on ne peut pas demander à la Grèce d'apporter ce qu'elle n'a pas. Elle ne sera jamais totalement européenne. Cela n'est pas nécessaire, d'ailleurs. L'économie grecque reste largement artisanale. J'ai beaucoup séjourné, ces dernières années en Epire, dans le nord de la Grèce. Il y a là des villages à peu près équivalents à celui où je vis en Bourgogne. Dans mon village bourguignon, il n'y a plus rien depuis dix ans : plus d'autocar, plus de café, plus d'école, plus de commerce. En Epire, dans des villages de taille comparable, il y a des autocars qui s'arrêtent, les cafés sont pleins, il y a un boulanger, un boucher. Mais la moitié de ces activités ne sont pas déclarées. L'Europe arrive là-dessus avec tous ses règlements. Je ne vois pas comment les normes européennes pourraient être imposées du jour au lendemain. »

« L'Europe est-elle perçue comme une menace pour ce mode de vie ? »

« On en attend des améliorations sur le plan social et sanitaire. Mais l'Europe peut signifier aussi la fin de ce tissu social très dense, fondé sur la débrouille et les petits métiers. »

Propos recueillis par Dominique Dhombres

Daniel Vaillant, ministre des relations avec le Parlement, au « Grand Jury RTL-Le Monde-LCI »

« Aucune réforme ne passera à la trappe ! »

« On a commencé à mesurer l'effet des élections européennes, qui n'auront lieu qu'en juin 1999, mais qui créent déjà une compétition à l'intérieur de la gauche. Regrettez-vous d'avoir renoncé, en juillet, à la régionalisation de ce scrutin ? »

« Cette réforme était juste. Elle n'était pas un « costume sur mesure » pour les socialistes, qui n'avaient rien à gagner dans cette affaire. S'il y en a qui la regrettent, à mon avis, ce sont surtout ceux qui l'ont refusée. A partir du moment où cette réforme était clairement rejetée par une majorité de parlementaires, à travers l'expression de leurs groupes, le premier ministre en a tiré la leçon et a retiré le texte de l'ordre du jour. »

« A voir la majorité exprimer ses divisions de façon aussi flagrante, ne craignez-vous pas que les Français ne commencent à s'inquiéter ? »

« C'est souvent l'absence de débat qui génère les divisions. La droite nous en montre le triste exemple : ils n'ont pas de débat sur le fond, ils ne

proposent rien qui concerne la vie quotidienne de nos concitoyens, et cela ne les empêche pas de se houspiller ni de se diviser. Mais, quand on a débattu, il ne doit pas y avoir de surenchères derrière. »

« Aujourd'hui, il y a un chef de file des Verts aux élections européennes, Daniel Cohn-Bendit. Demain, il y aura une liste communiste, peut-être une liste chevenementiste. Lionel Jospin devra-t-il se porter en première ligne, chaque semaine, à l'Assemblée nationale, pour faire le serment de sa majorité ? »

« Sur la question européenne, la gauche ne trompe personne. Chacun sait qu'il y a des divergences quasi historiques. C'est un sujet sur lequel les communistes n'ont pas le même discours que le Parti socialiste, et même au sein du Parti socialiste, il y a toujours des débats sur cette question. S'agissant de M. Cohn-Bendit, peut-être faudrait-il envisager que, pour des élections européennes, on parle de l'Europe. On a quand même gagné les élections législatives de

1997, dans le cadre de la majorité plurielle rassemblée, sans lui. On a même gagné les cantonales et les régionales sans lui. On va essayer de ne pas perdre les élections européennes. Qu'il ait de l'émulation, oui, mais pas une compétition interne, qui est toujours dévastatrice. »

« Sur la révision constitutionnelle nécessaire pour ratifier le traité d'Amsterdam, y a-t-il accord entre le président de la République et le premier ministre ? »

« Logiquement, oui, dans la mesure où ce traité avait été préparé par le gouvernement d'Alain Juppé avec l'accord du président de la République et qu'à partir du moment où l'engagement de la France était donné, notre gouvernement n'a pas voulu s'y opposer, même s'il n'était pas très enthousiaste. Nous sommes engagés dans un processus de révision constitutionnelle avec l'accord, bien évidemment, du président de la République. Ce texte a été adopté en conseil des ministres et il est, maintenant, devant l'Assemblée nationale.

Compte tenu des positions des uns et des autres, la logique eût été que cette révision préalable ne pose pas de gros problème. »

« Philippe Séguin propose que, dans cinq ans, il faille une nouvelle consultation lorsque le conseil des ministres européen passera de l'unanimité à la majorité pour les questions touchant à l'immigration et au droit d'asile. Or, il y a une vraie contradiction à engager une révision constitutionnelle aujourd'hui, justement pour cette question, tout en y mettant une condition qui ferait que la révision que nous ferions aujourd'hui serait en réalité inutile et inopérante dans cinq ans. Le Parlement a toujours la capacité - il le fera sans doute dans cinq ans - de voter une résolution et de s'exprimer. Nous pensons qu'il n'y a pas à faire de surenchère. Je fais confiance aux partis de l'opposition, notamment au RPR. »

« Jacques Chirac veille aussi sur l'avancement des différents projets de loi visant à réformer la justice... »

« S'agissant de la réforme du Conseil supérieur de la magistrature, qui nécessite, elle aussi, une révision de la Constitution, le texte a été approuvé en conseil des ministres, débattu par l'Assemblée nationale et le Sénat, qui l'ont voté dans les mêmes termes. Dans la mesure où le président de la République semble privilégier la voie parlementaire plutôt que le référendum, les conditions sont réunies pour convoquer les deux Assemblées en Congrès. Le président de la République le convoquera quand il le souhaitera mais, en tout cas, le travail a été fait par le gouvernement et par les Assemblées. »

« Le texte sur la présomption d'innocence a été, lui, retardé à mars 1999... »

« Aucune réforme ne passera à la trappe ! Les textes d'Elisabeth Guigou - accès au droit, alternative aux poursuites et présomption d'innocence - ont été adoptés en conseil des ministres et sont sur les bureaux des Assemblées. Les deux premiers sont en discussion, et la présomption

d'innocence viendra au mois de mars, parce qu'il y avait une surcharge du calendrier parlementaire. Je ne vois vraiment pas au nom de quoi il y aurait la moindre polémique. Je ne crois pas qu'il y en ait, d'ailleurs. »

« Quand le pacte civil de solidarité, le PACS, sera-t-il adopté ? »

« Je suis hors d'état de vous le dire. Il faut sept lectures pour adopter un texte, hors déclaration d'urgence. Comme on sait que le PACS est un sujet conflictuel, on imagine qu'il faudra bien ces sept lectures. Le gouvernement est maître de l'ordre du jour, mais pas du temps. Les parlementaires prennent leur temps ; on peut même trouver, parfois, qu'ils en prennent beaucoup. Le gouvernement est déterminé à ce que le PACS ne prenne pas de retard, mais il faut laisser le Parlement travailler. »

Propos recueillis par Anita Haussier, Patrick Jarreau et Olivier Mazerolle

ovens sans-papier

INTERNET Le numéro un mondial des services en ligne America Online (AOL) a entamé des négociations pour acheter le fabricant de logiciels de navigation sur Internet Netscape.

● L'ACQUISITION de Netscape, qui se ferait par échange d'actions, valoriserait l'entreprise créée par James Barksdale à 4 milliards de dollars (22,8 milliards de francs), donnant

lieu à l'opération la plus importante jamais réalisée dans le jeune secteur de l'Internet. ● AOL, qui revendique 14 millions d'abonnés à ses services d'information électronique, opérerait

ainsi un changement d'alliance spectaculaire après avoir conclu, en 1996, un accord avec Microsoft. ● NETSCAPE, à l'origine des procédures judiciaires entamées par la jus-

tice américaine contre Microsoft, trouverait dans ce rapprochement un soutien financier bien nécessaire. Netscape devait annoncer, lundi 23 novembre, de mauvais résultats.

America Online ouvre un nouveau front pour faire reculer Microsoft

Le numéro un des services en ligne étudie l'acquisition de Netscape, que compléterait une alliance commerciale avec Sun. Les dirigeants d'AOL ont accusé la firme de Bill Gates de pratiques déloyales dans le cadre du procès antitrust engagé à son encontre.

ACCUSÉ par le gouvernement américain et par vingt Etats fédérés de chercher délibérément à étouffer la concurrence, Microsoft aura peut-être bientôt la possibilité de démontrer... qu'il doit au contraire faire face à de puissants rivaux ! America Online (AOL), le numéro un mondial des services en ligne sur Internet, envisage selon plusieurs journaux américains, de racheter Netscape, le fabricant de logiciels dont les plaintes sont à l'origine du procès Microsoft. Ce qui permettrait à AOL d'apparaître comme un solide pôle de résistance à l'emprise de la firme de Redmond, dont les systèmes d'exploitation (Windows) équipent plus de 90 % des micro-ordinateurs installés dans le monde.

Le rachat de Netscape, qui se ferait par échange d'actions, valoriserait l'entreprise créée par James Barksdale à 4 milliards de dollars (22,8 milliards de francs), donnant lieu à l'opération la plus importante jamais réalisée dans le jeune secteur de l'Internet. L'opération serait complétée par un accord commercial avec Sun Microsystems, autre ennemi juré de Microsoft, qui mettrait son réseau de distribution au service de certains logiciels de Netscape destinés aux entreprises.

America Online, qui revendique 14 millions d'abonnés à ses services d'information électronique, opérerait ainsi un changement d'alliance spectaculaire, mais qui n'étonnera guère les spécialistes. En 1996, AOL avait conclu un accord avec Microsoft, prévoyant que les abonnés à ses services en ligne verraient apparaître automa-

tiquement sur leur écran d'ordinateur la fenêtre permettant d'accéder à Internet Explorer, le logiciel de navigation sur Internet de Microsoft. Cet accord expire le 1^{er} janvier 1999.

A l'époque, AOL avait également discuté avec Netscape, pionnier des logiciels de navigation, dont le produit a d'abord occupé la première place du marché, avant d'être battu en brèche par Microsoft et ses méthodes musclées : tout utilisateur de Windows se voit presque imposer l'utilisation d'Internet Explorer.

ACTIONNAIRE PUISSANT

C'est précisément contre cette pratique, jugée illégale, que Netscape et son président se battent, avec une efficacité certaine, puisqu'ils ont réussi à obtenir l'attention du département de la justice, et l'organisation d'un procès, qui s'est ouvert le 19 octobre à Washington.

L'attaque frontale de Microsoft, venu tardivement à Internet, a porté grand tort à la firme de James Barksdale : la part de marché de son logiciel d'accès, Netscape Navigator, est tombée de 50,5 % fin 1997 à 41,5 % en septembre 1998, selon la société d'études IDC, tandis que Microsoft remonte dans le même temps de 22,8 % à 27,5 %.

La situation financière de Netscape n'est guère brillante. La société devait annoncer, lundi 23 novembre, après la fermeture de Wall Street, le résultat des trois derniers mois de l'exercice, clos au 31 octobre. Au premier trimestre, le groupe avait affiché une perte de 54,2 millions de dollars (près de 300 millions de francs), les deux suivants ayant été tout juste à l'équilibre. Le sauvetage de Netscape par AOL lui permettrait, en s'adossant à un actionnaire puissant, de ne pas être contraint de je-

ter l'éponge dans ce combat jusqu'à la fin. Les responsables d'AOL, dont les relations avec ceux de Microsoft n'ont cessé de se dégrader depuis 1996, se sont, pour leur part, rangés peu à peu du côté des « anti-Bill Gates ».

PRODUITS NOUVEAUX

Ce dernier, loin de se contenter de sa position de numéro un mondial dans les logiciels pour micro-ordinateurs, s'intéresse désormais à la télévision, au cinéma et à l'information électronique, par l'intermédiaire de la filiale Microsoft Network. Le rapprochement entre AOL et Netscape ne relève pas seulement d'une communauté d'intérêts mais donne au service en ligne des produits nouveaux afin d'attirer plus d'utilisateurs d'Internet.

Le grand déballage auquel donne lieu le procès contre Microsoft contribue à libérer les

lignes : d'Apple à IBM, en passant par Compaq, tous les grands de l'informatique ont reconnu publiquement, au cours de cinq dernières semaines, que lorsqu'ils « choisissent » de fournir les logiciels de Microsoft à leurs clients, c'était parce que ce dernier leur avait amicalement forcé la main.

L'un des vice-présidents d'AOL, David Colburn, appelé à témoigner à la barre, a affirmé aux juges que Microsoft avait mis à profit la position dominante de son logiciel Windows pour entrer sur le marché d'Internet. Il n'a pas hésité à déclarer qu'AOL a conclu un accord de quasi-exclusivité avec Microsoft parce que ce dernier a « verrouillé » son marché : les utilisateurs de Windows ne peuvent s'affranchir la fenêtre d'accès à AOL dès l'allumage de leur écran d'ordinateur.

Anne-Marie Rocco

Sun Microsystems contre Bill Gates

Le procès contre Microsoft devait reprendre, lundi 23 novembre, pour deux jours, avant l'interruption du week-end de Thanksgiving. C'est seulement la semaine prochaine que les dirigeants de Sun Microsystems viendront témoigner à la barre, après ceux d'IBM, dont les propos auront frappé les esprits : même l'entreprise la plus puissante de l'informatique mondiale n'a pu résister à Microsoft.

James Gosling, l'inventeur du langage Java que Sun entend promouvoir comme alternative aux produits de Microsoft, viendra expliquer comment la société créée par Bill Gates a barré la route à ce nouveau langage. Java, estime Sun Microsystems, constituerait une menace à la domination de Windows, car il rendrait compatibles tous les systèmes d'exploitation. Sun a obtenu une première victoire juridique contre son adversaire, la semaine dernière. Un tribunal californien a sommé Microsoft de rendre compatibles, sous 90 jours, ses logiciels avec ceux qui utilisent le langage Java (Le Monde du 19 novembre).

La réforme de l'organisation des OPA

LE CONSEIL des marchés financiers (CMF) est une autorité de marché, composée principalement de professionnels, qui intervient notamment pour déclarer recevables les offres publiques d'achat (OPA) et surveiller leur déroulement. Il peut adopter un règlement général pour mettre en œuvre cette mission. Ainsi, le titre V de son règlement a été homologué et publié au Journal officiel du 17 novembre. De cette façon, le ministre des finances reprend à son compte le texte élaboré par l'autorité professionnelle, en concertation avec lui. Celle-ci peut ainsi imposer les règles qui lui paraissent les plus appropriées pour la régulation du marché financier, dont elle partage la charge avec la Commission des opérations de Bourse (COB).

Or ce titre V concerne l'organisation des OPA, sujet sensible. De l'ensemble de ces dispositions, variées et très techniques, on peut souligner deux aspects. Le premier concerne l'étendue du pouvoir normatif que le Conseil des marchés financiers, sous couvert de l'habilitation ministérielle, s'autorise à exercer. Le second vise l'esprit des nouvelles dispositions, qui valident ou contrarient des jurisprudences afin de faire toujours prévaloir l'intérêt de l'investisseur.

Tout d'abord, on peut constater que l'autorité de marché s'autorise à prévoir des mécanismes juridiques que la loi elle-même n'avait pas envisagés. Par exemple, selon l'ancien règlement général, lorsqu'une société cédait le principal de ses actifs, son actionnaire de contrôle devait consulter le Conseil pour envisager d'offrir aux actionnaires minoritaires le rachat de leurs titres, par le mécanisme d'une offre publique de retrait. Par un arrêt du 25 juin 1998, la cour d'appel de Paris avait pris soin de souligner que l'avis formulé alors par l'autorité de marché, même s'il préconisait une telle procédure, n'avait pas le pouvoir de contraindre l'actionnaire de contrôle. L'article 5-6-6 du règlement impose désormais la so-

lution contraire : le Conseil peut obliger à une offre publique de retrait.

Le règlement ajoute donc à la loi. Le peut-il ? On peut en douter pour la raison suivante. Selon les textes, le pouvoir de l'autorité de marché d'établir un règlement a pour fin de permettre à celui-ci l'exécution de la mission que lui a confiée la loi. Son pouvoir s'exerce par délégation de la loi, et la chambre commerciale de la Cour de cassation, par un arrêt du 27 février 1973, a eu l'occasion de rappeler à propos du pouvoir analogue de la COB que celle-ci ne peut ajouter à la loi, en s'accordant d'elle-même des nouveaux pouvoirs. Dans le cas considéré, le règlement général crée de toutes pièces un nouveau cas d'ouverture d'offre publique de retrait imposée au majoritaire. Le risque d'illégalité est tangible.

PROTÉGER L'ASSOCIÉ MINORITAIRE

Pourquoi a-t-il été pris ? Au-delà de la règle bien connue selon laquelle tout organisme tend à exercer pleinement ses pouvoirs en les étendant au besoin, on peut avancer l'explication suivante, qui rejoint alors la seconde caractéristique du règlement : le Conseil a fait preuve d'initiative parce qu'il s'agit d'accroître la protection de l'associé minoritaire. On peut citer aussi le fait que désormais l'offre publique de retrait constitue un droit du minoritaire lorsque l'actionnaire majoritaire contrôle plus de 95 % du capital social. Le minoritaire dispose de ce fait d'un véritable droit de sortie. Là, le CMF valide la jurisprudence de la cour d'appel de Paris du 8 avril 1998, qui allait dans ce sens.

Il est patent que le Conseil des marchés financiers se pose aujourd'hui en défenseur de l'actionnaire minoritaire, guidé par une idée de libéralisme organisé et s'éloignant d'un certain capitalisme à la française. Cela tient sans doute au fait que cet actionnaire est le plus souvent un investisseur, que la place de Paris doit attirer, y compris en lui offrant des sécurités et des droits. Le droit du minoritaire participe ainsi directement à la prospérité d'une place boursière.

Marie-Anne Frison-Roche

France Télécom ouvre à nouveau son capital

Avantage Actionnaire n°1

L'intérêt d'acquérir les actions d'une entreprise d'avenir.

Pour aujourd'hui et pour demain, des services pour tous.

Le secteur des télécommunications, dans son ensemble, est en forte croissance. Avec la généralisation de la concurrence, des services innovants et le développement des réseaux (Internet, multimédia, téléphonie mobile), c'est un nouveau monde qui est en train de naître.

Pour stimuler la croissance et développer les usages des services de télécommunications, France Télécom ne cesse d'innover : options tarifaires, nouveaux produits... Sur les nouveaux marchés à très fort potentiel, France Télécom occupe d'ores et déjà des positions déterminantes.

Dans la téléphonie mobile, activité en pleine expansion, France Télécom confirme sa place de leader avec 51 % de part de marché et 4 millions d'abonnés itinérants (juillet 1998), soit 2 millions de plus que l'an passé. Ce résultat a été obtenu grâce à la qualité de

son réseau et à ses initiatives commerciales ambitieuses (la Mobicarte ou Oia).

Sur le marché de l'Internet, France Télécom connaît également une progression fulgurante. Son service Wanadoo compte désormais plus de 300 000 abonnés (juillet 1998) contre 44 000 un an auparavant. L'objectif de 400 000 abonnés à fin 1998 devrait être dépassé.

Pour garder un avantage concurrentiel et répondre aux attentes des clients dans le domaine des mobiles, d'Internet ou de la téléphonie fixe, France Télécom privilégie la recherche et le développement de nouveaux services et d'architectures de réseaux innovantes. Ses travaux en recherche et développement s'orientent en priorité autour d'Internet, des lignes à hauts débits et des réseaux intelligents.

Je vous recommande

La Deutsche Bank s'apprête à racheter Bankers Trust pour plus de 50 milliards de francs

Le groupe issu de ce rapprochement deviendrait le numéro un mondial du secteur bancaire

La Deutsche Bank, première banque allemande et numéro deux en Europe, qui a clairement exprimé l'intention de se renforcer dans la banque d'affaires aux États-Unis serait prête, à payer jusqu'à 9,5 milliards de dollars (53 milliards de francs) pour Bankers Trust, le huitième établissement

américain. Le groupe issu d'un tel rapprochement afficherait 843 milliards de dollars de total de bilan, ce qui en ferait le numéro un mondial.

LA DEUTSCHE BANK et Bankers Trust n'ont jamais accepté de reconnaître qu'elles poursuivaient des discussions très sérieuses en vue d'une prise de contrôle de la banque américaine par la banque allemande. Pourtant, leurs dirigeants y travaillent d'arrache-pied depuis plusieurs semaines. Ils seraient sur le point de boucler un accord, aux termes duquel la première banque allemande, numéro deux en Europe, achèterait la huitième banque américaine pour environ 9,5 milliards de dollars, soit plus de 53 milliards de francs, selon la presse anglo-saxonne.

La rumeur d'un rachat imminent a parcouru les salles de marché vendredi 21 novembre. Dans leur édition du 21 novembre, le *New York Times* et le *Financial Times*, citant tous deux des sources proches des discussions, s'attendent à une annonce officielle cette semaine, au plus tard le 30 novembre. L'agence Bloomberg a par ailleurs indiqué que le directeur de la Deutsche Bank s'était réuni samedi, le *Wall Street Journal* du 23 novembre mentionnant, lui, un

conseil d'administration de Bankers Trust, dimanche. La Deutsche Bank comme Bankers Trust ne font aucun commentaire. Interrogé lundi matin, le porte-parole de la Deutsche Bank indiquait : « Je n'ai aucun communiqué sur mon bureau. »

Si l'opération se confirme, ce serait la plus importante acquisition jamais réalisée aux États-Unis par une banque non américaine et une grande victoire pour le président de la Deutsche Bank, Rolf-Ernst Breuer, qui maintient que son établissement a besoin d'une forte présence sur le marché américain pour développer sa stratégie. Cette implantation, la Deutsche Bank n'a pas réussi à la construire par croissance interne. Jusqu'à présent, elle n'avait pas eu d'avantage de succès dans ses tentatives de croissance externe.

Le groupe issu d'un rapprochement de la Deutsche Bank et de Bankers Trust afficherait 843 milliards de dollars de total de bilan, ce qui en ferait le numéro un mondial, avec quelque 96 000 salariés. Les actionnaires de Bankers

Trust apprécieront sans aucun doute l'amélioration du prix qui leur serait offert si l'offre évoquée va à son terme. Lorsque le *Financial Times* a fait pour la première fois état de l'intérêt de la Deutsche Bank pour la banque américaine, le 20 octobre, Bankers Trust ne pesait guère que 3,5 milliards de dollars en Bourse, soit une trentaine de milliards de francs (*Le Monde* du 21 octobre). La banque américaine était à la veille d'avouer qu'elle avait perdu 2,7 milliards de francs de juillet à fin septembre. La situation était extrêmement tendue sur les marchés financiers et l'offre de la Deutsche Bank pouvait presque s'apparenter à un sauvetage de Bankers Trust, comme pour être très active sur les marchés financiers et, en particulier, sur les produits dérivés et les marchés émergents.

GENÈVE. La Réserve fédérale américaine ayant à trois reprises décidé de baisser les taux directeurs, les actions bancaires se sont ressaisies. La Deutsche Bank, qui

paierait son acquisition en liquide et non par échange d'actions, serait donc amenée à améliorer son offre de plus d'un tiers. Selon Bloomberg, la banque allemande serait prête à payer 93 dollars par action Bankers Trust.

Le titre a terminé la séance de Bourse de vendredi 20 novembre à 77,25 dollars, en hausse de 7 %. Elle est toutefois encore loin de son plus haut niveau : 136,3 dollars le 22 avril.

Lundi en début de journée, l'action Deutsche Bank était en hausse de plus de 4 % à 112,3 marks. Si les analystes financiers sont prêts à saluer ce qui serait une opération stratégique spectaculaire, ils sont aussi un peu inquiets. Car le nouveau groupe aurait à gérer des risques complexes et à faire l'unité entre les équipes de la Deutsche Bank, de sa filiale, aujourd'hui complètement intégrée, Morgan Grenfell, et celles de Bankers Trust, qui a absorbé récemment les banques Alex Brown et Wolfensohn.

Sophie Fay

46 Etats américains signent l'accord avec les cigarettiers

Les producteurs paieront 1 160 milliards de francs

WASHINGTON

Quarante-six des cinquante Etats américains se sont finalement ralliés, vendredi 20 novembre, à l'accord envisagé avec les principaux fabricants de cigarettes, contre trente-huit la semaine dernière (*Le Monde* du 17 novembre). Le texte devait être ratifié lundi 23 novembre. Il s'agit de l'accord le plus important de l'histoire puisqu'il porte sur 206 milliards de dollars (environ 1 160 milliards de francs), dont le versement sera étalé sur vingt-cinq ans. L'industrie du tabac s'est en outre engagée à financer des campagnes contre le tabagisme chez les jeunes, à aider ceux qui souhaitent abandonner la cigarette et à dédommager les agriculteurs touchés par la baisse de la production.

Cet accord a été négocié dans le plus grand secret entre Christine Gregoire, attorney general de l'Etat de Washington, et les industriels. Les Etats s'y sont ralliés les uns après les autres. Quatre Etats avaient déjà conclu une transaction financière se montant à 40 milliards de dollars : Floride, Minnesota, Mississippi et Texas. Les fabricants de tabac signataires sont Philip Morris, R. J. Reynolds (filiale de RJR Nabisco Holdings Corporation), Lorillard Tobacco (filiale de Loews Corporation) et Brown & Williamson (filiale de B. A. T. Industries), auquel s'est joint à la dernière minute le Liggett Group (filiale du groupe Brooke), qui a annoncé par ailleurs la vente à Philip Morris de trois de ses marques - dont Chesterfield - pour 300 millions de dollars. Tous les Etats-Unis sont désormais couverts par l'accord, y compris dans le Sud, qui fit fortune dans le tabac, comme le Maryland et la Virginie.

NE PLUS INCITER LES JEUNES

Les Etats signataires se partageront 13 milliards de dollars par an pendant les premières années, 9 milliards ensuite. Ce qui représentera une somme de 25 milliards pour la Californie et l'Etat de New York et 487 millions pour le Wyoming. En échange, ils abandonnent les poursuites ouvertes contre les industriels ; mais les particuliers demeureront libres d'attaquer les producteurs.

Pour leur part, les fabricants de cigarettes se sont engagés à cesser leur marketing en direction des jeunes, afin de réduire la consommation dans cette classe d'âge sensible. Ils mettront fin à toute publicité en extérieur, y compris dans les stades, restreindront celle dans les magasins, réduiront leur parrainage publicitaire dans le domaine sportif, arrêteront la distribution gratuite de cigarettes et de cadeaux (tee-shirts, etc.). Enfin, les personnages de dessins animés utilisés à titre publicitaire - comme le célèbre Joe Camel, symbole des cigarettes du même nom - disparaîtront.

Ces conditions peuvent paraître draconiennes. Ce n'est cependant pas le cas. En effet, industriels et autorités locales de 40 Etats américains étaient déjà parvenus, l'an dernier, à un compromis, qui portait sur 368,5 milliards de dollars. Le texte ne mettait pas fin aux poursuites des pouvoirs publics, mais les dommages et intérêts étaient limités à 5 milliards annuels. L'objectif de réduction de la consommation chez les jeunes était assorti de pénalités pouvant aller jusqu'à 2 milliards par an. Enfin, la FDA (Food and Drug Administration) obtenait un droit de regard sur le tabac.

Le Sénat avait été saisi de l'affaire et, sous la pression des organismes de lutte contre le tabac, avait encore durci les conditions, faisant passer l'ardoise à 516 milliards de dollars et accroissant le montant des pénalités. Ce qui aurait signifié une augmentation sur cinq ans du prix du paquet de cigarettes de 1,10 dollar (environ 6 francs), contre 35 cents en vertu de l'accord conclu vendredi. Cependant, sous la pression du puissant lobby du tabac, et en dépit de pressions opposées de la Maison

Blanche, ce projet d'accord avait

été repoussé par la majorité républicaine. Voilà qui explique la satisfaction des industriels, l'absence de triomphalisme des signataires et la déception des militants. Libérés de l'incertitude que faisaient peser sur eux la perspective de procès en cascade et la mauvaise publicité qui se serait ensuivie, les producteurs ont vu leurs actions battre des records : le titre Philip Morris a gagné 17 % au cours du dernier trimestre. D'autant que la facture sera payée par les consommateurs.

M. Gregoire a pour sa part appelé à la raison, déclarant « à ceux qui disent que ce n'est pas assez que nous avons obtenu plus qu'un attorney general aurait obtenu devant un tribunal ». Le président Clinton a considéré cet accord comme « un premier pas ». Par contre, le sénateur démocrate Ron Wyden a déclaré « qu'une fois de plus les fabricants de cigarettes s'en sont bien tirés ».

Ce compromis a montré que, en voulant pousser trop leur avantage, les ennemis de la cigarette sont finalement parvenus à un ré-

En France, des prix libres mais surveillés

L'industrie du tabac bénéficie officiellement de la liberté totale des prix ; mais celle-ci se révèle, dans son cas, en grande partie fictive.

● LES TAXES qui pèsent sur le tabac sont à ce point importantes qu'elles déterminent le niveau des prix publics. La fiscalité comprend trois éléments : le « minimum de perception », les droits de consommation et la TVA. En première lecture du projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 1999, l'Assemblée a relevé les droits de consommation de 58,3 % à 59,9 %.

● LES PRIX PUBLICS sont, eux-mêmes, en pratique, sérieusement encadrés. Les industriels doivent transmettre à Bercy leurs prix, qui ne deviennent effectifs qu'après homologation par l'administration. De la sorte, dans un système très proche de l'entente, le gouvernement a les moyens d'inciter les industriels à relever leurs prix sensiblement plus vite que l'inflation, pour que les recettes fiscales, assises sur le niveau des prix, soient mécaniquement majorées.

sultat inférieur de près de moitié à celui qui avait été négocié en 1997. Dans un pays où les entreprises interviennent de plus en plus dans les bureaux, où nombre de restaurants sont devenus non fumeurs, où l'on rencontre tant de gens qui « grillent » une cigarette à la porte de leur bureau, il y avait sans doute une limite à ne pas franchir.

Mais s'il s'agit d'un « premier pas », cela devrait vouloir signifier que d'autres suivront. La Maison Blanche ne cache pas qu'une de ses priorités est de lutter contre les jeunes, et qu'elle entend bien obtenir que le Congrès légifère et donne autorité en la matière à la FDA. Visitant récemment une école de Washington, le vice-président Al Gore - connu pour ses positions écologistes - a déclaré : « Il est important [pour les jeunes] de prendre des mesures quand le nouveau Congrès se réunira. » Il a mis en garde les lycéens : « Les marques de cigarettes sont sournoises et prêtes à tout pour faire croire que fumer est séduisant. Mais vous êtes plus malins qu'elles et vous savez que fumer c'est dégueulasse ! »

De plus en plus combattive dans son pays d'origine, l'industrie du tabac poursuit sa recherche de marchés extérieurs. Le plus attirant demeure le marché chinois, qui représente le tiers de la consommation mondiale. D'autant que la législation antitabac est quasiment inexistante dans l'empire du Milieu.

Patrice de Beer

Réservez et investissez dans l'avenir.

En réservant vos actions et en les conservant au moins 18 mois, vous êtes sûr de bénéficier d'1 action gratuite pour 10 achetées.

Vous profiterez également des avantages liés à la mise sur le marché d'actions détenues par l'Etat soit :

- une réduction minimale de 10 F sur le dernier cours de clôture de l'action connu lors de la fixation du prix de l'OPO ;
- une exonération des droits de garde pendant 18 mois ;
- la possibilité d'inscrire vos actions sur un PEA avec les avantages fiscaux qui s'y rattachent ;

et, en réservant dès maintenant vos actions, vous aurez la garantie d'obtenir, dans la limite de 30 000 F, soit le nombre d'actions correspondant au montant demandé, soit d'être au moins deux fois mieux servi que si vous n'aviez pas réservé.

Qu'est-ce qu'une Offre à Prix Ouvert (OPO) ?

Une OPO consiste à recevoir les demandes de souscription puis à fixer le prix définitif de l'action après la clôture de l'offre.

Comment le prix de l'action sera-t-il connu ?

Depuis le début de la période de réservation, vous connaissez le montant minimal de la réduction qui sera appliquée sur le dernier cours de clôture de l'action connu lors de la fixation du prix de l'OPO. Les modalités de calcul du prix définitif vous sont également précisées. La veille au soir de la date d'ouverture de l'OPO, il vous sera indiqué un prix maximum. Deux jours de Bourse au plus tard après la fin de l'OPO, le prix définitif sera arrêté.

Un document de référence enregistré et une note d'opération visée par la COB sont disponibles, sans frais, auprès des intermédiaires financiers, du 10 10 et de France Telecom.

Réservez vos actions dès maintenant.

Contactez votre intermédiaire financier ou appelez le 10 10*

ou le 0 800 05 10 10 (appel gratuit)
ou par Minitel 3614 ou 3623 code 1010FT (0,37 F/min)
ou sur Internet <http://www.1010.francetelecom.fr>

Renseignez-vous en appelant le
10 10
appel gratuit 24h sur 24

L'an 2000, c'est vous, c'est nous.



France Telecom

Murdoch, TF 1 et Telecom Italia vont lancer un bouquet numérique en Italie

L'arrivée du patron de News Corp. provoque une levée de boucliers dans la Péninsule. Un accord lui permettrait de s'implanter enfin sur le continent et à TF 1 de gagner ses galons de groupe international. Mais le bouquet de chaînes Telepiù, filiale de Canal Plus, a préparé sa riposte

RUPERT MURDOCH, le magnat australo-américain de la presse et de l'audiovisuel, va-t-il trop vite en besogne ? Le patron de News Corp. devait, lors d'une conférence de presse, lundi 23 novembre, à Londres, annoncer la création d'une nouvelle plate-forme digitale de télévision en Italie qui serait dirigée par Letizia Moratti, ex-présidente de la RAI. Le *Times* du 19 novembre a indiqué que cette plate-forme serait contrôlée à 51 % par Telecom Italia, Rupert Murdoch prenant 39 % et TF 1 10 %. Tout paraissait donc conclure le point de l'ère.

Or, ce week-end, les Italiens ont commencé à freiner. D'abord, le premier intéressé, Telecom Italia - dont Stream, la filiale à 100 %, servirait de cadre à ce nouveau bouquet numérique -, a publié un communiqué précisant que parler d'accord est « prématuré », rien n'étant encore définitif. Il note

que le nouvel administrateur délégué de Telecom Italia, Franco Bernabè, nommé jeudi 19 novembre, va prendre ses fonctions lundi 23 et qu'il faut lui laisser le temps d'étudier les termes de la négociation pour se faire une opinion. Enfin, Telecom Italia a séchement démenti que la nouvelle société pourrait être présidée par Letizia Moratti.

L'annonce de ce possible accord a aussi déclenché une vague de critiques, dans les sphères politiques comme dans les milieux professionnels, à droite comme à gauche. Rupert Murdoch, comme à chaque fois que sa venue dans l'audiovisuel italien est annoncée, provoque une levée de boucliers.

Salvatore Cardinale, ministre des télécommunications, a fait savoir son hostilité à la création de deux plates-formes digitales en Italie et a indiqué dans *La Stampa* qu'il fallait éviter que l'alliance

Murdoch-Telecom devienne un passage obligé et conditionne tout le marché italien de la télévision du futur. « Murdoch risque de devenir le monopoliste italien de la TV digitale », a-t-il ajouté.

RISQUE DE COLONISATION

C'est « un risque de colonisation », souligne de son côté Vincenzo Vita, sous-secrétaire d'Etat, son collègue Michele Lauria estimant que « Murdoch a fait quelques pas de trop. La traction est encore loin d'être close ». Pour sa part, Roberto Zaccaria, président de la RAI, a fait remarquer que, « jusqu'au mariage, il n'y a pas de lien, et que chacun est encore libre de choisir la voie qu'il préfère ».

Pour le moment, les négociations entamées avec Canal Plus,

qui contrôle 90 % de Telepiù, unique chaîne à péage de la péninsule (Mediaset possédant 10 %) n'ont pas encore abouti. Michel Thoulouze a offert 30 % du capital à la RAI, mais les pourparlers traînent en raison des hésitations de la télévision publique. Celle-ci, qui se trouve dans une situation financière délicate, pourrait payer son entrée au capital avec « 5 % en argent et 5 % en programmes ».

Mais des indiscretions font état d'une éventuelle prise de participation de la RAI dans Stream, ou d'une possibilité offerte pour une période d'un an à hauteur de 10 % à 15 %. La RAI deviendrait ainsi un associé minoritaire aux côtés de Rupert Murdoch, ce qui semble peu probable.

Pour le moment donc, rien n'est sûr. Pas plus l'accord avec Telecom Italia que les droits de retransmission des matches de foot-

ball que pourrait acquérir la nouvelle société. Avec le cinéma, le football est le plus puissant vecteur d'abonnements des chaînes à péage. Or les partenaires de l'accord à venir font état des droits sur les deux divisions, la série A et la série B, pour une durée de six ans, de 1999 à 2005, alors que Telepiù détient déjà les droits pour sept équipes.

OFFRE MURDOCH

Stream devrait offrir 2,5 milliards de dollars (14 milliards de francs) à la Ligue italienne de football pour acquérir, dès la saison prochaine et pour six ans, les droits de retransmission des matches de divisions A et B. En faisant cette offre mirifique à la Ligue italienne de football, Murdoch tente de remettre en question la possibilité pour les clubs de négocier individuellement leurs droits : une entreprise ris-

quée. « Les clubs italiens ayant écrit à la Ligue afin que l'on ne reprenne pas leurs droits », indique Michel Thoulouze, directeur général de Canal Plus chargé de l'international.

Canal Plus a tiré les leçons de la concurrence en France de Télévision par satellite (TPS) : sans attendre l'arrivée d'un rival, M. Thoulouze, a « sécurisé » l'approvisionnement en cinéma de Telepiù et de D plus, sa plate-forme numérique. La chaîne cryptée italienne a conclu des accords à long terme, avec toutes les majors américaines, y compris la Fox de Rupert Murdoch. « Seul Universal reste encore à négocier », précise M. Thoulouze.

Des clarifications s'imposent donc, et la semaine à venir devrait être décisive. Franco Bernabè, nouvel administrateur délégué de Telecom Italia, avait la réputation, à l'ENI, de prendre des décisions rapidement. Si l'annonce de Rupert Murdoch et de TF 1 se concrétise, elle marquera une étape importante pour les deux groupes.

Avec son entrée sur le marché italien, le patron de News Corp. aura enfin réussi à mettre le pied sur le continent. Le patron de BSkyB, bouquet satellitaire britannique, a déjà multiplié les tentatives pour se faire une place en Allemagne ou en France. Pour TF 1, son développement international de la chaîne souhaité par Patrick Le Lay. Après un essai manqué en Afrique du Sud et en Hongrie, la Une sortirait de ses frontières pour devenir un groupe audiovisuel européen.

Michel Bôle-Richard
et Guy Duthell

Marie-Claude Decamps

L'amendement du gouvernement sur les télévisions privées déclenche une vive polémique en Espagne

MADRID

Rien n'est encore définitif, mais un amendement-surprise adopté jeudi 19 novembre au Congrès des députés, lors du débat sur la loi d'accompagnement du projet de budget 1999, déclenche une anticipation bien des polémiques en Espagne. Cet amendement, présenté par le Parti populaire (PP) au pouvoir à Madrid, modifie de façon importante la loi de 1988 qui régit la télévision privée.

D'abord, contrairement à la position maintenue jusqu'alors par le gouvernement conservateur, un même actionnaire - entité physique ou juridique - va pouvoir

détenir jusqu'à 49 % du capital d'une télévision privée, contre 25 % auparavant. Ensuite, les actions des télévisions privées ne seront plus nominatives et se transformeront en actions au porteur, négociables en Bourse.

L'amendement du PP a été appuyé par les alliés parlementaires basques et catalans du gouvernement, mais vivement combattu par l'opposition socialiste. Elle décevait dans ces nouvelles mesures une manœuvre destinée à laisser les mains libres pour ses projets de télévision privée au président des télécommunications espagnoles (Telefonica), Juan Villalonga, ami du président du gouverne-

ment José María Aznar. « La volonté d'un entrepreneur s'est substituée à celle du Parlement », a critiqué le député socialiste Jesus Caldeira.

Le calcul des socialistes est de dire que le groupe Telefonica, bien que privé, est resté d'une certaine façon « un instrument du gouvernement ». Telefonica, qui possède déjà 25 % de la télévision privée Antena 3, principale chaîne privée espagnole, va ainsi être favorisé et pouvoir facilement acquérir auprès de ceux qui furent ses deux alliés lors de sa première opération sur Antena 3, en juillet 1997, (le Banco Santander et le Banco Central Hispano) leurs par-

ticipations dans la chaîne privée, ce que le seuil des 25 % lui interdisait jusqu'à maintenant. De la même manière, l'autorisation de cotiser en Bourse permettra, selon les députés socialistes, au président de Telefonica de rentabiliser plus rapidement Antena 3.

SOUÇONS SOCIALISTES

D'autres estiment par ailleurs que M. Villalonga a pu bénéficier d'« informations privilégiées » sur la préparation de l'amendement à venir, et agir ainsi en conséquence en juillet 1997 lorsqu'il avait incité le Banco Santander et le Banco Central Hispano à pépauler pour entrer dans le capital d'Antena 3.

Une opération qui avait, déjà à l'époque, suscité plusieurs polémiques, notamment de la part du groupe Prisa (éditeur d'*El País*). Celui-ci avait vu dans la démarche de Telefonica une nouvelle manœuvre politique destinée à assurer une plus grande audience télévisée au courant conservateur.

Cette fois-ci, le PP a défendu son amendement en alléguant que les socialistes avaient un peu trop tendance à voir des « complots partout ». Mais il n'est pas exclu que ces derniers déposent une plainte devant la Commission nationale du marché des valeurs.

Michel Bôle-Richard
et Guy Duthell

Marie-Claude Decamps

Havas acquiert le Vidal

HAVAS A CONCLU, dimanche 22 novembre, l'acquisition d'OVP Vidal, qui publie le Vidal, la « bible » des médicaments utilisée quotidiennement par les médecins (*Le Monde* du 21 novembre). Avec ce rachat, effectué auprès de Cofip-Didot Bottin, Havas devient, avec 900 millions de francs de chiffre d'affaires réalisés grâce à son pôle de communication médicale (dont 225 pour le Vidal), le chef de file du secteur en France, en Espagne et en Italie.

Selon la direction de la filiale de Vivendi, les cessions réalisées depuis un an - participations dans Le Point, Métronet, Médiavision, IR, les Jeux Nathan, Nice Matin, MK2, NRIS, Havas Voyage et l'ODA - représentent 5,72 milliards de francs. Devrait s'y ajouter, sous réserve des procédures sociales, la vente d'Avenir (*Le Monde* du 21 novembre).

Amazon.com contre Bertelsmann sur Internet

LA GUERRE DANS LA VENTE des produits d'édition (livres, cassettes, etc.) sur Internet est acharnée. Après l'acquisition par l'allemand Bertelsmann de 50 % de Barnesandnoble.com, un des six plus importants sites Web de commerce en ligne (*Le Monde* du 8 octobre), l'Américain Amazon.com, leader de la vente de livres sur Internet, a aussitôt décidé de se diversifier dans les cassettes vidéo (un marché de 100 milliards de francs), et la vente de petits cadeaux (jouets, logiciels...). Cette annonce a séduit les analystes financiers, attirés par les perspectives de croissance à trois chiffres de ces entreprises qui vendent sur Internet à grande échelle, et a été suivie d'une envolée du cours du titre. - (Bloomberg.)

« Nord Eclair » publie une nouvelle formule en grand format

LILLE

Sur la défensive depuis des décennies, face au géant *La Voix du Nord*, le quotidien *Nord Eclair* vient de lancer, dimanche 22 novembre, une nouvelle formule. Le journal travaillait depuis des mois à son élaboration, qui doit constituer une cure de jeunesse et assurer sa relance. « Il fallait un choix assez fort de rupture », explique André Farine, directeur adjoint et directeur de la rédaction de *Nord-Eclair*, le petit format était le plus radical, mais nous avions travaillé deux maquettes en parallèle. L'idée du grand format n'avait pas été écartée d'emblée.

L'abandon, en pleine campagne publicitaire de lancement, de la formule tabloïd, refusée au dernier moment par Yves de Chalmers, PDG de la Socpresse (groupe Hérault), qui possède le journal, n'a constitué qu'une péripétie, selon M. Farine. Cet arrêt, qui intervenait immédiatement après l'annonce de l'entrée du groupe belge Rossel dans le capital de *La Voix du Nord*, avait jeté le trouble au quotidien de Roubaix, en proie depuis plusieurs années à une grave

crise financière (*Le Monde* des 2 et 23 octobre). La disparition des bassins houillers et la crise du textile ont miné ses positions. Aujourd'hui, après avoir absorbé *Nord-Matin*, *Nord Eclair*, avec une diffusion de près de 100 000 exemplaires - y compris les éditions belges -, ne peut revendiquer un jeu presque égal avec *La Voix du Nord* que sur la partie franco-belge de l'agglomération lilloise. Mais le quotidien de Roubaix ne peut envisager un redéploiement qu'en attaquant les positions immédiates de son concurrent sur la métropole régionale, et non en se repliant sur ses zones paupérisées.

NETTOYAGE DE PRINTEMPS

« Nous voulions une rénovation technique ambitieuse », poursuit André Farine. Il s'agissait, par une nouvelle chaîne de fabrication, d'intégrer au quotidien les progrès faits par la presse magazine, d'accomplir un vrai travail de modernité autour de l'image et de faire des choix plus forts, dans le cadre de nos moyens techniques et financiers. Nous avons aussi dégagé une idée centrale, un journal vraiment dirigé vers les gens qui le lisent et

non pas vers nos partenaires institutionnels. Nous nous sommes aperçus que c'était le cas de 80 % de nos « papiers » : nous nous étions laissés entraîner par le vertige de la nomenclature. Il fallait un grand nettoyage de printemps. Le nouveau *Nord Eclair* est très différent : plus forte utilisation de la couleur, montages photo et iconographie beaucoup plus dynamique. « Finis les rangs d'oiseaux », promet André Farine. Les choix de mise en page ne sont pas sans rappeler ceux du *Parisien* ou de *L'Equipe* et rompent avec une maquette serrée et confuse. Le changement le plus important se trouve dans le contenu : une rupture affichée avec l'institutionnel des petites locales, un plus large appel aux papiers courts et aux articles magazines.

Les nouveaux présentoirs en carton n'ont pas été mis partout en place, notamment dans les dépôts où « *La Voix* » est majoritaire. Mais elle se voyait bien quand même, la fausse Une en rouge annonçant la nouvelle formule de ce quotidien qui refuse de se recroqueviller pour se laisser mourir.

Pierre Cherruau

Nouveauté

De la simple relance... à la saisie :

DOSSIERS PRATIQUES FRANCIS LEBEVRE

Recouvrement des impayés

Recouvrement amiable, actions judiciaires, voies d'exécution

toutes les mesures à prendre pour vous faire payer !

EDITIONS FRANCIS LEBEVRE

01 41 05 22 00

550 pages. Octobre 1998. 397 F.

Le Monde

LA TÉLÉVISION EN FRANCE

Le Monde des idées

LCI

Le samedi à 12 h 10 et à 17 h 10

Le dimanche à 12 h 10 et à 16 h 10

Le Grand Jury

RTL-LCI

Le dimanche à 18 h 30

De l'actualité à l'Histoire

HISTOIRE

Le dimanche à 20 h 45

Jeudi à 13 heures et 23 heures

Vendredi à 11 heures et 19 heures

Samedi à 10 heures et 18 h 30

Le Grand Débat

FRANCIS-CULTURE

18 h 30 à 20 h 30 tous les dimanches

A la « une » du Monde

RFI

De lundi au vendredi

à 12 h 45 (chaîne de Paris)

La « une » du Monde

BFM

De lundi au vendredi

à 13 h 05, 15 h 03, 17 h 40

Le samedi

à 13 h 07, 15 h 04, 17 h 35

L'Expansion

IEC

Le classement annuel des entreprises françaises Edition 1998

ET AUSSI :

17 AOÛT - 5 NOVEMBRE

L'histoire secrète de la crise financière

EN VENTE ACTUELLEMENT

BOUYGUES TELECOM

UNE NOUVELLE FOS BOUYGUES TELECOM

DÉSORMAIS, C'EST LA NOUVELLE QUEL

(SAUF FORFÊTE PREMIER ET NOMA)

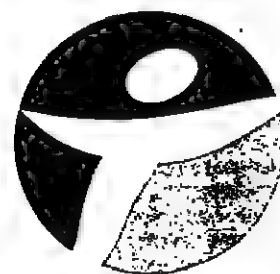
12/11/98

@llo.

BOUYGUES TELECOM CRÉE LA MESSAGERIE INTERNET POUR TOUS.

UNE NOUVELLE FOIS BOUYGUES TELECOM EST À LA POINTE DE L'INNOVATION ET PROPOSE À TOUS SES CLIENTS UNE MESSAGERIE INTERNET SUR LEUR MOBILE. DÉSORMAIS, SUR N'IMPORTE QUEL TÉLÉPHONE BOUYGUES TELECOM, ON PEUT ENVOYER ET RECEVOIR DES E-MAILS SUR INTERNET AVEC LE SERVICE EXPRESSM@IL (SAUF FORAITS PREMIER ET NOMAD). POUR PLUS D'INFORMATIONS ET CONDITIONS DE CETTE OFFRE : WWW.BOUYGUESTELECOM.FR OU N° AZUR 0 801 630 100.

Bouygues Telecom
LE SON DIGITAL^{HR}



AGENDA

MARDI 24 NOVEMBRE

- ALLEMAGNE : indice provisoire des prix à la consommation (novembre).
- ÉTATS-UNIS : croissance du PIB (3^e trimestre) ; commandes de biens durables (octobre) ; indice de confiance des consommateurs (novembre).
- GRANDE-BRETAGNE : discours de la reine sur le programme législatif de 1999.
- JAPON : résultats semestriels des assureurs-vie.
- EMI : résultats semestriels.

MERCREDI 25 NOVEMBRE

- FRANCE : enquête de l'investissement dans l'industrie ; prix à la consommation (octobre).
- GRANDE-BRETAGNE : commerce extérieur (septembre).
- OPEP : conférence ministérielle des pays producteurs de pétrole à Vienne (jusqu'au 28).
- GRANADA : résultats annuels.

JEUDI 26 NOVEMBRE

- FRANCE : croissance du PIB (3^e trimestre) ; enquête de conjoncture dans l'industrie ; consommation des ménages (octobre) ; 20^e Sommet franco-africain.
- ÉTATS-UNIS : fermeture des marchés financiers, en raison de Thanksgiving.
- SNCF : en fin de soirée, début d'une grève nationale, prévue jusqu'au 28 au matin.

VENDREDI 27 NOVEMBRE

- JAPON : production industrielle, prix à la consommation et chômage (octobre).
- FRANCE : chômage (octobre).

SAMEDI 28 NOVEMBRE

- FRANCE : fixation du prix de vente des actions France Télécom.

AFFAIRES

INDUSTRIE

● RHÔNE-POULENC : la fusion entre l'allemand Hoechst et Rhône-Poulenc pourrait être annoncée avant le 1^{er} décembre. Les négociations porteront sur le nom du nouveau groupe, son siège et sur la répartition des postes de direction. Pour des raisons d'égalité dans la future entité, le français pourrait rucher à sa filiale Rhodia certains sites de production comme celui de l'aspirine à Saint-Fons (Rhône), et un atelier à Pont-de-Clais (Isère).

● TYCO : le groupe américain de systèmes de sécurité est sur le point de s'offrir à la vente. Le fonds de 9,8 milliards de dollars (54 milliards de francs) présentée par AlliedSignal, pour racheter AMD numéro un mondial des connecteurs électriques, selon l'agence Bloomberg, lundi.

● RÉMY COINTREAU : le groupe de vins et spiritueux aurait chargé la banque américaine Bankers Trust de trouver un acquéreur pour sa marque de champagne Krug, l'une des plus prestigieuses, affirmait *Le Figaro* du 21 novembre. Rémy-Cointreau avait cédé en septembre le Champagne de Venoge à Moët et Chandon (LVMH).

SERVICES

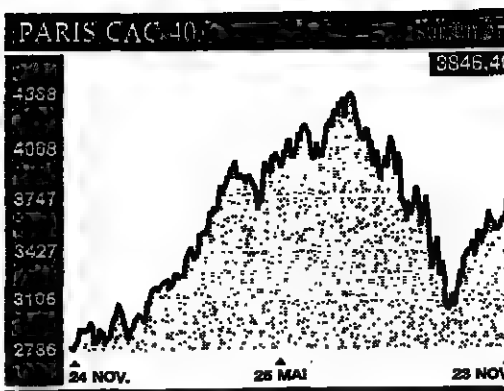
● AMERICA ONLINE (AOI) : le numéro un américain des services en ligne veut s'associer avec Netscape (lire p. 18).

● LONDON ELECTRICITY : EDF a déposé une offre inconditionnelle de plus de 2 milliards de livres (19 milliards de francs) pour la reprise de London Electricity, a affirmé le *Financial Times* du 23 novembre. Les producteurs d'électricité britanniques demandent des contreparties de réciprocité pour aller sur le marché français si EDF emporte l'affaire.

FINANCE

● DEUTSCHE BANK : la banque allemande devrait racheter la banque américaine Bankers Trust pour plus de 9 milliards de dollars (lire p. 19).

★ Cotation, graphiques et indices en temps réel sur le site Web du « Monde » : www.lemonde.fr/bourse



Principaux écarts au règlement mensuel

Hausse	Cours 20/11	Var. %	Cours 19/11	Var. %
NORD-EST	123,90	+10,14	112,30	+10,14
SOCIÉTÉ GÉN.	123,90	+10,14	112,30	+10,14
CASTORAMA DUB.	123,90	+10,14	112,30	+10,14
THOMSON-CSF	123,90	+10,14	112,30	+10,14
SAUP	123,90	+10,14	112,30	+10,14
NATOS	123,90	+10,14	112,30	+10,14
SGE	123,90	+10,14	112,30	+10,14
RHÔNE-POULENC	123,90	+10,14	112,30	+10,14
TECHNIP	123,90	+10,14	112,30	+10,14
CASCEVIC	123,90	+10,14	112,30	+10,14

LES PLACES BORSIÈRES

PARIS

POUR LA QUATRIÈME séance consécutive, la Bourse de Paris était en hausse à la mi-séance. Vers 12 heures, l'indice CAC 40 progressait de 1,36 % à 3 855,56 points. L'action BHF, réservée à la hausse en début de séance, montrait de 10 %. Les valeurs bancaires continuaient d'être très bien orientées après la publication d'informations selon lesquelles la Deutsche Bank va acquiescer l'américain Bankers Trust. L'action Société générale grimpait de 5,5 %. Les titres BNP du CCF et de Paris-Banque gagnaient respectivement 4,4 %, 3,6 % et 3,4 %. Les rumeurs de fusions donnaient du tonus au marché malgré la révision à la baisse des prévisions de résultats des sociétés pour 1999 établies par Associés en Finance. Le titre Canal+ reculait de 3,6 %. Une plateforme de télévision numérique par satellite, concurrente de celle de Canal+, est sur le point d'être lancée en Italie.

FRANCFORT

L'INDICE DAX de la Bourse de Francfort a ouvert en hausse de 0,6 %, à 4 941,5 points et poursuivait sa progression en début de matinée, lundi 23 novembre. Les rumeurs de rachat de l'établissement américain Bankers Trust faisaient progresser le titre Deutsche Bank de 2,3 % et profitait à l'ensemble des valeurs bancaires, notamment Dresdner Bank (+2,1 %) et HypoVereinsbank (+1,5 %).

LONDRES

L'INDICE FT100 de la Bourse de Londres a terminé la semaine passée sur une note très optimiste, gagnant 1,98 %, vendredi 20 novembre, à 5 717,5 points. La révision à la baisse de l'estimation de croissance du PIB britannique au troisième trimestre, à 0,4 % contre 0,5 % initialement prévu, a conforté les opérateurs dans l'espoir d'une prochaine baisse des taux de la Banque d'Angleterre.

Indices boursiers

Europe 12h30

Cours 23/11	Var. %	Cours 22/11	Var. %
PARIS CAC 40	+1,36	3 855,56	
SBF 120	+0,87	2 485,25	
SBF 250	+0,47	2 426,44	
SECOND MAR.	+0,10	8,88	
MIACAC	+0,07	3,59	
LONDRES FT100	+1,98	5 717,5	
AMSTERDAM AEX	+1,20	1 220,48	
BRUXELLES BEL	+1,29	35,10	
FRANCFORT DAX	+1,71	4 941,5	
MADRID IBEX35	+1,18	51,54	
MILAN MIB100	+1,08	20,15	
SUÏSSE SMI	+1,00	15,51	
STOCKHOLM	+1,72	1,72	
EURO STOXX 320	+1,61	1,61	
STOCKHOLM	+1,78	1,78	
EURO STOXX 50	+1,63	1,63	

NEW YORK

Cours 23/11	Var. %	Cours 22/11	Var. %
NEW YORK DJ	+0,94	15,39	
SP 500	+0,70	19,60	
NASDAQ	+0,20	22,49	
BUENOS-AIRES M.	+3,10	27,47	
JOHANNESBURG	+0,61	11,18	
MEXICO BOLSA	+1,63	36,39	
SANTIAGO IPSA	+0,86	26,19	
SÃO PAULO BOV	+2,25	16,59	
TORONTO FSE 100	+0,79	3,11	

ASIE 10h15

Cours 23/11	Var. %	Cours 22/11	Var. %
BANGKOK SET	+4,58	5,58	
HONGKONG H.	+0,73	4,58	
SÉOUL	+3,34	25,53	
SINGAPOUR ST.	+2,28	10,50	
SYDNEY ALL O.	+0,86	3,33	
TOKYO NIKKEI	+2,98	3,14	

LONDRES FT100

Cours 23/11	Var. %	Cours 22/11	Var. %
FT100	+1,98	5 717,5	
FTSE 100	+1,98	5 717,5	
FTSE 250	+1,98	5 717,5	
FTSE 100	+1,98	5 717,5	
FTSE 250	+1,98	5 717,5	
FTSE 100	+1,98	5 717,5	
FTSE 250	+1,98	5 717,5	
FTSE 100	+1,98	5 717,5	
FTSE 250	+1,98	5 717,5	

TOKYO

Cours 23/11	Var. %	Cours 22/11	Var. %
Nikkei	+2,98	3,14	
Nikkei	+2,98	3,14	
Nikkei	+2,98	3,14	
Nikkei	+2,98	3,14	
Nikkei	+2,98	3,14	
Nikkei	+2,98	3,14	
Nikkei	+2,98	3,14	
Nikkei	+2,98	3,14	
Nikkei	+2,98	3,14	

HONGKONG

Cours 23/11	Var. %	Cours 22/11	Var. %
Hang Seng	+2,5	2,5	
Hang Seng	+2,5	2,5	
Hang Seng	+2,5	2,5	
Hang Seng	+2,5	2,5	
Hang Seng	+2,5	2,5	
Hang Seng	+2,5	2,5	
Hang Seng	+2,5	2,5	
Hang Seng	+2,5	2,5	
Hang Seng	+2,5	2,5	

NEW YORK

Cours 23/11	Var. %	Cours 22/11	Var. %
Dow Jones	+0,94	15,39	
Dow Jones	+0,94	15,39	
Dow Jones	+0,94	15,39	
Dow Jones	+0,94	15,39	
Dow Jones	+0,94	15,39	
Dow Jones	+0,94	15,39	
Dow Jones	+0,94	15,39	
Dow Jones	+0,94	15,39	
Dow Jones	+0,94	15,39	

Matières premières

Cours 23/11	Var. %	Cours 22/11	Var. %
MÉTALUX (LONDRES)	+1,20	1,20	
CUVIER 3 MOIS	+0,34	0,34	
ALUMINUM 3 MOIS	+1,50	1,50	
PLOMBE 3 MOIS	+0,04	0,04	
ETAIN 3 MOIS	+2,24	2,24	
ZINC 3 MOIS	+0,54	0,54	
NICKEL 3 MOIS	+0,54	0,54	
MÉTALUX (NEW YORK)	+0,87	0,87	
PLATINE A TERME	+0,87	0,87	
CHROMIUM CHIMÉRIE	+1,63	1,63	
BLÉ (CHICAGO)	+0,34	0,34	
SOJA CHICAGO	+0,34	0,34	
SOJA CHICAGO (CNC)	+0,34	0,34	
SOFTS	+0,34	0,34	
CACAO (NEW YORK)	+0,34	0,34	
CAFÉ (LONDRES)	+0,34	0,34	
SUCRE BRAS (PARIS)	+0,34	0,34	

Pétrole

Cours 23/11	Var. %	Cours 22/11	Var. %
BRENT (LONDRES)	+0,10	0,10	
WTI (NEW YORK)	+0,10	0,10	
LIGHT SWEET CRUDE	+0,10	0,10	

Or

Cours 23/11	Var. %	Cours 22/11	Var. %
OR FIN NLD BARRE	+0,19	0,19	
OR FIN LINGOT	+0,19	0,19	
ONCE D'OR LONDRES	+0,19	0,19	
PIÈCE FRANCE 20 F.	+1,27	1,27	
PIÈCE SUISSE 20 F.	+1,27	1,27	
PIÈCE UNION LAT. 20 F.	+1,27	1,27	
PIÈCE 10 DOLLARS US.	+2,83	2,83	
PIÈCE 10 DOLLARS US.	+2,83	2,83	
PIÈCE 50 PÉSOES MEX.	+1,26	1,26	

TAUX

Cours 23/11	Var. %	Cours 22/11	Var. %
FRANCE : le marché obligataire a ouvert en hausse, lundi 23 novembre. Après quelques minutes de transactions, le contrat notional du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat, gagnait 11 centimes, à 110,11 points. Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) français à dix ans s'inscrivait à 4,19 %. Le président de la Bundesbank, Hans Tietmeyer, avait jugé, samedi, que la convergence des taux d'intérêt à court terme dans la zone euro allait dans la bonne direction. « La convergence des taux est d'une grande importance pour les semaines à venir », avait-il ajouté.			
M. Tietmeyer n'avait, en revanche, pas voulu se prononcer sur une éventuelle baisse de taux en Allemagne. « Tout ce que je peux vous dire, c'est que la masse monétaire allemande M3 évolue complètement en ligne avec notre objectif », s'était-il contenté d'expliquer.			

Marché des changes

Cours 23/11	Var. %	Cours 22/11	Var. %
ALLEMAGNE (100)	+0,25	0,25	
FRANCE (100)	+0,25	0,25	
ITALIE (100)	+0,25	0,25	
ESPAGNE (100)	+0,25	0,25	
PORTUGAL (100)	+0,25	0,25	
SUÏSSE (100)	+0,25	0,25	
EURO (100)	+0,25	0,25	
YEN (100)	+0,25	0,25	
YEN (100)	+0,25	0,25	
YEN (100)	+0,25	0,25	

Matif

Cours 23/11	Var. %	Cours 22/11	Var. %
FRANCE	+0,25	0,25	
FRANCE	+0,25	0,25	
FRANCE	+0,25	0,25	
FRANCE	+0,25	0,25	
FRANCE	+0,25	0,25	
FRANCE	+0,25	0,25	
FRANCE	+0,25	0,25	
FRANCE	+0,25	0,25	
FRANCE	+0,25	0,25	

ÉCONOMIE

Les ministres socialistes de l'UE prônent une « nouvelle voie européenne »

LES MINISTRES socialistes des finances de l'Union européenne ont adopté, dimanche 22 novembre, un document mettant en priorité l'accent sur la croissance et l'emploi, lors d'un dîner informel à Bruxelles. Ce document, intitulé « La nouvelle voie européenne. Réformes économiques dans le cadre de l'Union économique et monétaire », insiste en particulier sur la nécessité de mener une politique monétaire dans la zone euro, qui allie l'objectif de stabilité des prix à celui de croissance et de lutte commune contre le fléau du chômage.

■ ROYAUME-UNI : plus de cent chefs de grandes et moyennes entreprises britanniques ont signé, lundi 23 novembre, dans le quotidien financier *Financial Times* un communiqué appelant le gouvernement de Tony Blair à rejoindre la monnaie unique européenne peu après sa mise en place. Au cours de la période 1999-2003, la Grande-Bretagne devrait cesser de devenir le pays attirant le plus d'investissements directs étrangers au monde mais restera le second derrière les Pays-Bas, selon les prévisions de The Economist Intelligence Unit (EIU) citées lundi par le quotidien *The Independent*.

■ L'estimation officielle de la croissance britannique a été révisée à la baisse, fournissant une nouvelle indication de l'essoufflement de l'économie alors que le gouvernement travailliste continue d'afficher son optimisme et pense éviter une récession. La croissance du produit intérieur brut (PIB) au troisième trimestre est désormais estimée à 0,4 % par l'Office des statistiques nationales (ONS), contre 0,5 % précédemment.

■ CHINE : les projets d'investissements étrangers en Chine ont reculé de 2,7 % de janvier à octobre par rapport à la même période de l'an dernier du fait de la crise asiatique, a indiqué, lundi, un haut responsable chinois.

■ ITALIE : la Chambre des députés italiens a adopté, samedi, par 294 voix contre 172 le projet de budget 1999. Les amendements adoptés par les députés ont permis une amélioration du solde net du budget de 700 milliards de lire (2,56 milliards de francs) en 1999. La réduction du déficit public, fixée initialement à 14 700 milliards de lire (49,96 milliards de francs), devrait donc être de 15 400 milliards (52 milliards de francs). L'amélioration du solde budgétaire a été fixée à 800 milliards de lire pour 2000 et 200 milliards pour 2001.

■ EURO : l'espagnol Eugenio Domingo Solans, membre du directoire de la Banque centrale européenne (BCE), a déclaré, samedi, que l'indépendance des banques centrales répondait à une volonté de la société européenne.

■ FRANCE : la ministre de l'Emploi et de la solidarité, Martine Aubry, a estimé, samedi, que « la loi doit être modifiée » pour freiner le recours abusif au travail précaire, à l'occasion de la convention nationale du PS sur l'entreprise.

■ Lionel Jospin a défendu, dimanche, sa conception d'une « gestion offensive du patrimoine collectif » que constituent les entreprises publiques, en expliquant que les privatisations partielles opérées « étaient toujours les conséquences de choix de stratégie industrielle ».

■ MAURICE : le gouverneur de la banque centrale de l'île Maurice, Daneshwar Marayee, ainsi que son directeur général, Bud Guldur, ont démissionné, à la suite de la controverse autour des nouveaux billets de banque mauriciens, selon un communiqué de la primature de samedi.

■ BRÉSIL : le ministre brésilien des finances, Pedro Malan, a assuré que le Brésil connaîtrait en 1999 un recul de son produit intérieur brut (PIB) inférieur à 1 %.

RÈGLEMENT MENSUEL

LUNDI 23 NOVEMBRE

Taux de report : 3,25 %

Cours relevés à 12 h 30

VALEURS FRANÇAISES

Code	Cours	Var. %
ALCANTARA	123,90	+10,14
ALCANTARA	123,90	+10,14
ALCANTARA	123,90	+10,14
ALCANTARA	123,90	+10,14
ALCANTARA	123,90	+10,14
ALCANTARA	123,90	+10,14
ALCANTARA	123,90	+10,14
ALCANTARA	123,90	+10,14
ALCANTARA	123,90	+10,14
ALCANTARA	123,90	+10,14

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12 h 30

LUNDI 23 NOVEMBRE

OBLIGATIONS

Code	Cours	Var. %
ALCANTARA	123,90	+10,14
ALCANTARA	123,90	+10,14
ALCANTARA	123,90	+10,14
ALCANTARA	123,90	+10,14
ALCANTARA	123,90	+10,14
ALCANTARA	123,90	+10,14
ALCANTARA	123,90	+10,14
ALCANTARA	123,90	+10,14
ALCANTARA	123,90	+10,14
ALCANTARA	123,90	+10,14

SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12 h 30

LUNDI 23 NOVEMBRE

VALEURS

VALORES		
Indicador		
APR		
Agosto		
Alquiler Salario		
Alquiler		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos		
Alquiler Pisos</		

SPORTS Le XV de France s'est incliné (21-32) sur sa pelouse du Stade de France, samedi 21 novembre, face aux Wallabies australiens. ● À UN AN DE LA COUPE DU MONDE, les Français ont montré qu'ils pouvaient rivaliser

concedée par l'équipe de France devant une formation de l'hémisphère Sud depuis 1995. ● À UN AN DE LA COUPE DU MONDE, les Français ont montré qu'ils pouvaient rivaliser

physiquement et techniquement avec les rivaux « sudistes », maîtres actuels du jeu. Mais une défaillance mentale et un manque de discipline ont entaché leur performance.

● LES AUSTRALIENS l'ont emporté en marquant trois essais — David Wilson (6'), Thomas Bowman (13'), Toutai Kefu (40') — tandis que les Tricolores en inscrivaient deux

— Thomas Lombard (24'), Philippe Carbonneau (36'). ● L'AFRIQUE DU SUD s'est difficilement imposée face à l'Ecosse (35-10), dimanche 22 novembre, à Murrayfield.

Face à l'Australie, le XV de France perd la bataille de la discipline

La défaite de l'équipe de France de rugby (32-21) face aux Wallabies australiens est la huitième d'affilée enregistrée devant une formation de l'hémisphère Sud depuis 1995. Malgré le bon comportement des joueurs français, cette série noire inquiète à un an de la Coupe du monde

ILS VOULAIENT oublier et se rassurer. Un an après la sévère punition infligée par l'Afrique du Sud et un an avant le coup d'envoi de la prochaine Coupe du monde de rugby, les joueurs du XV de France voulaient « savoir ». Savoir où ils se situaient dans le concert des nations du rugby de l'an 2000 ; savoir s'ils pouvaient encore espérer rivaliser avec l'un des trois grands monstres du rugby de l'hémisphère Sud ; savoir s'ils pouvaient raisonnablement viser au-delà d'une demi-finale de Coupe du monde et continuer à rêver, eux, les Bleus de l'ovale, au bonheur d'un sacre dans le nouveau Millennium Stadium de Cardiff, le 6 novembre 1999.

La France n'avait pas accueilli l'Australie depuis 1993. Elle ne l'avait pas battue depuis cette date. A travers ce test, samedi 21 novembre, l'équipe de France ne souhaitait pas tant la victoire que quelques motifs d'encouragement. Les jeunes Bleus

Les Boks près du record

Une semaine après avoir peiné face au pays de Galles (28-20), la sélection d'Afrique du Sud a connu les mêmes difficultés pour battre l'Ecosse, samedi 21 novembre à Edimbourg. Au stade de Murrayfield (32 000 spectateurs seulement), les champions du monde ont dû attendre le dernier tiers de la partie pour faire la différence face à des Ecossais particulièrement accrocheurs. Cette victoire (35-10) est le 16^e succès d'affilée pour les Springboks, qui ne sont plus qu'à une victoire du record détenu depuis 1967 par la Nouvelle-Zélande : sous la gouverne de leur capitaine Brian Lochore, les All Blacks avaient remporté 17 rencontres à la suite. Les Sud-Africains ont l'occasion de faire mieux lors de leur tournée contre l'Irlande et l'Angleterre.

de Raphaël Ibanez tiendraient-ils le choc face à des Wallabies réputés surpuissants, survitaminés ? Ils voulaient se rassurer sur leurs capacités physiques, et ils ont gagné ce pari : à la fin du match, c'était bien les Australiens qui interrogeaient sans cesse l'arbitre du regard : « Encore combien de temps à jouer, sir ? »

Gonflés à bloc, remontés à en pleurer, les Tricolores ont remporté la bataille des corps. Encourageant. Sauf qu'en fin de rencontre ils ont perdu celle de l'esprit, et leur défaite (21-32) incite à renverser les termes de la question qui hantait les esprits avant le match : après cette huitième défaite consécutive face à l'une des trois puissances de l'hémisphère Sud, le problème n'est plus de savoir si la France peut espérer rivaliser avec ces ténors — la réponse est oui — mais bien de savoir si une expédition d'Australiens tranquilles et sans grand panache peut s'incliner devant une escouade de Français braves et déterminés, mais dénués de force mentale ?

78 000 SPECTATEURS

En cet après-midi d'automne glacial, le XV de France était donc venu s'allonger sur le divan australien pour en finir avec sa phase d'introspection et, qui sait ?, effectuer son redressement devant les 78 000 spectateurs du Stade de France. Mais cette équipe de France, ce jeune groupe dont on avait loué le nouvel état d'esprit, plus en phase avec les exigences du rugby moderne que celui affiché par ses devanciers, n'a fait, hélas, que réviser une leçon que le rugby français n'en finit plus de méditer : l'indiscipline individuelle et collective coûte cher.

« On passe vingt minutes dans leurs 22 mètres sans rien marquer. Ça fait mal de les voir passer quatre fois la ligne du milieu de terrain pour marquer quatre fois », raconte, inconsovable, le presque débutant Sylvain Marcomet. Et qu'arrive-t-il dans ces cas-là, lorsqu'on « on » bute sur plus fort et mieux organisé ? « On » se bute et « on » s'énervé ; « on » commet des fautes tout près de la ligne adverse et « on » fait de même devant ses propres poteaux, offrant au plein lent de John Eales quatre occasions de prendre le large.

Après, pendant une heure, le XV de France avait pourtant offert à ses hôtes du grand Sud une opposition mieux que réconfortante. Ses débuts hésitants — la peur ? — avaient certes réveillé de mauvais souvenirs. Les deux premiers essais australiens, inscrits dans le premier quart d'heure sur un mode déconcertant de facilité par le flanker David Wilson et par le deuxième-ligne Thomas Bowman, ont laissé pâlir sur



Isolé parmi les maillots australiens, le Français David Aucagne tente de freiner l'élan de Toutai Kefu, l'auteur du troisième essai de son équipe juste avant la mi-temps.

le Stade de France un parfum de déculottée déjà répandu par les Springboks, un an plus tôt, sur le vieux Parc des Princes. La défense française n'avait que de timides plaquages à opposer aux perforateurs australiens : elle prenait l'eau en son centre en deux temps de jeu, deux percussions et un renversement d'attaque.

Mais cette équipe de France, même renouée aux deux tiers depuis l'automne 1997, avait encore en bouche le goût tenace de la honte. En tête, il lui restait également une fureuse envie d'affirmer son droit d'inventaire. Au quart d'heure de jeu, Philippe Carbonneau l'a enfin fait savoir à Jason Little, colosse australien renvoyé dans son camp, et ballon à jouer pour la France, soudain ragailardie, décomplexée.

Ces joueurs sont un peu plus branchés que ceux que l'on a l'habitude de rencontrer, reconnaît David Aucagne, le demi d'ouverture français. Mais, à l'exception du centre Nathan Grey et du troisième-ligne Toutai Kefu, je ne les ai pas trouvés tellement supérieurs à nous sur le plan physique.

Philippe Bernat-Salles est passé une première fois, tout près de la ligne : trop près, en touche. « Il était où, le jeu ? », interroge régulièrement Pierre Villepreux pendant ses séances d'entraînement des lignes arrières. Contre l'Australie, il était manifestement sur le petit côté, là où Philippe Carbonneau et Arthur Gomes ont envoyé l'ailier parisien Thomas Lombard vers l'essai (24'), puis sur le côté opposé, à la suite

rait s'inspirer de ce qui se fait en judo ou en karaté pour travailler la concentration.

TROIS QUESTIONS À... BERNARD LAPASSET

1 Après leur défaite contre l'Australie, les joueurs et les entraîneurs du XV de France se sont plaints de leur manque d'expérience du très haut niveau. Ils regrettent que la France ne soit pas en mesure de multiplier les rencontres avec les trois pays de l'hémisphère Sud. En tant que président de la Fédération française de rugby, partagez-vous ces regrets ?

2 Comment se fait-il que le XV d'Angleterre, principal adversaire des Français à l'échelon européen, rencontre les équipes de l'hémisphère Sud à six reprises quand la France ne les rencontre qu'une fois en 1998 ?

3 Comment espérez-vous accroître la fréquence des rencontres de très haut niveau disputées par le XV de France ?

Les programmations des tournées sont organisées sur des périodes de dix ans. Il y a dix ans, l'équipe de France n'était pas jugée au niveau pour être alignée régulièrement face aux équipes de l'hémisphère Sud. Elle a été pénalisée à cause de la qualité de son jeu, mais aussi, et même surtout, à cause de son indiscipline. A cette époque, je crois que sept joueurs français avaient été expulsés en deux ans. Nous avons progressé, mais, face à l'Australie, nous avons connu de nouveaux manquements : Olivier Broutet et Fabien Pelous ont été avertis par l'arbitre.

Le calendrier international est ainsi fait qu'il n'aurait qu'une occasion de le vérifier avant la Coupe du monde, le 26 juin 1999, en Nouvelle-Zélande.

Le calendrier international est ainsi fait qu'il n'aurait qu'une occasion de le vérifier avant la Coupe du monde, le 26 juin 1999, en Nouvelle-Zélande.

Le calendrier international est ainsi fait qu'il n'aurait qu'une occasion de le vérifier avant la Coupe du monde, le 26 juin 1999, en Nouvelle-Zélande.

John « Nobody » Eales, capitaine parfait

JOHN EALES est un hôte exquis. Pendant son bref séjour en France, le capitaine australien n'a pas laissé passer la moindre occasion de manifester son irréprochable courtoisie. La France, le pays de l'idole de sa jeunesse, Jean-Pierre Rives. Un beau pays, qui lui a donné l'occasion de jouer sur « le plus beau terrain du monde, doté des meilleures installations et d'une pelouse parfaite » — « il faudrait aller au paradis pour trouver mieux », dit-il. Ou, à la rigueur, à Sydney (Australie), lorsque la construction du nouveau stade olympique sera achevée.

La France, terre d'automne si glaciale quand le soleil inonde les plages australiennes, et notamment Caloundra, le très accueillant camp de base des Wallabies ? « Les conditions de jeu que nous avons rencontrées à Paris sont plus agréables que celles que l'on rencontre parfois dans l'hémisphère Sud, lorsqu'il fait plus de 30 °C. »

La France, grand pays de rugby à l'aube du troisième millénaire ? « Cette équipe de France est aussi physique que celles des nations du Sud. Elle a offert une opposition tout à fait similaire à celle que nous rencontrons dans les Tri-Nations. Elle est capable de mettre la pression sur n'importe quelle équipe. Elle est au niveau de l'hémisphère Sud. »

Calendrier international chargé

RÉSULTATS
● Test-matches
— A Saint-Denis, Australie b. France 32-21.
— A Llanelli, pays de Galles b. Argentine 43-30.
— A Edimbourg, Afrique du Sud b. Ecosse 35-10.

● Coupe du monde, éliminatoires (zone Europe)
— Poule 1 : à Dublin, Irlande bat Roumanie 53-35.
— Poule 2 : à Huddersfield, Angleterre bat Italie 23-15.

Grâce à ces deux victoires, l'Irlande et l'Angleterre ont gagné leur billet pour la phase finale de la Coupe du monde, qui aura lieu d'automne 1999. L'Irlande sera dans la poule E

Calendrier international chargé

RÉSULTATS
● Test-matches
— A Saint-Denis, Australie b. France 32-21.
— A Llanelli, pays de Galles b. Argentine 43-30.
— A Edimbourg, Afrique du Sud b. Ecosse 35-10.

● Coupe du monde, éliminatoires (zone Europe)
— Poule 1 : à Dublin, Irlande bat Roumanie 53-35.
— Poule 2 : à Huddersfield, Angleterre bat Italie 23-15.

Grâce à ces deux victoires, l'Irlande et l'Angleterre ont gagné leur billet pour la phase finale de la Coupe du monde, qui aura lieu d'automne 1999. L'Irlande sera dans la poule E

Un point de repère

VOILÀ un an que tout le rugby français attendait ce match avec impatience. Après la déconvenue de novembre 1997 face aux Sud-Africains (52-10), l'équipe de France a retrouvé de l'enthousiasme, en témoignent le merveilleux grand chelem de 1998. L'occasion de se mesurer aux Australiens à un an de la Coupe du monde représentait donc une véritable possibilité d'évaluation.

La performance des avants tricolores laisse beaucoup de regrets.

Calendrier international chargé

RÉSULTATS
● Test-matches
— A Saint-Denis, Australie b. France 32-21.
— A Llanelli, pays de Galles b. Argentine 43-30.
— A Edimbourg, Afrique du Sud b. Ecosse 35-10.

● Coupe du monde, éliminatoires (zone Europe)
— Poule 1 : à Dublin, Irlande bat Roumanie 53-35.
— Poule 2 : à Huddersfield, Angleterre bat Italie 23-15.

Calendrier international chargé

RÉSULTATS
● Test-matches
— A Saint-Denis, Australie b. France 32-21.
— A Llanelli, pays de Galles b. Argentine 43-30.
— A Edimbourg, Afrique du Sud b. Ecosse 35-10.

● Coupe du monde, éliminatoires (zone Europe)
— Poule 1 : à Dublin, Irlande bat Roumanie 53-35.
— Poule 2 : à Huddersfield, Angleterre bat Italie 23-15.

Calendrier international chargé

RÉSULTATS
● Test-matches
— A Saint-Denis, Australie b. France 32-21.
— A Llanelli, pays de Galles b. Argentine 43-30.
— A Edimbourg, Afrique du Sud b. Ecosse 35-10.

● Coupe du monde, éliminatoires (zone Europe)
— Poule 1 : à Dublin, Irlande bat Roumanie 53-35.
— Poule 2 : à Huddersfield, Angleterre bat Italie 23-15.

Grâce à ces deux victoires, l'Irlande et l'Angleterre ont gagné leur billet pour la phase finale de la Coupe du monde, qui aura lieu d'automne 1999. L'Irlande sera dans la poule E

« La faune qui... »

L'AS Monaco reçoit, mardi 24 novembre

L'AS Monaco reçoit, mardi 24 novembre, l'équipe de Marseille en huitième de finale de la Coupe de l'UEFA. C'est la première fois que deux clubs français se rencontrent dans la phase des coupes.

Les dernières confrontations entre Monaco et Marseille ont eu lieu lors de la saison 1997-1998, en championnat. Les deux équipes s'étaient affrontées à deux reprises, à l'occasion de la Coupe de France et de la Coupe de l'UEFA. Les deux clubs ont connu une saison difficile, avec de nombreuses blessures et une performance médiocre en championnat.

La rencontre de mardi 24 novembre sera donc une véritable occasion pour les deux équipes de se mesurer en Coupe. Les supporters de Monaco et Marseille seront nombreux à assister à ce match, qui sera diffusé en direct sur la chaîne Canal+.

OM et ASM, de...

Le match de mardi 24 novembre entre l'AS Monaco et l'AS Marseille sera une véritable occasion pour les deux équipes de se mesurer en Coupe. Les supporters de Monaco et Marseille seront nombreux à assister à ce match, qui sera diffusé en direct sur la chaîne Canal+.

Martina Hingis a retr...

Le « tour » de la semaine est d'avoir vu la tennisseuse suisse Martina Hingis en action lors de la finale de la Coupe de l'UEFA. La jeune joueuse a été l'héroïne de la soirée, en remportant le match face à son adversaire français.

Le double fr...

Encore une semaine de tennis ! Cette fois-ci, c'est le tour de la Coupe de l'UEFA. Les deux équipes se sont affrontées en finale, et c'est l'équipe de France qui a remporté le trophée.

Jean Tigana, entraîneur de l'AS Monaco

« La faune qui entoure les jeunes joueurs est incroyable »

L'AS Monaco reçoit, mardi 24 novembre, l'Olympique de Marseille en huitièmes de finale aller de la Coupe de l'UEFA

L'AS Monaco reçoit, mardi 24 novembre, l'Olympique de Marseille en huitièmes de finale aller de la Coupe de l'UEFA. C'est la première fois que deux clubs français se rencontrent dans l'histoire des coupes

européennes. Ce choc entre deux des clubs les plus puissants du championnat intervient au plus mauvais moment pour le club de la Principauté. Les Monégasques traversent une zone de turbulences qui les a fait rétro-

grader à la cinquième place du classement avec déjà six défaites à leur passif. Si l'entraîneur de l'ASM, Jean Tigana, ne fuit pas ses responsabilités, il stigmatiserait l'entourage

joueurs. Toujours pour le compte des huitièmes de finale aller de la Coupe de l'UEFA, Bordeaux se rend chez le Grasshopper Zurich (Suisse) et Lyon accueille le FC Bruges (Belgique).

« Les dernières confrontations entre Monaco et Marseille ont été très musclées. Craignez-vous de nouveaux incidents à l'occasion de ce huitième de finale aller de Coupe de l'UEFA ?

— Sincèrement, non. Entre l'AS Monaco et le club marseillais, il existe un respect mutuel et, même si nos récentes confrontations ont été disputées, il n'y a jamais eu de réels débordements. Concernant le match du mardi 24 novembre, la présence d'un arbitre étranger est une excellente chose. En Coupe d'Europe, les arbitres sont plus sévères et les joueurs sont moins enclins à faire de mauvais gestes.

— Que pensez-vous du travail effectué à l'OM par Roland Courbis ?

— Nous avons la chance de disposer d'effectifs très riches que nous n'hésitons pas à faire tourner. Je n'ai, hélas, pas pu diriger mon groupe comme je l'aurais souhaité car, sur les vingt-sept joueurs qui sont à ma disposition, beaucoup ont été indisponibles. Des joueurs aussi importants que Thierry Henry, David Trezeguet, Martin Djedou ou Sylvain Legwinski ont été blessés.

— Depuis votre arrivée à la tête de l'AS Monaco, le club a toujours terminé le championnat dans les trois premiers. Pour quoi cette saison semble-t-elle plus délicate à gérer ?

— La saison passée, à la même époque, nous étions également mal placés en championnat, ce qui ne nous a pas empêchés de finir troi-

sièmes tout en atteignant les demi-finales de la Ligue des champions. Je dois prendre en compte les conséquences de la Coupe du monde sur le mental des joueurs. C'est délicat. Neuf de mes joueurs ont été sollicités par des clubs étrangers depuis le Mondial.

— Vous protégez vos joueurs ?

— J'ai un groupe très jeune et en regardant les transformations parfois rapides de ces jeunes gens, j'apprends beaucoup sur la nature humaine. En quelques semaines, un jeune joueur peut changer du tout au tout. La faune qui entoure les jeunes footballeurs est incroyable. Tous ces managers, ces agents qui rôdent, font parfois du mal à des garçons qui peuvent perdre de vue certaines réalités. Il est de mon devoir de les protéger.

— Comment vous y prenez-vous ?

— Je mets clairement en garde

mon joueur et parfois son manager. Souvent, lorsque l'un d'eux n'est pas titularisé, je reçois un coup de fil de son agent qui me demande des comptes. Cette situation est absurde. Mais comme ces messieurs touchent de l'argent sur les transferts de leurs protégés, ils veulent absolument les faire jouer pour que leur cote monte.

— Les jeunes joueurs doués ne sont pas à l'abri de gros ennemis ?

— Je connais des dizaines d'anciens professionnels, comme Bruno Bellone par exemple, qui sont dans des situations économiques épouvantables. Je ne veux pas que cela arrive à mes joueurs.

— Est-il facile de travailler dans ce club ?

— On ne gère pas l'équipe première de l'AS Monaco comme Marseille, Lyon ou Bordeaux. La pression n'existe pas ici, les supporters vous laissent tranquilles et je suis

obligé de travailler régulièrement mes joueurs. Dans le domaine de la gestion humaine, cette expérience monégasque m'apprend énormément.

— Après la récente défaite à domicile face à Bordeaux, vous avez fait votre autocritique. Cela ne vous ressemble pas...

— J'ai simplement constaté que mon équipe venait de subir sa sixième défaite en championnat, ce qui signifie clairement que je n'arrive pas à tirer le meilleur de l'effectif mis à ma disposition. Je suis donc responsable.

— L'AS Monaco peut-elle lutter à armes égales sur le plan économique avec les grands clubs européens ?

— Bien sûr que non. En deux ans, nous avons dû vendre presque une équipe entière. Pendant ce laps de temps, le président de l'OM, Robert Louis-Dreyfus, investissait 300 millions de francs dans son club.

L'AS Monaco est en quelque sorte condamné à devenir un club formateur, et nous y travaillons chaque jour. Notre centre de formation est réputé, à juste titre, et notre réseau de détection est très performant. Je prépare déjà l'AS Monaco de l'an 2000.

— Serez-vous encore monégasque dans deux ans ? Beaucoup vous prêtent un destin à la tête de l'équipe nationale...

— Lorsque je portais le maillot bleu, j'en éprouvais une très grande fierté. En tant qu'entraîneur de club, j'estime qu'il est de mon devoir d'aider au maximum le sélectionneur. Avant le Mondial, pour aider Aimé Jacquet, avec lequel j'ai passé dix ans de ma vie professionnelle (à Lyon puis à Bordeaux), j'ai habillé Liban Thuram à évoluer sur le côté droit. J'ai tout fait pour mettre en confiance Thierry Henry et David Trezeguet. Je considère que le triomphe du Mondial est aussi un peu le mien.

— Vous n'auriez pas aimé succéder à votre ami Jacquet ?

— Du président de la Fédération à celui de la Ligue nationale, tous les responsables étaient d'accord pour que je lui succède après le Mondial. Mais je suis un homme de parole et je m'étais déjà mis d'accord verbalement avec mon président pour continuer mon travail avec l'AS Monaco. Je ne fais pas de plan de carrière. Je suis là pour servir le football français, pas pour m'en servir.

— Aimé Jacquet vous a beaucoup appris ?

— Il a toujours existé entre nous une grande complicité. Et puis, j'ai assisté à la véritable trahison de certains de ses joueurs à Bordeaux, à sa mise à la porte brutale après huit années passées à la tête des Girondins. Ce sont des choses qu'on n'oublie pas.

— Aujourd'hui, êtes-vous fier de votre parcours ?

— Oui ! J'ai commencé le football très tard puisque, à vingt ans, je jouais encore à Cassis en promotion d'honneur. Je n'ai connu ma première sélection qu'à vingt-cinq ans. J'ai longtemps vécu dans une HLM de Marseille et aujourd'hui, je suis propriétaire de vingt-quatre hectares de vignes à Lissac, dans le Médoc, avec pour voisine la baronne Nadine de Rothschild. Franchement, je n'ai pas le droit de me plaindre.

— Oulà ! J'ai commencé le football très tard puisque, à vingt ans, je jouais encore à Cassis en promotion d'honneur. Je n'ai connu ma première sélection qu'à vingt-cinq ans. J'ai longtemps vécu dans une HLM de Marseille et aujourd'hui, je suis propriétaire de vingt-quatre hectares de vignes à Lissac, dans le Médoc, avec pour voisine la baronne Nadine de Rothschild. Franchement, je n'ai pas le droit de me plaindre.

— Oulà ! J'ai commencé le football très tard puisque, à vingt ans, je jouais encore à Cassis en promotion d'honneur. Je n'ai connu ma première sélection qu'à vingt-cinq ans. J'ai longtemps vécu dans une HLM de Marseille et aujourd'hui, je suis propriétaire de vingt-quatre hectares de vignes à Lissac, dans le Médoc, avec pour voisine la baronne Nadine de Rothschild. Franchement, je n'ai pas le droit de me plaindre.

— Oulà ! J'ai commencé le football très tard puisque, à vingt ans, je jouais encore à Cassis en promotion d'honneur. Je n'ai connu ma première sélection qu'à vingt-cinq ans. J'ai longtemps vécu dans une HLM de Marseille et aujourd'hui, je suis propriétaire de vingt-quatre hectares de vignes à Lissac, dans le Médoc, avec pour voisine la baronne Nadine de Rothschild. Franchement, je n'ai pas le droit de me plaindre.

— Oulà ! J'ai commencé le football très tard puisque, à vingt ans, je jouais encore à Cassis en promotion d'honneur. Je n'ai connu ma première sélection qu'à vingt-cinq ans. J'ai longtemps vécu dans une HLM de Marseille et aujourd'hui, je suis propriétaire de vingt-quatre hectares de vignes à Lissac, dans le Médoc, avec pour voisine la baronne Nadine de Rothschild. Franchement, je n'ai pas le droit de me plaindre.

— Oulà ! J'ai commencé le football très tard puisque, à vingt ans, je jouais encore à Cassis en promotion d'honneur. Je n'ai connu ma première sélection qu'à vingt-cinq ans. J'ai longtemps vécu dans une HLM de Marseille et aujourd'hui, je suis propriétaire de vingt-quatre hectares de vignes à Lissac, dans le Médoc, avec pour voisine la baronne Nadine de Rothschild. Franchement, je n'ai pas le droit de me plaindre.

— Oulà ! J'ai commencé le football très tard puisque, à vingt ans, je jouais encore à Cassis en promotion d'honneur. Je n'ai connu ma première sélection qu'à vingt-cinq ans. J'ai longtemps vécu dans une HLM de Marseille et aujourd'hui, je suis propriétaire de vingt-quatre hectares de vignes à Lissac, dans le Médoc, avec pour voisine la baronne Nadine de Rothschild. Franchement, je n'ai pas le droit de me plaindre.

— Oulà ! J'ai commencé le football très tard puisque, à vingt ans, je jouais encore à Cassis en promotion d'honneur. Je n'ai connu ma première sélection qu'à vingt-cinq ans. J'ai longtemps vécu dans une HLM de Marseille et aujourd'hui, je suis propriétaire de vingt-quatre hectares de vignes à Lissac, dans le Médoc, avec pour voisine la baronne Nadine de Rothschild. Franchement, je n'ai pas le droit de me plaindre.

— Oulà ! J'ai commencé le football très tard puisque, à vingt ans, je jouais encore à Cassis en promotion d'honneur. Je n'ai connu ma première sélection qu'à vingt-cinq ans. J'ai longtemps vécu dans une HLM de Marseille et aujourd'hui, je suis propriétaire de vingt-quatre hectares de vignes à Lissac, dans le Médoc, avec pour voisine la baronne Nadine de Rothschild. Franchement, je n'ai pas le droit de me plaindre.

— Oulà ! J'ai commencé le football très tard puisque, à vingt ans, je jouais encore à Cassis en promotion d'honneur. Je n'ai connu ma première sélection qu'à vingt-cinq ans. J'ai longtemps vécu dans une HLM de Marseille et aujourd'hui, je suis propriétaire de vingt-quatre hectares de vignes à Lissac, dans le Médoc, avec pour voisine la baronne Nadine de Rothschild. Franchement, je n'ai pas le droit de me plaindre.

— Oulà ! J'ai commencé le football très tard puisque, à vingt ans, je jouais encore à Cassis en promotion d'honneur. Je n'ai connu ma première sélection qu'à vingt-cinq ans. J'ai longtemps vécu dans une HLM de Marseille et aujourd'hui, je suis propriétaire de vingt-quatre hectares de vignes à Lissac, dans le Médoc, avec pour voisine la baronne Nadine de Rothschild. Franchement, je n'ai pas le droit de me plaindre.

— Oulà ! J'ai commencé le football très tard puisque, à vingt ans, je jouais encore à Cassis en promotion d'honneur. Je n'ai connu ma première sélection qu'à vingt-cinq ans. J'ai longtemps vécu dans une HLM de Marseille et aujourd'hui, je suis propriétaire de vingt-quatre hectares de vignes à Lissac, dans le Médoc, avec pour voisine la baronne Nadine de Rothschild. Franchement, je n'ai pas le droit de me plaindre.

— Oulà ! J'ai commencé le football très tard puisque, à vingt ans, je jouais encore à Cassis en promotion d'honneur. Je n'ai connu ma première sélection qu'à vingt-cinq ans. J'ai longtemps vécu dans une HLM de Marseille et aujourd'hui, je suis propriétaire de vingt-quatre hectares de vignes à Lissac, dans le Médoc, avec pour voisine la baronne Nadine de Rothschild. Franchement, je n'ai pas le droit de me plaindre.

— Oulà ! J'ai commencé le football très tard puisque, à vingt ans, je jouais encore à Cassis en promotion d'honneur. Je n'ai connu ma première sélection qu'à vingt-cinq ans. J'ai longtemps vécu dans une HLM de Marseille et aujourd'hui, je suis propriétaire de vingt-quatre hectares de vignes à Lissac, dans le Médoc, avec pour voisine la baronne Nadine de Rothschild. Franchement, je n'ai pas le droit de me plaindre.

— Oulà ! J'ai commencé le football très tard puisque, à vingt ans, je jouais encore à Cassis en promotion d'honneur. Je n'ai connu ma première sélection qu'à vingt-cinq ans. J'ai longtemps vécu dans une HLM de Marseille et aujourd'hui, je suis propriétaire de vingt-quatre hectares de vignes à Lissac, dans le Médoc, avec pour voisine la baronne Nadine de Rothschild. Franchement, je n'ai pas le droit de me plaindre.

— Oulà ! J'ai commencé le football très tard puisque, à vingt ans, je jouais encore à Cassis en promotion d'honneur. Je n'ai connu ma première sélection qu'à vingt-cinq ans. J'ai longtemps vécu dans une HLM de Marseille et aujourd'hui, je suis propriétaire de vingt-quatre hectares de vignes à Lissac, dans le Médoc, avec pour voisine la baronne Nadine de Rothschild. Franchement, je n'ai pas le droit de me plaindre.

— Oulà ! J'ai commencé le football très tard puisque, à vingt ans, je jouais encore à Cassis en promotion d'honneur. Je n'ai connu ma première sélection qu'à vingt-cinq ans. J'ai longtemps vécu dans une HLM de Marseille et aujourd'hui, je suis propriétaire de vingt-quatre hectares de vignes à Lissac, dans le Médoc, avec pour voisine la baronne Nadine de Rothschild. Franchement, je n'ai pas le droit de me plaindre.

— Oulà ! J'ai commencé le football très tard puisque, à vingt ans, je jouais encore à Cassis en promotion d'honneur. Je n'ai connu ma première sélection qu'à vingt-cinq ans. J'ai longtemps vécu dans une HLM de Marseille et aujourd'hui, je suis propriétaire de vingt-quatre hectares de vignes à Lissac, dans le Médoc, avec pour voisine la baronne Nadine de Rothschild. Franchement, je n'ai pas le droit de me plaindre.

— Oulà ! J'ai commencé le football très tard puisque, à vingt ans, je jouais encore à Cassis en promotion d'honneur. Je n'ai connu ma première sélection qu'à vingt-cinq ans. J'ai longtemps vécu dans une HLM de Marseille et aujourd'hui, je suis propriétaire de vingt-quatre hectares de vignes à Lissac, dans le Médoc, avec pour voisine la baronne Nadine de Rothschild. Franchement, je n'ai pas le droit de me plaindre.

— Oulà ! J'ai commencé le football très tard puisque, à vingt ans, je jouais encore à Cassis en promotion d'honneur. Je n'ai connu ma première sélection qu'à vingt-cinq ans. J'ai longtemps vécu dans une HLM de Marseille et aujourd'hui, je suis propriétaire de vingt-quatre hectares de vignes à Lissac, dans le Médoc, avec pour voisine la baronne Nadine de Rothschild. Franchement, je n'ai pas le droit de me plaindre.

— Oulà ! J'ai commencé le football très tard puisque, à vingt ans, je jouais encore à Cassis en promotion d'honneur. Je n'ai connu ma première sélection qu'à vingt-cinq ans. J'ai longtemps vécu dans une HLM de Marseille et aujourd'hui, je suis propriétaire de vingt-quatre hectares de vignes à Lissac, dans le Médoc, avec pour voisine la baronne Nadine de Rothschild. Franchement, je n'ai pas le droit de me plaindre.

— Oulà ! J'ai commencé le football très tard puisque, à vingt ans, je jouais encore à Cassis en promotion d'honneur. Je n'ai connu ma première sélection qu'à vingt-cinq ans. J'ai longtemps vécu dans une HLM de Marseille et aujourd'hui, je suis propriétaire de vingt-quatre hectares de vignes à Lissac, dans le Médoc, avec pour voisine la baronne Nadine de Rothschild. Franchement, je n'ai pas le droit de me plaindre.

— Oulà ! J'ai commencé le football très tard puisque, à vingt ans, je jouais encore à Cassis en promotion d'honneur. Je n'ai connu ma première sélection qu'à vingt-cinq ans. J'ai longtemps vécu dans une HLM de Marseille et aujourd'hui, je suis propriétaire de vingt-quatre hectares de vignes à Lissac, dans le Médoc, avec pour voisine la baronne Nadine de Rothschild. Franchement, je n'ai pas le droit de me plaindre.

— Oulà ! J'ai commencé le football très tard puisque, à vingt ans, je jouais encore à Cassis en promotion d'honneur. Je n'ai connu ma première sélection qu'à vingt-cinq ans. J'ai longtemps vécu dans une HLM de Marseille et aujourd'hui, je suis propriétaire de vingt-quatre hectares de vignes à Lissac, dans le Médoc, avec pour voisine la baronne Nadine de Rothschild. Franchement, je n'ai pas le droit de me plaindre.

— Oulà ! J'ai commencé le football très tard puisque, à vingt ans, je jouais encore à Cassis en promotion d'honneur. Je n'ai connu ma première sélection qu'à vingt-cinq ans. J'ai longtemps vécu dans une HLM de Marseille et aujourd'hui, je suis propriétaire de vingt-quatre hectares de vignes à Lissac, dans le Médoc, avec pour voisine la baronne Nadine de Rothschild. Franchement, je n'ai pas le droit de me plaindre.

— Oulà ! J'ai commencé le football très tard puisque, à vingt ans, je jouais encore à Cassis en promotion d'honneur. Je n'ai connu ma première sélection qu'à vingt-cinq ans. J'ai longtemps vécu dans une HLM de Marseille et aujourd'hui, je suis propriétaire de vingt-quatre hectares de vignes à Lissac, dans le Médoc, avec pour voisine la baronne Nadine de Rothschild. Franchement, je n'ai pas le droit de me plaindre.

— Oulà ! J'ai commencé le football très tard puisque, à vingt ans, je jouais encore à Cassis en promotion d'honneur. Je n'ai connu ma première sélection qu'à vingt-cinq ans. J'ai longtemps vécu dans une HLM de Marseille et aujourd'hui, je suis propriétaire de vingt-quatre hectares de vignes à Lissac, dans le Médoc, avec pour voisine la baronne Nadine de Rothschild. Franchement, je n'ai pas le droit de me plaindre.

— Oulà ! J'ai commencé le football très tard puisque, à vingt ans, je jouais encore à Cassis en promotion d'honneur. Je n'ai connu ma première sélection qu'à vingt-cinq ans. J'ai longtemps vécu dans une HLM de Marseille et aujourd'hui, je suis propriétaire de vingt-quatre hectares de vignes à Lissac, dans le Médoc, avec pour voisine la baronne Nadine de Rothschild. Franchement, je n'ai pas le droit de me plaindre.

— Oulà ! J'ai commencé le football très tard puisque, à vingt ans, je jouais encore à Cassis en promotion d'honneur. Je n'ai connu ma première sélection qu'à vingt-cinq ans. J'ai longtemps vécu dans une HLM de Marseille et aujourd'hui, je suis propriétaire de vingt-quatre hectares de vignes à Lissac, dans le Médoc, avec pour voisine la baronne Nadine de Rothschild. Franchement, je n'ai pas le droit de me plaindre.

— Oulà ! J'ai commencé le football très tard puisque, à vingt ans, je jouais encore à Cassis en promotion d'honneur. Je n'ai connu ma première sélection qu'à vingt-cinq ans. J'ai longtemps vécu dans une HLM de Marseille et aujourd'hui, je suis propriétaire de vingt-quatre hectares de vignes à Lissac, dans le Médoc, avec pour voisine la baronne Nadine de Rothschild. Franchement, je n'ai pas le droit de me plaindre.

— Oulà ! J'ai commencé le football très tard puisque, à vingt ans, je jouais encore à Cassis en promotion d'honneur. Je n'ai connu ma première sélection qu'à vingt-cinq ans. J'ai longtemps vécu dans une HLM de Marseille et aujourd'hui, je suis propriétaire de vingt-quatre hectares de vignes à Lissac, dans le Médoc, avec pour voisine la baronne Nadine de Rothschild. Franchement, je n'ai pas le droit de me plaindre.

— Oulà ! J'ai commencé le football très tard puisque, à vingt ans, je jouais encore à Cassis en promotion d'honneur. Je n'ai connu ma première sélection qu'à vingt-cinq ans. J'ai longtemps vécu dans une HLM de Marseille et aujourd'hui, je suis propriétaire de vingt-quatre hectares de vignes à Lissac, dans le Médoc, avec pour voisine la baronne Nadine de Rothschild. Franchement, je n'ai pas le droit de me plaindre.

Trophée Lalique : victoires françaises en danse et en couple

LES FRANÇAIS Marina Anissina-Gwendal Peizerat (danse) et Sarah Abitbol-Stéphane Bernadis (couples) ont brillé sur la glace du Palais omnisports de Paris-Bercy, où se disputait, samedi 21 novembre, à Paris, le Trophée Lalique. Après avoir enlevé danses imposées et originale, les vice-champions du monde ont dominé la danse libre, grâce à leur nouveau programme, « Le masque de fer ». Vainqueurs du programme court, Sarah Abitbol et Stéphane Bernadis ont présenté le meilleur libre sur un thème grec, « Acropolis », pour enlever leur premier succès significatif, devant les Américains Ina-Imerman et les anciens champions du monde russes Eltsova-Ushkov. En revanche, en individuel, la performance a été décevante. Dans l'épreuve féminine, Vanessa Gusmeroli a pris la troisième place derrière l'Américaine Nicol Bobek et la Russe Maria Butyrskaya, championne d'Europe. Laëtitia Hubert, victorieuse l'an passé, a terminé cinquième. Chez les hommes, Laurent Tobel et Thierry Cerez ont fini cinquième et neuvième.

DÉPÊCHES ■ **BASKET-BALL** : Limoges a dominé le match au sommet de la 15^e journée du championnat de France, en battant Pau-Orthez (93-75). Malgré ce faux pas, les Palois restent aux commandes du classement, mais ne comptent plus qu'un point d'avance sur Cholet, victorieux de Toulouse (91-75) et deux sur un trio composé de Limoges, Chalon-sur-Saône et Villeurbanne.

■ **FOOTBALL** : Saint-Etienne, grâce à son succès à Châteauroux (2-0), a repris le commandement du championnat de France de division 2, samedi 21 novembre. Les autres résultats : Troyes-Niort 1-1 ; Caen-Red Star 3-1 ; Ajaccio-Valence 0-0 ; Amiens-Beauvais 1-1 ; Sedan-Lille 1-1 ; Wasquehal-Nîmes 0-1 ; Cannes-Le Mans 1-0 ; Laval-Nice 1-0 ; Guingamps-Gueugnon 0-2.

■ **Liverpool a infligé sa première défaite de la saison à Aston Villa** (2-4), qui conserve toutefois la tête du championnat d'Angleterre, après quatorze journées. Le club de Birmingham compte trois points d'avance sur Manchester United, défit à Sheffield Wednesday (3-1), et quatre sur Arsenal, battu (1-0) par Wimbledon.

■ **La Fiorentina, victorieuse de l'Inter** (3-1), a creusé l'écart en tête du championnat d'Italie. Après dix journées, les Toscans comptent trois points d'avance sur l'AS Rome, la Juventus Turin et le Milan AC.

■ **Majestic s'est emparé de la tête du championnat d'Espagne** en s'imposant contre le FC Barcelone (1-0) lors de la 11^e journée. ■ **TENNIS** : la Française Julie Halard-Decugis, tête de série n°2, a gagné le tournoi de Pattaya (Thaïlande), en battant en finale, dimanche 22 novembre, la Chinoise Li Fang (6-1, 6-2).

LOTTO ■ **Résultats des tirages n° 93 effectués samedi 21 novembre**. Premier tirage : 4, 6, 13, 28, 37, 42 ; numéro complémentaire le 10. Rapport pour six bons numéros : 8 173 885 francs ; pour cinq bons numéros et le complémentaire : 47 880 francs ; pour cinq bons numéros : 4 445 francs ; pour quatre bons numéros et le complémentaire : 222 francs ; pour quatre bons numéros : 111 francs ; pour trois bons numéros et le complémentaire : 24 francs ; pour trois bons numéros : 12 francs. Second tirage : 1, 9, 19, 24, 31, 41 ; numéro complémentaire le 44. Rapport pour six bons numéros : 10 189 715 francs ; pour cinq bons numéros et le complémentaire : 95 500 francs ; pour cinq bons numéros : 5 855 francs ; pour quatre bons numéros et le complémentaire : 240 francs ; pour quatre bons numéros : 120 francs ; pour trois bons numéros et le complémentaire : 26 francs ; pour trois bons numéros : 13 francs.

OM et ASM, des presque voisins que tout oppose

Marseille

de notre correspondant régional

Pour les supporters marseillais, l'affaire commentée avec un peu de condescendance : quand l'OM va jouer à Monaco, les Olympiens se sentent « à domicile ». Si, pour le huitième de finale aller de la Coupe de l'UEFA, mardi 24 novembre, seuls 2 700 supporters organisés ont leurs places réservées, on estime à 10 000 le nombre de Marseillais qui se déplaceront au stade Louis-II. Il devrait y avoir moitié moins de spectateurs pro-monégasques. Chez les Ultras, club de supporters des virages sud, on souligne qu'au pied du Rocher « le bleu et blanc domine toujours la rouge et blanc ». Mais le discours est conciliant : « Les Monégasques n'ont aucune image particulière pour nous, il n'y a pas de rivalité, tout se passe bien. L'enjeu sera uniquement sportif. »

Plus malicieux, un porte-parole des Winners, dont Che Guevara est l'icône emblématique, lance : « Monaco, c'est surtout le vide. » Mais,

pour lui, ce « vide » n'empêche pas la rivalité, car on compte malgré tout une poignée de 400 à 500 ultras supporters de l'Association sportive de Monaco, venant des villes de la Côte d'Azur et même de Savoie, et il faut bien leur faire savoir ce qu'on pense de leur équipe fétiche. L'affrontement, le 6 novembre en championnat, des deux équipes au Stade-Vélodrome, heurté, remporté (1-0) à la dernière minute par l'OM, a permis de raviver une saine hostilité.

L'ARROGANCE DE L'ARGENT FACILE

Pour ce dirigeant Winner, l'équipe dirigée par Jean Tigana s'est montrée « froide ». « Ils sont venus pour prendre un point, ajoute-t-il. Quand on était à dix, après l'expulsion de Peter Lucin, ils ont continué à jouer le nul. » C'est un signe qui ne trompe pas : « Ils nous craignent mais aussi ils nous méprisent, nous, les Marseillais. » Ce qu'on reproche le plus à cette équipe tenue à bout de bras par un prince, c'est « sa vie

facile » : financée à perte sans qu'on sache jamais exactement dans quelles conditions, elle n'a jamais connu de difficultés financières, ni évidemment de sanctions : « Le déficit est toujours comblé, ils sont protégés. » Pour ces supporters marseillais, dont l'histoire de l'équipe est jalonnée de crises et de triomphes, de descente aux enfers et de remontées épiques, cette histoire sans histoire est par elle-même arrogante.

A travers les deux équipes se lisent donc des destins opposés : d'un côté les nantis, de l'autre ceux qui doivent toujours lutter pour triompher des difficultés et des injustices. En somme, pour citer encore ce Winner, les matches entre l'équipe de la Principauté et l'OM révèlent surtout un « choc idéologique ». « Paris c'est la capitale, Bordeaux c'est la bourgeoisie, Monaco c'est un peu pareil, mais en principe, il dit-il. Tandis que nous, c'est Marseille : rebelle. »

Michel Samson

Propos recueillis par Alain Constant

Martina Hingis a retrouvé en finale des Masters son niveau de jeu de 1997

New York

de notre envoyée spéciale

L'héroïne était fatiguée. Après une année de folie, une demi-finale tendue contre Steffi Graf (6-1, 2-6, 6-3) et une victoire au finish, samedi, en finale du double, Lindsay Davenport n'a pu contenir le beau tennis de

Tennis

Martina Hingis, dimanche 22 novembre, aux Masters féminins de New York. L'Américaine, numéro un mondial, a été battue par sa dauphine au terme d'une partie épuisante gagnée par la plus en forme des deux joueuses (7-5, 6-4, 4-6, 6-2). Samedi, la Suisse éliminée en double dès le premier tour - s'était aisément débarrassée de la Roumaine Irina Spirlea (6-2, 7-6 (197)). De plus, elle était arrivée à New York fraîche comme une rose pour avoir soigné une cheville pendant un mois.

La numéro un mondial 1997 a donc dominé la numéro un mondial 1998. Pas de quoi chercher noise au système de classement de la WTA. Martina Hingis a coupé court aux étonnantes méchancetés langues en expliquant que Lindsay Davenport méritait son rang. « Un match ne fait pas une saison, a-t-elle expliqué. Cette année, Lindsay a été plus régulière que moi. »

Le « tort » de Martina Hingis est d'avoir vécu une saison 1997 remarquable saluée par douze victoires en tournoi dont trois en Grand Chelem. Vainqueur « seulement » des Internationaux d'Australie en 1998, finaliste aux Internationaux des Etats-Unis et demi-finaliste à Roland-Garros et à Wimbledon, elle a mal défendu les points glanés l'année précé-

Le double français échoue encore en finale

Encore raté. Alexandra Fusai et Nathalie Tauziat ont échoué, samedi 21 novembre, en finale du double, battues par l'Américaine Lindsay Davenport et la Biélorusse Natasha Zvereva (6-7, 7-5, 6-3). En 1997 déjà, la paire française avait été finaliste, dominée par Lindsay Davenport et Jana Novotna : « Nous ne sommes pas passées loin, mais nous avons eu nos coups de pompe ensemble, a expliqué Nathalie Tauziat. Alexandra a commis treize doubles fautes, mais j'ai aussi perdu du service. » C'est normal, estime Régis de Camaret, l'entraîneur des deux joueuses. Alexandra a tout remis en question dans son tennis cette année. Elle a énormément travaillé et doit digérer ses efforts. Son jeu s'est en effet métamorphosé. Son service est majestueux quand il passe et sa présence à la volée ou au fond du court est intrinsèque. Autant de bonnes raisons pour envisager une belle saison, en double comme en simple.

dente. Son tennis a été contenu par des joueuses moins intimidées et plus affûtées. Son esprit a aussi papillonné. Mademoiselle était amoureuse d'un modeste joueur espagnol.

Lindsay Davenport, elle, a réalisé la plus belle saison de sa carrière grâce à sa victoire à l'US Open, à ses deux demi-finales en Australie et à Roland-

Garros ainsi qu'à cinq succès en tournois. Martina dit : « Aujourd'hui, j'ai joué contre la numéro un mondial et pour mon amour-propre. » La finale ne fut pas le meilleur match d'une semaine d'un niveau de jeu exceptionnel. Dès le premier set, l'Américaine est apparue fatiguée devant une Suisse virevoltante, toujours en mouvement pour aller cogner

elle s'est épuisée dans de longues courses et son tennis s'est fait pataud. Débordements, service redoutable dans ses variations, intelligence du jeu, anticipation, Martina Hingis s'est amusée sur la route de la victoire. Lindsay Davenport raconte : « Elle s'est montrée plus agressive que lors de notre dernière rencontre, où je l'avais battue en finale des Internationaux des Etats-Unis. Elle était redevenue comme en 1997 lorsqu'elle était quasi impossible à battre. En plus j'étais fatiguée. Après la finale du double, je me suis réveillée groggy. » La numéro un mondiale va rentrer chez elle et « ne rien faire pendant trois semaines » avant de se préparer pour les Internationaux d'Australie.

DES JOUEUSES ÉPUISES

Martina Hingis a annoncé qu'elle ne s'arrêterait que quelques jours avant de reprendre l'entraînement : « Je viens à peine de retrouver mon rythme de 1997, il serait dommage de le perdre à nouveau. Oui, je veux reprendre rapidement la tête du classement. » Rendez-vous est donc pris avec Lindsay Davenport et les autres prétendantes pour une saison qui promet d'être encore plus palpitante que la précédente. En 1998, le tennis féminin a confirmé sa renaissance et sa richesse. Pour la première fois dans l'ère du tennis moderne, né en 1968, quatre joueuses différentes ont gagné les

levées du Grand Chelem : Martina Hingis en Australie, Arantxa Sanchez-Vicario à Roland-Garros, Jana Novotna à Wimbledon et Lindsay Davenport à l'US Open.

Et il y a les teen-agers : les vedettes américaines, les sœurs Williams, Venus et Serena, la Russe Anna Kournikova - qui deviendra dangereuse quand elle arrêtera de commettre une vingtaine de doubles fautes à chaque match. « En 1999, je suis persuadée qu'une dizaine d'entre nous peuvent prendre la première place », estime Martina Hingis. Car les « vétérans » ne lâchent pas. L'expérimentée Arantxa Sanchez-Vicario, vingt-six ans, termine l'année à la quatrième place derrière Jana Novotna, trente ans. A vingt-neuf ans et après une grosse année de blessures, Steffi Graf, superbe demi-finaliste aux Masters, est neuvième.

Exceptée Martina Hingis, les meilleures joueuses du monde ont paru exténuées à New York. « Nous verrons si trois semaines sont suffisantes pour recharger les batteries », dit Lindsay Davenport. Pendant que les joueuses multipliaient les appels aux soigneurs pendant leur match, une d'entre elles s'rotait déjà ses vacances : Venus Williams. Absente des Masters pour une blessure au genou, la cinquième mondiale a pris deux semaines d'avance sur ses principales rivales.

Bénédicte Mathieu

es antiguos mundiales
y el campeón de Hinner

pation de brouillards givrants. Dans la nuit de mardi à mercredi, neige ou pluie verglaçante. Le froid glacial continue, jusqu'à -10 à -12 degrés le matin, et -3 à -4 l'après-midi.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Matinée dégagée avec quelques bancs de brouillards. Le ciel se verra et il y aura un peu de pluie sur Poitou-Charentes qui pourrait être verglaçante. Il fera entre -5 et -7 le matin et entre 5 et 7 degrés l'après-midi.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Journée ensoleillée malgré quelques bancs de brouillards givrants le matin. Il fera très froid, entre -10 et -13 le matin et entre -3 et -4 l'après-midi.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Sur l'est de la Provence, les Alpes, la Côte d'Azur et la Corse, ciel nuageux avec quelques averses en Corse dormant de la neige à basse altitude. Il fera de -5 à -7 le matin dans l'intérieur et de 5 à 12 des côtes. L'après-midi, de 5 à 12 degrés.



■ **MANCHE.** Depuis le 15 octobre, les passagers de la compagnie transmanche Hoverspeed peuvent réserver directement via les serveurs 3615 Hoverspeed et 3623 Hoverspeed, qui donnent aussi des informations sur les horaires et les tarifs sur les lignes Calais-Douvres (35 minutes) et Boulogne-Folkestone (53 minutes). Jusqu'au 31 décembre, des tarifs promotionnels permettent de partir à la découverte du Kent : l'aller-retour 5 jours est à 570 F sur Calais-Douvres (une voiture et deux personnes) et l'aller-retour 2 jours à 450 F sur Boulogne-Folkestone. Renseignements au 0800-901-777.

■ **FRANCE.** Jusqu'à la fin de l'année, les menus distribués à bord des *concertos d'Air France* sont illustrés par la création d'art. Le thème central est la Casation d'York. Le menu représente les cinq continents ; deservir par la compagnie sous la forme de femmes d'époussantes.

Les montres-bracelets gagnées par la fièvre du multimédia

et de 100 heures en réception. Pour appeler son correspondant, on peut former son numéro par commande vocale, puisque l'appareil est doté d'un système de reconnaissance vocale, ou le composer directement au moyen de touches de commande. Cette montre n'est pas encore commercialisée, mais le prix de ces prototypes oscille entre 920 et 1 400 francs.

voir pour trouver de nouvelles utilisations aux montres-bracelets. Mais, de l'avis des spécialistes, reste à résoudre le problème de la durée de vie des piles. « Si les performances des accumulateurs ont été améliorées d'une manière importante pour les besoins courants des montres, elles sont encore insuffisantes pour des besoins de type informatique ou téléphonique », assure René Jacques. L'activation d'un modem et le traitement des données sont en effet des activités gourmandes en énergie, et il faudra sans doute attendre plusieurs années avant que ce problème ne soit résolu.

Christiane Galus

♦ SOS Jeux de mots :
3615 LEMONDE, tapez SOS (2-23 F/min)

- 6. Vrais en cas de présence. Prises en considération.
- 7. Reliée à un bout.
- 8. Définitivement abandonnée. Personnel.
- 9. Début de manifestation. Difficiles à trouver. Bas de gamme.
- 10. Tenue académique. Mit bas.
- 11. Deviendra reine après avancement.
- 11. Opérations militaires.

Lions. - 5. Matière. - 6. Etre. Radar.
- 7. Treillis. Se. - 8. Ri. Laïc. Ocs.
- 9. Acclimatées. - 10. Geai. Alaise.
- 11. Esprit. Clés.

VERTICALEMENT

1. Un joli nom, et pourtant elle est mise de côté. - 2. Fruits d'un amour non enregistré. - 3. En rodage, on les retrouve en production. Petit patron. - 4. Aide à sortir. - 5. Conjonction. N'a pas besoin

PROBLÈME N° 97

LES TIMBRES que j'achète ont tous un nombre entier de francs. Ils sont donc bleus à 1 franc, les verts, et les rouges. La faciale est supérieure à celle des vertes.

l'affranchissement nécessite un

SOLUTION DU PROBLÈME N° 96

Le schéma ci-dessous explique la manœuvre de la cuisinière : elle

6 6

Voici comment elle aurait pu procéder: elle plonge son œuf dans l'eau à la onzième minute,

production de tout article est interdite sans l'accord
périodique des journaux et publications n° 57 437.

Le Monde
PUBLICATIONS

Président-directeur général : Dominique Alduy
Vice-président : Gérard Mitrax
Directeur général : Stéphane Corne
21bis, rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01.42.17.39.00 - Fax : 01.42.17.39.26

Economie de saliv

nombre entier de

Solution dans *Le Monde* du 1^{er} décembre

6 | 6 |

11

elle retourne le sablier B au bout d'une minute (à la douzième minute), il se vide à la treizième minute après une minute d'écou-

lement du sablier A qu'elle

The diagram shows two horizontal bars, A and B, representing sandglasses. Bar A has a total length of 6 and a segment of 11. Bar B has a total length of 11 and a segment of 6.

Birmanie, Irak, le Népal... restent à découvrir. ● LE FESTIVAL a demandé à de nombreux cinéastes comment ils voyaient l'avenir du cinéma. Nous publions les réponses de six d'entre eux.

En décembre 1979, Alain et Philippe Jalladeau lançaient un festival consacré aux cinémas d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Cette année, du 24 novembre au 1^{er} décembre, ils présentent neuf œuvres en compétition

Jean-Michel Frédon

1

« Nous avons de plus en plus de mal à trouver des films »

1

*Propos recueillis par
Samuel Blumenfeld*

69, année héroïque
Suite de la réédition thématique
avec la parution d'un coffret com

[illegible]

Lectures

[illegible]

**Bravo !
pour
cet exp**

PRIMAAGAZ est heureux
nouvelle fois vos commandes
et la complétude.
Après une longue attente
premiers jours de la
meilleurs shipping et
gagne pour la 1^{re} place.
Un événement, merci
faire date dans l'histoire.
Merci de porter avec vous
de PRIMAAGAZ.

ملء من العمل

69, année héroïque pour Miles Davis

Suite de la réédition thématique des séances Columbia du trompettiste avec la parution d'un coffret consacré à un seul album, « Bitches Brew »

LA VALSE des coffrets de jazz de fin d'année – le « joli coffret » est l'équivalent phonographique des « beaux livres » – a bien commencé. On trouve déjà, ou l'on trouvera dans les prochains jours, la période Blue Note (1962-1969) du pianiste Herbie Hancock ; Ella Fitzgerald et Duke Ellington (chacun avec leurs orchestres ou ensemble) au Festival d'Antibes/Juan-les-Pins du 26 au 29 juillet 1966 ; le suivi chronologique du quartette de John Coltrane pour le label Impulse ! au moment de son passage au free jazz (*Le Monde* du 17 novembre). Et il y a Miles Davis. Encore, toujours. Miles, le prince des ténèbres, le sorcier.

Après les concerts au Plugged Nickel, après la relation créatrice et amicale avec l'un des hommes les plus doux du jazz, Gil Evans, après le quintette acoustique des années 1963 à 1968, la quatrième étape dans le programme thématique de réédition des enregistrements du trompettiste pour Columbia ne concerne qu'un album, *Bitches Brew*. Etape cruciale qui voit Miles Davis entrer sans se retourner, ni songer au moindre retour, dans sa première période électrique. Un peu comme le rock avait rassemblé en un coffret

de quatre CD l'élaboration d'un de ses chefs-d'œuvre, *Pet Sounds*, des Beach Boys, on trouve ici toutes les séances, entre août 1969 et février 1970, qui entourent l'un des plus grands succès du jazz.

Double album à l'origine avec sa pochette flamboyante, dédiée à la beauté des corps noirs, traduction visuelle des éclats sensuels gravés dans le vinyle noir, *Bitches Brew* – intraduisible en « Brouet des garces » – reste une œuvre expérimentale où le collage des genres devient un style en lui-même, où les rythmes et les mélodies se superposent, se télescopent, se complètent. En surtitre du pressage original, on pouvait lire « Directions in Music by Miles Davis » – comme dans l'en-tête de l'acoustique *Filles de Kilimandjaro* –, qui traduit l'emprise du trompettiste sur les musiciens autant que son désir d'extirper du collectif une musique en action, en mouvement. Les fous du Miles d'avant et ceux du Miles à venir vont s'étriper autour de ce disque, qui confirme le virage entamé quelques mois plus tôt avec *In a Silent Way* ; alors que ce qui est remarquable chez Miles, c'est que, acoustique ou électrique, cool ou bop, pré-free ou souffleur de varié-

tés, il peut tout se permettre, tout essayer, comme Duke Ellington. Parce que ce qui compte avec Miles Davis, c'est la grandeur de la musique, du jazz, ici dans un grand plongeon vers le funk, l'Afrique et l'Orient.

NEU DE PISTES SONORES

Au double album original, le pianiste et chef d'orchestre Bob Belden et un spécialiste de la réédition, Michael Cuscuna, ont ajouté des thèmes enregistrés lors des mêmes séances et disséminés sur d'autres albums. On trouvera aussi neuf thèmes inédits, dont seuls les disques en public avaient laissé passer un air, une phrase. Étendu à un coffret de quatre CD, ce *Bitches Brew* nouvelle formule restitue d'abord l'ordre de l'enregistrement original avant la présentation des autres morceaux. Si *In a Silent Way* pouvait encore être rattaché à certains codes du jazz, *Bitches Brew* est définitivement un enregistrement furieux, une cassure, une rupture, même si elle ne doit rien au hasard, comme le souligne le pianiste et chef d'orchestre Laurent Cugny dans son ouvrage *Électrique : Miles Davis 1968-1975* : « Si Miles a choisi l'électricité, ce n'est pas pour plaire à un public jeune, rock, blanc, ou autre, mais simplement parce que la logique de son évolution musicale le menait là. »

Les États-Unis sortent alors du psychédéisme rock (1965-1968) ; Jimi Hendrix affirme son influence ; James Brown est le parrain de la soul, talonné par des voyous comme Sly Stone ou George Clinton ; Marvin Gaye et Stevie Wonder s'approprient à se libérer du carcan de la Tamla Motown ; Carlos Santana donne au rock le goût latino des percussions. Miles Davis entend tout cela, les musiciens qui l'entourent aussi. Il emplit les claviers (Chick Corea, Joe Zawinul, Larry Young, Herbie Hancock...), donne des ailes à la guitare de John McLaughlin, met en avant la basse



Miles Davis en 1969.

électrique (Dave Holland) et des tambours partout (Jack DeJohnette, Lenny White, Don Alias...). Dans les studios, on raconte que les bandes magnétiques ne s'arrêtent jamais, captant le moindre souffle, la moindre note. Le livret copieux donne quelques indications sur la manière dont Miles Davis et le producteur Teo Macero taillent, découpent, montent, remontent cette matière première pour en faire un jeu de pistes sonores. La légende est probablement plus belle que la réalité. Macero, contacté, n'a pas eu le temps d'expliquer, de donner les secrets de ces enregistrements. Pour ce producteur, le temps, c'est de l'argent. Cardons la légende.

D'une envolée de foulards, coupes afro, pantalons à pattes

d'éléphant, chemises indiennes portées par les musiciens, Miles surgit. Il porte des tuniques de soie, il a un corps d'athlète, c'est la période où il est probablement le plus beau, le plus sexy, les hommes et les femmes le désirent. Miles Davis est fier, orgueilleux, il aime plaire, il aime que les lumières s'arrêtent sur lui, il aime les signes extérieurs de sa puissance et de sa place. Le succès de *Bitches Brew* assuré, Miles, satisfait, peut avancer vers d'autres musiques.

Sylvain Siclier

* « The Complete Bitches Brew Sessions », un coffret de quatre CD Columbia/Legacy ACAK 65570. Distribué par Sony Music.

DÉPÊCHES

■ ART : le directeur exécutif du Congrès juif mondial, Elan Steinberg, a demandé aux musées français de restituer 2 058 œuvres d'art ayant appartenu à des collections juives avant d'avoir été confisquées par les nazis, selon le magazine autrichien *Format*, qui devait être publié lundi 23 novembre. Les musées français ont certes diffusé sur Internet les noms des propriétaires légitimes des œuvres d'art en question, mais cette « restitution virtuelle » ne satisfait pas M. Steinberg. « Les musées français doivent nous rendre les objets d'art. Alors, ce sera nous qui les mettrons sur Internet », a-t-il insisté. Une nouvelle conférence internationale sur l'or et les biens pillés par les nazis, qui s'inscrit dans le prolongement de celle organisée à Londres en décembre 1997, se tiendra prochainement à Washington. (AFP).

■ Un groupement d'industriels français vient d'illuminer et de restaurer le Musée Ho Chi Minh, une des fiertés architecturales du patrimoine de Ho Chi Minh-Ville, l'ex-Saigon (Vietnam), qui fête cette année son tricentenaire. L'inauguration officielle du bâtiment a eu lieu le 21 novembre, lors d'une cérémonie solennelle en présence d'une importante délégation française et de hauts représentants de la ville. Le projet, d'un coût total de 2,2 millions de francs, entièrement financé par la partie française, a nécessité douze mois d'études et de travaux. L'opération a été menée par une dizaine de sociétés de la région lyonnaise, par la ville de Lyon et par plusieurs entreprises nationales, notamment EDF-GDF ou Philips Éclairage.

■ MUSIQUE : les « trois ténors », José Carreras, Plácido Domingo et Luciano Pavarotti, et la soprano Montserrat Caballé pourraient devoir 12 millions de marks (environ 38 millions de francs) au fisc allemand, écrit l'hebdomadaire *Der Spiegel*, qui devait être publié lundi 23 novembre. Matthias Hoffmann, l'agent allemand de ces artistes, comparait actuellement devant le tribunal de Mannheim, où il est jugé pour fraude fiscale. Selon *Der Spiegel*, il aurait accusé ses clients d'avoir pris part aux faits qui lui sont reprochés.

Lectures

● **Revue.** Les mensuels *Jazz magazine* (novembre, n° 486, encore en kiosque, 30 F) et *Jazzman* (décembre, n° 42, nouvelle série, 18 F) consacrent chacun un dossier au labyrinthe des années électriques de Miles Davis. Frédéric Goaty, dans *Jazz magazine*, se penche sur le contexte musical de l'année 1969, tandis que Franck Bergerot, dans *Jazzman*, élargit son sujet à la période 1968-1975 et en particulier à la correspondance entre les enregistrements en studio et en public, la composition des groupes...

● **Livres.** Miles Davis, Introduction

à l'écoute du jazz moderne, de Franck Bergerot, Le Seuil (1996) ; *Électrique : Miles Davis 1968-1975*, de Laurent Cugny, éd. André Dimanche, collection Birdland (1993) ; *Miles l'autobiographie*, de Quincy Troupe et Miles Davis, Presses de la Renaissance (1989). Quincy Troupe, signataire d'une longue étude dans le livret de l'édition en quatre CD de *Bitches Brew*, devrait publier début 1999 un ouvrage sur sa relation avec Miles Davis. En anglais, *Miles Davis*, de Ian Carr, Palatin, Londres (1984), et *The Sound of Miles Davis*, la discography, 1945-1991, de Jan Lohmann, Jazzmedia, Copenhague (1992).

Bravo Laurent pour cet exploit !

PRIMAGAZ est heureuse de saluer une nouvelle fois ton courage, ta persévérance et ta compétence.

Après une lutte acharnée engagée dès les premiers jours de la course avec les meilleurs skippers, Laurent Bourgnon gagne pour la 2^{ème} fois la Route du Rhum. Un événement jamais enregistré qui va faire date dans l'histoire de la voile. Merci de porter haut et fort les couleurs de PRIMAGAZ.

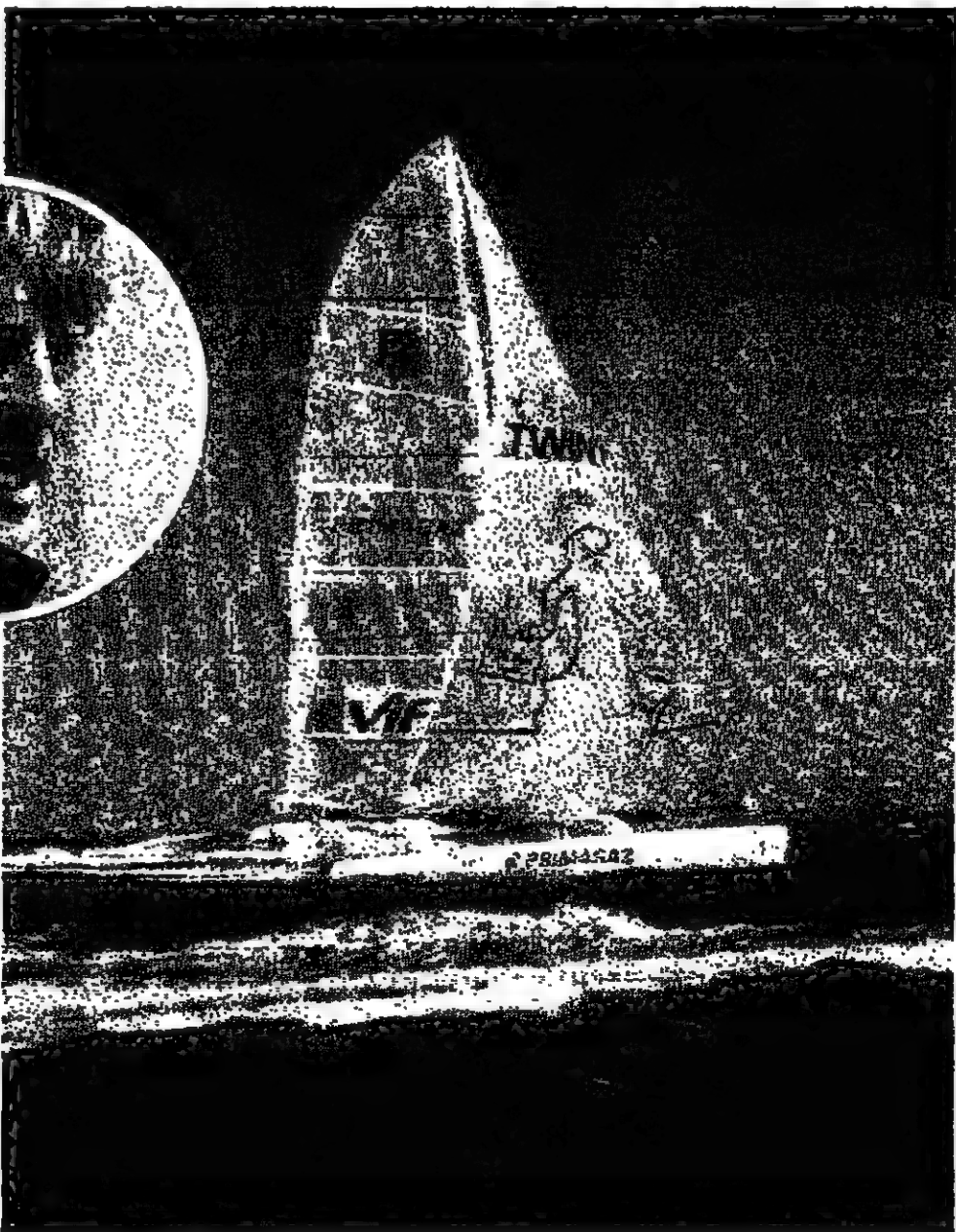
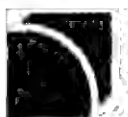


Photo: M. H. / PRIMAGAZ / M. H. / PRIMAGAZ



VIEF LE GPL CARBURANT DE PRIMAGAZ



PRIMAGAZ

GRUPE PRIMAGAZ

L'ÉNERGIE D'ALLER PLUS LOIN



TWINY LA PETITE DERNIÈRE DE PRIMAGAZ

« D'honorables canailles » rendent hommage au théâtre à l'ancienne

Michelle Marquais adapte et met en scène le roman d'un Hongrois oublié, Gergely Csiky

L'Athénée-Louis-Jouvet présente sa deuxième création de la saison : *D'honorables canailles*. Ce sont des déclassés qui tentent de se refaire une

vie, à Pest, après l'échec de la révolution hongroise de 1848. Michelle Marquais, qui a adapté et mis en scène le roman d'un Hongrois, Gergely

Csiky. Elle joue de façon heureuse, avec Jean-Paul Roussillon, Philippe Clévenot et André Marcon, cette histoire d'une amorce.

D'HONORABLES CANAILLES, de Gergely Csiky. Adaptation et mise en scène : Michelle Marquais. Avec Philippe Clévenot, André Marcon, Jean-Paul Roussillon, Hervé Dubourjal, Stéphanie Lanier, Sophie Demmiller, Sandrine Belmont, Emilie Incerti Formentini.

ATHÉNÉE-LOUIS-JOUVET, 4, Square de l'Opéra-Louis-Jouvet, 9^e. M^o Opéra ou Auber. Tél. : 01-53-05-19-19. Mardi à 19 heures ; mercredi à 20 heures ; dimanche à 16 heures. 70 F à 110 F. Durée : 2 h 40. Jusqu'au 19 décembre.

Tout se passe comme si *D'honorables canailles* avait été inventé dans un grenier, par un des ces après-midi où les enfants s'imaginent une histoire, en feuilletant un vieux livre délaissé. C'est d'ailleurs presque le cas : *D'honorables canailles* est né du désir d'une comédienne, une grande, Michelle Marquais, qui un jour est tombée sur le roman d'un Hongrois aujourd'hui oublié (en France en tout cas), Gergely Csiky. L'ayant lu, elle a immédiatement su qu'elle tenait là « son » histoire, dont elle ferait une matière de théâtre. Et elle l'a fait, entraînant dans son sil-

lage d'autres grands comédiens, Jean-Paul Roussillon, Philippe Clévenot, André Marcon, immédiatement séduits par l'histoire.

L'histoire ? Celle d'une amorce. En Hongrie, au lendemain d'une révolution ratée, en 1849, des déclassés tentent de se refaire une vie dans la ville de Pest. Ils n'ont pas un sou, guère plus d'illusions, mais ils ne manquent pas d'idées. Ainsi de Camille Severazi, une aventurière (Michelle Marquais) ; avec l'aide de Mosolygo (Jean-Paul Roussillon), un avocat rayé du barreau pour malversations, elle joue la veuve malheureuse et vertueuse à la recherche de soutien. Sa fille Irène (Stéphanie Lanier) sert d'appât dans le trafic d'influences de la veuve, autour de qui rôtie une petite société douteuse. Zaton (Philippe Clévenot) est prêt à tout : chantage compris – pour trouver l'argent qui lui permettra de revenir sur son domaine. Banco le flambeur (Hervé Dubourjal) manigance pour trouver une planque dans les réseaux officiels. Sa femme Elisa (Sophie Demmiller) joue la Mata-Hari des décombes.

Tous ces « oiseaux de proie » greffent leur espoir sur le « pigeon » idéal : Timot (André Marcon), riche éleveur qui a vendu ses moutons pour s'offrir une vie

qu'il croit élevée, dans la ville de Pest. C'est un cœur simple – l'indispensable atout du mélodrame de Gergely Csiky, qui compte aussi une servante rêvant de boire du vrai café (Lila Redouane), un étudiant pur et exalté (Alain Dumas), un couple de tailleurs en mal de reconnaissance sociale (Emilie Incerti Formentini et Alain Dumas), et un concubine qui se voit en Irène (Sandrine Belmont).

D'honorables canailles serait vite expédié si son auteur n'avait un sens aussi joyeux de la férocité. Même dans les plus sinistres de ses personnages, il sait pointer une forme de désarroi qui devient touchant à force de flirter avec une forme d'enfance du sentiment.

LA CONVENTION IDOLÂTRÉE

Tout est simple et rien n'est : ce sont des gens qui essaient de se débrouiller, avec les moyens du bord, pour survivre à une gloire, une nostalgie ou un bonheur perdus. Et c'est comme tels qu'il convient de les regarder. Sans chichiter sur les aspects « gratuits » à plus d'un égard de cette histoire. Michelle Marquais ne tente d'ailleurs pas un instant de maquiller l'outrance. Elle joue à fond la convention. C'est ce qui fait le charme de son spectacle. Les comé-

diens sont au diapason du décor presque halluciné de Jean-Marie Stéblé : typés comme le Mexicain de Luis Mariano. Blonde comme les blés, la pure jeune fille Irène ; brun comme la nuit, son étudiant de fiancé exalté ; les autres à l'avenant.

Mais cette convention sans cesse assumée est presque idolâtrée par le quatuor principal. Michelle Marquais, Jean-Paul Roussillon, Philippe Clévenot et André Marcon jouent avec l'assurance détachée de grands comédiens qui, chacun à sa façon, ont traversé les vastes landes des plateaux. Ils ont le talent et l'expérience, ils s'amusent de leur liberté. Philippe Clévenot joue comme s'il était Méphisto fumant des havanes ; parfois, sa voix reste en suspens, mystérieuse et inattendue. André Marcon semble chanter son texte, en marcheur impénitent, la tête dans les étoiles. Jean-Paul Roussillon offre une fois de plus son trésor : des attaques de phrases d'une précision inégalée sur les scènes françaises. Michelle Marquais lui répond avec son art impérial de clerc une réplique.

Ils sont merveilleux, heureux. Comme des enfants qui s'inventent au théâtre dans un grenier.

Brigitte Salino

Paolo Conte est en croisière

PAOLO CONTE, Olympia, 28, boulevard des Capucines, M^o Madeleine ou Opéra, 20 h 30, dimanche à 17 heures, relâche lundi. Jusqu'au 6 décembre. Tél. : 01-47-42-25-49. De 190 F à 270 F.

Paolo Conte tient l'affiche de l'Olympia pour plus de quinze jours, une durée exceptionnelle pour un artiste étranger, fût-il européen. Le chanteur piémontais fut connu en France quand il était encore l'avocat d'Assi, que la roquasité de sa voix était encore proche du *kazoo*, instrument rudimentaire et cocasse. *Soirée Mocombo*, le spectacle créé à Rome en mai, suit l'architecture du dernier disque enregistré en concert, le quatrième du genre, *Tournée 2*, qu'il convient de prononcer avec l'accent – « r » roulé, « é » ouvert –, les yeux perdus dans les brumes, le noeud papillon accroché au cou comme le baiser d'une femme, illustre la croisière concertiste d'un capitaliste dont le seul but

est d'apprendre à naviguer avec art dans les musiques qu'il aime, à commencer par le jazz des années 20 et 30.

Chemise, cravate, rasage mal taillé, Paolo Conte cultive ses allures d'homme ordinaire, un peu las après une soirée passée à se souvenir au café Mocombo, au Harry's Bar, ou à fumer derrière un piano. Nostalgique rustique, il a développé un travail de recherche musicale qui trouve ici son aboutissement. Auteur-compositeur de la nouvelle vague italienne de la fin des années 60, il a autant réfléchi sur la rythmique (venue depuis plusieurs années par les guitares de Daniele Dall'Omo et Alessio Menconi) et la contrebasse de Jino Tocchi, que sur les harmonies. Les instruments et leur agencement ont ici le sens : les cuivres, récents, de Nouvelle-Orléans, symboles de la révolution du siècle, le jazz ; l'accordéon (Massimo Pizzanti), italien en diable, mais tombé dans les filets d'une autre grande musique de ce siècle, le tango ; les percussions, utilisées à la façon de

la musique classique contemporaine (Daniele Di Gregorio). Rien n'est gratuit.

Paolo Conte fait le chef d'orchestre. Il a créé la matière musicale, les mots, tout ce qui fait de ses chansons des univers. Il en propose un florilège – *Hemingway*, *Via con me*, *Do do*, *La ricostituzione del Mocombo* –, met la salle debout. Avec une paresse élégante, il rède la vedette à de formidables musiciens qu'il a choisis pour leur timbre, leur musicalité, leur savoir-faire. Arrivée dans la seconde partie de deux heures d'un récit soyeux, la Ghanéenne Ginger Brew, choriste du groupe depuis *Parole d'amore scritte a macchina*, ancre l'italianité de Conte dans la tradition des revues musicales noires. Son interprétation, forte, carrée, directe, de *Legendary* soude encore un peu plus le formidable orchestre de Paolo Conte, poète d'un siècle en fusion, navigant entre *La Strada*, Duke Ellington, Gënes, le cinéma et les bals populaires.

Veronique Mortaigne

Garnier s'enflamme pour Pina Bausch et boude Odile Duboc

LAMENTATION, TEMPTATIONS OF THE MOON, de Martha Graham. **RHAPSODY IN BLUE**, création d'Odile Duboc. **LE SACRE DU PRINTEMPS**, de Pina Bausch.

OPÉRA GARNIER, Le 21 novembre, à 19 h 30. Prochaines représentations : les 24, 29, 30 novembre, puis les 2, 3, 5, et 8 décembre, à 19 h 30. Tél. : 08-36-69-78-68. De 30 F à 340 F.

L'affiche claque : Graham/Duboc/Bausch. Odile Duboc présentée entre Martha Graham et Pina Bausch ? Autant dire une

quasi-inconnue, encadrée par deux artistes de notoriété internationale. Brigitte Lefèvre, directrice de la danse à l'Opéra de Paris, a pourtant souhaité confier à la chorégraphe française – installée depuis 1991 à Belfort au Centre chorégraphique de Franche-Comté – la célébration du centenaire de George Gershwin. Pour ce projet, elles se sont mises d'accord sur la partition de *Rhapsody in Blue*. Autre événement de ce programme inattendu : l'entrée au répertoire d'une deuxième pièce de Martha Graham. Après l'achat en 1995 des droits du décevant *Temptations*

of the Moon, divertissement composé en 1986, l'Opéra vient d'acquiescer ceux de *Lamentation*, solo historique créé en 1930.

Lamentation est une pièce d'anthologie qui dure... trois minutes et trente secondes. C'est une danse assise. Une femme se tient sur un banc. Elle est enveloppée dans un tube de jersey extensible qui suit chacun de ses gestes, de ses étirements. On ne voit que ses mains, que ses pieds nus. Indifférent au monde qui l'entoure, elle oscille à droite, à gauche, se cassant à chaque fois un peu plus bas. Cette pièce, créée après la crise économique de 1929, augurait une série de danses de dénonciation, prenant pour thèmes la misère sociale, les ravages de la guerre. Aujourd'hui, on pense à une femme algérienne. A une sans-papier en détresse.

DÈS QUE LA MUSIQUE DÉMARRE...

La danseuse-étoile Fanny Gai-da, lors de la première représentation – était-ce la peur ? – maniquait d'âme sous le jersey mythique. *Domage !* Comment s'intéresser, ensuite, aux aventures de Crescent Moon (Crisant de lune/Agnès Letestu) et de Velvet Night (Nuit de velours/José Martinez), héros de *Temptations of the Moon* ? Si tout est dansé à la lettre, l'ensemble manque du poids sexuel du corps « grahamien ».

Rhapsody in Blue commence bien. A la partition de Gershwin, Odile Duboc a inventé un prologue constitué de bruits urbains (klaxons, moteurs de voiture, etc.). Les danseurs costumés en bleu vif s'échauffent. Summum

du style « déconstruit ». Une danseuse, se substituant au chef d'orchestre (Guillaume Tournier, trente-quatre ans, dirigeait pour la première fois à Garnier), vient jusqu'à la fosse donner le signal aux musiciens. Jolie idée. Dès que la musique démarre, on bascule dans la lourdeur : plaques de métal superposées représentent les immenses new-yorkais ; toile de fond figurant des échangeurs ; jusqu'aux costumes rayés, surtout ceux peints à gros traits noirs.

On sait qu'Odile Duboc et Françoise Michel, son éclairagiste attitrée, conçoivent leurs spectacles de concert. Mais où est le risque de cette danse ? On dirait un exercice de composition pour étudiants. Après *Retours de scène*, en 1992, ce deuxième essai d'Odile Duboc à l'Opéra n'est pas plus convaincant.

Enfin, de l'émotion avec la reprise du *Sacre du printemps*, inspiré en 1975 à Pina Bausch par la musique de Stravinsky et entré au répertoire en 1995. La chorégraphe allemande fut la seule, ce soir-là, à être vraiment applaudie.

Domènique Fréret



AUX ARBESSES DU MER. 2 AU DIM. 13 DÉC.

création à Paris
LE PASSAGE VERONIQUE OLM
MISE EN SCÈNE BRIGITTE JAKUES
L'itinéraire passionnel et tragique de la poétesse russe
Marina Tsvetaïeva et de son fils Mour

LOCATION 01 42 74 22 77

SORTIR

PARIS

Roland Dubillard
A l'occasion de la parution du *Journal* de Roland Dubillard (éd. Gallimard), l'Odéon consacre à l'auteur une soirée de lecture. Marc Betton, André Dussoit, Michael Lonsdale, Maria Machado et Ariane Dubillard liront, outre des passages du *Journal* (1947-1997), des extraits des œuvres poétiques ou dramatiques de Dubillard.

Théâtre national de l'Odéon, 1, place Paul-Claudel, Paris 6^e. M^o Odéon. Le 23, à 20 heures. Tél. : 01-44-41-36-36. De 30 F à 170 F.
Witold Gombrowicz
Dans le cadre des représentations, jusqu'au 20 décembre, d'*Yvonne, princesse de Bourgogne*, de Gombrowicz, le Théâtre national de la Colline consacre une soirée à l'auteur. Une projection d'entretiens avec Gombrowicz réalisés par Michel Polac (1969) et Andrzej Wolski (1989) précédera une lecture d'extraits du roman *Ferdydurke* par Aline Le Berre, puis un débat.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, Paris 20^e. M^o Gombrowicz. Le 23, à 20 heures. Tél. : 01-44-63-52-00. Entrée libre sur réservation.

« On y Danse V »
Une semaine de danse belge qui débute avec *Detours* de Patricia Kuyper (le 23), *Environnements* de Toulia Limnatis (les 26 et 27), et *Système* de Claudio Bernardo autour de la personnalité blessée de Frida Kahlo (le 30 et le 1^{er}). Signalons, à cette occasion, le

guide 20 ans de danse en communauté française de Belgique (éd. Contredanse), sous la direction de Béatrice Menet, bien documenté et illustré. Centre Wallonie-Bruxelles, 46, rue Quincampoix, Paris 4^e. M^o Châtelet-Les Halles. Les 23, 26, 27, 30 novembre et le 1^{er} décembre, à 20 h 30. Tél. : 01-53-01-96-96. De 50 F à 100 F.

Bertrand Renaudin Trio
Batteur « doublé d'un compositeur passionnant », comme le rappelle Martial Solal, Bertrand Renaudin mène un assez formidable grand orchestre, dont il s'échappe parfois pour la formule du trio. Ledit trio – avec Yves Rousseau à la contrebasse et Hervé Sellin au piano – recevra le saxophoniste Knutsson Jonas.

Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1^{er}. M^o Châtelet. Le 23, à 22 heures. Tél. : 01-40-26-46-60. 80 F.
James Brown
« And now, Ladies and Gentlemen, Mr. JAAAAAMES BROWNNNNN ! » C'est toujours la même histoire depuis plus de quarante ans. A lui seul, James Brown est déjà un spectacle ; avec un orchestre et des choristes motivés, c'est encore mieux. Le temps est un peu passé où le parrain de la soul music était secondé, parfois dépassé, par les meilleurs du funk, mais avec un peu de chance la soirée devrait se révéler chaude, voire très chaude et en tout cas éminemment dansante. « Get on Up ! », *Zénith*, 211, avenue Jean-Jaures, Paris 13^e. M^o Porte-de-Pantin. Le 23, à 20 heures. Tél. : 01-42-05-60-00. De 218 F à 375 F.

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

Blade (*)
de Stephen Norrington (Etats-Unis, 1 h 55).
Les Brûlés de la ville
de Sophie Comtet (France, 1 h 35).
Claire Dolan (*)
de Lodge Kerrigan (Etats-Unis, 1 h 35).
L'Ecole de la chair
de Benoît Jacquot (France, 1 h 45).
Les Fleurs de Shanghai
de Hou Hsiao-Hsien (Chine, 2 h 10).
Hasards ou coïncidences
de Claude Lelouch (France, 2 h).
L'Impitoyable lune de miel
dessin animé de Bill Plympton (Etats-Unis, 1 h 13).
Memory & Desire
de Niki Caro (Nouvelle-Zélande, 1 h 29).
La Momie à mi-mots
de Larry Granier (France, 42 mn).
Ouvre les yeux
d'Alejandro Amenábar (France-Espagne, 1 h 57).
Pas vu pas pris
film français de Pierre Carles (France, 1 h 30).
Tango
de Carlos Saura (Espagne-Argentine, 1 h 55).
(*) Films interdits aux moins de 12 ans.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,25 F/mn).

REPRISES

Husbands
de John Cassavetes.
Américain, 1970, copie neuve (2 h 20).
Action Christine, 6^e (01-43-29-11-30).
Mac Mahon, 17^e (01-43-80-24-81).

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.
L'Atelier Patricia Chéreau au bénéfice d'Aldes
Une représentation supplémentaire de *Henry VI* (troisième partie) et de *Ri-*

chard III (fragments), mis en scène par Chéreau avec les élèves du Conservatoire national supérieur d'art dramatique. Manufacture des celliers, 25-29, rue Raspail, 94 Ivry-sur-Seine. M^o Mairie d'Ivry. Le 23, à 20 heures. Tél. : 01-44-41-36-36. 200 F.

Laure Collandant (piano/forte)
Elizabeth Balmas (violin)
Eric Levanonnois (violoncelle)
Œuvres de Carl Philipp Emanuel Bach, Beethoven, Schubert, Schumann, Woelfli.
Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris 16^e. M^o Passy. Le 23, à 20 heures. Tél. : 01-42-30-15-16. 80 F.

Jorge Chamini (baryton)
Marie-Françoise Bouchet (piano)
Hommage à Federico García Lorca.
Théâtre Grévin, 10, boulevard Montmartre, Paris 9^e. M^o Montmartre. Le 23, à 20 h 30. Tél. : 01-48-24-16-97. De 50 F à 200 F.

Spirit of Life Ensemble
Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1^{er}. M^o Châtelet. Le 23, à 22 heures. Tél. : 01-42-33-22-88. 80 F.
Dave Binney Quartet
La Villa, 29, rue Jacob, Paris 6^e. M^o Saint-Germain-des-Prés. Le 23, à 22 h 30. Tél. : 01-43-26-60-00. De 120 F à 150 F.
Gilles Servat
Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris 9^e. M^o Opéra. Le 23, à 20 h 30. Tél. : 01-47-42-25-49. 160 F.

RESERVATIONS

Life on a String
Opéra chinois, mise en scène d'Ingrid von Wangtch Rekowski.
Bouffes du Nord, 37 bis, boulevard de la Chapelle, Paris 10^e. Les 3 et 4 décembre. Tél. : 01-46-07-34-50. 100 F et 130 F.

DERNIERS JOURS

28 novembre :
Bouffes tribaux d'Afrique, d'Asie du Sud-Est et d'Océanie.
Mona Bismark Foundation, 34, avenue de New-York, Paris 16^e. Tél. : 01-47-23-38-88. Entrée libre.

MUSIQUE

A la recherche d'un nom de compositeur ou d'un titre d'œuvre ?

Consultez notre rubrique MUS
3615 LEMONDE

www.lemonde.fr/bourse/

LA BOURSE AU QUOTIDIEN SUR INTERNET

- Les cotations en direct (Bourse de Paris et indices Stoxx européens)
- Des graphiques actualisés chaque jour (toutes les valeurs du SBF 250)
- Des informations financières (sociétés cotées à la Bourse de Paris)

PRIX 1999



POUR LES PRIX 1999
LES LAUREATS SONT
LES LAUREATS SONT
LES LAUREATS SONT

EN VUE

■ Au prince de Galles exigeant des « excuses publiques », le *Daily Mirror*, journal populaire, répond : « Charles veut garder pour lui seul le gâteau des ragots sur la famille royale. »

■ Les avocats de Pinochet ont reconnu, lors des audiences en appel devant les Lords : « Hitler lui-même aurait été protégé par la loi anglaise favorable à l'immunité des chefs d'Etat. »

■ Les traverses et les rails menant au camp de concentration de Dachau ont été démontés pour les besoins d'un projet de zone artisanale et résidentielle. Un hôtel de cure et de sport sera construit à l'emplacement de la « Platterhof », résidence des invités du Führer, située sur les hauteurs de Berchtesgaden.

■ Samedi 21 novembre, Khosro Ebrahimi, iranien lapidé, convaincu d'adultère par le tribunal de Lahidjan, a été gracié, conformément à la charia, en parvenant à s'extraire du sable où il était enfoui jusqu'à la taille. Les épouses infidèles sont enterrées jusqu'aux aisselles.

■ Les Saoudiennes de « plus de trente-cinq ans », « mariées », pourront passer un permis de conduire avec l'autorisation de leur conjoint et librement circuler sur les routes du royaume de « 7 heures du matin à 7 heures du soir ».

■ Arany Marchetti, directeur d'une entreprise de pompes funèbres à Sao Paulo, qui vend des cercueils à l'emblème des clubs de football du pays, a commandé le sien aux couleurs des Corinthians.

■ « Si on a contribué à polluer toute sa vie la planète on peut au moins mourir propre ! », argumente Céleste Falvre, chargée de la commercialisation en France du *Peace Box*, cercueil en carton, invention suisse.

■ Le gouvernement de l'Etat indien du Pendjab qui, depuis dix-huit mois, cherche en vain à remettre une prime de 100 000 roupies (12 000 francs) au « fonctionnaire le plus honnête », a découvert entre-temps 300 corrompus.

■ Depuis que la pègre indienne les a mis sur sa liste des hommes à abattre, les producteurs d'« India Most Wanted », émission télévisée consacrée à la chasse aux criminels, se méfient des policiers.

■ Un commerçant d'Imola, en Italie, dénoncé au mois de septembre par le laboratoire où il avait fait développer une photographie de sa petite fille nue âgée de trois ans, poursuivi depuis pour pédophilie, vient d'obtenir un non-lieu, après avoir perdu sa clientèle.

Christian Colombani

Les journaux turcs en guerre contre la « trahison » de Rome

Furieux de la décision du gouvernement de Massimo D'Alema de ne pas extraditer le chef de la rébellion kurde, la plupart des éditorialistes d'Ankara et d'Istanbul s'en prennent violemment à l'Italie

EN L'ESPACE d'une semaine, la presse turque, qui, après l'arrestation d'Abdullah Öcalan, le chef de la rébellion kurde, le 12 novembre, saluait à grand renfort de manchettes spectaculaires la « force de la Turquie », le « grand succès » et l'« événement historique », est passée du triomphalisme à la colère. Un changement d'attitude qui reflète et encourage les réactions nationalistes de la population à l'encontre des autorités italiennes après le refus de ces dernières d'extrader le dirigeant kurde.

S'indignant du fait que des journalistes turcs aient été attaqués par des militants kurdes à Rome,

affichant sur des pages entières des photos de bébé la poitrine trouée de balles tirées par des combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), la formation de M. Öcalan, les médias donnent libre cours à leur frustration. « L'impudent ! Il ne s'est pas contenté de soutenir Apo [M. Öcalan], il a même proposé sa « médiation », s'insurgeait, à la « une », le quotidien *Sabah*, qui s'attaquait au premier ministre italien, Massimo D'Alema, et déplorait que l'Italie se fût « rendue » à une poignée de militants du PKK. *Sabah* insistait sur « le devoir qui incombe à toutes les couches de la société de



faire pression sur les autorités italiennes, notamment par le biais d'un embargo économique ». Il fournissait le texte d'une lettre en italien et les numéros à contacter, encourageant ses lecteurs à inonder les ministères romains de fax. Cette campagne a obtenu le soutien des autorités turques, qui ont annoncé que l'envoi de télécopiers

serait gratuit dans les bureaux de poste.

L'éditorialiste nationaliste Emin Cölasan, de *Hürriyet*, encourage les Turcs à manifester : « La Turquie ne doit-elle pas faire entendre sa voix aux organisations internationales, en faisant descendre des millions de gens dans la rue, en Italie et en Europe. Les familles des milliers de martyrs et de vétérans ne vont-elles pas manifester dans nos quatre-vingt provinces ? » Il dénonçait les militants des droits de l'homme en Turquie : « Se distillant derrière le masque des « droits de l'homme », ce sont en fait des trahisseurs ; ils sont les ennemis de la

République turque, des fauteurs de troubles, agents provocateurs, du PKK parmi nous. »

Sous la plume de son rédacteur en chef, Ertugrul Özkök, *Hürriyet* affirme que l'Italie « trahit pour la seconde fois durant ce XX^e siècle » : « La première fois, c'était avec le fascisme ; [cette] fois, en abritant un boucher de vies humaines. » Et d'ajouter : « Pouvons-nous imaginer que la grande Italie démocratique, aux mains de quelques sales « Verts », se transformerait en un royaume moyen-oriental... Que notre « alliée » (...) deviendrait la collaboratrice d'un boucher, d'un trafiquant d'heroin ? »

En fin de semaine, la violence des réactions populaires suscitait cependant quelques « appels au bon sens ». Certains commentateurs soulignaient que le débat ne devrait pas être centré uniquement sur le PKK, mais également sur la politique de l'Etat turc à l'égard des revendications des Kurdes. « Le problème kurde, et non pas le PKK, va être politisé sur la scène internationale », écrit Hadi Üvengün dans *Hürriyet*. Pour éviter ceci, la Turquie doit couronner d'une solution politique le succès qu'elle a obtenu sur le front militaire. Dans le même quotidien, son collègue Yavuz Kökten rappelait qu'il avait souvent averti que si la Turquie ne s'efforçait pas de trouver une solution politique préservant l'unité territoriale du pays, elle y serait un jour forcée par d'autres.

Nicole Pope

DANS LA PRESSE

LIBÉRATION

Serge July

■ Si Michel Rocard bataille une nouvelle fois avec les derniers compagnons de l'ancien président, c'est parce que celui-ci a été la souffrance-douleur des mitterrandistes souffre plus encore qu'on ne lui reconnaît aucune véritable paternité dans l'histoire moderne de la gauche. C'est l'histoire d'un père oublié qui aimerait être reconnu par ses enfants (...).

Même ses propres camarades regardent déjà ailleurs et les médias l'oublient. C'est tout simplement insupportable. (...) Mais, comme à chaque fois qu'il s'est lancé dans un tel réquisitoire, Michel Rocard est rattrapé par lui-même. Il en fait toujours trop ou pas assez. (...) Le malheur présent de Michel

Rocard s'appelle Lionel Jospin. L'actuel premier ministre s'est imposé, en effet depuis 1995, comme la synthèse ingénieuse du mitterrandisme et du rocardisme. (...) On imagine mal qu'il aille à l'élection présidentielle sur le mode de l'autodénégation, en rendant systématiquement hommage à l'œuvre de Michel Rocard. (...) L'interminable procédure de reconnaissance en paternité relancée par Michel Rocard était condamnée à échouer une nouvelle fois.

MIL

Michèle Cotta

■ On savait la majorité plurielle divisée. Depuis ce dernier dimanche, on sait que le Parti socialiste l'est aussi de façon plus embarrasante encore pour Lionel Jospin. (...) Sur les immigrés (...), il n'est pas difficile de trouver dans

les rangs socialistes une forte minorité pour regretter que l'on n'ait pas procédé, dès 1997, à une régularisation massive de tous les sans-papiers vivant sur le territoire français. (...) Contestation aussi de pans entiers de la politique économique de Lionel Jospin. (...) Si on ajoute à tout cela les propos de Michel Rocard sur l'honnêteté de François Mitterrand, la polémique sur l'impossible démission de Roland Dumas et les réactions indignées du dernier camp des mitterrandistes, on conclut que le PS n'est pas loin de tomber une fois de plus du côté où il penche, et que l'on avait oublié depuis dix-huit mois, celui de la division.

LE FIGARO

Antoine-Pierre Mariano

■ La SNCF est aujourd'hui l'archétype de la « non-entreprise ».

lanchron.dyadel.net

Sur le Web, on parle et on chante aussi en picard



écouter une chanson picarde et une dizaine de textes lus par leurs auteurs, avec pour chacun une traduction écrite en français.

Rançon du succès, le site reçoit chaque jour une dizaine de messages électroniques d'internautes posant des questions de grammaire et de vocabulaire. M. Vi-

gneux a donc mis en ligne un dictionnaire picard-français à l'usage des débutants : « Le site occupe toutes mes soirées, tous mes week-ends, mais je ne me plains pas. » Il prépare déjà une rubrique sur l'évolution du parler picard à travers les siècles et sur la littérature picarde au Moyen Age.

Christophe Labbé et Olivia Recasens

SUR LA TOILE

ARRÊT SUR IMAGE

■ Le site de la chaîne de télévision La Cinquième propose désormais un forum pour l'émission « Arrêt sur image », avec pour premier thème de débat *Les Particules élémentaires*, le dernier roman de Michel Houellebecq, et la polémique qui l'entoure. www.lacinquieme.fr

YAHOO ! ESPAGNE

■ Yahoo ! lance son huitième site en Europe avec Yahoo ! Espagne, qui propose des informations spécifiques à la péninsule Ibérique. www.yahoo.es

TÉLÉDIAGNOSTIC

EN HAUTE MER

■ Un médecin de Boston (Etats-Unis) est venu en aide au navigateur russe Viktor Yazykov, qui avait entrepris un tour du monde en solitaire et s'était blessé au bras. Sa plaie commençait à s'infecter lorsqu'il s'est résolu à consulter par e-mail le docteur Daniel Carlin, qui lui a donné la marche à suivre pour tailler dans l'abcès par retour de courrier. « Mon bras va mieux », disait le dernier message de Yazykov. (AP)

Plaidoyer de petite vertu

par Alain Rollat

OBJECTION ! Mon client n'a pas dit les choses que vous dites ! Il n'a pas dit que votre ami était un homme malhonnête ; il a dit, en pesant ses mots : cet homme « n'était pas un honnête homme ». Ce n'est pas la même chose, même si cela ressemble à un euphémisme. Cette subtilité sémantique est lourde de sens. Dire de quelqu'un qu'il n'est pas honnête ne veut pas forcément dire qu'il soit malhonnête. C'est toute la différence entre un fripon et un voleur. Tout voleur est assurément malhonnête. Mais si tout fripon est un coquin, surtout quand il fréquente des gredins, cela ne saurait suffire à le taxer de malhonnêteté. Mon client n'a pas franchi ce pas. Ne lui faites donc pas dire ce qu'il s'est abstenu de dire bien qu'il l'ait suggéré ! N'oubliez pas, chez lui, cette part protestante, puritaine, idéaliste, qui a toujours été sa marque militante. Souvenez-vous du pseudonyme

sous lequel il exprimait ses premières hérésies socialistes : il les signait Georges Servet, en souvenir du théologien Michel Servet, brûlé vif en 1553, à Genève, sous la poigne de Calvin. Epargnez-lui votre blâcher ! Ne lui faites pas procès de son archaïsme en la matière. Ne lui faites pas grief d'avoir de l'honnêteté homme la conception qu'en avait Montaigne à l'époque de Calvin.

Qu'est-ce, au fond, qu'un honnête homme ? C'est, certes, celui qui ne cherche pas à s'approprier le bien d'autrui. Mais c'est, avant tout, au sens premier du terme, celui qui se conforme à la loi morale, fait preuve de droiture. Honnêteté rime d'abord avec vertu. Ce qu'en disait La Bruyère dans ses *Caractères* garde valeur de référence : « L'honnête homme tient le milieu entre l'habile homme et l'homme de bien quoique dans une distance inégale de ces deux extrêmes... » Lequel d'entre vous,

messieurs, oserait soutenir que l'honnêteté de votre ami, mesurée à cette aune, était plus proche de la probité que de l'habileté ? Sa virtuosité, en politique, n'était-elle pas, au contraire, légendaire ? Pourquoi l'avait-on surnommé « le Florentin » à l'époque où il manœuvrait pour conquérir le pouvoir ? N'était-ce pas, justement, à cause du classicisme de son machiavélisme ?

N'avez donc pas la malhonnêteté intellectuelle de ne pas voir que mon client n'a fait, en vérité, qu'enfoncer une porte ouverte. En contrepartie, je vous accorderai, à la décharge de votre ami, que la vraie question n'est pas seulement de déterminer à partir de quel seuil d'habileté le fripon devient larron. Elle est aussi de savoir à partir de quel degré de vertu l'homme de bien est si parfait qu'il en devient inquisiteur pour la masse mécréante des honnêtes gens.

Abonnez-vous au Monde

Jusqu'à **360 F** d'économie soit **7 semaines de lecture GRATUITE**

Oui, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante :

☐ 3 MOIS - 562 F ☐ 6 MOIS - 1 066 F ☐ 1 AN - 1 980 F

au lieu de 585 F au lieu de 1 170 F au lieu de 2 340 F

Sc 350 F d'économie

Je joins mon règlement soit :

☐ par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde

☐ par carte bancaire N° _____

Date de validité _____ Signature : _____

☐ M. ☐ Mme Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

PAYS HORS FRANCE		USA - CANADA	
Belgique Pays-Bas Luxembourg Suisse	Autres pays de l'Union européenne	USA - CANADA	Autres pays de l'Amérique du Nord
1 AN 2 180 F	2 680 F	1 AN 2 180 F	2 680 F
3 mois 598 F	700 F	3 mois 598 F	700 F

Offre valable jusqu'au 31/12/98

Pour tout autre renseignement concernant le portage à domicile, la suspension de votre abonnement pendant les vacances, un changement d'adresse, le paiement par prélèvement automatique mensuel, les tarifs d'abonnement pour les autres pays étrangers. Téléphonez au 01-42-17-32-90 de 8 h 30 à 18 heures du lundi au vendredi

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : LE MONDE, service Abonnements - 24, avenue du Général-Leclerc 93046 Chantilly Cedex

FILMS DE LA SOIRÉE

Heure	Film	Genre
18h30	Les Fugitifs	Comédie
19h00	Le Dîner de Cons	Comédie
19h30	Le Grand Pige	Comédie
20h00	Le Dîner de Cons	Comédie
20h30	Le Grand Pige	Comédie
21h00	Le Dîner de Cons	Comédie
21h30	Le Grand Pige	Comédie
22h00	Le Dîner de Cons	Comédie
22h30	Le Grand Pige	Comédie
23h00	Le Dîner de Cons	Comédie
23h30	Le Grand Pige	Comédie

GUIDE TÉLÉVISION

Heure	Programme	Genre
18h30	Les Fugitifs	Comédie
19h00	Le Dîner de Cons	Comédie
19h30	Le Grand Pige	Comédie
20h00	Le Dîner de Cons	Comédie
20h30	Le Grand Pige	Comédie
21h00	Le Dîner de Cons	Comédie
21h30	Le Grand Pige	Comédie
22h00	Le Dîner de Cons	Comédie
22h30	Le Grand Pige	Comédie
23h00	Le Dîner de Cons	Comédie
23h30	Le Grand Pige	Comédie

FILMS DU JOUR

Heure	Film	Genre
18h30	Les Fugitifs	Comédie
19h00	Le Dîner de Cons	Comédie
19h30	Le Grand Pige	Comédie
20h00	Le Dîner de Cons	Comédie
20h30	Le Grand Pige	Comédie
21h00	Le Dîner de Cons	Comédie
21h30	Le Grand Pige	Comédie
22h00	Le Dîner de Cons	Comédie
22h30	Le Grand Pige	Comédie
23h00	Le Dîner de Cons	Comédie
23h30	Le Grand Pige	Comédie

GUIDE TÉLÉVISION

Heure	Programme	Genre
18h30	Les Fugitifs	Comédie
19h00	Le Dîner de Cons	Comédie
19h30	Le Grand Pige	Comédie
20h00	Le Dîner de Cons	Comédie
20h30	Le Grand Pige	Comédie
21h00	Le Dîner de Cons	Comédie
21h30	Le Grand Pige	Comédie
22h00	Le Dîner de Cons	Comédie
22h30	Le Grand Pige	Comédie
23h00	Le Dîner de Cons	Comédie
23h30	Le Grand Pige	Comédie

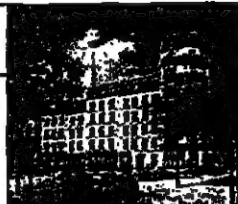
هذا من الامل

IMMOBILIER


NEUF ET RÉSIDENTIEL

PARIS

10^e arrondissement

Le S-Martin 125, rue du Faubourg S-Martin 75010 PARIS Réalisation : FINANCIERE RIVE GAUCHE 404, bd du Montparnasse 75014 Paris Commercialisation : Tél. 01 54 98 05 13 Fax 01 47 59 95 92		IMMOBILIER NEUF PROJET GARE DE L'EST. VUES DÉGAGÉES Métro, RER, marché, jardin public, écoles, poste... 24 appartements : studio, 2 pièces, 3/4 pièces de 330 000 F à 1 000 000 F + parking DÉFISCALISATION PÉRISSOL FRANCIERE RIVE GAUCHE
---	--	--

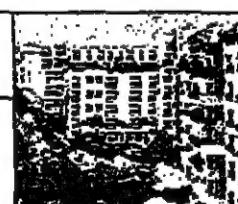
11^e arrondissement

11/15A rue Godofroy Cavagnac 75011 Paris Réalisation et commercialisation : SEFIMA L'immobilier depuis 1960 40/42, avenue Raymond Poincaré 75116 PARIS Tél. : 01 55 73 00 10 (du lundi au vendredi)		LANCÉMENT. DÉFISCALISATION "PÉRISSOL" Du studio au 3 pièces, 20 400 F le m ² moyen hors parking. Entre le métro Voltaire et le métro Faubourg dans un quartier protégé, une résidence de caractère sur jardins intérieurs. Une ambiance de village à 2 pas de l'animation de la place Léon Blum, de ses commerces, ses écoles et lycées. Bureau de Vente sur place : 11/15A, rue Godofroy Cavagnac 75011 Paris : ouvert tous les jours de 14h à 19h, sauf mardi et mercredi. Tél. 01 43 72 40 64
---	---	---

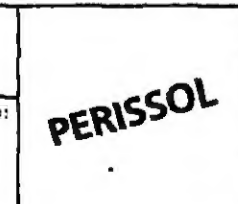
16^e arrondissement

Les Jardins d'Auteuil 11-15, rue Wilhem 75016 Paris Réalisation : STIM BATIR Groupe Bouygues Immobilier, 92513 Boulogne Cedex Tél. 01 55 73 00 10 Internet : http://www.stimbatis.fr		DÉFISCALISATION PÉRISSOL Immeuble de standing de 43 appartements du studio au 4 P. Livraison : décembre 1998 Prix à partir de : studio 390 000 F hors parking, 2 pièces 1 255 000 F parking inclus, 4 pièces 2 930 000 F parking inclus. STIM BATIR vous propose à proximité immédiate du Pont Mirabeau et de l'École de la Fontaine, des appartements compléments aux jardins, dans une résidence de standing offrant architecture élégante et prestations de qualité. Bureau de Vente : 11, rue Wilhem - 75016 Paris Ouvert lundi, jeudi et vendredi de 14h à 19h, samedi, dimanche et jours fériés de 10h30 à 12h30 et de 14h à 19h. Tél. 01 55 73 00 10
---	---	--

16^e arrondissement

Les Jardins d'Amadeus 26, rue de la Source 3 et 7, rue Henri Heine 75016 Paris Réalisation : GEORGE V PROMOTION Commercialisation : PÉRISSOL CONSULTANTS Tél. 01 55 21 07 21 Fax 01 55 21 07 22		Du studio au 5 pièces (balcons et terrasses) En l'absence de l'avenue Mozart, sur 2 600 m ² de jardins privés et protégés, GEORGE V Promotion réalise 3 petits immeubles aux façades en pierre de taille portiques. Du studio au 5 pièces, des appartements avec balcons ou terrasses en, pour la plupart, une vue exceptionnelle sur les jardins. Prestations luxueuses - Parkings - Aménagement Périissol. Livraison 1 ^{er} semestre 2000 Renseignements : 01 55 21 07 21
---	---	--

17^e arrondissement

L'Atelier 11, rue Daubigny 75017 Paris 2 pas du bd Malesherbes Réalisation et Commercialisation : AEGIDE Sur rendez-vous Tél. 01 53 65 66 60		23 PIÈCES, 5 PIÈCES, 4 PIÈCES Livraison 2 ^e trimestre 1999. A proximité du Parc Monceau et du quartier commerçant de la rue Lévis, dans une rue calme, découvrez une petite résidence de 5 appartements dont un duplex avec terrasse. L'aspect architectural de l'immeuble attire l'œil d'arrière vers l'avant : grande haute sous voûte, verrière, terrasse. Prestations haut de gamme : parkings, maître dans les salles de bain, cuisine, valets électriques, Appartements de prestige. Parkings, Plans personnalisés AEGIDE sur rendez-vous : 01 53 65 66 60
--	---	--


PÉRISSOL

AEGIDE

19^e arrondissement

Les Académies des Buttes Chaumont 20, rue des Alouettes - 75019 Paris Réalisation : STIM BATIR Groupe Bouygues Immobilier, 92513 Boulogne Cedex 150, rue de la Seine Tél. 01 55 38 32 38 Internet : http://www.stimbatis.fr		67 APPARTEMENTS DU STUDIO AU 2 PIÈCES IDÉAL INVESTISSEURS - LOYERS GARANTIS PENDANT 9 ANS - RECUPÉRATION DE TVA STIM BATIR réalise une résidence pour étudiants avec services (garage, cafétéria, laverie...) à proximité du Parc des Buttes Chaumont et du métro. Prix à partir de 410 000 F hors parking Pour tous renseignements, appelez dès maintenant au 01 55 38 32 38
---	---	--

20^e arrondissement


Les Lauréates 139-137, bd Diderot 75020 Paris Réalisation : SCI DAVOUT 6, Daubigny Saint-Hippolyte 75008 Paris Commercialisation : Tél. 01 47 42 85 95		DÉFISCALISATION PÉRISSOL 1998 SPECIAL INVESTISSEUR. Rendement vos impôts en investissant 3 Paris dans le Top des résidences pour étudiants. Accès Métro Porte de Vincennes, Porte de Montreuil ou Marolles. Gestion : EUROSTUDIOMES, filiale du groupe de la CAISSE DES DÉPÔTS. Loyer garanti par loi. Studios à partir de 340 000 F. Coût 100% possible. Commercialisation : tél. 01 47 42 85 95
---	---	---

RÉGION PARISIENNE

78 Carrières-sur-Seine

Résidence "La Vallière" 45/49, rue de Chant 78 Carrières-sur-Seine Réalisation : FRANIM Tél. 01 47 20 48 99		LIVRAISON IMMÉDIATE. SUPERBES APPARTEMENTS de 2 P au 4 P, Maisons de ville 5 pièces, à partir de 13 000/14. Constructions traditionnelles - prestations de qualité exceptionnelle. Cadre total dans un cadre de verdure au bord de Seine. 6 ans de la Défense - Labels QUALITEL et PROMOTELEC P.A.S. et prêt à taux 0. APPARTEMENT MODÈLE sur place, du lundi au jeudi de 15h à 19h (sauf jours de rendez-vous) Tél. 01 39 57 26 10
---	---	--

92 Bourg-la-Reine

La Résidence St-Gilles 92 Bourg-la-Reine Réalisation : STIM BATIR Groupe Bouygues Immobilier, 92513 Boulogne Cedex 150, rue de la Seine Commercialisation : EDP Tél. 01 55 152 159 Internet : http://www.stimbatis.fr		IDÉAL PÉRISSOL En centre ville - RER J 2 pas - STIM BATIR réalise une résidence de standing, alliant architecture élégante et prestations de qualité. Prix moyen : 18 000 F/m ² parking inclus. Pour tous renseignements, appelez dès maintenant au 01 55 152 159
--	---	--

92 Neuilly-sur-Seine

La Villa de la Rostale 17/23, boulevard Georges Soreau 92 Neuilly-sur-Seine Réalisation : SOFRACIM Tél. : 01 46 24 01 00		NOUVEAU ILDE DE LA JATTE Une petite résidence de 20 appartements de grande qualité avec un exceptionnel plan intérieur paysager. Grande appartements très chics. Bureau de Vente sur place : 17/23, boulevard Georges Soreau - Ile de la Jatte - 92 Neuilly ouvert tous les jours de 14h à 19h. Tél. 01 46 24 01 00
--	---	---

**NEUF
ET RÉSIDENTIEL**
 CHAQUE LUNDI (DATÉ MARDI)
 POUR ACHETER, INVESTIR...
 RENSEIGNEMENT : 01 42 17 39 45

**IMMO
NEUF**

**Le mensuel
qui vous aide
à acheter
dans le neuf.**
**Chez votre
marchand
de journaux.**

REPRODUCTION INTERDITE

Etre propriétaire d'un bien
certains documents qu'il
la vente du bien ou à la
certains dépenses (travaux)
calcul des plus-values.

le titre de propriété
propriété dit qui est
acquisition, le notaire
original. En cas de
toujours vous en débarrasser.

Il est également utile de
qui ont permis de parvenir
certificat de mesurage.

Chambre des Notaires de Paris - France

VENTES

VENTES

PARIS 1^{er}
Maison de la Mode
Couture
Accessoires
Lingerie
Chapeaux
Parapluies
Bijoux
Sacs
Gants
Souliers
Carnets
Albums
Cartes
Papiers
Encre
Fusains
Crayons
Pencils
Ciseaux
Épingle
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Mannequin
Man

FICHES PRATIQUE DES NOTAIRES

DOCUMENTS A CONSERVER PAR LE PROPRIETAIRE D'UN IMMEUBLE

Être propriétaire d'un bien immobilier impose de conserver certains documents qu'il faudra produire à un acquéreur lors de la revente du bien, ou à l'administration fiscale pour justifier de certaines dépenses (travaux notamment) dans le cadre d'un calcul des plus-values.

Le titre de propriété : il s'agit de l'acte d'acquisition proprement dit, qui est la preuve de la propriété. Après toute acquisition, le notaire est tenu de vous remettre une copie originale. En cas de perte de ce document, le notaire pourra toujours vous en délivrer une copie, à vos frais.

Il est également utile de conserver tous les documents annexes qui ont permis de parvenir à la vente, et tout spécialement : certificat de mesurage pour un appartement, bornage de la

propriété s'il s'agit d'un terrain, permis de construire, déclaration d'achèvement des travaux, certificat de conformité, factures des entreprises, assurances dommage-ouvrages, recherche d'amiante.

Le règlement de copropriété, si l'immeuble se trouve être en copropriété, ainsi que les procès-verbaux d'assemblées générales et les appels de charges de la copropriété.

Tous justificatifs d'impositions : impôts fonciers, impôts locaux.

Le fait de pouvoir fournir ces documents rapidement assure une certaine transparence, de nature à rassurer un acquéreur, mais aussi à accélérer le processus de vente lui-même.

Chambre des Notaires de Paris - Place du Châtelet - Paris 1er - Téléphone : 01.44.82.24.00

Pour plus d'information : www.paris.notaires.fr

VENTES

Vd complexe hôtelier
CAP D'AGDE HERAULT
Tél. 04-67-26-92-60.

15^e, BEAU PARKING à 100 m
de Montparnasse, rue
Antoine-Bourdelle

Large accès, 95 000 F
GERER 06-80-31-44-79
ou 01-42-65-03-03.

Ideal investisseur
parkings couverts
Métro Bonne-Nouvelle
Prix : 95 000 F + F.A.
+ travaux : 95 000 F
(déduct. des revenus 1998)
Gestion assurée
pendant 9 ans.
Rendement 8,50 %.
Tél. : 01-53-45-54-30

APPARTEMENTS

PARIS 3^e

MARAI-ARCHIVES
Studio 29,5 m², rénové,
entrée, séj., S.E. cuis. ind.
coln repas, parquet, chem.
calme, 3^e asc.
Digic. gardien, 510 000 F,
01-47-53-83-82.

PARIS 4^e

ILE DE LA CITÉ
sur jardin Notre-Dame
duplex 105 m², d. ét., plein sud
01-43-58-12-96

PARIS 6^e

CHERCHÉ-MIDI
très bel imm.
5 P, 107 m², 2^e asc.,
balc. soleil,
LITRE 01-45-44-44-15
OBSERVATOIRE
4 P, 99 m²,
7^e étage, asc., balc.,
vue, serv. box,
LITRE 01-45-44-44-15
MONSIEUR-LE-PRINCE
anc. 2 p. d. ét.,
rue et cour bien orienté
34 m² à raf. 01-43-35-18-36.

PARIS 7^e

CHAISE-GRENELLE
Superbe imm. 4/5 P.
99 m², 2^e ét.
LITRE 01-45-44-44-15

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
165 m², belle récep. 2 chbres,
vue soleil 7 500 000 F

DUCHAUSSEY
01-43-18-09-99

AV. DE TOURVILLE
103 m² charmant pied-à-terre,
2 chbres + serv.,
3 550 000 F

THISSE 01-53-68-67-67

ECOLE MILITAIRE
Liv. dble 3 chbr.,
2 park., 5^e asc.,
3 650 000 F
01-53-92-25-39

PARIS 8^e

GEORGE-V
Très bel ancien duplex
250 m² dem. ét., garage,
service poss. prof. lb.
6 300 000 F - 01-45-62-04-99

RUE BEAUJOUR
Imm. 1930, 235 m²,
1^e ét., volumes services,
10 000 F le m²
travaux. 01-47-05-24-25.

EXCEPTIONNEL !

100 m Palais de l'Élysée
Petit imm. gd standing
3^e étage, 3/4 P., neuf, 90 m²
Luxueuses prestations,
parking possible.
3 100 000 F
06-06-72-64-74.

PARIS 12^e

M^e BERCY
Réc. ét. élevé, dble-liv.,
3 ch., gde cuis. 2 bns. 2 w-c
100 m², balc., box.
01-43-35-18-36

DAUMESNIL
2 P. - 47 m²
840 000 F. Parfait état.
Part. face viaduc des Arts
Visite samedi et dimanche.
02-40-47-03-72/
06-12-25-37-07

BERCY
4 P, 93 m² + balcons, 9^e ét.
stand. Imm. récent. Park.
double. 2 000 000 F
01-44-94-04-40.

DAUMESNIL
Prox. Bois

LES TROIS DERNIERS
CINO PIÈCES

Expo audiolivres
- 98 m² Px 1 405 000 F
- 107 m² Px 1 435 000 F
- 113 m² Px 1 745 000 F

SEFINEG
34, rue Claude-Decaen
01-43-43-89-68

PARIS 13^e

Peupliers. Gd stg, 92. 4/5 P.
Séj., 40 m², 3 ch.,
2 bns, 110 m²
état part., sol., park.
01-43-35-18-36

PARIS 14^e

DENFERT-OBSERVATOIRE
Loft de gde qualité 157 m²
LITRE 01-45-44-44-15.

DENFERT
3 P, 70 m², entre
Daguerre et mairie,
très calme, clair, 4^e ét., asc.,
parquet, charges min., RER,
3 mât., 4 bus,
01-45-45-72-99.

MONTMARTRE
STUDIO 26 m²
Rue Lacaze, tout confort,
parquet, loggia, cave, 500 000 F.
01-45-40-41-07.

ALÉSIA
Pdt. séj., s. à manger,
4 chbres, gde cuis., 2 bns,
chf ind. gaz 140 m²,
01-43-35-18-36.

VILLA ADRIENNE
2/3 P. vue jard. privé park.
1 700 000 F - 01-44-94-04-40.

PARIS 15^e

PARC BRASSENS
Réc. dem. ét., sud, dble séj.
2 ch., cuis., 2 bns, ét. nf.,
park. 01-43-35-18-36.

VRAI ATELIER D'ARTISTE
en duplex 90 m² env. en 2/3 P.
hauteur, verrière, calme.
2 250 000 F
I.P. 01-48-83-32-88.

ANCIEN 3/4 P. 90 m²
LEFEBVRE. Soleil, vue,
2 chbres, séj., dble, 32 m²
4^e ét., imm. pdt + svce.
J.-P. MAURIN
Gobelins Immo.
01-43-37-50-50.

PARIS 16^e

M^e PORTE-DE-ST-CLOUD
Rue du Général-Delestraint,
imm. pierre de t.,
ravalé beau 3/4 p.,
100 m² en étage asc.
expos. sud-est/sud-ouest
parquet 1 900 000 F
GERER 06-80-31-44-79
ou 01-42-65-03-03.

AVENUE DIÉNA
Vue sur place des États-Unis.
part. vend 2/3 P.,
85 m², grand standing,
vue très dégagée, 5^e étage,
soleil, tres bon état,
cuis. équipée.
Prix : 3 100 000 F
Tél. : 06-80-88-03-76

PORTE DE ST-CLOUD
Rue du Général-Delestraint,
3 P, 64 m², t. de ch.,
à rén. s'écour arborée et rue.
Imm. pierre de t., ravalé,
cave, 960 000 F à négocier.
GERER 06-80-31-44-79
ou 01-42-65-03-03.

3 P. et terrasse
3 750 000 F, pleine vue
proche av. Juvénat.
Vaste sal., chbre et dressing.
Salle de bains, cuis. amén.
et terrasse privative
80 m². Calme absolu.
Rare 01-48-76-06-02.

PARIS 17^e

LA FOURCHE
STUDIO LOFT 33 m², ch,
clair, calme, 450 000 F -
01-44-94-04-40.

PARIS 18^e

MAIRIE DU XVIII^e
2 P, 33 m², balc.,
vue Sacré-Cœur,
pas de vis-à-vis,
plein ciel calme,
refait à neuf, parquet,
moules, grande cave,
580 000 F
01-44-77-52-73
01-42-62-05-82
(après 19 heures).

93 SEINE-
SAINT-DENIS

PRÉ-SAINT-GERVAIS
500 m Paris, duplex de
charme, 65 m² au sol en 2 p.,
parquet, chem., parfait état.
790 000 F.
I.P. 01-48-83-32-88.

MAISON

PARIS

MJOURDAIN
RUE DES PYRÉNÉES
Maison particulière 230 m²
park., cour-jardin, charme,
2 900 000 F
NOTAIRE 01-44-88-45-64.

IMMEUBLES

64 NOGENT CENTRE
pour investisseurs
Bel imm. de rapport 600 m²
Prix : 5 500 000 F
Tél. : 01-42-65-33-97

OFFRE SPÉCIALE
PROFESSIONNELS
DE L'IMMOBILIER

Toute annonce achetée
Lundi 7 décembre 1998 (daté 8)
donne droit à une
annonce gratuite*.

Renseignements :
► Votre agence de publicité ou
► Le Monde Publicité

Tél. : 01.42.17.39.45

* Minimum 5 lignes
même jour - même nombre de lignes

DANGERS

5^e RUE PASCAL
Fl libre,
120 000 F + 1 450 F/mois.
01-42-82-84-84

PROPRIÉTÉS

(82) Très belle propriété
Napoleon III, 400 m² +
dépendances, parc 5 500 m²,
4 km Paris, calme,
résidentiel, 01-43-59-12-96

HOTELS
PARTICULIERS

AMPÈRE 17^e
Idéal pour vente par lots
750 m² dont une maison
Tél. : 01-44-13-98-18

ACHATS

RECH. 100 à 120 m² Paris
préf. 5^e, 6^e, 7^e, 14^e, 15^e, 16^e,
01-48-73-48-07 même le soir.

Urg. famille rech. appart.
ét. él. env. 210 m² 6 P., 6 ch.,
duplex, poss. 8^e Haussmann
ou Trocadéro 16^e.
Prix max. 5,5 MF.
Tél. : 01-40-75-03-40.

RECHERCHE URGENT

pour mes clients, 100 à 150 m²
standing Paris rive gauche
budget : 2 000 000 F
à 5 000 000 F
J.-P. MAURIN
Gobelins Immo
01-43-37-50-50.

VILLAS

Rég. parisienne
province

IMMO INTERNATIONAL
rech. châteaux
manoirs, pttés, villas
pour sa clientèle acheteurs.
T. : 05-34-40-70-00.

PROPRIÉTÉS

Immo International
RECH. CHÂTEAUX
manoirs, pttés, villas.
Pour sa clientèle acheteurs.
Tél. : 05-34-40-70-00.

Locations

OFFRES VIDÉES

- V. HUGO, studio 45 m² +
gd balcon 5 100 + ch. ;
- PASSY, 3 P, 80 m², vue
Seine, 8 000 F + ch. ;
- 8^e ST-AUGUSTIN,
superbe
4 P, 110 m², 11 000 F + ch. ;
- FT SEINE, 3-4 P.,
100 m², vue Seine, pk.,
11 800 F net ;
- 8, bd Haussmann, 5 P,
superbe 164 m², 15 000 F
+ ch.
VALMONT 01-44-94-04-40.

87, BD ST-GERMAIN, 5^e
immeuble pierre de taille,
belles prest., appl. entér.
rén., 6 P., 163 m²,
19 113 F ch. comp. Visites
mardi 24 nov.,
de 14 h 30 à 16 h.
SAGGEL TRANSACTIONS

SAINT-MANDÉ
Porte Dorée, face au bois,
superbe 3 P, 100 m², t. cit.
jardin priv. et véranda, gd séj.,
2 ch., cuis. amén., s.e. + bns,
2 w-c, placards, chf. et eau
chaude coll., très bel imm.,
garden 12 300 F prov. c.c.,
libre 1-1-99.
Tél. 01-44-68-63-22
ou 06-09-10-51-17.

Particulier à particulier
recherche à louer
Versailles quartier
Porchefontaine ou à Vitrolay
1 séj., double, 1 cuis., 2 s.d.b.,
3 ch., box
Tél. : 01-30-52-62-10

DEMANDES

MASTER GROUP
47, rue Vaneau, 75007 Paris
rech. appts vides ou meublés.
Toutes surfaces pour cadres
banques et grandes sociétés.
01-42-22-98-70.

pour location de la voiture
soliste Hélioporte
ayant participé
au World Solar
Challenge Darwin-Adelaide
1996 à un grand musée
scientifique.
Contact :
FFWSC, 05-57-26-16-99.

Marché
de la création

Les artistes
exposent leurs œuvres
en plein air
boulevard Edgar-Quinet
au pied de
la Tour Montparnasse

TOUS LES DIMANCHES
à partir de 10 h
jusqu'à la tombée de la nuit

La grande histoire de la
propriété immobilière à
travers les petites histo-
ires des acteurs de la
construction. Les secrets
des promoteurs de toutes
les époques par le meilleur
historien de l'immobilier.

Editions Résidence
01 44 07 38 13
Fax 01 44 07 38 26

Document d'Éditions Mollat, Paris

De 1900 à 1920

De 1920 à 1940

De 1940 à 1960

De 1960 à 1980

De 1980 à 2000

De 2000 à 2020

De 2020 à 2040

De 2040 à 2060

De 2060 à 2080

De 2080 à 2100

De 2100 à 2120

De 2120 à 2140

De 2140 à 2160

De 2160 à 2180

De 2180 à 2200

De 2200 à 2220

De 2220 à 2240

De 2240 à 2260

De 2260 à 2280

De 2280 à 2300

De 2300 à 2320

De 2320 à 2340

De 2340 à 2360

De 2360 à 2380

De 2380 à 2400

De 2400 à 2420

De 2420 à 2440

De 2440 à 2460

De 2460 à 2480

De 2480 à 2500

De 2500 à 2520

De 2520 à 2540

De 2540 à 2560

De 2560 à 2580

De 2580 à 2600

De 2600 à 2620

De 2620 à 2640

De 2640 à 2660

De 2660 à 2680

De 2680 à 2700

De 2700 à 2720

De 2720 à 2740

De 2740 à 2760

De 2760 à 2780

De 2780 à 2800

De 2800 à 2820

De 2820 à 2840

De 2840 à 2860

De 2860 à 2880

De 2880 à 2900

De 2900 à 2920

De 2920 à 2940

De 2940 à 2960

De 2960 à 2980

De 2980 à 3000

De 3000 à 3020

De 3020 à 3040

De 3040 à 3060

De 3060 à 3080

De 3080 à 3100

De 3100 à 3120

De 3120 à 3140

De 3140 à 3160

De 3160 à 3180

De 3180 à 3200

De 3200 à 3220

De 3220 à 3240

De 3240 à 3260

Il vit, donc il rit

par Pierre Georges

IL N'EST PAS toujours absolument nécessaire de prendre la vie au tragique. Ainsi Jean-Pierre Chevènement est-il en passe d'entrer dans le calendrier républicain comme le patron des miraculés de la faculté.

Il est assez bien placé en effet pour en juger et en rire, vu qu'il fut à cet égard et, selon ses termes, « le ministre de l'intérieur le plus bûché de France ». Vu aussi qu'il est désormais le rescapé le plus visité du pays car, rit-il, les « apparitions font venir les foules, croyants et incroyants mêlés ».

Jean-Pierre Chevènement est apparu à Beaufort. Et l'on s'y est disputé ses bons mots et son humour. La chronique rapportait il y a peu, qu'émergent du coma, il avait stupéfait ses médecins par quelques citations latines fort opportunes dans le contexte. Et voici qu'en sa ville, dont, par modeste mandataire, il n'est plus que le premier adjoint, le ministre de l'intérieur s'est exprimé en patois franc-comtois, langue étrange et pour ainsi dire vernaculaire, compréhensible aux seuls consommateurs de cancollette, chasseurs de dahut et tourmenteurs de morilles. En patois donc, il dit des choses étranges mais qui, en français, ne l'étaient plus : « Le bon Dieu n'a pas voulu de moi. Le diable non plus. Ce qui fait que je suis revenu ».

Ni Dieu ni diable, Chevènement est de retour. Il vit, donc il rit. Sans cesse ni répit. Au point qu'on finirait par s'inquiéter : et s'il n'était plus lui-même, et pas tout à fait un autre, notre ministre de l'intérieur ? S'il avait traité son pessimisme au curare et son goût méphistophélique de la déclaration tragique par une cure de sommeil involontaire ?

S'il nous était revenu, en état (Val) de grâce ?

On confie un ministre aux médecins militaires. Ils nous rendent Pierre Dac. La preuve, cette déclaration empruntée, samedi, à l'humoriste, franc-comtois évidemment, Madeleine Proust : « Quand on entend ce qu'on entend, qu'on voit ce qu'on voit, qu'on sait ce qu'on sait, on a bien raison de penser ce qu'on pense. Et de se taire ! ».

Que sa convalescence et notre joie demeurent ! Car le cas est connu, au cinéma notamment ou dans les feuilletons, de ces héros transformés par l'épreuve, métamorphosés, et dont l'entourage, faute d'y reconnaître le sien, ne peut que répéter, avec une sorte d'incrédulité joyeuse et vaguement inquiète : « On nous l'a changé ! ».

Nous l'ont-ils changé, Jean-Pierre Chevènement ? Voilà qui serait formidable, formidablement étrange aussi et qui susciterait l'émotion au Mouvement des citoyens ! Imagine-t-on Georges Sarre ou Didier Motchane en plein doute métaphysique quand le maître dirait : « Allons camarades, quand on sait ce qu'on sait, la politique n'est pas si tragique et la gauche si renégate que cela. » Imagine-t-on un conseil des ministres, où Jean-Pierre défairait ce que Chevènement fit et ferait pour Jospin ce que Lionel soubaite, le bonheur des sans-papiers ? Imagine-t-on la joie dans les commissariats, l'incrédulité à Bagdad et la surprise à Bruxelles quand Jean-Pierre Chevènement revenant d'où il vient et sachant ce qu'il sait, trouverait à redire à ce qu'il dit jadis ?

Ce serait beau comme au cinéma, comme chez Capra. Une raison supplémentaire d'estimer que la Vie est belle.

Des policiers mis en examen après le décès d'un jeune Zaïrois à Tourcoing

QUATRE POLICIERS de Tourcoing (Nord) qui avaient participé, le 6 novembre, à l'interpellation d'un jeune Zaïrois qui était décédé peu après son arrivée au commissariat (Le Monde du 14 novembre), ont été mis en examen vendredi 20 novembre, pour homicide involontaire et non-assistance à personne en danger par Christian Baujault, le juge d'instruction lillois chargé du dossier. Deux autres policiers ont également été mis en examen pour non-assistance à personne en danger. Vendredi, le ministre de l'intérieur par intérim Jean-Jack Queyranne avait décidé la suspension, « dans l'attente du résultat des enquêtes en cours », des trois policiers de Tourcoing qui avaient maîtrisé le jeune Sydney Manoka Nzeza. L'autopsie du corps de la victime avait établi que son décès avait été provoqué par « un processus asphyxique dû à une contrainte thoracique ».

DÉPÊCHES

■ **ROUMANIE** : l'armée roumaine poursuivait, dimanche 22 novembre, ses efforts dans plusieurs départements du sud et de l'est du pays afin de dégager des centaines de personnes bloquées dans leurs véhicules ensevelies sous la neige. Une personne est décédée et au moins une vingtaine souffrant de gelures ont été hospitalisées à Ramnicu-Sarat (Est), a-t-on indiqué de sources médicales. Plus de 150 localités des zones touchées étaient privées d'électricité, en raison du froid violent et d'abondantes chutes de neige. - (AFP)

■ **AVOCATS** : M^e Jean Danet, avocat au barreau de Nantes, a été élu président du Syndicat des avocats de France (SAF, gauche), dimanche 22 novembre, à Marseille, à l'issue du 25^e congrès de cette organisation. M^e Danet succède à M^e Mireille Damiano, du barreau de Nice.

■ **JUSTICE** : Christiane Berkani, juge d'instruction des enfants au tribunal de Paris, a été élue secrétaire générale de l'Union syndicale des magistrats (USM, modérée) par le conseil national. Elle succède à Valéry Turcey, qui a été élu président de l'USM.

■ **CINÉMA** : *Titanic*, le film de James Cameron, a été sacré le 22 novembre « meilleur film étranger » par le jury du septième Festival du Coq d'or et des Cent Fleurs à Chongqing, principal festival cinématographique chinois. Trois mois après sa sortie en salles en avril, *Titanic* avait déjà généré les recettes les plus élevées jamais recueillies par un film en Chine, qu'il soit chinois ou étranger. - (AFP)

Les nouveaux services télématiques du « Monde »

LES 174 FICHES-PAYS du *Bilan du Monde* annuel, comprenant statistiques et analyses de nos correspondants (mises à jour en mai), sont désormais disponibles sur le service télématique 3615 LE-MONDE. Parmi les nouveautés du Minut du Monde, on retiendra aussi l'accès aux données chiffrées (bilans, statistiques, etc.) de plus de

3 millions d'entreprises françaises, à un tarif (2,23 F/min) bien inférieur à d'autres services similaires.

Enfin, pour les mélomanes, une base de données musicale extrêmement riche (mot-clé MUS) permet de retrouver compositeurs ou interprètes d'une musique entendue dans un film ou même une publicité.

Trage du Monde daté dimanche 22 - lundi 23 novembre : 571 022 exemplaires

La grève européenne des cheminots marque le début d'une semaine décisive pour la SNCF

Après les arrêts de travail, lundi 23 novembre, une nouvelle journée nationale est prévue vendredi

LA GRÈVE européenne des cheminots contre la libéralisation du transport ferroviaire dans l'Union, décidée à l'appel des syndicats CGT, CFDT, FO, SUD-Rail, CFTC, FMC-UNSA et FGAAC, a entraîné des perturbations importantes sur l'ensemble du réseau français. Lundi 23 novembre, les prévisions - pessimistes - de circulation des trains effectuées par la SNCF, à la veille du week-end, étaient confirmées à l'exception du TGV Nord. Sur cette ligne, le trafic qui devait être normal était, en réalité, plus proche de deux trains sur trois. Sur le reste du réseau, seul un train sur trois, en moyenne, roulait. De rares exceptions : l'Eurostar Paris-Londres, le réseau Est grandes lignes et la ligne A du RER en région parisienne n'étaient pas affectés par le mouvement.

Le retour à une situation normale était prévu pour mardi 24 novembre à 8 heures. Seul, SUD-Rail a appelé l'ensemble des cheminots à poursuivre l'action dès mardi, par périodes de 24 heures reconductibles, pour « profiter du dynamisme du mouvement de lundi et éviter

l'étouffement des actions en cours ». Par ce mouvement, les cheminots de six pays de l'Union européenne (Belgique, Espagne, France, Grèce, Luxembourg, Portugal) veulent « contraindre » les ministres des transports, réunis à Bruxelles les 30 novembre et 1^{er} décembre, à abandonner le projet de libéralisation du transport ferroviaire. Ce projet prévoit notamment une séparation juridique des infrastructures et des activités de transport, la possibilité d'accorder une licence ferroviaire à des sociétés ne possédant pas de moyens propres et la séparation comptable des différentes activités des entreprises de chemin de fer.

« MENACE POUR L'EMPLOI »

Neil Kinnock, commissaire européen aux transports, affirmait dimanche que ces propositions de la Commission, objet du mouvement européen, visaient à « créer des conditions compétitives permettant au rail de connaître un renouveau ». Dans un communiqué, le commissaire a souligné que les propositions de la Commission « ne représentent

pas une menace pour l'emploi des cheminots, alors que l'érosion des parts de marché du rail (...) a entraîné la perte de 500 000 emplois dans le secteur ferroviaire en Europe dans les quinze dernières années ».

Par ailleurs, le conflit à Marseille entre les cheminots et la direction régionale de la SNCF a pris fin dimanche 22 novembre après 13 jours de grève et près de 50 heures de négociations. Réunis en assemblée générale, les cheminots grévistes de l'établissement de matériel et de transport de Marseille-Blancarde ont voté, à la presque unanimité des plus de cent présents, la « suspension » de leur mouvement après avoir pris connaissance du résultat des négociations conclues dimanche à midi. Ils ont cependant décidé de participer à l'action européenne de ce lundi. Les syndicats ont aussi annoncé leur participation à la journée nationale d'action intersyndicale du vendredi 27 novembre.

Le tournant du conflit doit beaucoup à la pression des acteurs politiques. Une table ronde s'est tenue à partir de samedi à la préfecture de région, mettant en présence la di-

rection régionale de l'établissement public, les représentants du personnel CGT et de Sud-Rail, M. Jean-Paul Proust, préfet de région, et Jean-Marc Coppola, vice-président (PC) de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Ces deux derniers insistent « sur la priorité donnée aussi bien par le gouvernement que par la région au développement des transports ferroviaires au cours des années à venir ». Il était donc décidé d'« adapter les effectifs au trafic », soit d'affecter « vingt agents supplémentaires par mutation », pour compenser les départs en retraite en 1999.

Et vingt autres, sortis des formations pour l'an 2000, afin de préparer l'arrivée du TGV à Marseille en 2001. De plus un Comité de suivi direction/syndicats destiné « à adapter les effectifs au développement du trafic et à la qualité du service » était mis en place, préfet et conseil régional devant veiller « au strict respect de ces dispositions ».

François Bostnavarion
avec Michel Samson
(à Marseille)



*Si mon Longchamp a des roulettes,
c'est pour mieux s'envoler*

SAC à ROULETTES PÉROQUET

LONGCHAMP
PARIS 1948



Choisir une grande école

Parce qu'il y a une grande école pour tous, il faut choisir. Choisir une grande école, c'est choisir une formation, un environnement, un avenir. Choisir une grande école, c'est choisir une grande école.

Le froid et les sans-abri

Le froid, le froid, le froid. Le froid, le froid, le froid. Le froid, le froid, le froid. Le froid, le froid, le froid.

La cupidité menace le Mont-Saint-Michel

La cupidité, la cupidité, la cupidité. La cupidité, la cupidité, la cupidité. La cupidité, la cupidité, la cupidité.

Le blues des emplois-jeunes

Le blues, le blues, le blues. Le blues, le blues, le blues. Le blues, le blues, le blues.

L'ours s'endort, la polémique continue

L'ours, l'ours, l'ours. L'ours, l'ours, l'ours. L'ours, l'ours, l'ours.

La recherche, demain

La recherche, la recherche, la recherche. La recherche, la recherche, la recherche.

Le rebond des places financières

Le rebond, le rebond, le rebond. Le rebond, le rebond, le rebond.

DE